

L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte

présente

Marx, à mesure

***Une anthologie commentée des écrits
de Marx et d'Engels***

par

Le Cercle d'Etude des Marxismes

Fascicule 29

Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, longtemps aggravée par la crise des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Notons toutefois que sous cet angle, l'évolution s'est heureusement inversée avec les récentes publications, aux mêmes Editions sociales, de la GEME (ladite Grande Edition Marx et Engels).

Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de manière à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

Sommaire

Le présent fascicule a pour objet le chapitre des *Grundrisse* consacré aux « formes antérieures à la production capitaliste ».

Il comprend les 3 cahiers suivants :

Introduction

1. Grundrisse (5) : le chapitre des *Formen*

- 1.1 Un parcours de lecture, paginé FA de 1 à 31.
- 1.2. Le mode de production asiatique en débat : les pièces du dossier, paginé MdpA de 1 à 13.

2. Débats et controverses

- 2.1. *Grundrisse* vs *Capital*, paginé MP de 1 à 3.
- 2.2. *L'obchtchina* en question : la controverse entre Fr. Engels et P. Tkatchev, paginé OeQ de 1 à 52.

3. Documents

- 3.1. La correspondance de Marx avec Véra Zassoulitch, paginé MVZ, de 1 à 11.
- 3.2. Joseph Staline, *Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique*, paginé JS de 1 à 4.
- 3.3. Manifeste de la *Commune révolutionnaire* « Aux communeux », juin 1874, paginé CR de 1 à 5.

Table générale

Introduction

Le présent fascicule est le dernier de la série que nous avons consacrée au manuscrit des *Grundrisse*.

Il se propose de parcourir le chapitre connu sous le titre de **Formes antérieures à la production capitaliste** et de faire le point, autant que possible, sur les multiples problèmes théoriques que ces pages ont suscités.

Si célèbres sont elles, ces pages ne sont guère d'une lecture facile.

Elles doivent d'abord leur difficulté aux libertés d'écriture que s'autorise le manuscrit de Marx. Le texte, nous le savons, n'a pas été relu en vue d'une publication et son auteur procède le plus souvent en réfléchissant pour lui-même. Les digressions sont nombreuses. Les passages obscurs ne manquent pas.

Or l'attention est d'autant plus sollicitée qu'à la différence des autres chapitres, celui sur l'argent ou celui sur le capital, qui ont connu par la suite une rédaction soignée, ces développements n'ont pas été repris par Marx, du moins sous la forme d'une démonstration construite. Les appuis d'une comparaison avec d'autres écrits postérieurs font ainsi défaut.

Le contraste est par ailleurs saisissant entre la relative minceur de cette matière, une quarantaine de pages selon les éditions¹, et la masse des commentaires qui, au fil du temps, ont été publiés à leur sujet.

Les vraies difficultés appartiennent, à vrai dire, au vaste champ de recherches qu'ouvrent ces analyses de Marx. Ce ne sont pas moins que les premières avancées dans le domaine du **matérialisme historique**. Et cette dimension inaugurale explique le caractère exploratoire de la démarche de Marx, les risques que prennent ses hypothèses.

C'est le cas notablement pour ce qui concerne **le mode de production dit asiatique**.

Nous lui avons réservé une note particulière en rapport avec la foison des commentaires théoriques et politiques que cette catégorie a engendrés. Des questions qui nous emportent loin et sur lesquelles nous reviendrons à notre manière, « à mesure ».

*

Le deuxième cahier de ce fascicule aborde les débats et controverses qui ont accompagné cette matière.

D'abord, une brève évocation des travaux de Moishe Postone qui s'est précisément appuyé sur les *Grundrisse* pour élaborer son interprétation du *Capital* de Marx et ses analyses du capitalisme contemporain.

Ensuite, au prix, certes, d'une dérogation au principe de notre procédure chronologique, un exposé plutôt circonstancié des échanges qui se sont multipliés sur la question de la communauté rurale russe dite l'*obchtchina* ou le *mir*, et tout particulièrement de la querelle survenue à ce sujet, en 1874 et 1875, entre Friedrich Engels et le militant populiste russe Pyotr Nikitich Tkatchev.

*

Le troisième cahier ajoute trois documents, par souci de complémentarité.

Le premier reproduit l'essentiel de la correspondance échangée en février/mars 1881 entre Marx et la militante russe Véra Zassoulitch.

Le deuxième reproduit sans commentaire un extrait des pages attribuées à Joseph Staline sous le titre *Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique*. Elles trouvent leur place pour illustrer la ma-

¹ pp. 410-452 du premier volume de l'édition de 1980 des *Grundrisse* aux Éditions sociales qui sera notre référence.

nière dont le marxisme-léninisme aboutira à supprimer, en novembre 1938, toute référence doctrinale au mode de production asiatique.

Le troisième reproduit la déclaration signée à Londres, en juin 1874, par le groupe des réfugiés blanquistes de la *Commune révolutionnaire*. Elle a été le point de départ de la controverse entre Fr. Engels et P. Tkatchev.

*

Enfin voici pour rappel nos principales abréviations :

- C (suivi du numéro de volume) : *Correspondance Marx Engels*, Editions sociales, 13 volumes parus.
- MECW : *Karl Marx Frederick Engels Collected Works*, Lawrence & Wishart, London, 50 volumes parus + les annexes.
- MEGA : *Marx/Engels Gesamtausgabe*, Dietz Verlag Berlin. Nombre de ces volumes sont accessibles en ligne sur le site de thecharnelhouse.org.
- MEW : *Karl Marx Friedrich Engels Werke*, Dietz Verlag Berlin, Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, 46 volumes parus + les annexes.

1.1. Formes antérieures à la production capitaliste : un parcours de lecture

Il existe **quatre** traductions françaises de ces pages :

- celle de Roger Dangeville, dans son édition de 1968, aux éditions Anthropos, des *Fondements de la critique de l'économie politique*, t. 1, pp. 435-481, sous le titre « Succession des formes économiques de la société¹ ».
- celle de Maximilien Rubel dans son édition de 1968 des *Principes d'une critique de l'économie politique*, chapitre III, sous le titre « Formes précapitalistes de la production. Types de propriété », pp. 312-355 du vol. II des *Œuvres* de Marx chez Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade.
- celle de Claude Prévost, dans le numéro du Centre d'Études et de Recherches marxistes « Sur les sociétés précapitalistes » aux Editions sociales, Paris, 1970, pp. 180-229 sous le titre « Formes qui précèdent la production capitaliste² ».
- celle accomplie sous la responsabilité de Jean-Pierre Lefebvre des *Manuscrits de 1857-1858* (« *Grundrisse* ») aux Éditions sociales, Paris 1980, t. 1, pp. 410-452, sous le titre « Formes antérieures à la production capitaliste ».

Nous suivrons cette dernière traduction. Les références en bas de page appartiennent à l'édition mentionnée.

Les notes ajoutées par nos soins seront signalées par leur mise entre parenthèses.

*

Nous nous sommes permis de procéder à diverses coupures afin d'assurer, autant que possible, la clarté et la cohérence de la démonstration. Le texte de Marx multiplie, en effet, le plus souvent mises entre parenthèses, les digressions qui participent, comme en marge, de sa propre réflexion. Ces retranchements seront signalés par le symbole convenu (...) accompagné, si besoin, d'une note.

Sauf ces interventions, nous parcourons le texte dans sa continuité.

*

Le point de départ de Marx est la formation capitaliste en tant que telle, caractérisée par l'exploitation du travail salarié.

Le point de vue de son analyse est donc **rétro-prospectif** : il se tourne vers le passé pour analyser le déroulement historique des processus qui ont conduit à la situation présente.

*

La première séquence procède par une **distinction** entre

- d'une part, *le travailleur salarié*, tel que sous le capitalisme contemporain, « libre » de toute autre obligation, il se trouve contraint de se vendre sur le marché du travail,

Si l'une des présuppositions³ du travail salarié et l'une des conditions⁴ historiques du capital est l'existence du travail libre et l'échange de ce travail libre contre de l'argent, afin qu'il reproduise et fasse fructifier l'argent, afin qu'il soit consommé par l'argent, non en tant que valeur d'usage destinée à la jouissance, mais en tant que valeur d'usage pour de l'argent, la séparation du travail libre

¹ Le texte a paru sous le titre « Formes antérieures à la production capitaliste » dans l'édition de 1966, n° 1, de la revue *L'Homme et la société*, pp. 89-116 (en ligne sur le site de *Persée*).

² Avec une importante introduction de Maurice Godelier.

³ *Voraussetzung*, au sens de *condition préalable, présupposition*.

⁴ *Bedingung*, au sens général de *condition*.

d'avec les conditions objectives de sa réalisation - du moyen du travail et du matériau du travail - en est une autre.

Avant tout, par conséquent, le travailleur est détaché de la terre, son laboratoire naturel - ce qui entraîne la dissolution de la petite propriété foncière libre ainsi que de la propriété foncière collective fondée sur la commune orientale¹.

- et, d'autre part, le *travailleur propriétaire des conditions objectives de son travail*, tel que, sous diverses formes historiques antérieures, il exerce son activité, soit comme membre d'une communauté foncièrement collective, soit comme propriétaire privé à côté d'autres propriétaires privés au sein de la communauté qui les réunit.

Dans ces deux formes, le travailleur a un rapport de propriétaire aux conditions objectives de son travail; c'est l'unité naturelle du travail et de ses présupposés matériels. C'est pourquoi, indépendamment du travail, le travailleur a une existence objective. L'individu se comporte vis-à-vis de lui-même en propriétaire, en maître qui règne sur les conditions de sa réalité. Il se rapporte de la même façon aux autres et - selon que cette *présupposition* est posée comme dérivant de la communauté ou des familles individuelles qui constituent la commune - il se rapporte aux autres comme à des copropriétaires, comme à autant d'incarnations de la propriété commune, ou encore comme à des propriétaires indépendants placés à côté de lui, des propriétaires privés indépendants - à côté desquels la propriété commune, qui jadis absorbait tout et s'étendait sur tout, est posée elle-même comme *ager publicus*² particulier à côté des nombreuses propriétés foncières privées.

Dans ces deux formes, les individus ne se comportent pas en travailleurs³, mais en propriétaires - et en membres d'une communauté qui en même temps travaillent. Le but de ce travail n'est pas la *création de valeur* - bien qu'ils puissent faire du surtravail pour échanger entre eux des produits d'*autrui*⁴, c'est-à-dire des surproduits⁵; - mais son but est la conservation du propriétaire individuel et de sa famille ainsi que de l'entité communale⁶ dans son ensemble.

Le procès par lequel l'individu se pose en *travailleur*, dans cette nudité⁷, est lui-même un produit *historique*.

Le premier état communautaire est celui de la **collectivité tribale naturelle**.

Cette communauté *de sang, de langue, de coutumes* constitue le présupposé même de l'activité sociale. La dimension première de la mise en œuvre du travail est, en effet, sa **socialité**⁸ dans le cadre d'une communauté grégaire. L'individu n'accède aux *conditions objectives de la production* que dans la mesure où il appartient d'abord à une communauté.

Dans la première forme de cette propriété foncière, apparaît tout d'abord, comme premier présupposé, une communauté purement

¹ (Observons cette occurrence en tout début de raisonnement de la notion de « commune orientale » qui n'interviendra dans la suite qu'en seconde phase après la collectivité tribale.)

² Champ commun, *domaine public*. (Cette expression latine désignait à Rome l'ensemble du domaine public par opposition à l'*ager regius*, autrement dit le domaine royal, et à l'*ager privatus* réservé aux familles patriciennes. L'*ager publicus* était pour l'essentiel composé des terres conquises.)

³ (Entendons : ils ne se comportent pas en travailleurs *saliés*. Qu'ils travaillent est une évidence, mais ils le font en qualité de *propriétaires* des conditions objectives de leur labeur.)

⁴ *Des produits étrangers*.

⁵ C'est-à-dire supplémentaires.

⁶ *Gesamtgemeinwesen la structure communautaire*.

⁷ (La nudité du *travailleur salarié* en ce qu'il se trouve strictement réduit à *sa force de travail* : cette nudité résulte d'un processus historique qu'il s'agit précisément d'analyser.)

⁸ (Une thèse importante que Marx a déjà soutenue dans son introduction de 1857 avec sa critique des robinsonnades de l'économie politique bourgeoise. Nous renvoyons sur ce point au chapitre 3.2 de notre fascicule 23.)

naturelle. La famille et la famille élargie au sein de la tribu, soit par *intermariage* entre familles, soit par combinaisons de tribus. Comme nous pouvons admettre que *l'état pastoral* et le *nomadisme* sont la première forme de mode d'existence, non pas que la tribu s'établisse en un séjour déterminé, mais en ce sens qu'elle fait paître à ses animaux ce qu'elle trouve - les hommes ne sont pas sédentaires par nature (à moins qu'ils ne se trouvent dans un entourage naturel si particulièrement fécond qu'ils soient perchés dans les arbres comme les singes, sinon, ils vont à l'*aventure*, comme les animaux sauvages) -, la *collectivité tribale*, la communauté naturelle, n'apparaît pas comme résultat, mais comme présupposé de *l'appropriation* (temporaire) et de *l'utilisation collectives du sol*.

S'ils finissent par s'établir, cela dépendra de différentes conditions extérieures, climatiques, géographiques, physiques, etc., ainsi que de leurs dispositions naturelles particulières, etc. - de leur caractère ethnique¹ - et de la manière plus ou moins sensible dont cette collectivité originelle est modifiée.

La collectivité tribale naturelle ou, si l'on veut, l'existence à l'état de horde - la communauté de sang, de langue, de coutumes, etc. - est le premier présupposé de *l'appropriation des conditions objectives* de leur vie et de l'activité de celle-ci en tant qu'elle se reproduit et s'objective (activité de bergers, chasseurs, cultivateurs, etc.).

La terre est le grand laboratoire, l'arsenal qui fournit aussi bien le moyen de travail que le siège, la base de la communauté. Ils ont vis-à-vis d'elle un rapport naïf, la considérant comme la *propriété de la communauté*, et de la communauté qui se produit et se reproduit dans le travail vivant. Chaque individu singulier se comporte uniquement en membre de cette collectivité, en propriétaire ou en *possesseur*².

L'appropriation réelle par le procès de travail s'effectue sur la base de ces *présupposés*, qui ne sont pas eux-mêmes les *produits* du travail, mais apparaissent comme ses présupposés naturels ou *divins*.

Cette communauté naturelle première n'évolue pas moins sous **différentes formes**.

La **première** de ces formes est la **forme asiatique**³ : elle associe un ensemble de communautés autarciques en régime de propriété collective sous l'autorité centrale d'un **despote** qui, associé au(x) dieu(x) protecteur(s), incarne **l'unité supérieure** et qui, à ce titre, s'empare sous diverses formes de prélèvement du surproduit de ces communautés, prenant la direction, à ce niveau, des grands travaux d'ensemble, en particulier ceux de l'irrigation du territoire.

Le caractère d'autosubsistance de ces communautés et leur capacité à produire un surplus exploitable sont assurés par une division coopérative du travail entre l'agriculture et l'artisanat.

Cette forme, qui repose sur le même rapport fondamental, peut se réaliser elle-même de manière très différente.

Le fait que, par exemple, comme dans la plupart des formes *asiatiques* fondamentales, *l'unité d'ensemble* placée au-dessus de toutes ces petites communautés apparaisse comme le *propriétaire* supérieur ou le *propriétaire unique*, les communes réelles n'apparaissant par suite que comme possesseurs⁴ *héréditaires*, ne la contredit absolument pas.

¹ *Stammcharakter*. *Stamm* désigne une couche sans doute un peu plus étroite que l'ethnie.

² Au sens de détenteur souvent temporaire. (Ajoutons qu'à ce stade, la catégorie *juridique* de propriété n'est pas pertinente.)

³ (Observons que Marx parle de *formes d'appropriation* et non explicitement de *mode de production*. Le concept de mode de production apparaîtra certes plus loin dans le texte, mais il n'est pas requis en premier).

⁴ Marx distingue entre *Eigentümer*, « propriétaire », et *Besitzer*, « possesseur » au sens de détenteur souvent temporaire.

Puisque l'*unité* est le propriétaire réel et le présupposé réel de la propriété collective, cette unité peut elle-même apparaître comme un *élément particulier* au-dessus des nombreuses communautés particulières réelles, dans le cas où l'individu singulier¹ est alors en fait sans propriété, ou bien quand la propriété apparaît pour lui comme médiatisée par le renoncement de l'unité d'ensemble - qui est réalisée dans la personne du despote, père des nombreuses communautés - en faveur de l'individu séparé, par la médiation de la commune particulière; par propriété on entend : le rapport de l'individu singulier aux conditions naturelles du travail et de la reproduction considérées comme des conditions objectives qui lui appartiennent, autrement dit le corps de sa subjectivité qu'il trouve sous forme de nature inorganique. Le surproduit - qui est du reste légalement déterminé à la suite de l'appropriation réelle par le travail - appartient ainsi de lui-même à cette unité suprême².

Soulignons au passage toute l'importance ici accordée à cette catégorie d'*unité* qui exprime, au sein de la communauté, le *ressenti d'appartenance* à une instance supérieure. Cette fonction imaginaire d'un père fondateur, proprement *idéologique*, vient en soutien d'un pouvoir *sacré* qu'incarne le despote. Au sein de la communauté agricole et artisanale, les individus agissent comme **les accidents** de la **substance collective** qui les constitue.

On notera la double imprécision dans le temps et dans l'espace.

Au sein du despotisme oriental³, avec l'absence de propriété qui semble le caractériser du point de vue juridique, on trouve, par conséquent, existant effectivement comme base, cette propriété tribale ou communale, créée la plupart du temps par une combinaison de la manufacture et de l'agriculture à l'intérieur de la petite commune qui devient ainsi absolument *autosubsistante* et renferme en elle-même toutes les conditions de la reproduction et de la surproduction⁴.

Une partie de son surtravail appartient à la collectivité du niveau supérieur qui existe finalement comme *personne*, et ce surtravail se manifeste tant dans le tribut, etc., que dans les travaux en commun accomplis à la gloire de l'unité⁵, pour une part du despote réel, pour une part de l'essence imaginaire de la tribu, du dieu.

Or, ce mode de propriété communautaire peut, dans la mesure où il se réalise effectivement dans le travail, apparaître de manière différente: soit que les petites communes végètent indépendamment les unes des autres, juxtaposées les unes aux autres, soit que l'individu singulier travaille indépendamment avec sa famille sur le lot qui lui a été attribué (travail déterminé pour les *réserves collectives*, *assurance*, pour ainsi dire, d'une part, et *pour couvrir les frais de la communauté en tant que telle*, donc pour la guerre, le culte, etc. ; le *dominium seigneurial* au sens le plus primitif se trouve d'abord ici, par exemple dans les communes slaves, roumaines, etc. C'est là que se trouve la transition vers la corvée, etc.); soit encore que l'unité puisse s'étendre au caractère collectif du travail lui-même, qui peut être un système en bonne et due forme, comme au Mexique et au Pérou en particulier, chez les anciens Celtes et quelques tribus des Indes⁶.

¹ Marx distingue entre *das Individuum*, l'individu au sens général, et *der Einzelne*, l'individu considéré isolément, l'individu particulier, l'individu isolé.

² (C'est-à-dire au despote)

³ (Une formulation assurément descriptive, ici, sous la plume de Marx, mais qui emporte avec elle de lourdes connotations idéologiques. Marx relaie sans trop de précaution de tenaces stéréotypes sur l'Orient.)

⁴ *Mehrproduktion*.

⁵ (Notamment dans la réalisation de monuments de prestige)

⁶ (Soulignons cette très remarquable **extension** du concept de forme *asiatique*. Ainsi référé à des sociétés d'un autre âge et d'un autre continent, le modèle tend, en effet, à perdre sa pertinence historique. Il tend à désigner en généralité toute structure d'Etat qui oppresse et exploite des communautés locales. La question reviendra avec insistance dans les débats sur la question du *mode de production asiatique*.)

En outre, ce caractère collectif à l'intérieur de la structure tribale¹ peut apparaître davantage d'une autre manière: l'unité est alors représentée par un chef de famille ou encore comme relation des pères de famille entre eux. D'où, pour cette communauté, une forme plus ou moins despotique ou démocratique². Les conditions collectives de l'appropriation réelle par le travail, les *canaux d'irrigation*, très importants chez les peuples asiatiques, les moyens de communication, etc., apparaissent alors comme l'œuvre de l'unité supérieure - du gouvernement despotique planant au-dessus des petites communes. Les villes proprement dites ne se forment, à côté de ces villages, que là où se trouve un point particulièrement favorable au commerce extérieur; ou bien là où le chef de l'Etat et ses satrapes³ échangent leur revenu (surproduit) contre du travail et le dépensent sous forme de *fonds de travail*.

La **deuxième** de ces formes est la **forme de l'antiquité classique**⁴. Elle associe des *propriétaires privés* unis comme libres citoyens dans une structure politique, une structure d'Etat, ville ou commune, à **finalité guerrière**, soit en vue de la protection du territoire, soit en vue de la conquête d'autres territoires.

Cette structure d'Etat reconnaît d'autant plus aux individus singuliers, libres et égaux, leur droit à la **propriété privée** qu'elle les mobilise impérativement comme citoyens-soldats dans la défense guerrière du territoire commun.

A côté du territoire réservé des propriétés privées⁵ subsiste celui de la propriété commune, propriété d'Etat que désigne, à Rome, le terme d'*ager publicus*, composée pour l'essentiel des terres conquises.

La seconde forme - qui, comme la première, a provoqué des modifications essentielles, du point de vue local, historique, etc. - est le produit d'une vie plus dynamique, historique, le produit des destinées et de la modification des tribus primitives - et implique aussi la *communauté* comme premier présupposé, mais non pas, comme dans le premier cas, en qualité de substance dont les individus ne seraient que des accidents⁶ ou dont ils ne formeraient que des parties constitutives d'une manière proprement naturelle - elle ne suppose pas la campagne comme base, mais la ville comme séjour (centre) déjà créé des gens de la campagne (propriétaires fonciers).

C'est le champ cultivé qui apparaît comme territoire de la ville, et non le village comme simple appendice de la campagne. La terre en soi - si grands que soient les obstacles qu'elle peut opposer à ce qu'on la travaille et se l'approprie réellement - n'oppose aucun obstacle à ce qu'on se comporte envers elle comme envers la nature inorganique de l'individu vivant, son atelier, le moyen de travail, l'objet de travail et le moyen de subsistance du sujet. Les difficultés que rencontre la communauté ne peuvent provenir que d'autres

¹ *Stammwesen*.

² (L'anthropologie confirmera ces formes de hiérarchie, et donc d'inégalité, au sein des sociétés primitives et le rôle idéologique des personnages imaginaires d'essence surnaturelle et divine.)

³ (Ceux-là mêmes qui sont chargés par le pouvoir central de prélever l'imposition sur les communautés rurales et qui constituent les fonctionnaires d'Etat d'un véritable appareil répressif dont les villes sont l'un des instruments.)

⁴ (Observons que cette qualification n'apparaît pas comme telle à cet endroit dans le texte de Marx, à la différence de la forme suivante qui sera dite expressément « propriété de type germanique ». Toutefois l'exemple qui illustre cette structure sociale est clairement celui de la cité romaine. La détermination sera dite plus loin « celle de l'antiquité classique » lorsque le texte fera la différence avec *la propriété de type germanique*.)

⁵ (Lesquelles, faut-il le préciser, sont partagées à Rome entre les terres appartenant aux patriciens et celles appartenant aux plébéiens.)

⁶ (Une formulation typiquement hégélienne. Dans *La raison dans l'histoire*, Hegel écrit, à propos de « l'empire oriental », c'est nous qui soulignons : « Le principe du monde oriental consiste en ceci que les individus n'ont pas encore conquis leur liberté subjective, mais *existent comme les accidents d'une substance* qui n'est pas abstraite comme la substance spinoziste, mais existe concrètement pour la conscience naturelle sous les traits d'un chef suprême qui est le maître unique de tout. » (Hegel, *La raison dans l'histoire*, Bibliothèques 10/18, Librairie Plon, 1965, p. 284.)

communautés qui ont déjà occupé le terroir, ou bien troublent la commune dans son occupation.

C'est pourquoi la guerre est la grande tâche d'ensemble, le grand travail collectif qui est exigé, soit pour occuper les conditions objectives de l'existence vivante, soit pour protéger et perpétuer cette occupation. C'est pourquoi la commune constituée par des familles est d'abord organisée sur des bases guerrières - comme force de guerre, force armée, et c'est là une des conditions de son existence en tant que propriétaire¹.

La concentration des résidences dans la ville est la base de cette organisation guerrière. La structure tribale en soi conduit à différencier les lignages en supérieurs et inférieurs, évolution qui s'accroît encore par le mélange avec des tribus passées sous le joug, etc. La propriété communale - en tant que propriété d'Etat, *ager publicus* - est séparée ici de la propriété privée. La propriété de l'individu n'est pas elle-même ici, comme dans le premier cas², immédiatement propriété communale, régime selon lequel la propriété n'est pas la propriété de l'individu séparé de la communauté : il n'en est au contraire que le possesseur. En fait, moins la propriété de l'individu particulier peut être mise en valeur par le seul travail en commun - comme c'est le cas, par exemple, avec les canaux d'irrigation en Orient - plus le caractère purement naturel de la tribu est brisé par le mouvement historique, par la migration; en outre, plus la tribu s'éloigne de son séjour d'origine et occupe un sol étranger, donc s'engage dans des conditions de travail fondamentalement nouvelles, et plus l'énergie de l'individu singulier est développée - son caractère commun apparaissant, et apparaissant nécessairement davantage, comme unité négative, tournée vers l'extérieur -, plus les conditions sont données pour que l'individu singulier devienne *propriétaire privé* du terroir - d'une parcelle particulière - dont la mise en culture particulière lui échoit, ainsi qu'à sa famille.

La mobilisation de l'énergie individuelle (pour la guerre) consolide **à la fois** l'appropriation **privée** d'une parcelle du terroir et l'appartenance **collective** à la communauté d'Etat.

La commune - en tant qu'Etat - est, d'une part, la relation qu'entretiennent entre eux ces propriétaires privés libres et égaux, leur union contre l'extérieur, et c'est en même temps leur garantie.

Le système communal repose ici tout autant sur le fait que ses membres se composent de propriétaires fonciers qui travaillent, de paysans parcellaires, que, inversement, l'autonomie de ceux-ci subsiste grâce à leurs relations mutuelles en qualité de membres de la commune, au fait qu'ils assurent la garantie de l'*ager publicus* pour les besoins collectifs et la gloire collective, etc. L'appropriation du sol implique donc ici encore que l'individu singulier soit membre de la commune, mais, en sa qualité de membre de la commune, il est propriétaire privé. Toutefois, la relation qu'il entretient avec sa propriété privée, sa terre, est en même temps une relation à son être en tant que membre de la commune et, en cherchant à se conserver lui-même comme tel, il conserve la commune et vice versa, etc.

Puisque la commune, bien qu'elle soit déjà ici *produit historique*, ne l'est pas seulement de fait, mais est consciemment reconnue comme telle, puisque, par conséquent, elle a eu une *origine*, nous avons ici la présupposition de la *propriété* du terroir, c'est-à-dire de la relation du sujet qui travaille aux présupposés naturels du travail en tant qu'ils lui appartiennent - mais cette appartenance passe par la médiation de son Être en tant que membre d'un Etat, par l'Être de

¹ (Avec pour conséquence la pratique de l'esclavage, laquelle n'est pas expressément mentionnée ici sinon par l'indication des « tribus passées sous le joug ».)

² (Celui de la propriété orientale)

l'Etat¹ - et, en conséquence, par un présupposé considéré comme divin, etc.

Il s'opère une concentration dans la ville, avec la campagne comme territoire; la petite agriculture travaillant pour la consommation immédiate, la manufacture étant une activité d'appoint domestique pour les femmes et les filles (filage et tissage) ou bien accédant à une existence autonome dans quelques branches seulement (*fabri*², etc.).

La pérennité de cette communauté suppose le maintien de l'égalité entre ses libres paysans vivant en *autosubsistance* et le travail propre, condition de la pérennité de leur propriété. Ils se comportent en propriétaires vis-à-vis des conditions naturelles du travail; mais encore faut-il que ces conditions soient constamment et réellement posées, par le travail personnel de l'individu, comme conditions et comme éléments objectifs de sa personnalité, de son travail personnel.

D'autre part, la tendance de cette petite communauté guerrière l'entraîne au-delà de ces limites, etc. (Rome, Grèce, Juifs, etc.).

(...)

L'individu est *placé dans de telles conditions pour gagner sa vie que son objet n'est pas d'acquérir la richesse, mais de quoi subsister, d'assurer sa propre reproduction comme membre de la communauté; la reproduction de lui-même comme propriétaire de la parcelle de terre et, en cette qualité, comme membre de la commune*³. La pérennité de la *commune* est la reproduction de tous les *membres* de celle-ci en tant que paysans vivant en *autosubsistance* dont le *surtemps* appartient précisément à la *commune*, au travail de la guerre, etc.

La propriété de l'homme sur son propre travail est médiatisée par sa propriété sur la condition du travail - l'arpent de terre, garanti de son côté par l'existence de la commune et celle-ci, à son tour, par le surtravail des membres de la commune, sous forme de service guerrier, etc. Ce n'est point une coopération au sein du travail producteur de *richesse* par lequel le membre de la commune se reproduit, mais une coopération dans le travail pour les intérêts collectifs (imaginaires ou réels) en vue de maintenir l'association à l'intérieur et face à l'extérieur. La propriété est *quiritorium*⁴, romaine. Le propriétaire foncier privé n'est tel qu'en sa qualité de Romain, mais en qualité de Romain, il est propriétaire foncier privé.

La **troisième** de ces formes est la **propriété de type germanique**, expressément associée au **moyen âge**⁵.

La particularité de cette forme consiste dans le caractère distancié de l'appartenance à l'unité politique communale vécue non pas comme une structure d'Etat permanente mais comme le résultat d'une adhésion commune renouvelée au cours d'assemblées périodiquement réunies.

Contrairement, en effet, à la cité antique, la structure politique commune n'existe pas comme telle de façon permanente dans l'enceinte d'une ville⁶ mais ne trouve sa légitimité que par l'expression d'une volonté *d'union* en vue principalement d'assurer la sécurité commune.

L'instance souveraine n'est pas l'entité politique instituée, mais la relation des sujets autonomes (et de leur famille) entre eux.

¹ (Une formulation qui témoigne de la prégnance du vocabulaire hégélien dans l'écriture théorique de Marx.)

² (Au sens général d'artisans, pratiquant le travail des métaux, la fabrication des outils.)

³ Tout ce passage est écrit en anglais dans le manuscrit.

⁴ Appartenant aux citoyens romains (Quirites).

⁵ (Mais sans autres précisions, notamment de date : la démarche est principalement analytique.)

⁶ (Une ville et *les fonctionnaires placés à sa tête*, sera-t-il précisé : autrement dit un véritable appareil d'Etat.)

Quant au territoire principal, il est celui de la campagne.

[Autre] ou [troisième] forme de propriété des individus qui travaillent, *membres de la communauté vivant en autosubsistance*, sur les conditions naturelles de travail: la propriété de type *germanique*.

(...)¹

La commune germanique ne se concentre pas dans la ville; c'est grâce à la simple concentration de celle-ci - comme centre de la vie rurale, résidence des travailleurs ruraux et également centre de direction des opérations militaires - que la commune en tant que telle possède désormais une existence extérieure, différente de celle de l'individu singulier. L'histoire de l'antiquité classique est une histoire urbaine, mais il s'agit de villes qui reposent sur la propriété foncière et l'agriculture; l'histoire asiatique est une sorte d'unité indifférenciée de la ville et de la campagne (les villes vraiment importantes ne doivent être considérées ici que comme des camps princiers, des éléments simplement surajoutés à la structure² économique proprement dite); le moyen âge (ère germanique) part de la campagne comme siège de l'histoire, et le développement ultérieur de celle-ci s'effectue à travers l'opposition de la ville et de la campagne; l'[histoire] moderne est l'urbanisation de la campagne et non, comme chez les Anciens, la ruralisation de la ville.

La réunion dans la ville donne à la commune en tant que telle une existence économique; la simple *existence* de la ville en tant que telle est différente de la simple multiplicité de maisons indépendantes. Ici, le tout n'est pas constitué par ses parties. C'est une sorte d'organisme autonome. Chez les Germains³, où les chefs de famille s'établissent isolément dans les forêts et sont séparés par de longues distances, la commune n'existe déjà, considérée *extérieurement*, que par la réunion chaque fois répétée des membres de la commune, bien que leur unité *en soi*⁴ réside dans la descendance, la langue, le passé commun et l'histoire, etc. La *commune* apparaît donc comme réunion⁵, et non comme *organisation unitaire*⁶; comme union⁷ reposant sur un accord, dont les sujets autonomes sont les propriétaires ruraux, et non comme unité.

C'est pourquoi la commune n'existe pas *en fait* en tant qu'Etat, que structure *étatique*, comme chez les Anciens, parce qu'elle n'existe pas en tant que *ville*. Pour que la commune accède à l'existence réelle, les propriétaires ruraux libres doivent tenir une *assemblée*, tandis qu'à Rome, par exemple, la commune *existe*, en dehors de ces assemblées, du fait de l'existence de la *ville elle-même* et des fonctionnaires placés à sa tête, etc.

Certes, on trouve aussi chez les Germains *l'ager publicus*, terre communale ou terre du peuple, par opposition à la propriété de l'individu singulier. C'est le terrain de chasse, de pacage, d'affouage, etc., la partie du pays qui ne peut être partagée si elle doit servir de moyen de production sous cette forme déterminée. Cependant, cet *ager publicus* n'apparaît pas, comme chez les Romains, par exem-

¹ (Au lieu de livrer, comme on l'attendrait, une définition immédiate de cette troisième forme, le manuscrit de Marx va multiplier une série de digressions encloses par un jeu de parenthèses. Nous avons choisi d'en faire l'économie afin d'assurer la cohérence de la démonstration.)

² *Konstruktion*.

³ Toutes ces indications sont tirées de la *Germanie* de Tacite.

⁴ (*en soi*, c'est-à-dire potentiellement)

⁵ *Vereinigung*.

⁶ *Verein*.

⁷ *Einigung*. Marx joue ici sur la connexion des trois termes. *Vereinigung* peut être considéré comme la nominalisation du verbe *vereinigen* qui signifie: unir en mettant d'accord. *Verein* désigne toute forme d'association de fait. *Einigung* désigne l'accord subjectif, indépendamment d'une forme quelconque d'association.

ple, en tant qu'existence économique particulière de l'Etat à côté des propriétaires privés, de sorte que ceux-ci sont propriétaires *privés* au sens propre du terme et en tant que tels, dans la mesure où ils ont, comme les plébéiens, été *exclus*, privés, de l'utilisation de *l'ager publicus*. Au contraire, *l'ager publicus* n'apparaît que comme complément de la propriété individuelle chez les Germains et ne joue un rôle en tant que propriété que dans la mesure où, en tant que possession commune d'une tribu, il est défendu contre des tribus ennemies. La propriété de l'individu particulier n'apparaît pas comme passant par la médiation de la commune; c'est, au contraire, l'existence de la commune et de la propriété communale qui apparaît comme le résultat d'une médiation, c'est-à-dire comme relation des sujets autonomes entre eux.

La totalité économique est *au fond* contenue dans chaque maison individuelle¹ qui forme pour elle-même un centre autonome de production (la manufacture n'étant que le travail domestique d'appoint des femmes, etc.) Dans le monde antique, c'est la cité, avec sa marche rurale, qui est le tout économique; dans le monde germanique, c'est le lieu d'habitation pris séparément, qui n'apparaît lui-même que comme un point dans la terre qui lui appartient, qui n'est pas une concentration de nombreux propriétaires, mais la famille en tant qu'unité autonome.

Le moment est opportun pour procéder à une brève **synthèse** des particularités de chacune des trois formes d'appropriation.

C'est nous qui surlignons.

Dans la forme asiatique (du moins dans la forme prédominante), il n'y a pas de propriété, mais seulement une possession de l'individu isolé²; c'est la commune qui est à proprement parler le véritable propriétaire - donc la propriété n'existe que comme *propriété collective* du sol.

Chez les Anciens (les Romains étant l'exemple le plus classique, la chose s'y présentant sous la forme la plus pure, la plus nettement marquée), il existe une forme où la propriété foncière d'Etat est en contradiction avec la propriété foncière privée, si bien que cette dernière passe par la médiation de la première ou que la première elle-même existe sous cette double forme. C'est pourquoi le propriétaire foncier privé est en même temps un citoyen urbain. Du point de vue économique, la citoyenneté se réduit à cette forme simple: le paysan est habitant d'une ville.

Dans la forme germanique, le paysan n'est pas citoyen d'un Etat, c'est-à-dire qu'il n'est pas habitant d'une ville, mais la base est constituée par l'habitat familial isolé et autonome, garantie par l'association avec d'autres habitats familiaux du même genre, appartenant à la même tribu, et leur rassemblement occasionnel pour la guerre, le culte, l'arbitrage des conflits juridiques, etc., aux fins de caution réciproque. Ici, ce n'est pas la propriété foncière individuelle qui apparaît comme la forme contradictoire de la propriété foncière de la commune, ou comme médiatisée par elle, mais l'inverse. La commune n'existe que dans la relation mutuelle de ces propriétaires fonciers individuels en tant que tels. La propriété communale en tant que telle n'apparaît que comme appendice collectif des établissements individuels traditionnels et des appropriations individuelles du sol. La commune n'est ni la substance auprès de laquelle l'individu particulier n'apparaît que comme accident, ni l'universel qui, en tant que tel, est *une unité existante*, aussi bien dans sa représentation que dans l'existence de la ville et des besoins urbains de celle-ci, par opposition aux besoins particuliers de l'individu ou encore, dans son territoire urbain qui constitue son existence particulière,

¹ (Au sens de la *familia* romaine.)

² (Lequel individu, nous l'avons vu, n'est qu'un accident de la substance communautaire. Observons que dans ce rappel, il n'est pas fait mention de l'autorité centrale du despote.)

par opposition à l'existence économique particulière du membre de la commune; mais, d'une part, la commune est en soi, comme collectivité de langue, parenté, etc., présumée au propriétaire individuel : d'autre part, comme existence réelle, elle n'existe que dans leur rassemblement effectif pour des buts communs et, dans la mesure où elle a une existence économique particulière, l'usage commun des terrains de chasse, de pacage, etc., elle est utilisée ainsi par chaque propriétaire individuel en tant que tel et non en tant que représentant de l'Etat (comme à Rome); propriété réellement commune des propriétaires individuels, et non de l'organisation unitaire de ces propriétaires, en tant qu'ils auraient dans la ville elle-même une existence distincte d'eux-mêmes en tant qu'individus singuliers.

Ces précisions une fois apportées, le texte de Marx insiste pour corriger l'idée fautive d'une éventuelle surestimation de l'individualisme. Ce qui est premier dans tous les cas, comme le manifeste du reste la communauté de langue, c'est **la dimension organiquement collective de l'activité productive et de la vie sociale.**

L'important ici, à proprement parler, c'est que dans toutes ces formes, où la propriété foncière et l'agriculture constituent la base de l'ordre économique et où, par conséquent, la production de valeurs d'usage est le but de l'économie, il y a *reproduction de l'individu* dans les rapports déterminés qu'il a avec sa commune et où il forme la base de celle-ci;

nous avons:

1) l'appropriation de la condition naturelle du travail, de la *terre* comme instrument de travail primitif, ainsi que comme laboratoire et réservoir des matières premières, appropriation, non par le travail, mais comme présumée au travail. L'individu se rapporte simplement aux conditions objectives du travail en les considérant comme siennes, comme la nature inorganique de sa subjectivité au sein de laquelle cette dernière se réalise elle-même; la condition objective principale du travail n'apparaît pas elle-même comme *produit* du travail mais se présente déjà là comme *nature*; d'un côté, l'individu vivant; de l'autre, la terre comme condition objective de sa reproduction;

2) mais ce rapport au terroir, à la terre considérée comme la propriété de l'individu qui travaille, passe par une médiation - donc l'individu n'apparaît pas a priori comme simple individu travaillant, dans cette abstraction, mais il a, par sa propriété de la terre, un *mode objectif d'existence présumé* à son activité et qui n'apparaît pas comme un simple résultat de cette dernière, mais est également un présumé de son activité, au même titre que sa peau, ses organes sensoriels, qu'il reproduit certes aussi dans le procès biologique de sa propre existence, qu'il développe, etc., mais qui, à leur tour, sont présumés à ce procès de reproduction - son rapport à la terre passe donc aussitôt par la médiation de l'existence naturelle, plus ou moins développée historiquement, plus ou moins modifiée, de l'individu en tant que *membre d'une commune* - de son existence naturelle en tant que membre d'une tribu, etc.

Un individu isolé ne pourrait pas plus être propriétaire d'une terre qu'il ne pourrait parler. Il pourrait sans doute s'en nourrir comme d'une substance ainsi que le font les animaux. Le rapport à la terre considérée comme propriété est toujours médiatisé par l'occupation, pacifique ou violente, du terroir par la tribu, par la commune, sous une forme quelconque, plus ou moins naturelle ou déjà relativement développée du point de vue historique. L'individu ne peut pas se présenter ici sous la forme ponctuelle¹ où il apparaît comme simple travailleur libre. S'il faut supposer au départ que les conditions objectives de son travail lui appartiennent, il est lui-même subjectivement présumé membre d'une commune par laquelle

¹ (Autrement dit *isolée*)

est médiatisé son propre rapport au terroir. Sa relation aux conditions objectives du travail est médiatisée par son existence de membre de la commune; d'autre part, l'existence réelle de la commune est déterminée par la forme déterminée de sa propriété sur les conditions objectives du travail. Que cette propriété médiatisée par l'existence au sein de la commune apparaisse comme *propriété collective*, là où l'individu isolé n'est que simple possesseur et où il n'a pas de propriété sur le terroir - ou encore que la propriété coexiste sous la double forme de propriété d'Etat et de propriété privée, mais de telle sorte que cette dernière apparaisse posée par la première et que, par conséquent, le citoyen soit et doive être nécessairement propriétaire privé, mais que, d'autre part, sa propriété en tant que citoyen ait en même temps une existence particulière - ou qu'enfin la propriété communale n'ait d'existence que comme complément de la propriété individuelle, mais que cette dernière en tant que base et la commune elle-même en général n'aient pas d'existence pour soi en dehors de l'*assemblée* des membres de la commune et de leur réunion pour des buts communs.

Ces différentes formes de rapport des membres de la commune ou de la tribu au terroir de la tribu - à la terre où elle s'est établie - dépendent pour une part des dispositions naturelles de la tribu, pour une part des conditions économiques dans lesquelles elle se rapporte désormais réellement, en qualité de propriétaire, au terroir, c'est-à-dire s'approprie les fruits de la terre par le travail, et cela à son tour dépendra du climat, de la nature physique du terroir, du mode physiquement déterminé de son exploitation, du rapport aux tribus ennemies ou aux tribus voisines et des modifications apportées par les migrations, les expériences historiques, etc. Pour que la commune continue à exister sur le mode ancien, en tant que telle, il faut qu'il y ait reproduction de ses membres dans les conditions objectives présumées. La production elle-même, le progrès de la population (celle-ci fait elle-même partie de la production), abolissent nécessairement et peu à peu ces conditions; les détruisent au lieu de les reproduire, etc., et c'est ainsi que la communauté disparaît avec les rapports de propriété sur lesquels elle reposait.

Sous cet angle, la **forme asiatique** est celle qui présente au mieux des structures propres à assurer sa cohésion.

C'est la forme asiatique qui, nécessairement, se maintient le plus longtemps et le plus opiniâtrement. La raison tient à son présumé, à savoir que l'individu singulier ne devient pas autonome face à la commune; que le cycle de la production est en *autosubsistance*, qu'il y a unité de l'agriculture et de la manufacture manuelle, etc.

Les évolutions ultérieures tendent au contraire à déconstruire l'adhésion communautaire. Et le phénomène n'est pas sans rapport avec la pratique de l'esclavage¹ telle qu'elle résulte des entreprises guerrières², soit défensives, soit offensives, de la communauté de base. Par ailleurs, cette autonomisation de l'individu par rapport à la communauté emporte bien sûr avec elle le risque pour lui de perdre sa propriété.

Si l'individu singulier modifie son rapport à la commune, il modifie du même coup la commune et exerce sur elle une action destructrice; tout comme sur le présumé économique de celle-ci; d'autre part, la modification de ce présumé économique - produite par sa propre dialectique, paupérisation, etc., notamment l'influence de la guerre et de la conquête qui, à Rome par exemple, ressortissent essentiellement aux conditions économiques de la commune elle-même - abolit le lien réel sur lequel elle repose.

¹ (L'esclave se trouve alors intégré aux conditions objectives de la production communautaire et comme tel, il est dépourvu de toute identité individuelle.)

² (La guerre en ce qu'elle est l'une des principales finalités de communauté constituée dans son ordre.)

Dans toutes ces formes, ce qui constitue la base du développement, c'est la *reproduction* de rapports *présupposés* entre l'individu singulier et sa commune - rapports plus ou moins naturels ou formés historiquement, mais devenus traditionnels - ainsi qu'une existence objective, *déterminée* et *prédéterminée* pour lui, tant en ce qui concerne ses rapports à ses conditions de travail, qu'à ses compagnons de travail, aux membres de sa tribu, etc. ; par conséquent, ce développement est *a priori limité*¹ mais, une fois cette limite² abolie, il aboutit au déclin et à la ruine³.

Ainsi en va-t-il, chez les Romains, du développement de l'esclavage, de la concentration de la possession foncière, de l'échange, du système monétaire, de la conquête, etc., bien que tous ces éléments aient paru jusqu'à un certain point compatibles avec la base et n'aient paru l'élargir qu'innocemment ou bien surgir d'elle-même sous forme de simples abus. Il peut se produire ici, au sein d'un cadre déterminé, des développements considérables. Les individus peuvent apparaître grands. Mais il ne saurait être question ici d'un libre et total développement, ni de l'individu ni de la société, du moment qu'un tel développement est en contradiction avec le rapport originel.

Le propre des formes anciennes d'appropriation est de privilégier la production de **valeurs d'usage** en vue d'assurer la jouissance du citoyen. C'est le service à ce dernier **et non la richesse** qui se trouve la finalité première de la production, à la différence en cela de la « forme bornée » de la production bourgeoise.

Chez les Anciens, nous ne trouvons jamais la moindre étude cherchant à savoir quelle forme de propriété foncière est la plus productive, crée la plus grande richesse. La richesse n'apparaît pas comme le but de la production, encore que Caton sache très bien rechercher la manière de cultiver les champs qui rapporte le plus, ou que Brutus sache prêter son argent aux meilleurs taux. Ce qu'on recherche toujours, c'est le mode de propriété qui crée les meilleurs citoyens. La richesse n'apparaît comme fin en soi que chez les rares peuples commerçants - qui ont le monopole du *commerce de transit*⁴ - et qui vivent dans les pores du monde antique, tels les Juifs dans la société médiévale. Or, la richesse est d'une part une chose, réalisée dans des choses, dans des produits matériels auxquels l'homme fait face en tant que sujet; d'autre part, en tant que valeur, elle est un simple commandement exercé sur le travail d'autrui, non à des fins de domination, mais de jouissance privée, etc. Dans toutes ses formes, elle apparaît comme figure réifiée, que ce soit comme chose ou comme rapport médiatisé par la chose qui se trouve hors de l'individu et par hasard à côté de lui. C'est ainsi que l'opinion ancienne selon laquelle l'homme apparaît toujours comme la finalité de la production, quel que soit le caractère borné de ses déterminations nationales, religieuses, politiques, semble d'une grande élévation en regard du monde moderne, où c'est la production qui apparaît comme la finalité de l'homme, et la richesse comme finalité de la production.

Une « forme bornée » qui occulte le véritable sens historique de la richesse sociale.

Mais, en fait, une fois que la forme bourgeoise bornée a disparu, qu'est-ce que la richesse, sinon l'universalité des besoins, des capacités, des jouissances, des forces productives des individus, universalité engendrée dans l'échange universel ? Sinon le plein développement de la domination humaine sur les forces de la nature, tant sur celles de ce qu'on appelle la nature que sur celles de sa propre

¹ Beschränkt.

² Schranke.

³ (à la ruine des anciens rapports)

⁴ (Le commerce itinérant, celui qui accomplit le transfert des marchandises. Observons que le commerce est une affaire d'affranchis et d'étrangers, les échanges mercantiles étant tenus pour déshonorants.)

nature ? Sinon l'élaboration absolue de ses aptitudes créatrices, sans autre présupposé que le développement historique antérieur qui fait une fin en soi de cette totalité du développement, du développement de toutes les forces humaines en tant que telles, sans qu'elles soient mesurées à une échelle préalablement fixée ? Sinon un état de choses où l'homme ne se reproduit pas selon une détermination particulière, mais où il produit sa totalité, où il ne cherche pas à rester quelque chose ayant son devenir derrière soi, mais où il est pris dans le mouvement absolu du devenir ?

(...)

Le raisonnement poursuit sur le thème des relations organiques entre les membres de la communauté et les conditions naturelles de leurs activités productives, avec, en perspective, la situation historique particulière imposée par le capitalisme d'une séparation totale du travailleur salarié avec ses conditions de vie¹.

Les conditions originelles de la production (ou, ce qui est la même chose, de la reproduction d'un nombre d'hommes en augmentation progressive grâce aux rapports naturels des deux sexes; car si cette reproduction apparaît, d'une part, comme acte d'appropriation des objets par les sujets, elle apparaît tout autant, d'autre part, comme modelage, soumission des objets à une fin subjective; transformation des objets en résultats et en réservoirs de l'activité subjective) ne peuvent pas, à l'origine, être elles-mêmes produites - être des résultats de la production. Ce n'est pas l'*unité* des hommes vivants et actifs avec les conditions naturelles, inorganiques de leur échange de substance² avec la nature ni, par conséquent, leur appropriation de la nature, qui demande à être expliquée ou qui est le résultat d'un procès historique, mais la séparation entre ces conditions inorganiques de l'existence humaine et cette existence active, séparation qui n'a été posée comme séparation totale que dans le rapport du travail salarié et du capital.

Cette séparation ne se produit pas dans les rapports d'esclavage et de servage; mais une partie de la société y est traitée par l'autre en simple *condition inorganique et naturelle* de sa propre reproduction. L'esclave n'entretient aucune espèce de rapport avec les conditions objectives de son travail; mais le travail lui-même, tant sous la forme de l'esclave que du serf, est placé au rang des autres êtres naturels en tant que *condition inorganique* de la production, à côté du bétail ou comme appendice de la terre³.

En d'autres termes, les conditions originelles de la production apparaissent comme des présupposés naturels, comme des *conditions naturelles d'existence du producteur*, de la même façon que son corps vivant, bien qu'il le reproduise et le développe, n'est pas à l'origine posé par lui-même, mais apparaît comme le *présupposé* de sa propre personne; sa propre existence (physique) est un présupposé naturel qu'il n'a pas posé. Ces *conditions naturelles d'existence*, auxquelles il se rapporte comme à un corps inorganique qui lui appartient à lui-même, sont elles-mêmes doubles et de nature 1) subjective et 2) objective.

Il se trouve en présence de lui-même en tant que membre d'une famille, d'un clan, d'une tribu, etc. - qui prennent ensuite, en se mêlant et en s'opposant à d'autres, une figure historiquement différenciée; et, en tant que membre de ces groupes, il se rapporte à une nature déterminée (disons encore ici la terre, le terroir) considérée comme sa propre existence inorganique, la condition de sa production et de sa reproduction. Comme membre naturel de la communauté, il a sa part de la propriété collective et la possession

¹ (Totale en ce que sa survie dépend entièrement de la vente de sa force de travail sur le marché de l'emploi.)

² Stoffwechsel.

³ (On notera ce commentaire singulier sur le statut de l'esclave et du serf réduits à n'être qu'une composante des conditions naturelles de la production, sans autre statut que celui des choses et des animaux.)

d'une part particulière de celle-ci; de même qu'en qualité de citoyen romain par sa naissance, il a un droit (au moins) idéal sur l'*ager publicus* et un droit réel sur telle quantité de *juggera*¹ de terre, etc. Sa *propriété*, c.-à-d. la relation aux présupposés naturels de sa production en tant qu'ils lui appartiennent, qu'ils sont les siens, est médiatisée par le fait qu'il est lui-même membre naturel d'une communauté². (L'abstraction d'une communauté dont les membres n'ont rien en commun sinon, par ex., la langue, etc., et celle-ci encore à peine, est évidemment le produit de circonstances historiques largement postérieures). Par rapport à l'individu singulier, il est clair, par ex., qu'il se rapporte à la langue, en la considérant comme sa *propre langue*, seulement en qualité de membre naturel d'une communauté humaine. Imaginer la langue comme produit d'un individu singulier est une absurdité. Mais il en va exactement de même pour la propriété.

La langue elle-même est tout autant le produit d'une communauté qu'elle est elle-même, d'un autre point de vue, l'existence³ de cette communauté et son existence la plus parlante⁴.

Vont se succéder une suite de parenthèses, enchâssées parfois, qui sont autant d'apartés de Marx avec lui-même. On notera le rôle de la guerre (« un des travaux les plus originels ») dans la défense ou la conquête des territoires communautaires et, partant, celui de l'esclavage⁵.

(La production collective et la propriété commune, telle qu'on la trouve, par exemple, au Pérou, est évidemment une forme *seconde*, introduite et transmise par des tribus conquérantes qui connaissaient déjà chez elles-mêmes la propriété commune et la production collective sous leur forme ancienne plus simple, telles qu'elles se présentent chez les Indiens et les Slaves. De même, la forme que nous trouvons chez les Celtes gallois, par exemple, semble être une forme transmise, seconde, introduite par des conquérants chez les tribus conquises, qui se trouvaient à un niveau de développement inférieur. L'achèvement et l'élaboration systématique de ces systèmes à partir d'un *centre supérieur* attestent une apparition plus tardive. Tout comme le féodalisme introduit en Angleterre était plus achevé dans sa forme que celui qui était né naturellement⁶ en France.)

(Chez les tribus pastorales nomades - et tous ces peuples de pasteurs sont nomades à l'origine - la terre apparaît, à l'instar des autres conditions naturelles, d'une infinitude élémentaire, par exemple dans les steppes et les hauts plateaux d'Asie. Elle est soumise à la pâture des animaux, etc., consommée par les troupeaux dont, à leur tour, les peuples de pasteurs tirent leur existence. Ils se rapportent à elle comme si elle était leur propriété, bien qu'ils ne fixent jamais cette propriété. Il en va de même des terrains de chasse chez les tribus indiennes sauvages en Amérique; la tribu considère une certaine région comme son territoire de chasse et le défend par la violence contre les autres tribus ou bien elle cherche à expulser d'autres tribus du territoire que celles-ci défendent. Chez les tribus pastorales nomades, la commune est en fait constamment unie, sous forme de société migratrice, de caravane, de horde, et les formes de domination et de subordination se développent à partir des conditions de ce mode de vie. Ce qu'on *s'approprie* et *reproduit*, c'est en fait ici seulement le troupeau et non la terre; laquelle cependant est toujours utilisée *collectivement* à titre temporaire, dans tous les lieux où l'on séjourne.) Le seul obstacle que la communauté peut rencontrer dans ses rapports aux conditions naturelles de

¹ Arpens.

² Gemeinwesen.

³ Das Dasein.

⁴ Selbstredend.

⁵ (Les esclaves se trouvent réduits au statut des conditions matérielles de la production.)

⁶ Naturwüchsig entstanden.

production en tant qu'elles sont *les siennes* - c'est-à-dire à la terre - (si nous passons tout de suite d'un bond aux peuples sédentaires), c'est *une autre communauté* qui la revendique déjà comme son corps inorganique à elle. C'est pourquoi la *guerre* est un des travaux les plus originels de chacune de ces communautés naturelles, tant pour maintenir que pour acquérir la propriété. (Nous pouvons ici, en fait, nous contenter de parler de la propriété originelle de la terre, car, chez les peuples de pasteurs, la propriété des produits de la terre que l'on rencontre naturellement - les moutons par exemple - est en même temps la propriété des pâturages qu'ils traversent. En général, dans la propriété du terroir est incluse celle de ses produits organiques.)

(Si l'homme, en tant qu'accessoire organique¹ du terroir, est conquis avec lui, il est conquis comme l'une des conditions de la production, et c'est ainsi que naissent l'esclavage et le servage qui bientôt falsifient et modifient les formes originelles de toutes les communautés et deviennent même leur base. La construction simple s'en trouve déterminée négativement.)

Ce qui est ainsi primordial, ce sont les conditions d'appropriation des conditions de survie de la communauté en ce qu'elles sont ressenties à la fois comme fondamentalement collectives et comme le prolongement du corps même des membres de cette structure tribale. Le texte insiste sur le caractère naturel de la socialité et sur **la double détermination subjective-objective de l'appartenance communautaire**.

La *propriété* ne signifie donc à l'origine que le rapport de l'homme à ses conditions naturelles de production en tant qu'elles lui appartiennent, qu'elles sont les siennes, qu'elles sont présupposées avec sa *propre existence*; rapport à ces conditions en tant qu'elles sont les *présupposés naturels* de l'homme lui-même et pour ainsi dire le prolongement de son corps. A proprement parler, il n'a pas de rapport avec ses conditions de production; mais il existe doublement, aussi bien subjectivement, en tant qu'il est sa propre personne, qu'objectivement, dans ces conditions naturelles inorganiques de son existence. Les formes de ces conditions naturelles de production sont doubles: 1) son existence en tant que membre d'une communauté, par conséquent l'existence de cette communauté qui, sous sa forme originelle, est une *structure tribale* plus ou moins modifiée; 2) le rapport au *terroir* par la médiation de la communauté, en tant que ce terroir est *le sien*, la propriété collective du sol, en même temps *possession individuelle* pour l'individu singulier, ou bien de telle sorte que seuls les fruits de la terre sont partagés; mais le sol lui-même et sa mise en culture demeurent communs.

(...)

Une condition naturelle de production pour l'individu vivant est qu'il soit l'élément d'une *société naturelle*², tribu, etc. C'est déjà, par exemple, la condition de son langage, etc. Sa propre existence productive n'est possible qu'à cette condition. Son existence subjective en tant que telle est conditionnée par cela, tout comme elle l'est par le rapport à la terre en tant que celle-ci est, au sens propre, son laboratoire.

(Certes, à l'origine, la propriété est *mobile*, car l'homme s'empare d'abord des fruits tout prêts que donne la terre, dont les animaux font également partie, entre autres, et plus spécialement pour lui, les animaux qu'on peut domestiquer. Cependant, même cette situation - chasse, pêche, élevage, cueillette des fruits, etc. - implique toujours l'appropriation de la terre, soit comme séjour fixe, soit pour la *vie nomade*, soit pour la pâture des animaux, etc.)

La *propriété* signifie donc *appartenance à une tribu* (communauté) (avoir en elle une existence subjective-objective) et, par la média-

¹ Organisches Zubehör.

² Naturwüchsig.

tion du rapport de cette communauté au terroir¹, à la terre, son corps inorganique, rapport de l'individu au terroir, à la condition primitive extérieure de la production - puisque la terre est indissolublement matériau brut, instrument et fruit - comme constituant les présupposés mêmes de son individualité, les modes d'existence de celle-ci.

Nous réduisons cette propriété au rapport aux conditions de la production. Pourquoi pas de la consommation puisque, à l'origine, la production de l'individu se limite à la reproduction de son propre corps par l'appropriation d'objets déjà achevés, préparés par la nature elle-même en vue d'être consommés ? Même là où il n'y a qu'à *trouver* et à *découvrir*, cette activité exige bientôt un effort, un travail - comme la chasse, la pêche, la garde des troupeaux - et une production (c'est-à-dire un développement) de certaines capacités de la part du sujet. Ensuite, les situations où l'on peut recourir aux choses existantes, sans utilisation d'aucun instrument (ces instruments étant déjà eux-mêmes des produits du travail destinés à la production), sans modification de la forme (ce qui se produit déjà dans le système pastoral), etc., peuvent très vite être considérées comme des situations transitoires et en aucun cas comme des situations normales; et pas non plus comme des situations primitives normales. Du reste, les conditions originelles de la production incluent d'elles-mêmes des matières consommables directement, sans travail, telles que les fruits, les animaux, etc. ; par conséquent, le fonds de consommation apparaît lui-même comme partie constitutive du *fonds de production originel*.

La condition fondamentale de la propriété basée sur l'entité tribale (en laquelle à l'origine se dissout la communauté) - savoir, être membre de la tribu - *prive de propriété* la tribu étrangère conquise par la tribu, la tribu soumise, et la place elle-même dans les *conditions inorganiques* de sa reproduction, que la communauté considère comme les siennes.

L'esclavage et le servage ne sont, par conséquent, que des développements ultérieurs de la propriété basée sur la structure tribale. Ils modifient nécessairement toutes les formes de cette propriété. C'est dans la forme asiatique qu'ils peuvent le moins le faire². Dans *l'unité autosubsistante* de la manufacture et de l'agriculture sur laquelle cette forme repose, la conquête n'est pas une condition aussi nécessaire que là où la propriété *foncière*, *l'agriculture* prédominent exclusivement. D'autre part, comme au sein de cette forme l'individu singulier ne devient jamais propriétaire, mais seulement possesseur, il est au fond lui-même la propriété, l'esclave de cette chose à l'intérieur de laquelle existe l'unité de la commune, et ici l'esclavage n'abolit pas les conditions du travail ni ne modifie le rapport essentiel.

Il est en outre évident que:

La propriété, dans la mesure où elle est seulement le rapport conscient (de l'individu) aux conditions de production considérées comme *les siennes* - et où elle est, relativement à l'individu singulier, le rapport posé par la communauté, et proclamé et garanti comme loi -, dans la mesure où l'existence du producteur apparaît, par conséquent, comme une existence à l'intérieur de conditions objectives *qui lui appartiennent*, - la propriété est seulement réalisée par la production elle-même. L'appropriation effective ne s'effectue pas d'abord dans la relation pensée, mais dans la relation active avec ces conditions: elle est l'acte qui pose effectivement celles-ci comme les conditions de son activité subjective.

¹ Grund und Boden.

² (Marx ne perd pas de vue la spécificité de cette *forme asiatique*. Il y reviendra au terme d'un prochain paragraphe en indiquant que l'éventuelle perte de sa propriété par un membre de la collectivité, comme à Rome, est moins probable dans la *forme orientale* en raison de l'appartenance organique des membres à la communauté)

Ces conditions d'appropriation collectives ne sont toutefois pas stables. Le simple accroissement de la population entraîne la nécessité d'une expansion que la guerre de conquête seule rend possible, avec, de surcroît, toutes les conséquences qu'empporte l'expansion, du village à la ville, du territoire communautaire.

Mais il est en même temps évident que *ces conditions changent*. C'est seulement l'activité de chasse des tribus qui fait d'une région un territoire de chasse; c'est seulement la culture des champs qui fait du terroir le prolongement du corps de l'individu. Après que *la ville de Rome* eut été édiflée et la marche environnante cultivée par ses citoyens, les conditions de la communauté se trouvèrent changées. Le but poursuivi par toutes ces communautés est la conservation; *c'est-à-dire la reproduction, en tant que propriétaires, des individus qui la composent, selon le même mode objectif d'existence qui constitue en même temps le rapport que les membres entretiennent les uns à l'égard des autres et, par conséquent, constitue la commune elle-même. Mais cette reproduction est en même temps nécessairement production nouvelle et destruction de la forme ancienne*. Par exemple, si l'on veut que chaque individu possède un nombre donné d'arpents de terre, le simple accroissement de la population constitue déjà un obstacle. Pour le franchir, il faut recourir à la colonisation et celle-ci rend nécessaire la guerre de conquête. D'où les esclaves, etc., et aussi, par exemple, l'agrandissement de *l'ager publicus*, et aussi les patriciens, qui représentent la communauté, etc. Ainsi le maintien de la communauté ancienne implique la destruction des conditions sur lesquelles elle repose, et elle se change en son contraire. Si, par exemple, on devait penser que la productivité sur un espace identique peut être accrue par le développement des forces productives, etc. (ce qui, dans l'agriculture ancienne et traditionnelle est précisément un procès des plus lents), cela impliquerait de nouvelles méthodes, de nouvelles combinaisons du travail, une grande partie de la journée consacrée à l'agriculture, etc., et ainsi seraient abolies, une fois de plus, les anciennes conditions économiques de la communauté. Dans l'acte de la reproduction lui-même, il n'y a pas que les conditions objectives qui changent; par exemple, le village devient une ville, la nature sauvage, terre défrichée, etc., mais les producteurs aussi changent, en tirant d'eux-mêmes des qualités nouvelles, en se développant, en se transformant eux-mêmes par le moyen de la production, en façonnant des forces nouvelles et des idées nouvelles, de nouveaux moyens de communications, de nouveaux besoins et un nouveau langage. Plus le mode de production lui-même est ancien et traditionnel - et ce mode persiste longtemps dans l'agriculture, et plus longtemps encore dans la combinaison orientale de l'agriculture et de la manufacture - c'est-à-dire plus le *procès réel* de l'appropriation reste immuable, plus les formes de propriété anciennes, et avec elles la communauté en général, restent constantes. Là où existe déjà la séparation entre les membres de la commune comme propriétaires privés, d'une part, et les mêmes membres de la commune comme commune urbaine et possesseurs de territoire urbain, apparaissent alors aussi des conditions qui peuvent faire *perdre* à l'individu singulier sa propriété, c'est-à-dire le double rapport qui fait de lui un citoyen égal aux autres, membre de la communauté, et un *propriétaire*. Dans la forme orientale, cette *perte* n'est guère possible, sinon par le jeu d'influences tout à fait extérieures, puisque le membre individuel de la commune n'entre jamais avec elle dans une relation libre qui pourrait lui faire perdre son lien (objectif, économique) avec elle. Il est enraciné. Cela tient aussi à l'union de la manufacture et de l'agriculture, de la ville (du village) et de la campagne.

Le raisonnement s'oriente vers le **rôle déterminant des forces productives** dans la dissolution du mode de production communautaire et des relations sociales qui lui sont attachées. Le propos n'est pas d'une grande précision analytique, mais on perçoit le processus qui accompagne le développement des forces productives vers un basculement.

Chez les Anciens, la manufacture apparaît déjà comme déchéance (l'affaire des affranchis, des clients, des étrangers), etc. Ce développement du travail productif (une fois libéré de la subordination pure et simple à l'agriculture, où il est travail domestique effectué par des hommes libres, à la manufacture destinée seulement au service de l'agriculture et de la guerre ou alors tournée vers le service des dieux et de la communauté - construction d'habitations, construction de routes, construction de temples -), développement qui est la conséquence des relations avec les étrangers, les esclaves, et du désir d'échanger le surproduit, etc., dissout le mode de production sur lequel repose la communauté et donc *l'individu objectif*, c'est-à-dire l'individu déterminé comme Romain, comme Grec, etc. L'échange produit le même effet; l'endettement aussi, etc.

L'unité originelle d'une forme particulière de la communauté (tribu) et de la propriété sur la nature qui s'y rattache, ou encore le rapport aux conditions objectives de la production en tant qu'existence naturelle, en tant qu'existence objective, de l'individu singulier, médiatisée par la commune, - cette unité qui, pour une part, apparaît comme la forme de propriété particulière - a sa réalité vivante dans un *mode de production* lui-même déterminé, mode qui apparaît autant comme comportement des individus dans les rapports qu'ils ont entre eux que comme leur comportement actif et déterminé dans le rapport qu'ils ont avec la nature inorganique, mode de travail déterminé (qui est toujours travail familial, souvent travail communal)¹. La communauté elle-même apparaît comme la première grande force productive; selon le type particulier des conditions de production (par exemple, élevage, culture du sol), on voit se développer un mode de production particulier et des forces productives particulières, tant subjectives, apparaissant comme particularités propres aux individus, qu'objectives.

C'est à un niveau déterminé de l'évolution des forces productives des sujets qui travaillent - niveau auquel correspondent des rapports déterminés de ces sujets entre eux et avec la nature - que s'effectue en dernière instance la dissolution tant de leur communauté que de la propriété basée sur celle-ci. Jusqu'à un certain point, il y a reproduction. Qui se renverse ensuite en dissolution.

On gardera à l'esprit que la catégorie de « propriété » renvoie ici au mode d'appropriation des conditions objectives du travail communautaire. Avec, en début de la séquence suivante, un étonnant **ajout** dans la série des formes de production : la forme **slave**, dont il ne sera plus question par la suite.

Propriété signifie donc à l'origine - et cela sous sa forme asiatique, slave, antique, germanique - que le sujet qui travaille (qui produit) (ou se reproduit) se rapporte aux conditions de sa production ou de sa reproduction comme à des conditions qui sont les siennes. La propriété aura donc aussi des formes différentes selon les conditions de cette production. La production elle-même a pour but la reproduction du producteur dans et avec ses propres conditions objectives d'existence. Ce comportement de propriétaire - non en tant que résultat, mais en tant que présupposé du travail, c'est-à-dire de la production - présuppose une existence déterminée de l'individu comme membre d'une tribu ou d'une communauté (dont il est lui-même la propriété jusqu'à un certain point).

(...)

Toutes les formes (plus ou moins naturelles, mais en même temps aussi toutes résultat d'un procès historique) où la communauté suppose que les sujets constituent une unité objective déterminée avec leurs conditions de production ou bien où une existence subjective déterminée suppose les communautés elles-mêmes comme conditions de production, toutes ces formes correspondent néces-

¹ (comme un rappel de la double composante de la base infrastructurelle d'un mode de production où s'articulent *forces productives* et *rapports sociaux*)

sairement à un développement seulement limité, et limité dans son principe, des forces productives. Le développement des forces productives dissout ces formes, et leur dissolution elle-même est un développement des forces productives humaines. On ne commence à travailler qu'à partir d'une certaine base - d'abord naturelle - mais qui devient ensuite une donnée historique. Mais, ensuite, cette base, ou présupposition, est elle-même abolie ou posée comme un présupposé en voie de disparition, devenue trop étroite pour le développement de cette racaille humaine toujours en progrès¹.

Dans la mesure où la propriété foncière antique réapparaît dans la propriété parcellaire moderne, elle relève de l'économie politique et nous y reviendrons dans le chapitre sur la propriété foncière.

(Il faudra revenir sur tout cela de façon plus approfondie et plus exhaustive.)

Une note personnelle qui prend toute la mesure du caractère plutôt inachevé de l'analyse qui précède².

Arrivé à ce point, le raisonnement de Marx s'oriente de manière plus nette vers l'évolution historique des relations **entre le travail et le capital**.

L'analyse quitte les lointains de l'histoire sociale pour s'approcher des formes immédiatement antérieures au capitalisme moderne. Le processus historique accomplit **une triple dissolution des rapports de propriété**, dissolution qui instaure les conditions d'une pleine sujétion du *travailleur libre*, propriétaire certes de sa *force de travail*, mais *atomisé* devant le pouvoir du capital.

Il s'agit pour nous³ d'abord de ceci: le comportement du travail par rapport au capital ou aux conditions objectives du travail en tant que capital présuppose un procès historique qui dissout les différentes formes dans lesquelles le travailleur est propriétaire, ou le propriétaire, travailleur. Donc, avant tout,

1) *dissolution* du rapport à la terre - terroir - considérée comme condition naturelle de production, à laquelle l'homme se rapporte comme à sa propre existence inorganique; considérée comme le laboratoire de ses forces et le domaine de sa volonté. Toutes les formes où se présente cette propriété supposent une *communauté* dont les membres, malgré les différences formelles qui peuvent exister entre eux, sont, en tant que membres de cette communauté, *des propriétaires*. La forme originelle de cette propriété est donc elle-même *propriété commune immédiate (forme orientale, modifiée dans la propriété slave⁴; développée jusqu'à son contraire, mais cependant encore base secrète, bien que contradictoire, dans la propriété antique et germanique)*.

2) *Dissolution des rapports* où l'homme apparaît comme *propriétaire de l'instrument*. De même que la forme de propriété foncière ci-dessus suppose une *communauté* réelle, de même cette propriété du travailleur sur l'instrument suppose une forme particulière du développement du travail manufacturé comme *travail artisanal*; lié à cela, le système des corporations et jurandes⁵, etc. (Le système manufacturier de l'Orient antique peut déjà être considéré comme relevant de 1.) Ici le travail lui-même est encore mi-artistique, mi-fin en soi, etc. La maîtrise. Le capitaliste lui-même est encore un maître-artisan. L'habileté particulière dans le travail assure aussi la possession de l'instrument, etc., etc. Ensuite, dans une certaine mesure, transmission par héritage du mode de travail avec l'organisation du travail et l'instrument du travail. Le système urbain mé-

¹ (Sic)

² (Et que pour cette raison nous nous sommes permis d'abrégé quelque peu.)

³ (pour moi, Karl Marx...)

⁴ (Soulignons cette catégorie de « propriété slave » qui fait une soudaine mais unique apparition sous la plume de Marx.)

⁵ *Zunft-Korporationswesen*

diéval. Le travail encore considéré par l'homme comme son bien personnel; développement déterminé, se suffisant à soi-même, d'aptitudes unilatérales, etc.

3) Il est inclus dans les deux formes¹ que l'homme a en sa possession, avant la production, les moyens de consommation nécessaires pour vivre en qualité de producteur - donc pendant sa production, *avant* l'achèvement de celle-ci. Comme propriétaire foncier, il apparaît directement pourvu du fonds de consommation nécessaire. En qualité de maître-artisan, il a reçu en héritage, gagné, économisé ce fonds et, en tant que compagnon-artisan, il est d'abord *apprenti* et, là, il ne se présente pas du tout encore comme travailleur proprement dit, autonome, mais il partage, à la mode patriarcale, la nourriture du maître. Quand il est compagnon (véritable), il y a une certaine mise en commun du fonds de consommation possédé par le maître. Bien que cela ne soit pas la *propriété* du compagnon, c'est cependant au moins sa co-possession, du fait des lois de la corporation, de ses traditions, etc. (Il faudra approfondir ce point.)

4) *Dissolution*, d'autre part, des rapports à l'intérieur desquels les *travailleurs eux-mêmes*, les *puissances de travail vivantes*, appartiennent encore *immédiatement aux conditions objectives de production* et font en tant que tels l'objet d'une appropriation - donc sont esclaves ou serfs. Pour le capital, ce n'est pas le travailleur qui est une condition de production, mais seulement le travail. S'il peut faire effectuer celui-ci par des machines ou même par l'eau et par l'air, tant mieux. Et le capital ne s'approprie pas le travailleur, mais son travail² - pas directement mais par la médiation de l'échange.

Tels sont, d'une part, les présupposés historiques qui permettent que le travailleur soit trouvé là comme travailleur libre, puissance de travail sans objectivité, purement subjective³, face aux conditions objectives de la production en tant qu'elles sont sa *non-propriété*, *propriété d'autrui*, valeur pour soi, capital. Mais on peut se demander, d'autre part, quelles conditions sont requises pour qu'il trouve en face de lui un *capital*⁴.

Le lecteur s'attend à trouver une réponse construite à cette question sur les conditions d'émergence du capital. Hélas, la suite de l'exposé emprunte une nouvelle fois la forme d'une succession de raisonnements cerclés par un jeu de parenthèses.

Retenons cette première séquence construite sur la succession de **trois situations** ou **stades historiques**⁵ :

- une première situation où le travailleur agit en pleine propriété du terroir qui lui fournit l'ensemble de ses moyens de subsistance;
- une deuxième situation où le travailleur, devenu un artisan autonome, dispose, dans le cadre de la corporation, de la propriété de ses instruments et de son savoir-faire;
- une troisième forme ou situation, celle-là même du capital, où le travailleur n'est plus propriétaire ni du terroir, ni de ses instruments, mais de sa seule force de travail. Sous cet angle, le travailleur salarié s'apparente, on l'a lu, aux formes historiquement dissoutes de l'esclave et du serf.

(La formule du capital où le travail vivant se comporte tant vis-à-vis du matériau brut que de l'instrument, que des moyens de subsistance nécessaires pendant le travail, de façon négative, en non-propriété, *implique d'abord* la *non-propriété foncière* ou, en d'autres

¹ (Comprenons: dans les deux formes précédentes. La numérotation « 3 » appartient au manuscrit. Elle est plutôt incohérente selon l'ordre des trois dissolutions.)

² (Ce qui fonde la différence entre l'esclave et le travailleur salarié réduit à sa seule *force de travail*, distincte de sa personnalité elle-même.)

³ (Purement subjective en ce sens qu'il se trouve réduit à n'être que le propriétaire individuel de la marchandise qu'est sa force de travail sans autre accès aux forces productives que de se vendre sur le marché de l'emploi).

⁴ (La réponse à cette question fera l'objet de la huitième section du Livre I du *Capital* consacrée à *l'accumulation primitive*.)

⁵ (Un découpage, à vrai dire, « à gros traits » : de 1. la communauté dans sa forme primitive et naturelle, tribale, disons, à 2. l'artisanat médiéval, jusque 3. le prolétariat capitaliste.)

termes, nie l'état où l'individu qui travaille considère la terre, le terroir, comme siens, c'est-à-dire travaille, produit, en tant que propriétaire du terroir. Dans le meilleur des cas, non seulement il se comporte par rapport au terroir en travailleur, mais par rapport à lui-même, sujet travaillant, en propriétaire du terroir. La propriété du terroir implique virtuellement tant la propriété du matériau brut que de l'instrument primitif, la terre elle-même, et des fruits donnés spontanément par celle-ci. Posé dans la forme la plus originelle, cela signifie se comporter en acquéreur par rapport à la terre, trouver en elle le matériau brut, l'instrument, et des moyens de subsistance créés non par le travail, mais par la terre elle-même. Ce rapport une fois reproduit, les instruments secondaires et les fruits de la terre créés par le travail lui-même apparaissent comme inclus dans la propriété foncière sous ses formes primitives. Cette situation historique est donc *d'abord* niée en tant que rapport de propriété plus complet impliqué dans le rapport du travailleur aux conditions de travail, au capital. Telle est la situation historique n° 1 qui, dans ce rapport, est niée ou supposée historiquement dissoute.

Mais, deuxièmement, nous avons la forme où existe *la propriété de l'instrument*, où, en d'autres termes, le travailleur se comporte en propriétaire vis-à-vis de l'instrument, où il travaille en tant que propriétaire de l'instrument (ce qui présuppose en même temps la subsumption de l'instrument sous son travail individuel, c'est-à-dire un niveau particulier, borné, dans le développement de la force productive du travail), où cette forme du *travailleur comme propriétaire* ou du *propriétaire travailleur* est déjà posée comme forme autonome, à côté et en dehors de la *propriété foncière* - c'est-à-dire le développement artisanal et urbain du travail - et non, comme dans le premier cas, en tant qu'accident de la propriété foncière et soumis à elle; dans cette forme, le matériau brut et les moyens de subsistance, en tant que propriété de l'artisan, passent d'abord par la *médiation* de son métier, de sa propriété sur l'instrument - ce qui présuppose donc un second stade historique à côté et en dehors du premier, qui lui-même doit apparaître déjà comme modifié de façon importante par le procès d'*autonomisation* de ce *second type de propriété* ou de *propriétaire travailleur*. Etant donné que l'instrument lui-même est déjà produit du travail, donc que l'élément qui constitue la propriété est déjà posé par le travail, la communauté ne peut plus apparaître ici sous sa forme naturelle, comme dans le premier cas - la communauté sur laquelle est fondé ce type de propriété - mais en tant que communauté déjà produite elle-même, engendrée, seconde, produite déjà par le travailleur lui-même. Il est évident que, là où la propriété sur l'instrument est un comportement qui considère les conditions de production du travail comme une propriété, dans le travail réel l'instrument n'apparaît que *comme moyen* du travail individuel; que l'art de s'approprier réellement l'instrument, de le manier comme moyen de travail, apparaît seulement comme une habileté particulière du travailleur, qui pose celui-ci en propriétaire¹ de l'instrument. Bref, le caractère fondamental du système des corporations et jurandes, du travail artisanal en tant qu'il constitue son sujet en propriétaire, peut se résoudre en rapport à l'instrument de production - instrument de travail considéré comme propriété - par opposition au rapport à la terre, au terroir (à la matière première en tant que telle), considérés comme appartenant au sujet. Que ce rapport à ce moment des conditions de production constitue le sujet travaillant comme propriétaire, fasse de lui un propriétaire travailleur - situation historique n° 2, qui ne peut exister de par sa nature que comme opposition ou, si l'on veut, en même temps comme complément à la situation n° 1 modifiée - cela est également nié dans la première formule du capital.

La troisième forme possible, qui consiste à se comporter en propriétaire uniquement par rapport aux moyens de subsistance, à les trouver devant soi comme conditions naturelles du sujet travaillant, sans par ailleurs se comporter en propriétaire vis-à-vis du terroir, ni de l'instrument ni non plus, par conséquent, du travail lui-même

¹ Jeu de mots sur *aneignen* et *Eigentum* : le propriétaire de l'instrument est aussi celui qui sait s'en servir.

considéré comme appartenant au sujet, est au fond la formule de l'esclavage et du servage, qui est également niée et posée comme état de fait historiquement dissous, dans le rapport où les conditions du travail apparaissent au travailleur comme capital.

Les formes primitives de la propriété se résolvent nécessairement dans le rapport aux différents moments objectifs qui conditionnent la production, en tant qu'objets de propriété; ils forment tout autant la base économique de différentes formes de communauté qu'ils ont de leur côté pour présupposé des formes déterminées de communauté. Ces formes sont fondamentalement modifiées par le déplacement et l'inclusion du travail lui-même parmi *les conditions objectives de production* (servage et esclavage), par lesquelles le caractère simplement affirmatif de toutes les formes de propriété relevant du n° 1 se perd et se modifie. Elles contiennent toutes en elles l'esclavage comme possibilité et, par conséquent, comme leur propre abolition. Pour ce qui est de la forme n° 2, avec son type particulier de travail - la maîtrise atteinte dans le travail et, par suite, la propriété de l'instrument de travail - propriété des conditions de production -, elle exclut certes l'esclavage et le servage; mais elle peut, sous la forme du système des castes¹, subir une évolution négative analogue.)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

(...)

Nous reprenons au plus clair à partir du stade historique qui marque l'avènement du capitalisme comme tel.

Ce qui nous intéresse tout d'abord ici, c'est que le procès de dissolution qui transforme une masse d'individus d'une nation, etc., en travailleurs salariés potentiellement² libres - c'est-à-dire en individus que seule leur absence de propriété contraint au travail et à la vente de leur travail - n'implique pas d'autre part que les sources antérieures de revenus ou, en partie, les conditions de propriété de ces individus, aient *disparu* mais, à l'inverse, que *seule* leur utilisation ait changé, que leur mode d'existence se soit transformé, soit passé en d'autres mains, mais en tant que *fonds libre*, ou même qu'il soit en partie demeuré dans les *mêmes* mains.

Mais une chose est claire: ce même processus, qui a séparé une quantité d'individus de leurs relations antérieures - *d'une manière ou d'une autre* - affirmatives³ par rapport aux *conditions objectives du travail*, qui a nié ces relations et qui a ainsi transformé ces individus en *travailleurs libres*, ce même processus a virtuellement libéré ces *conditions objectives du travail* - terroir, matériaux bruts, moyens de subsistance, instruments de travail, argent ou tout cela à la fois - du *lien qui les rattachait antérieurement* aux individus désormais détachés d'eux. Ils *existent* encore, mais sous une autre forme; comme *fonds libre*, sur lequel se sont éteintes toutes les anciennes relations politiques, etc., et qui ne font plus face à ces individus séparés et privés de propriété que sous forme de *valeurs*, de valeurs fidèlement attachées à elles-mêmes. Le même processus qui oppose la masse, c'est-à-dire les travailleurs libres *aux condi-*

¹ (Une claire référence à la société indienne, mais sans plus.)

² *Dunamei*, potentiellement.

³ (autrement dit *positives*)

tions objectives du travail a également opposé aux travailleurs libres ces mêmes conditions sous forme de *capital*. Le procès historique était le divorce d'éléments jusqu'alors liés - c'est pourquoi son résultat n'est pas la disparition de l'un des éléments, mais l'apparition de chacun d'entre eux dans une relation négative vis-à-vis de l'autre - le travailleur libre (virtuellement) d'un côté, le capital (virtuel) de l'autre. Le divorce entre les conditions objectives et les classes qui sont transformées en travailleurs libres doit nécessairement apparaître au pôle opposé comme une conquête de l'autonomie par ces mêmes conditions.

Quand on ne considère pas le rapport du capital et du travail salarié comme faisant déjà lui-même autorité et ayant gagné¹ sur la totalité de la production (...), mais comme naissant historiquement - c'est-à-dire quand on considère la transformation originelle de l'argent en capital, le procès d'échange entre le capital existant seulement *dunamei*, d'une part, et, d'autre part, les travailleurs libres existants *dunamei* - alors s'impose tout naturellement cette simple remarque dont les économistes font grand tapage, que le côté qui se présente comme capital doit nécessairement être en possession de matières premières, d'instruments de travail et de moyens de subsistance, afin que le travailleur puisse vivre pendant la production, avant que la production ne soit achevée. La chose se présente comme s'il s'était nécessairement produit du côté du capitaliste une accumulation - accumulation précédant le travail et non pas née de lui - qui lui permet de mettre le travailleur à l'ouvrage et de le maintenir en état d'œuvrer efficacement, de le conserver comme force de travail vivante. (Dès qu'ont été posés le capital et le travail salarié, lesquels se présupposent eux-mêmes et sont la base pré-supposée à la production elle-même, la chose apparaît d'abord de telle sorte que le capitaliste, outre le fonds de matériaux bruts et de moyens de subsistance nécessaires pour que le travailleur se reproduise lui-même, crée les moyens de subsistance nécessaires, c.-à-d. réalise le *travail nécessaire*; (le capitaliste donc) possède un fonds de matériaux bruts et de moyens de travail où le travailleur réalise son surtravail², c'est-à-dire le profit du capitaliste. Une analyse plus poussée permet de voir que le travailleur crée sans cesse pour le capitaliste un fonds double, ou le crée sous forme de capital dont une partie satisfait constamment les conditions de sa propre existence et l'autre les conditions de l'existence du capital. Comme nous l'avons vu, dans le surcapital - et le surcapital dans son rapport à son rapport antédiluvien au travail - tout *capital réel* et *actuel*, tout élément du capital se présente uniformément comme *travail d'autrui* objectivé et *approprié* par le capital, approprié sans échange, sans équivalent correspondant.) Cette action du capital, qui est indépendante du travail, qui n'est pas posée par lui, est en outre et par la suite transférée depuis cette histoire de son origine jusqu'à la période présente, transformée en un moment de son effectivité et de son efficacité, de son autoformation. Enfin, c'est de là qu'on fait dériver le droit éternel du capital sur les fruits du travail d'autrui, ou, plus exactement, on développe son mode d'acquisition à partir des lois simples et « justes » de l'échange d'équivalents.

La richesse existant sous forme d'argent ne peut se convertir en conditions objectives du travail que quand et parce que ces dernières sont détachées du travail proprement dit. Nous avons vu que l'argent peut s'accumuler partiellement par le simple moyen de l'échange d'équivalents; cependant, cela constitue une source tellement insignifiante qu'elle n'est pas digne historiquement d'être mentionnée - une fois pré-supposé que l'argent est gagné par l'homme au moyen de l'échange de son propre travail. C'est bien plutôt la fortune mobilière accumulée par l'usure - en particulier celle qui s'exerce à l'encontre de la propriété foncière - et par les bénéfices marchands, la fortune en argent, qui est transformée en capital au sens propre du terme, c'est-à-dire en capital industriel. Nous aurons plus loin l'occasion de parler encore de ces deux formes - dans la mesure où elles n'apparaissent pas comme étant el-

¹ Übergreifend über das Ganze.

² (des concepts fondamentaux mobilisés au fil de la plume)

les-mêmes des formes de capital, mais des formes archaïques de fortune, des présupposés du capital.

Le texte procède dans ses dernières pages à un exposé de la genèse du capital à partir des conditions qui lui permettent d'acheter du *travail libre*.

Comme nous l'avons vu, le concept de capital et sa genèse impliquent qu'il a comme point de départ l'*argent* et, par conséquent, la fortune qui existe sous forme d'argent. Mais il est tout autant dans son concept que le capital apparaisse comme provenant de la circulation, comme *produit* de la circulation. Par conséquent, la formation du capital ne part pas de la propriété foncière (tout au plus, en l'espèce, du *fermier*, dans la mesure où celui-ci est négociant en produits agricoles) ni de la corporation (bien qu'il existe sur ce point une possibilité), mais de la fortune tirée du commerce et de l'usure.

Toutefois, cette fortune ne trouve devant elle les conditions qui lui permettent d'acheter du travail libre qu'à partir du moment où ce dernier a été détaché de ses conditions objectives d'existence par un procès historique.

Le déclin du système corporatif compte parmi les conditions d'émergence du capitalisme industriel « sur une vaste échelle ».

C'est seulement alors qu'elle trouve également la possibilité d'acheter ces *conditions* elles-mêmes. Dans les conditions du régime corporatif par exemple, la simple monnaie, qui n'est pas elle-même argent de la corporation, argent du maître-artisan, ne peut acheter les métiers à tisser pour y faire travailler des ouvriers; une réglementation fixe le nombre de métiers qu'un ouvrier a le droit d'acquiescer, etc. Bref, l'instrument apparaît encore si intimement mêlé au travail vivant lui-même comme étant du domaine du travail - qu'il ne circule pas vraiment. Ce qui met la fortune en argent en mesure de devenir du capital, c'est, d'une part, le fait qu'on puisse trouver des travailleurs libres; et, deuxièmement, qu'on puisse trouver des moyens de subsistance et des matériaux, etc., désormais *libres* et aliénables, alors que jadis, d'une manière ou d'une autre, ils étaient la *propriété* des masses à présent démunies de leur objectivité. Mais l'autre condition du travail - une certaine habileté artisanale, l'instrument comme moyen de travail, etc. - dans cette période préliminaire ou première période du capital, le capital *la trouve déjà existante*, partie comme résultat du système corporatif urbain, partie comme résultat de l'industrie domestique ou liée à titre d'accessoire à l'agriculture.

Le procès historique n'est pas le résultat du capital, mais son présupposé. C'est grâce à ce procès que le capitaliste vient s'insérer comme personne intermédiaire (historiquement) entre la propriété foncière (ou la propriété en général) et le travail. Quant aux fantaisies bien gentilles sur une quelconque association entre le capitaliste et le travailleur, etc., l'histoire les ignore absolument et il ne s'en trouve pas la moindre trace dans le développement du concept du capital¹. Sporadiquement, il peut arriver que la *manufacture* se développe localement dans un cadre qui appartient à une période encore toute différente comme, par exemple, dans les villes italiennes, à côté des corporations. Mais, en tant qu'elles sont la forme universellement dominante d'une époque, les conditions du capital doivent nécessairement être développées, non seulement localement, mais sur une vaste échelle.

(Cela n'est pas incompatible avec le fait que, lors de la dissolution des corporations, des maîtres de jurande isolés se transforment en capitalistes industriels; cependant, le cas est rare et cette rareté est conforme à la nature de la chose. En gros, là où le capitaliste et

¹ In der Begriffsentwicklung des Kapitals.

l'ouvrier apparaissent, le système corporatif, le maître-artisan et son compagnon disparaissent.)

La fortune en argent n'est toutefois pas en elle-même le facteur décisif : il faut en plus que la dissolution du système corporatif au centre de l'ancien mode de production rende possible la mainmise sur « les conditions objectives du travail » et l'achat du travail vivant.

Il est évident - et cela se voit quand on analyse de plus près la période historique dont il est question ici - que l'époque de la *dissolution* des modes de production antérieurs et des façons dont le travailleur se rapporte aux conditions de travail - est *en même temps* une époque où, d'une part, la *fortune en argent* a déjà pris une certaine ampleur et où, d'autre part, elle croît rapidement et prend de l'extension grâce aux mêmes circonstances qui accélèrent cette dissolution. La fortune en argent est elle-même en même temps l'un des agents de cette dissolution, de même que cette dissolution est la condition de sa transformation en capital. Mais la *simple existence de la fortune en argent* et même la conquête d'une certaine suprématie de sa part ne suffisent nullement pour que cette *dissolution* se produise en *aboutissant au capital*. Sinon, l'ancienne Rome, Byzance, etc., auraient achevé leur histoire avec le travail libre et le capital, ou plutôt entamé une nouvelle histoire. Car là-bas aussi, la dissolution des anciens rapports de propriété fut liée au développement de la fortune en argent - du commerce, etc. Mais, au lieu de mener à l'industrie, cette dissolution mena en fait à la domination de la campagne sur la ville.

La *formation primitive¹ du capital* ne consiste pas en ceci que le capital accumulerait, comme on l'imagine, des moyens de subsistance, des instruments de travail et des matières premières, bref les conditions *objectives* du travail, détachées du sol et déjà amalgamées au travail humain.

(...)

Cela ne veut pas dire que le capital crée les conditions objectives du travail. Mais sa *formation primitive* s'opère simplement par le fait que la valeur existant sous forme de *fortune en argent* est mise en mesure par le procès historique de dissolution de l'ancien mode de production. d'une part, d'*acheter* les conditions objectives du travail, d'autre part, d'obtenir en échange, de la part de travailleurs devenus libres et contre de l'argent, le travail vivant lui-même.

Tous ces facteurs sont présents; leur divorce est lui-même un procès historique, un procès de dissolution, et c'est ce *procès* qui met l'argent en mesure de se transformer en *capital*. L'argent lui-même, pour autant qu'il participe activement à l'histoire, ne le fait que dans la mesure où il intervient lui-même dans ce procès comme un agent de dissolution extrêmement énergique et dans la mesure où il contribue efficacement à la production de *travailleurs libres plumés*, sans existence objective; mais sûrement pas en créant pour eux les conditions objectives de leur existence; en aidant, au contraire, à accélérer leur séparation d'avec ces mêmes conditions - en les dépillant toujours plus vite de toute propriété.

Le licenciement de la main d'œuvre paysanne par les grands propriétaires fonciers constitue l'un des déterminants de la constitution de la force de travail non qualifiée, hommes, femmes et enfants, que le capital industriel va salarier en masse.

Quand, par exemple, les grands propriétaires fonciers congédiaient leurs *suivants* qui consommaient avec eux le *surproduit* du pays; puis quand leurs fermiers chassaient les petits villageois, etc., premièrement, une masse de forces de travail vivantes se trouvait jetée sur le *marché du travail*, masse libre en un double sens, libre

¹ Urbildung.

des anciens rapports de clientèle ou de dépendance et des rapports; de service, et, deuxièmement, libre de tous ses biens antérieurs et de toute forme d'existence objective et matérielle, *libre de toute propriété*; réduite à vendre sa puissance de travail ou aux seules ressources de la mendicité, du vagabondage et de la rapine. Il est historiquement établi qu'elle tenta d'abord de s'engager dans cette voie, mais en fut détournée par la potence, le pilori, le fouet, et ainsi poussée sur la voie étroite qui mène au marché du travail - ce qui fait que *les gouvernements*, par exemple, Henri VII, VIII, etc., apparaissent comme les conditions du procès historique de dissolution et comme les créateurs des conditions propices à l'existence du capital.

D'autre part, les moyens de subsistance, etc., que les propriétaires fonciers consommaient jadis avec leurs *suivants* se trouvaient désormais à la disposition de l'argent qui voulait les acheter pour acheter du travail par leur intermédiaire. L'argent n'avait ni *créé* ni *amassé* ces moyens de subsistance; ils existaient, ils furent consommés et reproduits avant d'être consommés et reproduits par sa médiation. Rien n'avait changé, si ce n'est que ces moyens de subsistance étaient maintenant jetés sur le *marché de l'échange* - étaient coupés de leurs relations directes avec les gueules des *retainers*¹, etc., et transformés, de valeurs d'usage qu'ils étaient, en valeurs d'échange, tombant ainsi dans le domaine et sous la souveraineté de la fortune en argent.

Il en alla de même des instruments de travail. La fortune en argent n'a ni inventé ni fabriqué le rouet et le métier à tisser. Mais, détachés de leur terroir, les fileurs et les tisserands tombèrent sous sa domination avec leurs métiers et leurs rouets, etc. *Ce qui revient en propre au capital, c'est simplement d'unir les masses de bras et d'instruments qu'il trouve telles quelles. Il les agglomère sous son commandement*², Voilà sa véritable façon d'*amasser*; il amasse des travailleurs en certains points, avec leurs instruments.

Il faudra traiter de cela plus à fond en étudiant ce qu'on appelle l'*accumulation*³ du capital.

Ce sera précisément l'objet de la septième section (« L'accumulation du capital ») et huitième section (« L'accumulation primitive ») du Livre I du *Capital*.

Certes, la fortune en argent - en tant que fortune de marchand - avait contribué à accélérer la dissolution des anciens rapports de production et, comme A. Smith l'a déjà fort bien exposé⁴, avait permis au propriétaire foncier, par exemple, d'échanger ses céréales, son bétail, etc., contre des valeurs d'usage importées au lieu de gaspiller avec ses *retainers* celles qu'il avait produites lui-même et de trouver pour une grande part sa richesse dans la masse des *retainers* partageant sa consommation. Pour lui, la fortune en argent avait donné une importance plus grande à la *valeur d'échange* de son revenu. Même chose pour ses fermiers, qui étaient déjà des semi-capitalistes, mais de manière très déguisée. Le développement de la valeur d'échange - favorisé par l'argent existant sous la forme du corps des marchands⁵ - dissout la production orientée de préférence vers la valeur d'usage immédiate et les formes de propriété qui lui correspondent - rapports du travail à ses conditions objectives - et pousse ainsi à la mise sur pied du *marché du travail* (qu'il faut, bien sûr, distinguer du marché des esclaves).

Cependant, même cette action de l'argent n'est possible que si l'on pré suppose *l'activité constante* et *laborieuse des métiers urbains*,

¹ Retainers: littéralement ceux qui font partie de la « retenue », qui vivent plus ou moins aux crochets du seigneur féodal, sa « clientèle ».

² Botmäßigkeit.

³ Anhäufung

⁴ Adam Smith : An inquiry..., o.c., vol. III, livre III, chapitre 4.

⁵ Kaufmannsstand.

laquelle *ne* repose *pas* sur le capital et le travail salarié, mais sur l'organisation du travail en corporations, etc. Le travail urbain lui-même avait créé des moyens de production pour lesquels les corporations étaient tout aussi gênantes que les anciens rapports de propriété foncière dans une agriculture améliorée, laquelle était en partie à son tour la conséquence d'un plus grand écoulement des produits de l'agriculture vers les villes, etc. Les autres facteurs qui, par exemple au 16^e siècle, accrurent et la masse des marchandises en circulation et celle de la monnaie, créèrent de nouveaux besoins et élevèrent ainsi la valeur d'échange des produits indigènes, firent monter les prix, etc., tout cela favorisa, d'une part, la dissolution des anciens rapports de production, accéléra la séparation du travailleur et du non-travailleur (mais apte au travail) d'avec les conditions objectives de sa reproduction et favorisa ainsi la transformation de l'argent en capital.

C'est pourquoi il n'y a rien de plus idiot que de concevoir cette *formation primitive* du capital comme s'il avait amassé et créé les *conditions objectives de la production* - moyens de subsistance, matériaux bruts, instruments - et comme s'il les avait offertes au travailleur, qui en aurait été dépouillé par ailleurs. Au contraire, la fortune en argent contribua en partie à *dépouiller* les forces de travail des individus aptes à travailler de ces conditions de travail, tandis que, par ailleurs, ce procès de séparation progressa en partie sans son secours. Quand ce divorce eut atteint un certain niveau, la fortune en argent put se poser en médiatrice entre les conditions objectives d'existence ainsi libérées et les forces de travail vivantes libérées, mais désormais aussi *affranchies de tout lien*, et acheter les unes au moyen des autres.

Mais, en ce qui concerne maintenant *la formation de la fortune en argent elle-même*, avant sa transformation en capital, elle relève de la préhistoire de l'économie bourgeoise. L'usure, le commerce, le système urbain et la fiscalité qui se développa avec eux jouèrent en la matière le rôle principal. De même que le bas de laine des fermiers, des paysans, etc. ; bien qu'à un degré moindre. -

On voit ici, en même temps que le développement de l'échange et de la valeur d'échange, laquelle passe partout par la médiation du commerce, cette médiation pouvant elle-même être appelée commerce¹ (c'est chez ce corps des marchands que l'argent acquiert une existence autonome, tout comme la circulation l'acquiert dans le commerce), que ce développement entraîne la dissolution *des rapports de propriété* que le travail entretient avec ses conditions d'existence d'une part, ainsi que le rangement *du travail lui-même parmi les conditions objectives de la production*; il s'agit là uniquement de rapports qui expriment autant une prédominance de la valeur d'usage, et de la production orientée vers l'usage immédiat, que la prédominance d'une communauté réelle existant elle-même immédiatement comme présumé de la production.

La production fondée sur la valeur d'échange et la communauté fondée sur l'échange de ces valeurs d'échange - bien que, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent à propos de l'argent, elles aient l'apparence de poser la propriété comme simple émanation du *travail*, de poser comme condition la propriété privée de chacun sur le produit de son propre travail - et le travail comme condition universelle de la richesse - supposent et produisent la séparation du travail d'avec ses conditions objectives. Cet échange d'équivalents s'effectue, n'est que la couche superficielle d'une production qui repose sur l'appropriation du travail d'autrui *sans échange*, mais aussi sous *l'apparence de l'échange*. Ce système d'échange repose sur le *capital*, qui est sa base, et quand il est considéré séparément de lui, tel qu'il se manifeste lui-même en surface, sous la forme de système *autonome*, il n'est que pure *apparence*, mais une *apparence nécessaire*.

¹ Handel.

La domination de la valeur d'échange en régime capitaliste résulte d'un processus bien différent du simple échange commercial.

C'est pourquoi il ne faut plus s'étonner à présent que le système des valeurs d'échange - échange d'équivalents mesurés par le travail - se renverse ou plutôt dévoile son arrière-fond caché, *l'appropriation du travail d'autrui sans échange*, la totale séparation du travail et de la propriété. En effet, la domination de la valeur d'échange elle-même et de la production produisant des valeurs d'échange suppose la puissance de travail d'autrui comme valeur d'échange - c'est-à-dire la séparation de la puissance de travail vivante d'avec ses conditions objectives; un rapport à ces dernières - ou à sa propre objectivité - comme à une propriété d'autrui; en un mot un rapport à ces conditions en tant que *capital*. C'est seulement aux périodes de déclin de la féodalité, quand celle-ci est encore la proie de luttes internes - par exemple, en Angleterre au 14e et dans la première moitié du 15e siècle - que se situe l'âge d'or pour le travail en train de s'émanciper. Pour que le travail recommence à se rapporter à ses conditions objectives comme à sa propriété, il faut qu'un autre système remplace le système de l'échange privé, lequel, ainsi que nous l'avons vu, suppose l'échange d'un travail fixé dans un objet contre une puissance de travail et, donc, l'appropriation sans échange du travail vivant.

Comme le montre « de manière très simple » la transformation de l'argent (du marchand) en capital (du manufacturier):

La façon dont l'argent se transforme en capital se manifeste souvent historiquement de manière très simple, palpable: ainsi, par exemple, le marchand fait travailler à son profit des tisserands et des fileurs qui jusqu'alors pratiquaient le tissage et le filage comme des activités rurales et d'appoint, et transforme ce faisant leur métier d'appoint en source principale de revenus; mais, ensuite, il les contrôle et les place sous son commandement en tant que travailleurs salariés. Il franchit le pas suivant en les tirant hors de leurs foyers et en les regroupant dans une maison de travail. Dans ce procès simple, il est évident qu'il n'a préparé pour le fileur et le tisserand ni matériaux bruts ni instruments ni moyens de subsistance. Tout ce qu'il a fait, c'est de les confiner peu à peu dans un type de travail où ils deviennent dépendants de la vente, du *vendeur*, du *marchand*, et où, en fin de compte, ils ne produisent plus que *pour* et *par* lui. A l'origine, il n'a acheté leur travail que par l'achat de son produit; dès qu'ils se limitent à la production de cette valeur d'échange, et sont obligés par conséquent de produire immédiatement des *valeurs d'échange*, d'échanger complètement leur travail contre de l'argent pour pouvoir continuer d'exister, ils tombent sous sa domination, et finalement on voit disparaître jusqu'à l'apparence qui faisait croire qu'ils lui *vendaient* des produits. Il achète leur travail et leur enlève d'abord la propriété sur le produit, bientôt aussi sur l'instrument, ou bien il les leur laisse, mais comme *apparence de propriété* afin de diminuer ses propres coûts de production.

Le manuscrit engage précisément sa dernière séquence sur la mise en place des premières formes historiques du capital manufacturier¹.

Le transfert de la qualification artisanale vers la machine ouvre la possibilité d'engager une main-d'œuvre non qualifiée issue de la petite production agricole.

¹ (La manufacture « au sens propre du terme » précise Marx pour la distinguer de la fabrique proprement dite. Elle assure la transition entre la petite production artisanale et celle de la grande industrie par la réunion en un seul atelier d'artisans dont la collaboration se trouve programmée en vue d'accroître leur productivité. La division du travail, la spécialisation des ouvriers et la progressive mécanisation des outils conduiront à l'usine moderne, à « la production de masse » et à la pleine domination du capital sur le travail.)

Les formes historiques originelles sous lesquelles le capital apparaît d'abord sporadiquement ou *localement*, à côté des anciens modes de production, mais en les brisant partout peu à peu, sont, d'une part, la *manufacture* au sens propre du terme (pas encore la fabrique); la manufacture apparaît là où l'on produit en masse pour l'exportation, pour le marché extérieur - par conséquent, sur la base d'un vaste commerce maritime et terrestre, dans leurs centres commerciaux, les villes italiennes, Constantinople, les cités flamandes, hollandaises, quelques villes espagnoles comme Barcelone, etc.

La manufacture ne commence pas par s'emparer de ce qu'on appelle l'*industrie urbaine* mais s'empare d'abord de l'*industrie rurale d'appoint*, filage et tissage, le travail qui exige le moins d'habileté transmise par les corporations et de formation artistique. En dehors de ces grands centres commerciaux où elle trouve la base déjà existante d'un marché *extérieur* et où la production est donc pour ainsi dire directement et *naturellement* orientée vers la valeur d'échange - où il y a donc des manufactures directement liées à la navigation, à la construction navale, etc. - elle ne s'installe pas d'abord dans les villes, mais à la campagne, dans des villages où n'existent pas de corporations, etc. Il y a dans l'industrie rurale d'appoint la base large de la manufacture, alors que l'industrie urbaine exige un progrès avancé de la production pour pouvoir se pratiquer à l'échelle de la fabrique. Même chose pour les branches de production telles que les verreries, les usines métallurgiques, les scieries, etc., qui requièrent *a priori* une plus grande concentration de forces de travail; qui utilisent *a priori* plus de forces naturelles, qui exigent une production de masse, ainsi que la concentration des moyens de travail, etc. Même chose pour les papeteries, etc.

Autres formes historiques originelles, d'autre part, l'apparition du fermier et la transformation de la population agricole en journaliers libres. Bien que le dernier endroit où cette mutation s'impose dans ses conséquences extrêmes et sous la forme la plus pure soit la campagne, elle y commence aussi très tôt. C'est ce qui explique que les Anciens, qui ne dépassèrent jamais l'habileté technique urbaine à proprement parler, ne purent jamais accéder à la grande industrie. Celle-ci présuppose que l'ensemble de la campagne soit entraîné dans la production, non de valeurs d'usage, mais de valeurs d'échange. Les verreries, les papeteries, les usines métallurgiques, etc., ne peuvent être exploitées sur le mode de la corporation. Elles exigent une production de masse; un écoulement sur un marché universel; et que *la fortune en argent* soit entre les mains de l'entrepreneur - cela ne voulant pas dire que c'est lui qui crée les conditions, ni subjectives ni objectives; mais ces conditions ne peuvent être rassemblées au sein des anciens rapports de propriété et de production. - La dissolution des rapports de servage, ainsi que la montée de la manufacture, transforme ensuite peu à peu toutes les branches du travail en branches exploitées par le capital. - Les villes elles-mêmes contiennent au demeurant dans le salariat journalier non corporatif, homme de peine, etc., un élément qui contribue à la formation du travail salarié proprement dit.

Si donc nous avons vu que la transformation de l'argent en capital présuppose un procès historique qui ait réalisé la séparation des conditions objectives du travail et les ait rendues autonomes par rapport au travailleur - l'effet du capital une fois qu'il est apparu, et l'effet de son procès, est d'autre part de soumettre toute production, d'aggraver et de parachever partout le divorce entre le travail et la propriété, entre le travail et les conditions objectives du travail. On verra dans un développement ultérieur que le capital anéantit le travail artisanal, la petite propriété foncière laborieuse, etc., et qu'il se détruit lui-même sous les formes où il n'apparaît pas en opposition à ce travail - dans le *petit capital* et les genres intermédiaires, les genres hybrides, qui se situent entre les anciens modes de production (ou encore ces modes tels qu'ils se sont renouvelés sur la base du capital) et le mode de production classique, adéquat, du capital lui-même.

« On verra dans un développement ultérieur », écrit Marx. Notons ici que la référence majeure sur le sujet se trouve au chapitre XIV du Livre I du *Capital* « La division du travail et la manufacture ».

Le seul amasement qui soit présumé lors de l'apparition du capital est celui de la *fortune en argent*, qui est en soi absolument improductive, puisqu'elle n'a d'autre source que la circulation et n'appartient qu'à elle. Le capital se constitue rapidement un marché intérieur en détruisant toutes les activités rurales d'appoint, par conséquent en filant et en tissant pour tout le monde, en habillant tout le monde, etc., bref en donnant la forme de valeurs d'échange aux marchandises créées jadis comme valeurs d'usage immédiates, procès qui résulte spontanément de la séparation des travailleurs d'avec le terroir et la propriété des conditions de production (fût-ce même sous la forme du servage).

Pour les artisans des villes, bien que leur activité repose essentiellement sur l'échange et sur la création de valeur d'échange, le but principal et immédiat de cette production est *la subsistance en tant qu'artisans*, que *maîtres-artisans*, par conséquent une valeur d'usage; ce but n'est pas *l'enrichissement*, ce n'est pas *la valeur d'échange en tant que valeur d'échange*. C'est pourquoi la production est partout subordonnée à une consommation présumée et l'offre subordonnée à la demande - et c'est pourquoi elle ne s'élargit que lentement.

La production de capitalistes et de travailleurs salariés est donc un produit principal du procès de valorisation du capital. L'économie ordinaire, qui n'a d'yeux que pour les choses produites, l'oublie complètement. Du moment que dans ce procès le travail fixé dans un objet est posé tout à la fois comme *non-objectivité* du travailleur, objectivité d'une subjectivité opposée au travailleur, et *propriété* d'une volonté qui lui est étrangère, le capital est nécessairement du même coup un *capitaliste* et l'idée de quelques socialistes, selon lesquels nous aurions besoin du capital et non des capitalistes, est complètement fautive. Le concept de capital pose que les conditions objectives du travail - et celles-ci sont le propre produit du travail - acquièrent une *personnalité* face au travail, ou encore, ce qui est la même chose, qu'elles soient posées comme propriété d'une personnalité étrangère au travailleur. Dans le concept de capital, il y a le capitaliste. Cependant, cette erreur n'est nullement plus grave que, par exemple, celle de tous ces philologues qui parlent de *capital* dans l'antiquité, de capitalistes romains et grecs. Cela ne peut vouloir dire qu'une chose: que le travail était *libre* à Rome et en Grèce, ce que ces messieurs auraient bien du mal à soutenir. Si, aujourd'hui, non seulement nous appelons les planteurs d'Amérique des capitalistes, mais qu'ils le *sont*, cela est dû au fait qu'ils existent comme anomalies au sein d'un marché mondial fondé sur le travail libre. S'il s'agit du mot capital, que l'on ne trouve pas chez les Anciens (Bien qu'on trouve chez les Grecs le mot *archeia*, qui correspond au latin *principalis summa rei creditae*¹), alors ce sont les hordes nomades qui se déplacent encore avec leurs troupeaux dans les steppes de l'Asie centrale qui seraient les plus grands capitalistes, car capital signifie à l'origine « bétail », raison pour laquelle le contrat de métayage que l'on conclut fréquemment dans le Midi de la France par suite du manque de capital s'appelle encore parfois précisément: *Bail de bestes à cheptel*. Si l'on veut risquer du mauvais latin, nos capitalistes ou Capitales Homines seraient des hommes « qui debent censum de capite². ».

La définition de la notion de capital présente des difficultés que l'on ne rencontre pas pour l'argent; le capital est essentiellement un *capitaliste*; mais, en même temps aussi, un élément de l'existence du capitaliste distinct de celui-ci, ou encore on peut dire que c'est la production en général qui est le *capital*. Aussi verrons-nous encore qu'on peut subsumer sous le capital beaucoup de choses qui,

¹ La somme principale de la chose créditée.

² Qui doivent un impôt par tête.

d'après sa définition¹, ne semblent pas en faire partie. Par exemple, le capital se prête, il s'accumule. Dans toutes ces acceptions, il semble être purement une chose et coïncider complètement avec la matière qui le compose. Mais cela, ainsi que d'autres choses encore, s'éclaircira au cours du développement.

Toute une perspective de travail...

(...)

*

¹ Seinem Begriff nach.

1.2. Modes de production et formations sociales

Le mode de production asiatique en débat : les pièces du dossier

Etudes consultées :

Collectif :

- *Premières sociétés de classes et mode de production asiatique*, Recherches internationales à la lumière du marxisme, n° spécial 57-58, Paris 1967
- *Sur les sociétés précapitalistes*. Textes choisis de Marx Engels Lénine, Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, Éditions sociales, Paris 1970.
- Sur le « mode de production asiatique », Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes, Éditions sociales, Paris 1969.

*

- *Le dernier Marx*, Edité par Kolja Linder et les Éditions de l'Asymétrie, Réverbération 2019

*

- Jean Chesneaux, « Le mode de production asiatique : quelques perspectives de recherche », *La Pensée*, n° 114 d'avril 1964, pp. 33-55.
- Jean Chesneaux, « Où en est la discussion sur le *Mode de production asiatique* » ?, trois contributions dans les numéros 122, 129 et 138 de la revue *La Pensée* (août 1965, octobre 1966 et mars avril 1968).
- Maurice Godelier, « Le mode de production asiatique, un concept stimulant mais qui reste d'une portée analytique limitée ». *Actuel Marx*, 1991/2, n° 10, pp. 181-199.
- Maurice Godelier, préface au volume *Sur les sociétés précapitalistes*, op.cit., pp. 14-142.
- Ernest Mandel, *La formation de la pensée économique de Karl Marx*, coll. « Textes à l'appui », Maspero, Paris 1967¹.
- Jan Pecirka, « Discussions soviétiques », *Recherches internationales à la lumière du marxisme*, n° spécial 57-58, Paris 1967, pp. 59-78.
- Maximilien Rubel, « Karl Marx et le socialisme populiste russe », *La revue Socialiste*, n° 11, mai 1974 (en ligne sur le site de *marxists.org*).
- Jacques Texier, « Les formes historiques du lien social dans les *Grundrisse* de Marx », *Actuel Marx*, 1992/1, n° 11, pp. 137-170.
- Daniel Thorner, « Marx et l'Inde : le mode de production asiatique », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, 24^e année, n° 2, 1969, pp. 337-369.
- Ferenc Tokei, « Le mode de production asiatique dans l'œuvre de K. Marx et F. Engels », *La Pensée*, n° 114, avril 1964, pp. 7-32.

*

1. 1844-1845, *L'idéologie allemande* : mise en place du concept de *mode de production*.

La démarche de Marx et d'Engels dans cet écrit est double : **théorique** et **historique**.

Théorique, elle l'est au sens où le principal de l'effort consiste à construire un dispositif conceptuel qui rende compte de l'agencement des paramètres constitutifs d'une formation sociale.

Ces instances se distribuent en l'occurrence selon *deux niveaux* : celui, d'une part, de *l'infrastructure* que compose l'articulation des *forces productives* et des *rapports sociaux de production*; celui, d'autre part, de la *superstructure* où se concentrent les *appareils d'Etat*, administratifs, juridiques, répressifs, idéologiques.

Insistons : il s'agit d'un dispositif *conceptuel* au regard des réalités concrètes, singulières, complexes que constituent les *formations sociales* mises à l'étude.

¹ En particulier le chapitre 8, pp. 115-135 : « Le « mode de production asiatique » et les préconditions historiques de l'essor du capital ».

Historique, elle l'est au sens où cet agencement conceptuel permet d'appréhender les mécanismes qui agissent dans l'évolution d'un mode de production à l'autre.

A cette date où ils élaborent leur réflexion, Marx et Engels s'attachent moins à préciser les étapes de cette périodisation qu'à mettre en place les principes directeurs de ce qui prendra le nom de *matérialisme historique*. Ils ne distinguent pas moins à grands traits **trois formes de propriété** :

1. la propriété *tribale*¹,
2. la propriété *communale et d'Etat* de l'Antiquité
3. la propriété *féodale*,

lesquelles précèdent la propriété *capitaliste*.

Nous renvoyons pour le détail aux pages de notre fascicule 5.

2. 1853 : « la clé du ciel oriental »

On sait que le manuscrit de *l'Idéologie allemande* ne trouvera pas d'éditeur et demeurera abandonné à « la critique rongeuse des souris ». L'important n'avait pas moins été accompli : « voir clair en nous-mêmes », écrira Marx dans son introduction de 1859.

La problématique des modes de production s'imposera à l'attention de Marx dans le cadre de ses travaux de journaliste, précisément en **mai-juin 1853** lorsque, rendant compte pour le *New York Daily Tribune* des pratiques du colonialisme anglais vis-à-vis la Chine et de l'Inde², et se référant, entre autres, aux écrits (anciens³) de François Bernier, il interpelle en privé Engels sur l'absence, en Orient, de toute propriété foncière privée : « Bernier, écrit-il, décèle très justement la forme fondamentale de tous les phénomènes de l'Orient – il parle de la Turquie, de la Perse, de l'Hindoustan – dans le fait qu'il n'existe *pas de propriété privée*. Et c'est là la véritable clé du ciel oriental⁴. ».

Engels ne tardera pas à fournir, dès le 6 juin, une réponse érudite qui combine les deux aspects fondamentaux de ces formations sociales orientales, à savoir la coexistence, d'une part, de communautés villageoises régies sous le régime de la propriété collective, et, d'autre part, les dominant, d'un pouvoir central despotique, seul capable, selon lui, d'assurer les grands travaux hydrauliques qu'exige l'irrigation de ces terres⁵.

Une analyse que conforte la réponse de Marx du 14 juin : « Le caractère stationnaire de cette partie de l'Asie, malgré beaucoup de vains mouvements à la surface, s'explique entièrement par deux circonstances qui se renforcent mutuellement : 1. Les travaux publics, qui sont affaire du gouvernement central, 2. A part ça, tout l'Empire, exceptées les deux ou trois grandes villes, décomposé en villages qui possédaient une organisation tout à fait distincte et constituaient un petit univers à eux tous seuls (...) Je crois qu'on ne peut guère imaginer plus solide base pour le despotisme asiatique et la stagnation⁶. ».

Ces **échanges privés** constituent leurs principaux apports sur la question.

Ils se résument au constat du cloisonnement de la vie rurale autour de communautés villageoises autarques et à la domination d'un pouvoir central despotique qui, en contrepartie de ses prélèvements⁷, organise les grands travaux publics, tout particulièrement ceux de l'irrigation.

Une certaine prégnance de la catégorie *idéologique*⁸ de « despotisme oriental⁹ » empêchera toutefois la réflexion de poursuivre plus avant.

¹ *Stammeigentum*.

² Ce sont les trois articles « La révolution en Chine et en Europe », « La domination britannique aux Indes », et « Les résultats de la domination britannique en Inde », respectivement parus le 14 juin, le 25 juin et le 8 août 53. Nous renvoyons aux pages de notre fascicule 22 (les chapitres 5.1, 5.2 et 5.3) en relation notamment avec la controverse sur **l'eurocentrisme** de Marx et d'Engels sur ces questions.

³ Les *Récits et Mémoires* de François Bernier datent de 1699, à son retour d'un long séjour en Inde auprès de la cour de l'empereur moghol Aurangzeg.

⁴ Lettre du 2 juin 1853. C3, p. 380.

⁵ Lettre du 6 juin 1853. C3, pp. 382-387.

⁶ C3, pp. 389-395.

⁷ Des impositions le plus souvent en nature, mais aussi sous la forme d'un impôt foncier.

⁸ Au sens technique d'un obstacle épistémologique, la généralité reçue de la notion, un stéréotype en quelque sorte, faisant obstacle à toute analyse.

⁹ Dans son article « La domination britannique aux Indes » paru dans le *New York Daily Tribune* du 25 juin 53, Marx écrit : « (...) nous ne devons pas oublier que ces communautés villageoises idylliques,

3. 1858 : l'apport des *Grundrisse*

Les événements de l'automne 1856 en Chine et, dès avril/mai 1857, la révolte des Cipayes en Inde¹ vont à nouveau focaliser l'attention de Marx sur ces sociétés, mais dans le contexte d'une violence colonialiste qui écarte, cette fois, à ses yeux, toute complaisance envers un capitalisme potentiellement civilisateur.

L'étude entreprise par les *Grundrisse* envisage du reste des périodes historiques d'un autre âge.

Au chapitre des « formes antérieures à la production capitaliste », et avec précisément pour objet les étapes de cette évolution, Marx procède à la distinction entre quatre **formes**² (il ne requiert pas la catégorie de *mode*) *d'appropriation sociale des conditions objectives de la production* :

- la collectivité tribale naturelle
- la forme asiatique
- la forme antique, grecque et romaine
- la forme germanique, associée au moyen-âge.

Ne retenons ici de la *forme asiatique* que ces traits distinctifs :

- une base sociale composée de communautés autarciques en régime de propriété collective³
- sous l'autorité centrale d'un despote censé incarner l'unité supérieure au titre de laquelle il s'empare, sous diverses formes d'imposition, du surproduit de ces collectivités, avec la prise en charge de grands travaux d'infrastructure, en particulier ceux de l'irrigation du territoire⁴.

4. 1859 : le mode de production asiatique

La première occurrence du concept de *mode de production asiatique*, de « mode », *cette fois comme tel*, apparaît dans la **préface de 1859** à la *Contribution à la critique de l'économie politique*.

Evoquant à *grands traits* les principales étapes de son itinéraire intellectuel, Marx expose pour la première fois⁵ les paramètres constitutifs des concepts de *mode de production* et de *formation sociale*.

Parcourons cette célèbre séquence :

(...) dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles.

L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en

malgré leur aspect inoffensif, ont toujours été une fondation solide du despotisme oriental, qu'elles renfermaient la raison humaine dans un cadre extrêmement étroit, en en faisant un instrument docile de la superstition et l'esclave des règles admises, en la dépouillant de toute grandeur et de toute force historique. » (K. Marx Fr. Engels, *Le colonialisme*, Éditions critiques, Paris 2018, p. 176). Nous connaissons l'origine hégélienne de cette stéréotypie.

¹ Pour le détail, nous renvoyons aux pages notre fascicule 24.

² Quatre ou cinq formes si l'on compte une référence furtive, comme au passage, à une « forme slave » : une référence à la propriété communale russe du mir ?

³ Observons que Marx et Engels ne tiennent pas compte dans leur analyse des effets très particuliers du système des castes dans la structure sociale de ces communautés rurales.

⁴ Pour le détail, nous renvoyons au chapitre 1.1. du présent fascicule.

⁵ Entendons : pour la première fois dans un écrit publié par lui.

contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours, que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir.

L'analyse enchaîne avec l'énumération **au nombre de trois** (asiatique, antique, féodal) des modes de production¹ précapitalistes que Marx se limite à nommer sans autre commentaire.

À grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus; cependant les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine².

Cette brève, très brève, énumération « à grands traits » est, soulignons-le avec insistance, **la seule** que l'on rencontre dans les écrits publiés par Marx au cours de son existence.

¹ Le concept de *mode* est cette fois précisément nommé, à la différence des appellations antérieures de *formes*.

² K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*. Éditions sociales, Paris 1977, p. 3. Ajoutons cette note toute en nuances en marge du premier chapitre sur la marchandise : « C'est un préjugé ridicule, répandu ces derniers temps, de croire que la propriété collective primitive est une forme de propriété spécifiquement slave, voire exclusivement russe. C'est la forme primitive dont on peut établir la présence chez les Romains, les Germains, les Celtes, mais dont on rencontre encore, aux Indes, tout un échantillonnage aux spécimens variés, bien qu'en partie à l'état de vestiges. Une étude rigoureuse des formes de la propriété collective en Asie, et spécialement aux Indes, montrerait qu'en se dissolvant les différentes formes de la propriété collective primitive ont donné naissance à différentes formes de propriété. C'est ainsi que l'on peut, par exemple, déduire les différents types originaux de propriété privée à Rome et chez les Germains de différentes formes de propriété collective aux Indes. ». (Op.cit., p. 13).

Elle laisse ouvertes les deux questions centrales du matérialisme historique, à savoir : 1. la logique qui gère, ou non, la nécessaire successivité, en cet ordre, de ces séquences, et 2. son caractère d'universalité.

Or Marx n'est jamais expressément revenu par la suite sur le sujet comme tel, sinon dans des contextes très circonstanciels.

5. 1867. Dans *Le Capital*

On trouve bien sûr dans *Le Capital* nombre de références à la « propriété orientale originellement indivise¹ » et au rôle déterminant en Inde des grands travaux hydrauliques². Il n'est pas indispensable de les recenser ici toutes. On se limitera à deux séquences significatives.

D'abord cette brève, où se trouve mobilisée l'expressive métaphore de la ruche :

« La coopération, telle que nous la trouvons à l'origine de la civilisation humaine, chez les peuples chasseurs, dans l'agriculture des communautés indiennes, etc.³, repose sur la propriété en commun des conditions de production et sur le fait que chaque individu adhère encore à sa tribu ou à sa communauté aussi fortement qu'une abeille à son essaim⁴. »

Ensuite cette plus longue :

« Ces petites communautés indiennes, dont on peut suivre les traces jusqu'aux temps les plus reculés, et qui existent encore en partie, sont fondées sur la possession commune du sol, sur l'union immédiate de l'agriculture et du métier et sur une division du travail invariable, laquelle sert de plan et de modèle toutes les fois qu'il se forme des communautés nouvelles. Etablies sur un terrain qui comprend de cent à quelques milles acres, elles constituent des organismes de production complets se suffisant à elles-mêmes. La plus grande masse du produit est destinée à la consommation immédiate de la communauté; elle ne devient point marchandise, de manière que la production est indépendante de la division du travail occasionnée par l'échange dans l'ensemble de la société indienne. L'excédent seul des produits se transforme en marchandise, et va tout d'abord entre les mains de l'État auquel, depuis les temps les plus reculés, en revient une certaine partie à titre de rente en nature. Ces communautés revêtent diverses formes dans différentes parties de l'Inde. Sous sa forme la plus simple, la communauté cultive le sol en commun et partage les produits entre ses membres, tandis que chaque famille s'occupe chez elle de travaux domestiques, tels que filage, tissage, etc. A côté de cette masse occupée d'une manière uniforme nous trouvons « l'habitant principal » juge, chef de police et receveur d'impôts, le tout en une seule personne; le teneur de livres qui règle les comptes de l'agriculture et du cadastre et enregistre tout ce qui s'y rapporte; un troisième employé qui poursuit les criminels et protège les voyageurs étrangers qu'il accompagne d'un village à l'autre, l'homme-frontière qui empêche les empiètements des communautés voisines; l'inspecteur des eaux qui fait distribuer pour les besoins de l'agriculture l'eau dérivée des réservoirs communs; le brahmine qui remplit les fonctions du culte; le maître d'école qui enseigne aux enfants de la communauté à lire et à écrire sur

¹ *Le Capital*, Livre I, tome 2, Éditions sociales 1973, p. 27, note 1.

² « La distribution des eaux était aux Indes une des bases matérielles du pouvoir central sur les petits organismes de production communale sans connexion entre eux ». (Une note du chapitre XVI « La plus-value absolue et plus-value relative » de la cinquième section du Livre I (*Le Capital*, Livre I, tome 2, Éditions sociales 1973, p. 188)

³ Observons cette remarquable proximité des « communautés indiennes » avec la propriété tribale.

⁴ *Le Capital*, Chapitre XIII *La coopération*, Livre I, tome 2, Éditions sociales 1973, p. 26.

le sable; le bramine calendrier qui en qualité d'astrologue indique les époques des semailles et de la moisson ainsi que les heures favorables ou funestes aux divers travaux agricoles; un forgeron et un charpentier qui fabriquent et réparent tous les instruments d'agriculture; le potier qui fait toute la vaisselle du village; le barbier, le blanchisseur, l'orfèvre et çà et là le poète qui dans quelques communautés remplace l'orfèvre et dans d'autres, le maître d'école. Cette douzaine de personnages est entretenue aux frais de la communauté entière. Quand la population augmente, une communauté nouvelle est fondée sur le modèle des anciennes et s'établit dans un terrain non cultivé. L'ensemble de la communauté repose donc sur une division du travail régulière, mais la division dans le sens manufacturier est impossible puisque le marché reste immuable pour le forgeron, le charpentier, etc., et que tout au plus, selon l'importance des villages, il s'y trouve deux forgerons ou deux potiers au lieu d'un. La loi qui règle la division du travail de la communauté agit ici avec l'autorité inviolable d'une loi physique, tandis que chaque artisan exécute chez lui, dans son atelier, d'après le mode traditionnel, mais avec indépendance et sans reconnaître aucune autorité, toutes les opérations qui sont de son ressort. La simplicité de l'organisme productif de ces communautés qui se suffisent à elles-mêmes, se reproduisent constamment sous la même forme, et une fois détruites accidentellement se reconstituent au même lieu et avec le même nom, nous fournit la clef l'immutabilité des sociétés asiatiques, immutabilité qui contraste d'une manière si étrange avec la dissolution et reconstruction incessantes des Etats asiatiques, les changements violents de leurs dynasties. La structure des éléments économiques fondamentaux de la société, reste hors des atteintes de toutes les tourmentes de la région politique¹. »

*

A partir de la décennie 1870, l'attention de Marx va se trouver particulièrement mobilisée par l'activité de militants et intellectuels révolutionnaires de Russie dont il apprend la langue. « Il s'est lancé à corps perdu dans l'étude du russe » confie Jenny à Engels dans sa lettre du 17 janvier 1870². A vrai dire, l'inscription à l'AIT, dès mars 70, de la section russe de Genève et la désignation de Marx comme son représentant au Conseil général vont multiplier les échanges : « Des ouvrages tels que ceux de Flerovski et de votre maître Tchernychevski font véritablement honneur à la Russie et prouvent que votre pays commence à participer au mouvement général de notre siècle » écrit-il en accusant réception de leur candidature³.

Flerovski ? Il est l'auteur de l'ouvrage intitulé *La situation de la classe ouvrière en Russie* que Marx avait reçu de Nikolai Danielson en octobre dernier⁴ et qui l'incitera à entreprendre l'étude du russe⁵. « C'est là le premier ouvrage qui dise la vérité sur la situation économique de la Russie », écrit-il à Engels le 10.02.70 : « Notre homme est un ennemi de ce qu'il nomme « l'optimisme russe ». Je n'ai jamais eu une vue très idyllique de cet eldorado communiste, mais Flerovski dépasse tout ce qu'on pouvait atten-

¹ *Le Capital*, § IV (« La division du travail dans la manufacture et la société ») du chapitre XIV de la section IV (« La production de la plus value relative »), Livre I, tome 2, Éditions Sociales 1973, pp. 46-48.

² C10, p. 260.

³ Lettre du 24 mars 1870 du Conseil général de l'*Association internationale des travailleurs* (C10, pp. 327-328).

⁴ A Engels, le 23.10.69 : « De Petersbourg, on m'a envoyé un volume de 500 pages sur la situation des paysans et des ouvriers russes, de Flerovski. C'est malheureusement en russe. L'auteur a travaillé 15 ans à ce livre. » (C10, p. 183). Flerovski est en vérité le pseudonyme de Vasily Bervi.

⁵ Marx à Sigfrid Meyer, le 21 janvier 1871 : « Je ne sais si je vous ai appris que, depuis le début de 1870, j'ai dû me mettre moi-même à l'étude du russe, que je lis maintenant à peu près couramment. La raison en est qu'on m'avait envoyé de Petersbourg le livre très important de Flerovski sur la *Situation de la classe laborieuse* (paysans surtout) *en Russie* et que je voulais connaître aussi les (fameux) ouvrages d'économie politique de Tchernychevski (qui lui ont valu d'être condamné depuis sept ans à travailler dans les mines de Sibérie). (...) Le mouvement intellectuel qui se développe actuellement en Russie révèle une fermentation souterraine profonde. ». (C11, p. 140)

dre ; (...) En tout cas, c'est là le livre le plus important qui ait paru depuis ton ouvrage sur *La Situation de la classe laborieuse*¹. ».

Tchernychevski ? Ce romancier² et philosophe³ sera l'une des références de Marx qui ne manquera aucune occasion de dire son estime pour lui⁴.

Or, l'idéologie dominante au sein du mouvement révolutionnaire russe de l'époque demeure inspirée par le populisme des *narodniki* avec, au centre de leur propagande, liée à l'institution de la commune rurale, la croyance dans le rôle salvateur de la paysannerie.

La problématique rejoint-elle l'ancienne analyse du mode de production asiatique ? Elle la rejoint, oui, sous l'angle, d'une part, des rapports entre communautés agricoles collectivement régies et l'autorité d'un Etat dominateur, sous l'angle, d'autre part, de la logique historique entre modes de production et en l'occurrence, de la possibilité ou non de faire l'économie d'une hégémonie capitaliste en Russie.

Ces débats vont devenir récurrents tout au long des dernières années de travail, et de vie, de Marx qui accumulera quantité de notes sur le sujet sans toutefois jamais publier, ou même rédiger quelque étude nouvelle.

*

6. 1875, Engels, *Des rapports sociaux en Russie*

En avril 1875, c'est Engels qui se trouve conduit à répliquer à la polémique lancée par le militant populiste Piotr Nikitch Tkatchev⁵ dans sa *Lettre ouverte à Monsieur Friedrich Engels*. Dès février/mars 1875, Marx lui adresse la brochure de Tkatchev annotée par lui avec ce bref commentaire : « Droit au but, mais d'une drôle de manière. C'est tellement bête que Bakounine peut bien y avoir contribué. Peter Tkatchev veut avant tout faire comprendre aux lecteurs que c'est toi qui le traites, lui, comme ton adversaire et que tu inventes donc divers points de désaccords qui n'ont jamais existé⁶. ».

Tkatchev répondait vivement dans ce texte à deux articles d'Engels parus, les 6 et 8 octobre 1874, dans le bi-hebdomadaire de Leipzig *Der Volksstaat*, que dirigeait alors Wilhelm Liebknecht.

La réplique d'Engels paraîtra les 16 et 18 avril 1875 dans le même *Volksstaat*, puis en forme de brochure, avec une brève introduction, sous le titre de *La question sociale en Russie*⁷.

L'objet de cette note n'est pas d'entrer ici dans le détail de cette controverse⁸, mais de souligner brièvement le point de vue qui est argumenté par Engels sur le rapport entre la commune rurale et les perspectives révolutionnaire en Russie. A l'opposé des espoirs populistes, Engels démontrait que la propriété communautaire du sol était loin d'offrir une perspective sociale car elle avait « dépassé de longue date la période de son épanouissement » allant « selon toute apparence vers sa dissolution ». Il admettait certes l'éventualité d'une évolution de la communauté paysanne russe vers une forme supérieure, socialiste, mais, précisait-il, « Cela ne pourra se produire que dans le cas où s'accomplira en Europe occidentale, avant la désintégration définitive de la propriété communautaire, une révolution prolétarienne victorieuse qui offrira au paysan russe les conditions nécessaires à cette transition, notamment les ressources

¹ C10, p. 283. Un autre témoignage dans sa lettre du 05.03.1870 à Paul et Laura Lafargue à propos de ce livre de Flerovski : « C'est un livre exceptionnel. Je suis vraiment content de pouvoir le lire maintenant à peu près couramment à l'aide du dictionnaire. C'est la première fois que je vois exposé l'ensemble de la situation économique de la Russie, c'est un travail scrupuleux. » (C10, p. 312)

² Il est l'auteur en 1863 d'un roman célèbre, *Que faire ?*, dont le titre inspirera Lénine en 1902.

³ Matérialiste et disciple de Feuerbach, il était plutôt proche de Charles Fourier.

⁴ Il en parle dans la postface de la deuxième édition allemande du Livre I du *Capital* comme « du grand savant et critique russe » (*Le Capital, Livre I*, Éditions sociales, Paris, 1971, vol.1 p. 25).

⁵ Lequel soutenait une stratégie blanquiste, « léniniste » avant la lettre, de mise en œuvre par la voie révolutionnaire d'un pouvoir d'Etat centralisé sous la direction d'une minorité éclairée. Sa brochure avait paru à Zurich en 1874.

⁶ C13, p. 21.

⁷ Le dossier des articles d'Engels se trouve, en allemand, aux pages 519-567 du volume 18 des MEW. La traduction française de sa réponse à Tkatchev a été publiée sous le titre « Des rapports sociaux en Russie » dans le recueil intitulé *Karl Marx et Friedrich Engels Œuvres choisies en deux volumes*, Éditions du Progrès, Moscou 1955, tome 2, pp. 45-78. (en ligne sur le site d'archiv.org). Un large extrait de la réplique d'Engels se trouve aux pages 353-356 du recueil *Sur les sociétés précapitalistes* (op.cit. aux Editions sociales) sous le titre « Réflexions sur la commune agricole russe ».

⁸ Elle fait l'objet du chapitre 2.2. du présent facsimile.

matérielles dont il aura besoin pour opérer le bouleversement imposé de ce fait dans tous son système d'agriculture¹. ».

Engels reviendra sur ce dossier en 1894 dans un texte connu sous le titre d'*Epilogue aux « Rapports sociaux en Russie »*².

Il y expose la même analyse. S'interrogeant si la commune paysanne russe « peut servir de point de départ à une action à l'échelle nationale, qui, passant d'un bond par-dessus l'entière phase capitaliste, mène d'emblée le paysan russe à la propriété collective socialiste moderne de tous les moyens de production, en l'enrichissant de toutes les conquêtes techniques de l'époque capitaliste ? » , il aboutit à cette réponse : « Il s'ensuit (...) que l'initiative d'une éventuelle métamorphose de la commune russe ne pourra pas venir d'elle-même, mais seulement du prolétariat industriel de l'Occident. La victoire du prolétariat d'Europe occidentale sur sa bourgeoisie et la substitution consécutive à la production capitaliste d'une production socialement dirigée - telle est la nécessaire condition préalable à l'élévation de la commune russe au même niveau³. ».

Une position que défendra Marx à son tour dans ses correspondances vers Nikolaï Mikhaïlovski et Véra Zassoulitch.

7. 1877. La lettre à Nikolaï Mikhaïlovski

En novembre 1877, Marx rédige à l'adresse du comité de rédaction de la revue russe « Les Annales de la patrie » une réponse à l'article qu'y avait publié l'écrivain populiste Nikolaï Mikhaïlovski⁴, lequel l'avait accusé de soutenir la thèse de la nécessité historique pour la Russie de subir son passage par le capitalisme.

La réplique de Marx fournit l'occasion d'une importante mise au point⁵.

La séquence féodalité/capitalisme, précise-t-il, ne concerne, dans *Le Capital*⁶, que la seule voie tracée par l'ordre économique en Europe occidentale. Mikhaïlovski ne peut donc s'autoriser à « métamorphoser mon esquisse historique de la genèse du capitalisme dans l'Europe occidentale en une théorie historico-philosophique de la marche générale, fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés. ».

Il cite l'exemple des plébéiens romains après qu'ils ont perdu leur statut de paysans libres : « Ainsi, un beau matin, il y avait d'un côté des hommes libres, dénués de tout sauf de leur force de travail, et de l'autre, pour exploiter ce travail, les détenteurs de toutes les richesses acquises. Qu'est-ce qui arriva ? Les prolétaires romains devinrent non des travailleurs salariés mais un *mob* fainéant plus abject que les ci-devant « poor whites » des pays méridionaux des Etats-Unis, et à leur côté se déploya un mode de production non capitaliste, mais esclavagiste. Donc des éléments d'une analogie frappante⁷, mais se passant dans des milieux historiques différents, amenèrent ces résultats tout à fait disparates. ».

Et de conclure sur l'impasse où conduirait « le passe-partout d'une théorie historico-philosophique générale, dont la suprême vertu consiste à être supra-historique ».

¹ Nous citons à partir de *Karl Marx et Friedrich Engels Œuvres choisies en deux volumes*, op.cit., t. 2, p. 54.

² *Nachwort zu « Soziales aus Russland »*, MEW, Band 18, pp. 665-674. En traduction aux pages 357-359 de *Sur les Sociétés précapitalistes*. En traduction également aux pages 267-380 du recueil de Roger Dangeville, *Karl Marx et Friedrich Engels, La Russie*, Union Générale d'Édition, Coll. 10/18, Paris 1974.

³ Nous citons à partir de la traduction de Roger Dangeville, op.cit., pp. 270-271.

⁴ L'article s'intitulait « Marx devant le tribunal de Joukovski ». Il avait paru dans le n° 10 d'octobre 1877 de la revue.

⁵ Cette lettre de Marx a été écrite en français, comme toute sa correspondance vers ses interlocuteurs russes. Le texte se trouve aux pages 112-117 du volume 25 des MEGA et aux pages 349-352 du recueil « Sur les sociétés précapitalistes », op.cit., sous le titre « « Lettre à la rédaction des *Otétchestvenniye Zapisky* (Les Annales de la patrie) ». En vérité, la lettre pas été envoyée à son destinataire. C'est Engels qui, la retrouvant dans les archives de Marx, en a communiqué une copie à Véra Zassoulitch dans le courrier qu'il lui adresse le 06.03.1884. « Marx, précisait-il, ne l'a jamais envoyée à Saint-Pétersbourg de peur que la simple mention de son nom ne compromette l'existence de la revue qui aurait publié sa réponse. » (MECW, vol. 47, pp. 111-113).

⁶ Il y mentionne précisément le chapitre sur l'accumulation primitive. Précisons que la traduction russe par Nikolaï Danielson du Livre I du *Capital* date de 1872.

⁷ Une analogie avec « l'expropriation de la population campagnarde » en Angleterre à la fin du 18^e et au début du 19^e siècle (en référence au chapitre XXVII de la huitième section (« L'accumulation primitive ») du Livre I du *Capital*).

8. 1881. La lettre à Véra Zassoulitch

Le 16 février 1881, la militante russe Véra Zassoulitch¹ s'adresse à Marx pour l'interroger sur le caractère archaïque ou non, selon lui, de la communauté rurale de Russie, dite l'*obchtchina* ou le *Mir* : « Dans les derniers temps, *lui écrit-elle*, nous entendons souvent dire que la commune rurale est une forme archaïque, que l'histoire, le socialisme scientifique, en un mot tout ce qu'il y a de plus indiscutable, condamnent à périr. Les gens qui prêchent cela se disent vos disciples par excellence : « marxistes ». Le plus fort de leurs arguments est souvent : « C'est Marx qui le dit. ». (...) Vous comprenez donc, Citoyen, à quel point votre opinion sur cette question nous intéresse et quel grand service vous nous auriez rendu en exposant vos idées sur la destinée possible de notre commune rurale et sur la théorie de la nécessité historique pour tous les pays du monde de passer par toutes les phases de la production capitaliste². ».

La réponse de Marx lui parviendra le 8 mars 1881. Une réponse plutôt brève si l'on compare avec les quatre brouillons qui nous sont parvenus.

La lettre « officielle », disons, du 8 mars redit en quelque sorte la précision qu'adressait Marx quelques années plus tôt à Nikolai Mikhaïlovski. L'expropriation des cultivateurs a été, oui, à la base du système capitaliste anglais, mais, insiste-il, « la « fatalité historique » de ce mouvement est *expressément* restreinte aux pays de l'Europe occidentale ». Il poursuit : « L'analyse donnée dans *Le capital* n'offre donc de raison ni pour ni contre la vitalité de la commune rurale, mais l'étude spéciale que j'en ai faite, et dont j'ai cherché les matériaux dans les sources originales, m'a convaincu que cette commune est le point d'appui de la régénération sociale en Russie, mais afin qu'elle puisse fonctionner comme tel, il faudrait d'abord éliminer les influences délétères qui l'assaillent de tous les côtés et ensuite lui assurer les conditions normales d'un développement spontané³. ».

Une réponse prudente, on le constate, avec le rappel d'une indispensable analyse concrète de la formation sociale envisagée.

Marx ne revient toutefois pas sur la question asiatique comme telle, sinon par quelques allusions fugitives dans les premier et troisième brouillons de cette lettre où il évoque le rôle destructeur des Anglais sur communes rurales des Indes orientales. En vérité, le sujet n'est plus abordé par lui.

9. 1882 Préface à l'édition russe du *Manifeste du Parti communiste*

Marx et Engels signent cette brève préface en janvier 1882. Les temps ont changé, observent-ils, depuis la première traduction du *Manifeste* en 1869. La Russie constitue, en effet, aujourd'hui « l'avant garde de l'action révolutionnaire en Europe ». S'agissant du rôle, dans cet avenir, de la commune rurale, ils insistent toutefois sur l'indispensable simultanéité du déclenchement révolutionnaire en Europe occidentale et en Russie.

« *Le Manifeste communiste* avait pour tâche de proclamer la disparition inévitable et prochaine de la propriété bourgeoise. Mais en Russie, à côté de la spéculation capitaliste qui se développe fiévreusement et de la propriété foncière bourgeoise en voie de formation, plus de la moitié du sol est la propriété commune des paysans. Il s'agit, dès lors, de savoir si la communauté paysanne russe, cette forme déjà décomposée de l'antique propriété commune du sol, passera directement à la forme communiste supérieure de la propriété foncière, ou bien si elle doit suivre d'abord le même processus de dissolution qu'elle a subi au cours du développement historique de l'Occident.

¹ Après son procès, en mars 1878, pour avoir tiré contre le général Fyodor Trépov, gouverneur militaire de Saint Petersburg, Véra Zassoulitch, alors proche du mouvement populiste, s'était réfugiée à Genève où, avec Georges Plekhanov et Pavel Axelrod, elle participera en 1883, au sein du groupe « Libération du Travail », à la diffusion du marxisme.

² Nous citons à partir du volume *Le dernier Marx*, op.cit., pp. 267-268. L'ensemble de cette correspondance fait l'objet du chapitre 3.1 du présent fascicule.

³ Le document ainsi que les quatre brouillons se trouvent aux pages 318-342 du recueil « Sur les sociétés précapitalistes », op.cit., Éditions sociales.

La seule réponse qu'on puisse faire aujourd'hui à cette question est la suivante : si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de la Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste. »

En vérité, nous l'avons vu, Engels est moins confiant que Marx dans la survie de la communauté rurale de Russie¹.

10. 1884. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*

En 1877, Marx fait la découverte des travaux de Lewis Henry Morgan dont le principal ouvrage *Ancien Society*² a paru en mars de cette année. Une découverte enthousiaste : l'étude par L.H. Morgan du rôle déterminant des structures de parenté³ éclaire, en effet, à ses yeux la transition entre la collectivité tribale naturelle⁴ et les premières sociétés de classe.

Marx consacrera une attention toute particulière à ces pages sous la forme d'un carnet de notes⁵ qu'il rédigera entre décembre 1880 et le tout début de l'année 1881, son état de santé l'empêchant de poursuivre.

C'est Engels qui, découvrant ces notes dans les archives de son ami défunt⁶, prendra l'initiative de rédiger, entre mars et mai 1884, son étude sur *L'Origine de la famille, de la propriété privée de l'Etat* que dans sa préface, il dédie expressément à Marx: « Les chapitres qui suivent, écrit-il, constituent, pour ainsi dire, l'exécution d'un testament. Nul autre que Karl Marx lui-même ne s'était réservé d'exposer les conclusions des recherches de Morgan, en liaison avec les résultats de sa propre – et je puis dire, dans une certaine mesure, de notre étude matérialiste de l'histoire, et d'en éclairer enfin toute l'importance⁷. ».

Or l'important pour notre propos est de noter qu'Engels ne fait aucune référence dans cette étude au concept de mode de production asiatique. Le terme disparaîtra désormais de ses publications⁸.

*

¹ C'est ce qui ressort nettement de sa correspondance avec N.F. Danielson des 24 février et 17 novembre 1893. (Karl Marx et Friedrich Engels, *La Russie*, op.cit., pp. 261-266, sous le titre « Le sort des communes rurales »)

² *Ancien Society or Resarches in the Lines of Human Progress from Savagery, through Barbarism into Civilization*.

³ Le caractère novateur des travaux de L.H. Morgan en a fait l'un des fondateurs de l'anthropologie sociale.

⁴ Selon la catégorie mise en place dans les *Grundrisse*.

⁵ Un cahier de citations et de notes cursives que l'anthropologue américain Lawrence Krader publiera en 1972 sous le titre *The Ethnological Notebooks of Karl Marx* (Assen : Van Gorcum, 1972). De larges extraits de ces notes se trouvent reproduits aux pages 65-92 du volume *Le dernier Marx*, Éditions de l'Asymétrie, op.cit., dans une traduction de Robert Ferro.

⁶ Engels à Karl Kautsky, le 16.02.1884 : « Il existe un livre définitif - aussi définitif que celui de Darwin dans le cas de la biologie - sur l'état primitif de la société; une fois encore, bien sûr, c'est Marx qui l'a découvert. Il s'agit de *Morgan's Ancient Society*, 1877. Marx l'a mentionné, mais j'avais la tête pleine d'autres choses à l'époque et il n'y a plus jamais fait référence, ce qui lui convenait sans doute, souhaitant présenter lui-même le livre aux Allemands; je le constate par ses extraits très exhaustifs. Dans les limites fixées par son sujet, Morgan redécouvre pour lui-même la vision matérialiste de l'histoire de Marx, et conclut par des postulats qui sont, pour la société moderne, carrément communistes. ». (MECW, vol. 47, p. 103). Un propos qu'il répètera à Adolphe Sorge dans sa lettre du 7 mars 1884. (MECW, vol. 47, pp. 115-116).

⁷ F. Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions du progrès, Moscou, 1979, p. 9.

⁸ Une particularité que relève Daniel Thorner : Engels, souligne-t-il, a supprimé d'initiative toute référence à l'orient dans la traduction anglaise de 1887 du premier Livre du *Capital*. (étude citée, p. 363)

11. 1930-1931 : les débats soviétiques de Tiflis¹ et de Léninegrad

Les historiens soviétiques vont se trouver engagés vers la fin des années 20, à partir de 1928, dans de vifs débats sur les apports du matérialisme historique à l'étude des formations sociales pré-capitalistes, dont celles d'Orient.

Le climat politique de l'époque est marqué, faut-il le préciser, par le contexte répressif de 1927 en Chine sous la direction de Tchang Kaï-Chek².

Par ailleurs, en 1928, lors du 6^e congrès du PC chinois³ sera votée la récusation de la catégorie de *mode de production asiatique* au profit du concept de « bureaucratie féodale ».

Tel sera précisément l'un des thèmes des discussions soviétiques à Tiflis en 1929 et à Léninegrad en février 1931 : la Chine a-t-elle ou non connu dans le passé cette formation sociale particulière ?

Les débats aboutiront à une prédominance des positions hostiles à cette thèse⁴.

12. 1938. Staline : matérialisme historique et matérialisme dialectique

Le 14 novembre 1938 le Comité central du PC de l'URSS vote l'adoption du précis intitulé *Histoire du Parti Communiste/Bolchévik/de l'URSS* qui devient la référence officielle du régime.

Le texte expose en son chapitre IV la séquence devenue célèbre sous le titre « Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique ». Ce texte attribué à Staline lui-même institue la version marxiste-léniniste de l'enchaînement, dans l'histoire, des « cinq types fondamentaux de rapports de production : la commune primitive, l'esclavage, le régime féodal, le régime capitaliste et le régime socialiste⁵ ».

Le débat est désormais clos. Il le restera jusqu'au discours de Nikita Khrouchtchev en février 1956 lors du XXe congrès du Parti.

13. 1957. K. A. Wittfogel, *Le despotisme oriental*.

La publication, en 1957, de l'ouvrage de Karl Wittfogel⁶ va créer un événement, en raison, d'une part, de la personnalité de son auteur, en raison, d'autre part, des aspects politiques de la thèse qu'il soutient.

La personnalité de son auteur ?

Sinologue de formation, Karl August Wittfogel adhère dans sa jeunesse⁷, en octobre 1920, au KPD, le parti communiste allemand, dont il sera un militant actif. Sa rencontre, la même année, avec Karl Kors-

¹ Le nom ancien de la ville de Tbilissi, la capitale de la Georgie.

² C'est le 12 avril 1927 qu'est accompli le massacre des insurgés de Shangai par les troupes de Tchang Kaï-Chek.

³ Qui s'est tenu à Moscou le 19 juillet 1928.

⁴ Pour rappel, ces débats se sont déroulés dans l'ignorance du manuscrit des *Grundrisse* qui ne sera publié qu'en 1939 par l'Institut du Marxisme-léninisme de Moscou.

⁵ Selon la formule consacrée. Nous citons à partir de l'édition Norman Béthune (76, Bld Daint-Michel, Paris 6e) de 1971 qui reproduit le volume des Editions en langues étrangères paru à Moscou en 1949.

⁶ *Oriental Despotism: A Comparative Study of Total Power*, New Haven, Connecticut, Yale University Press, publié en français aux Editions de Minuit, Coll. Arguments, sous le titre *Le despotisme oriental. Etude comparative du pouvoir total*. Paris 1964 et 1977. (L'édition de 1964 était précédée d'une préface critique de Pierre Vidal-Naquet. Wittfogel ripostera dans sa "nouvelle préface à un livre qui s'est montré très inquiétant" de l'édition de 1977. Les pages de P. Vidal-Naquet ont paru sous le titre « Histoire et idéologie : Karl Wittfogel et le « mode de production asiatique » » dans le n° 3 de 1964 de la revue *Annales, Economies, sociétés, civilisations*. Elles sont accessibles sur le site de Persée).

⁷ Né en 1896 près de Hanovre, il a 24 ans. Outre les encyclopédies classiques, *Universalis* et *Wikipedia*, nous nous référons pour ces éléments de biographie à la thèse de maîtrise soutenue en 2011 par l'historien américain Matthew D. Linton, *The Transformation of Cain, Karl August Wittfogel's American Acculturation and the Cold War 1934-1963*, L'étude est accessible en ligne sur le site de l'université Brandeis (Massachusetts) à l'adresse scholarwork.brandeis.edu.

ch le conduira à participer aux travaux de l'École de Francfort. En 1926, il publie son étude *Das erwachende China*, un titre prophétique sur le futur réveil de la Chine en passe de devenir un acteur majeur de la révolution mondiale. Cette publication lui vaudra d'être invité en juillet 1928 par le Komintern en URSS où ses analyses ne seront toutefois guère appréciées. A son retour, il publie son ouvrage *Wirtschaft und Gesellschaft Chinas (Economie et Société en Chine)*. Après un second séjour en URSS en août 1932, il est arrêté le 10 mars 1933 par les nazis et interné durant huit mois dans diverses prisons et camps, puis libéré¹, il gagne en septembre 1934 les Etats-Unis où il engage une carrière universitaire. En juin 1935, son épouse et lui partent pour la Chine où ils vont rester deux ans pour y poursuivre leurs études. Hostile à la ligne politique du PC d'URSS², il rompt alors avec son passé de militant communiste et d'intellectuel marxiste et n'hésitera pas à collaborer en 1950-51 à la répression maccarthyste des intellectuels de gauche³, devenant même, à la fin de sa vie, animé par son anti-communisme, l'un des propagandistes du néo-conservatisme américain.

La thèse qu'il soutient ?

Elle présente une version hyperbolique de l'analyse par Marx et Engels du rôle déterminant des grands travaux hydrauliques dans les formations sociales orientales dites du mode de production asiatique. Parlant de « civilisations hydrauliques », Wittfogel radicalise le lien organique entre la mise en œuvre de ces travaux et la domination d'un pouvoir d'Etat despotique.

Les aspects politiques de cette thèse ?

Leur dimension la plus radicale consiste dans l'application du concept de *despotisme oriental* aux réalités sociales et politiques de l'URSS et de la Chine contemporaines que Wittfogel qualifie de bureaucraties totalitaires⁴.

14. Les années 1960. Les débats en France sur le mode de production asiatique

Au début des années 1960 se développe en France une recherche nouvelle articulée sur les rapports entre le marxisme et les avancées en histoire ancienne et en anthropologie. La récente parution du livre de Wittfogel a donné leur élan aux travaux de chercheurs français parmi lesquels Pierre Boiteau, Jean Chesneaux, Maurice Godelier, Charles Parain, Jean Suret-Canale, Emmanuel Terray, Jean-Pierre Vernant, Pierre Vidal-Naquet.

C'est en la circonstance la fondation, en février 1960⁵, du *Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes*, le *CERM*, qui jouera un rôle moteur, en collaboration avec *La Pensée*⁶, la revue théorique du PCF.

La conférence prononcée à Paris au printemps de 1962 par le chercheur hongrois Ferenc Tokei sera le point de départ d'une activité du *CERM* qui aboutira à la publication, en avril 1964, d'un numéro spécial, le n° 114, de *La Pensée* consacré au mode de production asiatique : on y peut lire l'étude elle-même de F. Tokei (« Le mode de production asiatique dans l'œuvre de K. Marx et F. Engels ») ainsi que deux contributions, l'une de Maurice Godelier (une « bibliographie sommaire des écrits de Marx et d'Engels sur le sujet »), l'autre de Jean Chesneaux, lequel, avec son article « Le mode de production asiatique : quelques perspectives de recherche », inaugure la série que publieront :

- le n° 122 d'avril 1965 de *La Pensée* : « Où en est la discussion sur le mode de production asiatique ? (1) »
- le n° 129 d'octobre 1966 de *La Pensée* : « Où en est la discussion sur le mode de production asiatique ? (2) »

¹ Grâce aux interventions de son épouse Olga Joffe et de divers soutiens internationaux.

² Et tout particulièrement au pacte germano-soviétique du 23 août 1939.

³ On compte, parmi les victimes de ses dénonciations, l'orientaliste américain Owen Lattimore, l'historien Moses Immanuel Finley et le diplomate Herbert Norman (lequel en arrivera à se suicider). Cette collaboration de Wittfogel avec les commissions de Pat McCarran lui vaudra d'être mis à l'écart par ses collègues universitaires.

⁴ Une accusation lourde que Pierre Vidal-Naquet, dans sa préface de 1964, évoquera avec sourire de dérision, écrivant : « Karl Wittfogel est incontestablement dans la droite ligne de cette forme de pensée lorsqu'il présente les États communistes de Russie ou de Chine comme les héritiers fidèles des « despotismes orientaux », la création d'un appareil bureaucratique industriel ayant simplement renforcé considérablement le pouvoir de contrôle de l'Etat. De telles considérations, dans leur brutalité, peuvent faire sourire, mais le problème qui est à leur origine n'a pas été inventé par Karl Wittfogel et mérite d'être étudié historiquement ». (Article cité, p. 533)

⁵ A la suite du 15e congrès du PCF.

⁶ Quelque 363 numéros de la revue, de 1939 à 2012, sont accessibles en ligne sur le site de *Gallica*.

- le n° 138 de mars-avril 1968 de *La Pensée* : « Où en est la discussion sur le mode de production asiatique ? (3) ».

Avec, en chacun de ces numéros, un précieux répertoire d'études, faut-il le dire.

Entretemps a paru, en janvier-avril 1967, le numéro spécial 57-58 de la revue *Recherches internationales à la lumière du marxisme* qui compte parmi les références majeures sur la question.

Enfin signalons la publication des deux recueils édités par CERM, l'un en 1969, aux Editions sociales, sous le titre « Sur le *mode de production asiatique* », l'autre en 1970, aux mêmes Editions sociales, sous le titre « Sur les sociétés précapitalistes ».

Nous ne nous risquerons pas ici à une synthèse de ces études complexes, sinon pour signaler une remarquable **extension** du champ des investigations, à la fois dans le temps et dans l'espace, de sorte que la **compréhension** elle-même de la catégorie de mode de production *asiatique* s'est trouvée plutôt déstabilisée, au moins dans sa rigueur dénomminative. A ce point que certains chercheurs ont pris l'initiative d'autres appellations. C'est le cas de Samir Amin avec le concept de mode de production *tribulaire*¹.

*

La pertinence du concept de *production asiatique* relevait, selon Marx, de la nécessité d'analyser la transition entre la « collectivité tribale naturelle » et les premières sociétés de classe.

Or, les recherches dans le domaine de l'anthropologie ont démontré que ces sociétés dites *naturelles* sont loin de correspondre à un idéal de communisme primitif parfaitement égalitaire. L'absence d'une structure d'Etat n'empêche pas que ces collectivités ont développé en leur sein nombre de relations complexes que les récentes avancées dans le domaine l'anthropologie sociale nous ont appris à connaître.

Ce champ d'études est bien sûr très vaste.

Outre les travaux fondateurs de Maurice Godelier, on se limitera à signaler ici les apports de trois chercheurs :

- ceux d'Emmanuel Terry, en particulier son ouvrage *Le marxisme devant les sociétés « primitives »* paru aux éditions François Maspero, Paris 1969.

- ceux d'Alain Testart, notamment ces trois ouvrages : *Le communisme primitif (1) Economie et idéologie*, Maison des Sciences de l'Homme, Paris 1986, *Éléments de classification des sociétés* (Editions Errance, Paris 2005) et *La servitude volontaire* (Editions Errance, en deux volumes, 1. *Les morts d'accompagnement*, 2. *L'origine de l'Etat*, Paris 2004).

- ceux de Christophe Darmangeat, non seulement son ouvrage *Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était*. Smolny, Toulouse 2012, mais aussi les pages de son blog internet plaisamment intitulé *La Hutte des Classes* (à l'adresse cadarmangeat.blogspot.com).

*

¹ En référence à son ouvrage *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Éditions de Minuit, Paris 1973

2.1. Grundrisse vs Capital

Moishe Postone, *Le Capital à la lumière des Grundrisse*

Etudes consultées :

- Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale, Une réinterprétation de la théorie critique de Marx*, Editions des Mille et une nuits, janvier 2009¹.
- Moishe Postone, « Repenser *Le Capital* à la lumière des *Grundrisse* », *Variations*, 17/2012 (en ligne sur le site de journals.openedition.org)
- Moishe Postone, « Repenser la critique du capitalisme », *Presse Universitaires de France, « Cités »*, 2013/1 n° 53, pp. 139-149 (en ligne sur le site de [Cairn.info](http:// Cairn.info)).
- Moishe Postone, « Une autre lecture de Marx », *Presse Universitaires de France, « Cités »*, 2013/3 n° 55, pp. 107-138 (en ligne sur le site de [Cairn.info](http:// Cairn.info)).

Jacques Bidet, « Misère de la philosophie marxiste. Moishe Postone lecteur du *Capital* », *Revue Période*, novembre 2014 (en ligne sur le site de [revueperiode.net](http:// revueperiode.net))

Jacques Bidet, « *Le Capital* lu par Moishe Postone : Alchimie ou astrologie ?, *Revue de philosophie économique*, 2016/2, vol. 17, pp. 39-58 (en ligne sur le site de [Cairn.info](http:// Cairn.info))

*

Moshe Postone se livre dans son ouvrage principal *Temps, travail et domination sociale* à une sévère critique de ce qu'il nomme le *marxisme traditionnel* qu'il tient pour anachronique et qu'il s'agit, selon lui, de déconstruire.

Par *marxisme traditionnel* Postone entend toute analyse du capitalisme conçue en termes de lutte des classes et orientée, en vue du socialisme, vers la propriété collective des moyens de production et la planification centralisée.

Cette conception, principalement centrée, à ses yeux, sur une critique des modes de *distribution* des produits du travail, empêche de comprendre la logique fondamentale du capitalisme, sa forme spécifique de domination sociale, qui, insiste-t-il, réside dans la *production* elle-même, dans le jeu des « forces impersonnelles abstraites » associées au règne de la valeur.

*

L'objet de cette note n'est pas de rendre compte dans le détail des écrits de M. Postone, un corpus plutôt complexe, et, sous maints aspects, très problématique.

Notre propos, dans le cadre de ce fascicule, concerne principalement les appuis qu'il prend sur les *Grundrisse*, lesquels sont, à ses yeux, outre *Le Capital*², la base d'une nouvelle réflexion sur la nature du capitalisme et son évolution.

Soulignons parmi ces appuis deux références majeures principalement issues du chapitre connu sous le nom de « Fragment des machines³ » : l'une au rôle de ce que Marx y nomme *l'intellect général*, l'autre à la perspective qui s'y trouve évoquée d'une possible obsolescence du principe même de la valeur d'échange.

L'intellect général ?

Marx désigne sous ce terme la mise en œuvre dans le processus production capitaliste du savoir scientifique et de ses applications technologiques, « les forces productives générales du cerveau social⁴ », écrit-il.

¹ L'ouvrage a paru aux USA en 1993 mais sa traduction française a été plus tardive.

² Lequel, estime-t-il, est structuré comme une critique *immanente* du système capitaliste.

³ Plus précisément le chapitre intitulé "Capital fixe et développement des forces productives", aux pages 182-202 du tome 2 de l'édition de 1980 des *Grundrisse* aux Editions sociales.

⁴ p. 186, tome 2, de l'édition de 1980 des *Grundrisse* aux Editions sociales.

Voici, pour rappel¹, cet extrait :

La nature ne construit ni machines, ni locomotives, ni chemins de fer, ni télégraphes électriques, ni métiers à filer automatiques, etc. Ce sont là des produits de l'industrie humaine : du matériau naturel, transformé en organes de la volonté humaine sur la nature ou de son exercice dans la nature. Ce sont *des organes du cerveau humain créés par la main de l'homme* : de la force du savoir objectivée. Le développement du *capital fixe* indique jusqu'à quel degré le savoir social général, *la connaissance*, est devenue *force productive immédiate*, et, par suite, jusqu'à quel point les conditions du processus vital de la société sont elles-mêmes passées sous le contrôle de *l'intellect général*, et sont réorganisées conformément à lui. Jusqu'à quel degré les forces productives sociales sont produites, non seulement sous la forme du savoir, mais comme organes immédiats de la pratique sociale; du processus réel de la vie².

L'obsolescence du principe même de la valeur d'échange ?

Marx évoque cette thèse radicale au terme d'un bref paragraphe consacré à l'intense développement des forces productives du capital industriel.

Voici, pour rappel, cet extrait :

Dans cette mutation, ce n'est ni le travail immédiat effectué par l'homme lui-même, ni son temps de travail, mais l'appropriation de sa propre force productive générale, sa compréhension et sa domination de la nature, par son existence en tant que corps social, en un mot le développement de l'individu social, qui apparaît comme le grand pilier fondamental de la production et de la richesse. Le vol du temps de travail d'autrui, sur quoi repose la richesse actuelle, apparaît comme une base *misérable* comparée à celle, nouvellement développée, qui a été créée par la grande industrie elle-même. Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse nécessairement d'être sa mesure et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail de la masse a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, de même que le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition du développement des pouvoirs universels du cerveau humain.

Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange, et le procès de production matériel immédiat perd lui-même la forme de pénurie et de contradiction³.

Pour rappel, enfin, insistons sur le caractère d'**exception**, et de **brièvement**⁴, de cette dernière thèse sur laquelle Marx ne reviendra pas dans ses écrits ultérieurs centrés sur les mécanismes d'extorsion de la plus-value relative.

*

L'ambition de M. Postone est d'accomplir une réinterprétation du *Capital* de Marx non plus, comme, affirme-t-il, le marxisme traditionnel, du point de vue de la *distribution* et selon une conception *transhistorique* du travail, mais du strict point de vue de la *production* telle que la logique de la *valeur* le détermine.

¹ Pour le détail, nous renvoyons aux pages de notre fascicule 28.

² Page 194 du tome 2 de l'édition de 1982 des *Grundrisse* aux Editions sociales. Rappelons tout aussi bien que cette référence à la science comme facteur de progrès n'occupe dans le manuscrit de Marx que l'espace d'une brève observation sans suite.

³ Page 193 du tome 2 de l'édition de 1982 des *Grundrisse* aux Editions sociales.

⁴ Un seul paragraphe.

La domination sociale, à ses yeux, n'est pas tant le fait d'une exploitation de classe¹ que de la mise en œuvre organiquement *autovalorisante* du *travail abstrait*² qui régit la production. Avec pour perspective, au-delà de la maîtrise ouvrière de l'appareil de production et d'échange, la libération des contraintes du travail lui-même, et, à terme, même si lointain, la suppression du prolétariat.

En ambition en vue de laquelle, il faut en convenir, les analyses de Postone manquent singulièrement de précision, sinon de rigueur.

Son principal apport réside dans la reprise de la thèse de Marx avancée, nous l'avons vu, dans les *Grundrisse*, d'une abolition de la valeur comme forme sociale de la richesse. L'analyse fait toutefois souvent défaut, compensée par le commentaire philosophique.

*

Les thèses de M. Postone ont fait l'objet d'une violente critique de la part de Jacques Bidet.

Leur *contenu scientifique*, écrit-il, est *insignifiant* et leur *teneur politique désastreuse*. Un véritable *galimatias*, composé d'incessantes confusions sur le texte du *Capital*. Bref, *une misère théorique*.

L'erreur principale de Postone est de confondre l'analyse par Marx, entreprise dans les *Grundrisse*, de la production marchande dans son régime général, centrée sur la *valeur*, et son analyse, dans le *Capital*, de la production marchande spécifiquement capitaliste, centrée sur l'exploitation de la *force de travail* en vue de la *plus-value*.

Sa confusion, par exemple, entre, selon lui, « dépense de *temps de travail* » et, selon Marx, « dépense de *force de travail* » le conduit vers de véritables bévues théoriques.

En faisant de la marchandise comme telle, et non de la plus-value, l'essence même du capital, Postone se condamne à ignorer la logique même de la dynamique du capitalisme.

Jacques Bidet insiste sur l'incompréhension, par Postone, du concept marxiste de *travail abstrait* qu'il généralise en toute indépendance du processus d'extraction de la plus-value absolue et surtout relative.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail de la longue et minutieuse démonstration de Jacques Bidet. Nombre de ses arguments réclament, en effet, une connaissance précise des écrits ultérieurs de Marx, dont les pages du *Capital*, qu'il nous reste à découvrir. *A mesure*.

*

¹ Une exploitation de classe qu'il ne récuse certes pas, mais avec cette restriction plutôt singulière que la classe ouvrière se trouve instituée, selon lui, comme une composante du système, les capitalistes étant considérés comme la personnalisation de ce système et dominés eux-mêmes par lui.

² Cette catégorie du *travail abstrait* est véritablement au centre des multiples et nombreux débats sur la valeur marchande selon Marx. Rappelons que Marx désigne par là le "travail socialement nécessaire" qui se trouve à la base de la *valeur d'échange* des produits. Il est dit *abstrait* en ce sens qu'il correspond à la mise en œuvre *standardisée*, mais bien *réelle*, de la *force de travail ouvrière* par les automatismes de l'appareil de production capitaliste.

2.2. L'obchtchina en question : la controverse entre Fr. Engels et P. Tkatchev

Ce chapitre a pour objet le débat qui a surgi en 1874 et 1875 entre Fr. Engels et le militant du mouvement populiste russe Peter Nikitich Tkatchev à propos de divers différends politiques et tout particulièrement, nous l'avons vu¹, du rôle de la communauté rurale, dite l'*obchtchina*.

Le contexte historique est marqué par l'échec de la Commune de Paris et par le sabotage de la Première Internationale après le congrès de La Haye en septembre 1872.

*

Mais d'abord, un mot d'explication sur ladite *obchtchina*.

*

Etudes consultées :

- Michel Heller, *Histoire de la Russie et de son Empire*, Perrin, Coll. Tempus, Paris, 2021.
- Anatole LEROY-BEAULIEU, *L'empire des Tsars et les Russes*, Tome II, Hachette et Cie, Paris, 1893.
- Nicolas V. Riasanovsky, *Histoire de la Russie*, Robert Laffont, coll. Bouquins, Paris 1994.
- Franco Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution. Histoire du populisme russe au XIXe siècle*, NRF, Editions Gallimard, vol. 1 et 2, Paris 1972.

*

La commune ou communauté rurale dite le *mir* ou l'*obchtchina* est une structure sociale établie de longue date au sein de la petite paysannerie de l'Empire russe. Elle est antérieure à l'imposition du servage² et elle lui a résisté.

Régie sur le mode d'une coopérative et sur le principe de la propriété collective, elle partageait un certain territoire agricole entre plusieurs familles dotées chacune d'une parcelle que déterminaient divers paramètres, notamment le nombre des adultes les composant, la qualité du sol et l'emplacement par rapport au village.

La communauté était administrée par un Conseil central qui procédait périodiquement à une redistribution équitable des parcelles. La gestion courante se pratiquait au cours de réunions publiques où l'on délibérait de tous les facteurs de la vie collective, du paiement des diverses contributions (en nature ou sous forme d'impôts) dues au pouvoir seigneurial ou à l'Etat comme de la désignation des jeunes recrues pour les armées du Tsar.

Sauf cette gestion collective, la pratique agricole elle-même était laissée à l'appréciation individuelle du paysan.

Le système du *mir* sera en grande partie démantelé par les réformes de 1906 et 1911 de Piotr Stolypine, premier ministre du tsar Nicolas II, dont le principe était de lancer un processus de privatisation des propriétés agricoles.

Les historiens insistent sur divers aspects de la gestion du *mir* :

¹ Nous renvoyons ici au chapitre 1.2. du présent fascicule.

² A une date plutôt tardive par rapport à la paysannerie de l'Europe occidentale : on le situe vers la fin du 15^e siècle, en référence au statut imposé en 1497 sous le règne du prince de Moscou Ivan III, puis en 1649 sous le règne d'Alexis 1^{er}. Le recensement ordonné en 1718 par Pierre le Grand fait apparaître que 80 % des paysans russes sont soumis au servage et comme tels susceptibles d'être achetés et vendus. La particularité du servage russe a été de sévir bien au delà de la paysannerie en incluant des artisans de village, des ouvriers et des domestiques. Le servage sera aboli par le tsar Alexandre II en mars 1861 selon des règles très strictes qui mécontenteront à la fois les propriétaires de la noblesse et les paysans asservis eux-mêmes, obligés de racheter dans les pires conditions les terres qu'ils cultivaient.

- d'abord le fait qu'au-delà de la dimension collective, assurément démocratique, de l'institution, celle-ci n'a pas manqué d'être le relais du pouvoir impérial, sous l'angle de la collecte des impôts, sous l'angle non moins des recrutements pour l'armée. Cette fonction sera accrue par les dispositions qui accompagneront l'abolition du servage en 1861, nombre de terres étant vendues non pas aux paysans individuels, mais à la communauté rurale à laquelle ils étaient contraints d'appartenir.

- et de manière générale sur le phénomène d'enfermement social que cette communauté autocentrée a favorisé¹, en raison notamment de la dimension très modeste des parcelles attribuées aux familles. Le paysan était par ailleurs totalement soumis à son statut familial

*

La publication, entre 1847 et 1850, de l'étude du fonctionnaire prussien Auguste von Haxthausen sur la communauté rurale russe² va contribuer au formidable attachement à l'institution du mir de la part du mouvement panslaviste d'abord, des militants du populisme révolutionnaire ensuite, dont Pyotr Nikitich Tkatchev.

*

Qui était Pyotr Nikitich Tkatchev ?³

Issu de la petite noblesse et très jeune orphelin de son père, P.N. Tkatchev (1844-1886) s'inscrit en 1861 à l'université de Petersbourg et s'engage sans tarder dans l'action politique avec pour conséquence immédiate son enfermement, en octobre 1861, dans la prison de Cronstadt. A peine libéré, son activisme politique et intellectuel lui vaudra de subir de nombreuses condamnations au cours de ces années 1860. C'est en décembre 1873 qu'il parviendra à se réfugier en Suisse.

Cet intense engagement s'est accompagné d'une solide formation philosophique, animée par un idéal égalitaire. Dès 1865, il est un lecteur de Marx.

Même si distante de Bakounine, sa ligne politique sera résolument jacobine, blanquiste à l'extrême. Le pouvoir ne peut être conquis et exercé que par une élite de professionnels révolutionnaires qui brisent l'appareil d'Etat avant de le soumettre à la souveraineté du peuple.

En 1874, il participe au débat qui s'est ouvert dans les colonnes de la revue de P.L. Lavrov⁴, *Vperéd*, sur les questions de propagande et d'organisation, mais il ne tarde pas à entrer en conflit avec la ligne politique de la revue en raison de son impatience révolutionnaire. La situation sociale en Russie et la faiblesse de l'appareil d'Etat russe exigent selon lui une action révolutionnaire immédiate accomplie par une minorité puissamment organisée et centrée sur l'*obchtchina* paysanne. L'urgence, à ses yeux, est d'empêcher le développement en Russie d'une économie capitaliste sur le mode occidental. Ces positions typiquement blanquistes seront résumées dans l'opuscule qu'il publie à Londres en avril 1874 sous le titre *Les Tâches de la propagande révolutionnaire en Russie*.

Ce texte sera à l'origine de sa controverse avec Engels.

Fin 1875, il réussit à publier à Genève, avec le concours d'un petit groupe de militants polonais et russes blanquistes⁵, la revue intitulée *Nabat (Le Tocsin)*, avec pour sous-titre « Organe des révolutionnaires russes ».

¹ Le vocable « mir » signifie en russe « la société », un signe du sentiment d'isolement social que cette structure sociale, une sorte de microcosme, confortait. Ce confinement explique le caractère conservateur du paysan russe très attaché à ses traditions.

² *Etudes sur la situation intérieure, la vie nationale et les institutions rurales de la Russie*, en trois volumes.

³ Notre source est l'étude de Franco Venturi, *Les Intellectuels, le peuple et la révolution*, op.cit., t. 2, pp. 673-728. Cet ouvrage constitue une référence majeure sur le mouvement populiste russe au 19^e siècle.

⁴ Piotr Lavrovitch Lavrov (1823-1900). Issu d'une famille de propriétaires fortunés, ce mathématicien de formation militaire s'échappe de Russie en février 1870 après trois ans de déportation et gagne Paris où il prend part à la Commune. Il se rend ensuite à Londres où il fait la connaissance de Marx et d'Engels. Membre de l'AIT, il est l'un des opposants fermes au courant bakouniste. A partir de 1873, il publie à Zurich, puis à Londres en 1874, la revue *Vperéd (En avant)* qui défend une ligne politique social-démocrate opposée au mouvement révolutionnaire des narodniki. Il sera l'un des adversaires de l'idéologie conspiratrice d'un Piotr Tkatchev.

⁵ Dont Kaspar Michal Turski qui sera l'auteur, sous le pseudonyme de A. Amari, d'une brochure intitulée « L'idéalisme et matérialisme en politique ».

Ce périodique (même si plutôt confidentiel, il paraîtra jusqu'en 1881) va devenir le principal support de sa réflexion politique tout orientée vers la conquête du pouvoir d'Etat par une minorité révolutionnaire selon les mots d'ordre de « centralisation, discipline, sévère, rapidité, décision et unité dans l'action ». Son modèle est manifestement la dictature révolutionnaire de Robespierre. Avec notamment pour objectifs : « 1. La transformation graduelle de l'actuelle *obchtchina* paysanne fondée sur la base d'une propriété privée limitée dans le temps en une *obchtchina commune*, fondée sur le principe de l'utilisation collective des moyens de production ainsi que du travail également collectif et en commun. 2. L'expropriation graduelle des moyens de production qui se trouvent entre les mains de personnes privées et leur passage à l'utilisation en commun. 3. L'introduction graduelle d'organismes sociaux aptes à abolir la nécessité d'un intermédiaire quelconque dans les échanges de produits ainsi qu'à substituer au principe de la justice bourgeoise – œil pour œil, dent pour dent, service pour service - le principe de l'amour et de la solidarité universelle¹. ».

Son opposition à l'anarchisme ne sera pas moins ferme², dans une série d'articles parus en 1876 sous le titre général de *L'Anarchie de la pensée*. Il y a polémique avec les thèses de Bakounine exposées dans *Etatisme et anarchie* qui était à l'époque la référence fondamentale de l'anarchisme russe.

En 1882, Tkatchev se rend à Paris mais il tombe gravement malade. Il passera les dernières de sa vie dans un asile d'aliéné et décédera le 4 janvier 1886 à l'âge de 42 ans.

*

La polémique d'Engels avec Tkatchev va s'engager dès mars/avril 1875.

Voici d'abord, pour la clarté du débat, une vue d'ensemble sur les écrits qui ont été échangés.

1	En juin 1874 paraît à Londres un manifeste blanquiste intitulé « Aux communeux ³ ». Ses auteurs appartiennent à la société de la <i>Commune révolutionnaire</i> créée en 1873 en réaction à la décision du congrès de La Haye de septembre 1872 de déplacer à New York le siège du Conseil général de l' <i>Internationale des Travailleurs</i> . Le texte se revendique du communisme révolutionnaire.
2	Le 26 juin 1874 , Engels publie dans le n° 73 de <i>Der Volksstaat</i> le deuxième article de la série de ses contributions intitulée <i>La littérature sur les réfugiés</i> . Il a pour objet <i>Le programme des réfugiés banquistes de la Commune</i> ⁴ .
3	Les 6 et 8 octobre 1874 paraît en deux épisodes dans les numéros 117 et 118 de <i>Der Volksstaat</i> le troisième article d'Engels. Une publication sans titre, sinon l'indication de son ordre dans la série ⁵ . Elle a pour objet la controverse parue dans entre P.L. Lavrov, rédacteur en chef de la revue londonienne de langue russe <i>Vperëd</i> , et le révolutionnaire russe P. N. Tkatchev.
4	P.N. Tkatchev ne tarde pas à réagir, dès cette fin d'année 1874, à l'intervention d'Engels en publiant, à Zurich, sa « <i>Lettre ouverte à Mr Friedrich Engels</i> ».
5	La réplique d'Engels paraît en deux épisodes les 28 mars et 2 avril 1875 dans les numéros 36 et 37 du <i>Volksstaat</i> . L'article ne porte pas de titre, sinon le numéro d'ordre (IV) de la série ⁶ .
6	Les 16, 18 et 21 avril 1875 Engels fait paraître dans les numéros 43, 44 et 45 du <i>Volksstaat</i> une dernière réponse qui se verra publiée fin juin/début juillet 1875 à Leipzig sous la forme du brochure titrée « <i>Soziales aus Rußland</i> ⁷ » (« Sur les relations sociales en Russie »)
7	Enfin, en mai 1875 , Engels rédigera l'introduction de cette dernière brochure (« <i>Vorbemerkung zu der Broschüre « Soziales aus Rußland »</i> ») ⁸ .

¹ Nous citons à partir de Franco Venturi, op.cit., t. 2, pp. 715-716)

² « Toute organisation, écrit-il, est toujours autoritaire, et, partant, antianarchique » (Fr. Venturi, op.cit., p. 719).

³ La position des blanquistes s'était d'abord exprimée après le congrès de La Haye dans une brochure rédigée pour l'essentiel par Edouard Vaillant et publiée à Londres, le 15 septembre 1872, sous le titre *Internationale et Révolution*.

⁴ « Programm der blanquistischen Kommuneflüchtlinge », MEW, Vol. 18, pp. 528-535. MECW, vol. 24, pp. 12-18. Il sera republié sous ce titre dans la brochure *Internationales aus dem Volksstaat* qui paraîtra en 1894.

⁵ MEW, vol. 18, pp. 536-545. MECW, vol. 24, pp. 19-28.

⁶ MEW, vol. 18, pp. 546-555. MECW, vol. 24, pp. 29-38.

⁷ MEW, vol. 18, pp. 556-567. MECW, vol. 24, pp. 39-50.

⁸ MEW, vol. 18, pp. 584-586. MECW, vol. 24, pp. 100-104

*

Parcourons à présent l'article d'Engels qui se trouve au départ de la controverse.

Le contexte réfère à la publication, en juin 1874, du manifeste « Aux communeux » diffusé à Londres par le comité de *La commune Révolutionnaire* que des réfugiés blanquistes, parmi lesquels Frédéric Cournet et Edouard Vaillant, avaient fondée¹.

Engels se livre à une sévère critique de l'activisme blanquiste.

Fr. Engels

Le programme des émigrés blanquistes de la Commune²

Après toute révolution ou contre-révolution avortée, les émigrés qui ont fui à l'étranger déploient une activité fébrile. On fonde des groupements politiques de diverses nuances, dont chacun reproche aux autres d'avoir engagé la charrette dans le borbier et les accuse de trahison et de toutes sortes d'autres péchés mortels. Ce faisant on reste en contact étroit avec le pays natal, on s'organise, on conspire, on publie des tracts et des journaux, on jure que cela va « recommencer » dans vingt-quatre heures, que la victoire est assurée, en prévision de quoi on répartit d'avance les postes gouvernementaux. Bien entendu, l'on va de désillusion en désillusion, et comme on ne rattache pas ses déboires aux conditions historiques qu'on se refuse à comprendre, et qu'on les attribue aux erreurs fortuites de personnes isolées, les accusations réciproques s'accumulent et cela se termine par une zizanie générale. Telle est l'histoire de toutes les émigrations, depuis les émigrés royalistes de 1792 jusqu'à nos jours; ceux d'entre les émigrés qui gardent leurs esprits et leur bon sens tâchent de s'éloigner le plus possible des chamaileries stériles dès que la possibilité se présente de le faire avec tact, et entreprennent quelque chose de mieux.

L'émigration française d'après la Commune n'a pas échappé non plus à cette fatalité.

Par suite de la campagne de calomnie qui s'est abattue sur eux tous à travers l'Europe et surtout à Londres, parce que c'est là que réside le centre commun qu'ils ont trouvé dans le Conseil général de l'*Internationale*, elle a dû contenir pendant quelque temps, ne serait-ce que devant le monde extérieur, ses querelles intestines, mais au cours des deux dernières années elle n'a plus été capable de cacher sa désagrégation accélérée. Une franche hostilité s'est déchaînée partout. En Suisse, une partie des émigrés, particulièrement sous l'influence de Malon³ qui fut lui-même l'un des fondateurs de l'Alliance secrète⁴, s'est ralliée aux bakouninistes. Puis, à Londres, les dénommés blanquistes se sont séparés de l'*Internationale* pour former un groupe autonome appelé « Commune révolutionnaire ». Quantité d'autres groupes ont apparu ensuite, qui restèrent néanmoins dans un état de transformation et de remaniement perpétuels et ne firent rien qui vaille, même en matière de manifestes; les blanquistes, en revanche, viennent de faire connaître au monde entier leur programme dans une proclamation aux

¹ Le texte de ce manifeste se trouve au chapitre 3.3. du présent fascicule.

² Nous citons à partir de *marxists.org*. On trouvera une autre traduction française par Roger Dangeville aux pages 181-188 de *Karl Marx et Friedrich Engels, La commune de 1871* (en ligne sur le site des Classiques des sciences sociales » de Jean-Marie Tremblay (à l'adresse : www.uqac.quebec.ca)

³ Après l'échec de la Commune, Benoît Malon est contraint de s'exiler à Neuchâtel, en Suisse où, en décembre 1871, il adhère à la Fédération jurassienne de tendance bakouniste. Il se rapprochera néanmoins des marxistes français en 1876 en collaboration avec Jules Guesde.

⁴ Par *Alliance secrète* Engels fait allusion à l'*Alliance de la démocratie socialiste, section centrale* fondée par Bakounine à Genève en septembre 1868.

« Communeux ».

S'ils se nomment blanquistes, ce n'est point parce qu'ils représentent un groupe fondé par Blanqui — sur les trente-trois signataires du programme, deux ou trois tout au plus ont eu l'occasion de lui parler — mais parce qu'ils veulent agir dans son esprit et selon sa tradition. Blanqui est essentiellement un révolutionnaire politique; il n'est socialiste que de sentiment, par sympathie pour les souffrances du peuple, mais il n'a pas de théorie socialiste ni de projets pratiques de transformation sociale. Dans son activité politique, il fut avant tout un « homme d'action » qui croyait qu'une petite minorité bien organisée pourrait, en essayant au bon moment d'effectuer un coup de main révolutionnaire, entraîner à sa suite, par quelques premiers succès, la masse du peuple et réaliser ainsi une révolution victorieuse. Sous Louis-Philippe il ne pouvait évidemment constituer ce noyau que sous la forme d'une société secrète, et le résultat fut celui de la plupart des conjurations : les gens las de se contenir sans cesse et de s'entendre promettre que cela n'allait pas tarder, finirent par perdre patience, se révoltèrent, et l'on dut choisir l'alternative : ou bien laisser la conjuration se dissoudre, ou bien commencer l'insurrection sans motif apparent. L'insurrection fut déclenchée (le 12 mai 1839)¹ et aussitôt étouffée. Cette conjuration de Blanqui avait été, du reste la seule où la police n'eût pas réussi à prendre pied; le coup la prit au dépourvu. De l'idée blanquiste que toute révolution est l'œuvre d'une petite minorité dérive automatiquement la nécessité d'une dictature après le succès de l'insurrection, d'une dictature que n'exerce naturellement pas toute la classe révolutionnaire, le prolétariat, mais le petit nombre de ceux qui ont effectué le coup de main et qui, à leur tour, sont soumis d'avance à la dictature d'une ou de plusieurs personnes.

L'on voit que Blanqui est un révolutionnaire de la génération précédente.

Ces idées sur la marche des événements révolutionnaires sont nettement périmées, en tout cas pour le parti ouvrier allemand, et en France même elles ne peuvent séduire que les ouvriers les moins mûrs ou les plus impatientes. Nous verrons également que dans le programme en question ces idées ont subi certaines restrictions. Mais nos blanquistes londoniens s'inspirent, eux aussi, du principe que les révolutions ne se font pas d'elles-mêmes; qu'elles sont l'œuvre d'une minorité assez restreinte qui agit suivant un plan pré-établi; enfin, que cela va « commencer bientôt », d'un moment à l'autre.

Ceux qui ont de tels principes deviennent évidemment victimes de n'importe quelle illusion d'émigrés et multiplient les sottises. Ils voudraient tant jouer les Blanqui, les « hommes d'action ». Mais ici la bonne volonté ne suffit pas; l'instinct révolutionnaire de Blanqui, sa résolution ne sont pas donnés à tout le monde, et Hamlet aura beau parler d'énergie, il sera toujours Hamlet. Et lorsque nos trente-trois hommes d'action² n'ont absolument rien à faire dans le domaine de ce qu'ils appellent action, nos trente-trois Brutus tombent dans une contradiction intérieure plutôt comique que tragique, contradiction qui ne devient nullement tragique du fait qu'ils se promènent, la mine sombre, comme autant de « Moros cachant un poignard dans leur vêtement³ », chose qui ne leur viendrait d'ailleurs jamais à l'esprit. Que peuvent-ils faire ? Ils préparent l'« explosion » suivante, dressant à l'avance les listes de proscription pour épurer les rangs de ceux qui ont participé à la Commune; c'est pourquoi les autres émigrés les qualifient de *purs*. J'ignore s'ils

¹ En référence au coup d'Etat tenté les 12 et 13 mai 1839 à Paris par la *Société des Saisons* sous la direction d'Auguste Blanqui et d'Armand Barbès. Pour le détail nous renvoyons au chapitre 1.2 (« Les sociétés républicaines sous la monarchie de Juillet ») de notre fascicule 13.

² Il s'agit des 33 signataires du manifeste de la *Commune révolutionnaire* « Aux communeux » en juin 1874.

³ Une caractéristique que ces références culturelles d'Engels dans ses articles même polémiques. Engels cite ici le début du poème « L'otage » de Friedrich Schiller : « Moros se glisse auprès de Denys le Tyran avec un poignard caché sous ses vêtements : les archers l'arrêtent et l'enchaînent. « Parle, lui dit d'un air sinistre le despote, que voulais-tu faire de ce poignard ? — Délivrer la ville d'un tyran. — Tu expieras ton crime sur l'échafaud ». (*Poésies de Schiller*, Charpentier, 1854, pp. 46-50. Traduction par Xavier Marmier).

acceptent ce titre, mais il en est à qui il messierait fort. Leurs réunions se font à huis clos et leurs décisions doivent être tenues secrètes, ce qui n'empêche d'ailleurs pas tout le quartier français de le crier sur les toits le lendemain matin. Et, comme cela arrive toujours à ces hommes d'action sérieux qui n'ont rien à faire, ils ont engagé une dispute d'abord personnelle puis littéraire avec un digne adversaire, l'un des individus les plus suspects de la petite presse parisienne, un certain Vermersch qui édita sous la Commune *Le Père Duchêne*, triste caricature du journal d'Hébert de 1793¹.

En réponse à leur indignation vertueuse, ce noble chevalier les appelle tous, dans un pamphlet, « filous ou complices de filous » et déverse sur eux une très riche collection d'injures obscènes :

*Chaque mot est un vase de nuit bien rempli*².

Et c'est là l'adversaire avec lequel les trente-trois Brutus jugent bon de se colleter en public ! Ce qui est hors de doute, c'est qu'après une guerre épuisante, après la famine de Paris et surtout après l'horrible massacre de mai 1871, le prolétariat parisien a besoin d'un long répit pour recouvrer ses forces et que toute tentative prématurée d'insurrection risque d'aboutir à une nouvelle défaite, encore plus effroyable peut-être. Nos blanquistes ne sont pas de cet avis.

La désagrégation de la majorité monarchiste à Versailles annoncerait, selon eux :

La chute de Versailles, la revanche de la Commune. Car nous arrivons à l'un de ces grands moments historiques, à l'une de ces grandes crises, où le peuple, alors qu'il paraît s'abîmer dans ses misères et s'arrêter dans la mort, reprend avec une vigueur nouvelle sa marche révolutionnaire.

Ainsi, cela recommence, et sur-le-champ. Cet espoir d'une « revanche immédiate de la Commune » n'est pas une simple illusion d'émigrés; c'est un symbole de foi indispensable pour ceux qui se sont mis en tête d'être des « hommes d'action » à un moment où il n'y a absolument rien à faire dans leur domaine, celui de l'insurrection révolutionnaire.

Tant pis. Comme cela commence, ils ont l'impression que « le moment est venu où tous les émigrés qui ont gardé quelque vitalité doivent prendre position ».

Et les trente-trois nous déclarent qu'ils sont 1) athées, 2) communistes, 3) révolutionnaires. Nos blanquistes ont ceci de commun avec les bakouninistes qu'ils prétendent représenter le courant le plus avancé, le plus extrême. C'est pourquoi, soit dit en passant, si opposées que soient leurs fins, ils ont souvent des moyens similaires. Il s'agit donc d'être plus radicaux que tous les autres en ce qui concerne l'athéisme. Être athée de nos jours n'est plus sorcier heureusement.

L'athéisme est une chose allant à peu près de soi dans les partis ouvriers européens, bien que dans certains pays il ait le même caractère que l'athéisme de ce bakouniniste espagnol qui a déclaré : « Croire en Dieu est contraire à tout socialisme, mais croire à la Sainte Vierge c'est différent, tout socialiste qui se respecte doit croire

¹ *Le père Duchesne* avait été édité à Paris de 1790 à 1794 par Jacques-René Hébert. Le titre sera repris par le quotidien publié à Paris du 6 mars au 21 mai 1871 par Eugène Vermersch, Maxime Vuillaume et Alphonse Humbert. Après la semaine sanglante, Eugène Vermersch se réfugie à l'étranger, à Londres notamment où il rencontre Marx dont il écrira une biographie, aidé dans cette tâche par Jenny Marx elle-même (Cf. C11, p. 324). Il ne rejoint pas moins ladite *Section française de 1871* fondée à Londres en opposition avec le Conseil général de l'*Internationale*. Ses relations deviennent toutefois très conflictuelles avec ses anciens camarades de la Commune (avec E. Vaillant particulièrement) qui l'accusent de propos diffamatoires et de mouchardages. Il ne compte ainsi pas parmi les signataires du manifeste « Aux communeux ». Engels aura de lui une piètre opinion, le traitant même de « fieffée canaille » (Cf. sa lettre à Liebknicht du 4 novembre 1871, C11, p. 336). Il est l'auteur d'un poème dédié à la Commune intitulé « Les incendiaires » (en ligne sur le site de Gallica où l'on consultera aussi son pamphlet d'avril 1874 « Un mot au public » en réponse à ses adversaires blanquistes). Souffrant de crises de démence, il meurt en octobre 1878 dans un asile de Londres à l'âge de 33 ans. (Source: la biographie du *Maitron*).

² Cité à partir de *La dispute* de Heinrich Heine (*Romanzero*, Drittes Buch, Hebräische Melodien, *Disputation*, vers 343-344, en ligne sur le site de de.wikisource.org)

re en elle. ». On peut même dire de la grande majorité des ouvriers social-démocrates allemands que l'athéisme est pour eux une étape franchie; cette définition purement négative ne leur est plus applicable, car ils s'opposent à la croyance en Dieu pratiquement et non plus théoriquement; *ils en ont fini avec Dieu*, ils vivent et pensent dans le monde réel et c'est pour cela qu'ils sont matérialistes. Il en va sans doute de même en France. Sinon, quoi de plus simple que de diffuser parmi les ouvriers l'excellente littérature matérialiste du siècle passé, littérature qui est jusqu'à présent, tant par la forme que par le contenu, un chef-d'œuvre de l'esprit français, et qui — compte tenu du niveau de la science à l'époque — est toujours infiniment élevée quant au contenu et d'une perfection incomparable quant à la forme. Mais ce n'est pas à la convenance des blanquistes. Pour prouver qu'ils sont les plus radicaux de tous, ils abolissent Dieu par décret, comme en 1793 :

Que la Commune débarrasse à jamais l'humanité de ce spectre de ses misères passées (Dieu), « de cette cause » (Dieu inexistant serait une cause !), de ses misères présentes. Dans la Commune il n'y a pas de place pour le prêtre; toute manifestation, toute organisation religieuse doit être proscrite.

Et cette exigence de transformer les gens en athées par *ordre du mufti*¹ est signée par deux membres de la Commune² qui ont certainement eu l'occasion de constater que, premièrement, on peut écrire autant d'ordres que l'on voudra sur le papier sans rien faire pour en assurer l'exécution et que, deuxièmement, les persécutions sont le meilleur moyen d'affermir des convictions indésirables ! Ce qui est certain, c'est que le seul service que l'on puisse rendre encore, de nos jours, à Dieu est de proclamer l'athéisme un symbole de foi coercitif et de surpasser les lois anticléricales de Bismarck sur le Kulturkampf³, en prohibant la religion en général.

Le deuxième point du programme est le communisme.

Là nous sommes en pays de connaissance, car le vaisseau où l'on s'est embarqué a pour nom le *Manifeste du Parti communiste publié en février 1848*. Dès l'automne 1872, cinq blanquistes⁴ sortis de l'*Internationale* se sont déclarés partisans d'un programme socialiste correspondant sur tous les points essentiels au programme du communisme allemand actuel, et n'ont motivé leur retrait que par le fait que l'*Internationale* refusait de jouer à la révolution comme eux. Aujourd'hui, le conseil des trente-trois adopte ce programme avec toute sa conception matérialiste de l'histoire, bien que sa traduction en français blanquiste laisse beaucoup à désirer là où le texte du *Manifeste* n'a pas été reproduit presque intégralement, comme par exemple dans le passage suivant :

« Expression dernière de toutes les formes de servitude, la bourgeoisie a dégagé l'exploitation du travail des voiles mystiques qui l'obscurcissaient; gouvernements, religions, famille, lois, institutions du passé comme du présent se sont enfin montrés dans cette société réduite aux termes simples de capitalistes et de salariés, comme les instruments d'oppression au moyen desquels la bourgeoisie maintient sa domination, contient le prolétariat. »

¹ L'expression française et allemande « par ordre du mufti » signifie une ordonnance opaque venue d'en haut. Le mufti appartient à l'autorité religieuse sunnite responsable des décrets juridiques appelés fatwas.

² Ils sont en vérité cinq à avoir signé cette proclamation : Édouard Vaillant, Emile Eudes, Jean Clément et Frédéric Cournet (MECW, t. 24, p. 16).

³ Le terme désigne la politique anticléricale menée le chancelier Otto von Bismarck qui avait pris, en 1871, une série de mesures législatives autoritaires pour lutter contre l'influence de l'Église catholique et la soumettre au contrôle de l'État. Devant la montée du mouvement ouvrier, Bismarck mettra un terme à cette politique afin de s'assurer le soutien des forces du parti catholique, le *Zentrum*, et de voter les lois antisocialistes d'octobre 1878.

⁴ En référence aux cinq anciens (en vérité, ils sont six) membres du Conseil général de l'*Internationale*, Arthur Arnaud, Edouard Vaillant, Frédéric Cournet, Constant Martin, Edouard Marguerittes et Gabriel Ranvier qui ont quitté le Conseil après la décision du Congrès de La Haye de septembre 1872 de transférer son siège à New York. Leur position s'était manifestée dans un pamphlet (rédigé par E. Vaillant) intitulé *Internationale et Révolution, À propos du Congrès de La Haye par des réfugiés de la Commune, ex-membres du Conseil général de l'Internationale*, publié à Londres le 15 septembre 1872. Ce sont eux qui avaient fondé en 1873 la société de *La Commune révolutionnaire*.

Comparez ceci au paragraphe 1 du *Manifeste communiste* :

« En un mot, à la place de l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe brutale. La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les activités qui passaient jusque-là pour vénérables et qu'on considérait avec un saint respect. Le médecin, le juriste, le prêtre, le poète, le savant, elle en a fait des salariés à ses gages. La bourgeoisie a déchiré le voile de sentimentalité qui recouvrait les relations de famille et les a réduites à n'être que de simples rapports d'argent. »

Mais dès que nous descendons de la théorie à la pratique, la particularité distinctive des trente-trois se révèle :

Nous sommes communistes parce que nous voulons arriver à ce but sans nous arrêter aux moyens termes, compromis qui, ajournant la victoire, sont un prolongement de l'esclavage.

Les communistes allemands sont communistes parce qu'à travers les moyens termes et les compromis dus au développement historique et non pas à leur volonté, ils voient nettement et poursuivent constamment le but final : la suppression des classes et la fondation d'un régime social où il n'y aura plus de place pour la propriété privée du sol et des moyens de production. Les trente-trois blanquistes sont communistes parce qu'ils se figurent que du moment que *leur* désir est de sauter les moyens termes et les compromis, le tour est joué, et que si « cela commence » un de ces jours — ce dont ils ont la certitude — et s'ils prennent le pouvoir en main, « le communisme sera instauré » le surlendemain. Donc, si ce n'est pas possible instantanément, ils ne sont pas communistes.

Quelle naïveté puérile de présenter leur propre impatience comme argument théorique !

Enfin, nos trente-trois sont « révolutionnaires ».

En ce qui concerne les paroles pompeuses, les bakounistes, on le sait, ont atteint les limites humainement possibles; néanmoins nos blanquistes estiment de leur devoir de les surpasser. Mais de quelle manière ? Il est notoire que tout le prolétariat socialiste, de Lisbonne et New York à Budapest et Belgrade, a aussitôt assumé *en bloc* la responsabilité des actes de la Commune de Paris. Cela ne suffit pas à nos blanquistes :

« Pour nous, nous revendiquons notre part de responsabilité dans ces actes justiciers qui (sous la Commune) ont frappé les ennemis du peuple" (suit la liste des fusillés), nous revendiquons notre part de responsabilité dans ces incendies qui détruisaient des instruments d'oppression monarchique et bourgeoise ou protégeaient les combattants. ».

Dans toute révolution, comme aux autres époques, l'on commet forcément quantité de sottises; et lorsque les gens sont suffisamment calmés pour redevenir aptes à la critique, ils avouent obligatoirement avoir fait beaucoup de choses qu'il aurait mieux valu éviter et n'avoir pas fait beaucoup de choses qu'il aurait fallu faire, c'est pourquoi cela a si mal marché.

Mais quel manque d'esprit critique faut-il pour canoniser la Commune, la déclarer infaillible, prétendre que pour toute maison brûlée, pour tout otage fusillé on a agi impeccablement, sans la moindre erreur ! Cela ne revient-il pas à soutenir que dans la semaine de mai le peuple a fusillé juste ceux qui le méritaient, pas un de plus, qu'il a brûlé juste les bâtiments qui devaient être brûlés, pas un de plus ? N'est-ce que la même chose que de dire que pendant la première révolution française tout guillotiné n'a eu que son dû, d'abord ceux qui furent envoyés à l'échafaud sur l'ordre de Robespierre, puis Robespierre lui-même ? Voilà à quels enfantillages on en arrive lorsque des gens d'un naturel très pacifique voudraient paraître terribles.

Suffit. Malgré toutes ces niaiseries d'émigrés et toutes ces tentatives cocasses de prêter au petit Charles (ou Edouard¹ ?) un air terrible, on ne peut manquer de voir dans ce programme un grand pas en avant. C'est le premier manifeste dans lequel *des ouvriers fran-*

¹ Une allusion à Edouard Vaillant.

çais se rallient au communisme moderne allemand. Et ce qui plus est, des ouvriers, appartenant au courant qui considère les Français comme le peuple élu de la révolution et Paris comme la Jérusalem révolutionnaire. Qu'ils en soient venus là est un mérite incontestable de *Vaillant* dont la signature est apposée parmi les autres au bas du manifeste et qui, on le sait, connaît à fond l'allemand et la littérature socialiste allemande. Quant aux ouvriers socialistes allemands, qui ont prouvé en 1870 qu'ils sont entièrement exempts de chauvinisme national, ils peuvent voir un bon signe dans le fait que des ouvriers français adoptent des thèses théoriques justes, bien qu'elles émanent d'Allemagne.

*

Fr. Engels Sur la littérature des émigrés (III)

Cet article d'Engels est le troisième de la série qui sera éditée en brochure sous le titre « La littérature des émigrés ». Il a paru dans les numéros 117 et 118 des 6 et 8 octobre 1874 du journal « Der Volksstaat¹ ». Il évoque la polémique survenue entre P.L. Lavrov et P. N. Tkatchev.

L'intervention d'Engels dans cette première partie de son article est plutôt allusive. Son ironie s'adresse à la stratégie poursuivie par P.L. Lavrov dans sa volonté d'unifier les composantes politiques de l'immigration russe, bakounistes et blanquistes exceptés.

Les dissidents bakounistes de l'Internationale sont, bien sûr, la principale cible d'Engels.

À Londres, paraît en russe et à intervalles irréguliers un revue intitulée: « Vperëd ! ». (*Vorwärts*)². Elle est éditée par un érudit russe personnellement très respectable que la stricte étiquette prévalant dans la littérature russe pour réfugiés nous interdit de nommer. Même ces Russes, en fait, qui prétendent être des ogres révolutionnaires purs et durs, qui déclarent que c'est trahir la révolution que de respecter quoi que ce soit, respectent dans leurs polémiques le semblant d'anonymat avec une conscience qui ne trouve son égal que dans la presse bourgeoise anglaise; ils le respectent même là où, comme ici, cela devient comique, parce que toute l'émigration russe et le gouvernement russe savent parfaitement quel est le nom de cet homme. Il ne nous viendrait pas à l'esprit de divulguer sans raison un secret si bien gardé; mais puisque l'enfant doit avoir un nom, j'espère que le rédacteur du *Vorwärts* nous pardonnera si, par souci de concision, nous le désignons dans cet article par le nom populaire russe de Peter³.

L'ami Peter est, dans sa philosophie, un éclectique qui sélectionne le meilleur parmi tous les différents systèmes et théories : tout tester et garder le meilleur ! Il sait que toute chose a son bon et son mauvais côté, et que l'essentiel est de s'appropriier le bon côté de toute chose sans s'encombrer du mauvais. Puisque chaque chose, chaque personne, chaque théorie a ces deux côtés, un bon et un mauvais, chaque chose, chaque personne, chaque théorie est à cet égard à peu près aussi bonne et aussi mauvaise que l'autre, et il serait donc insensé, de ce point de vue, de se passionner pour ou contre l'une ou l'autre.

¹ Nous traduisons à partir de MEW, Band 18, pp. 536-545.

² Ce journal russe édité par P.L. à Zurich et à Londres de 1873 à 1877 représentait le point de vue de l'aile social-démocrate du mouvement révolutionnaire des Narodniki.

³ Peter, ou plus précisément Piotr Lavrovitch Lavrov. Un prénom qu'il ne faut pas confondre avec celui, identique, de Piotr Nikitich Tkatchev. Rappelons que dès son arrivée à Londres, P.L. Lavrov va entretenir avec Marx et Engels des relations plutôt courtoises comme en témoignent ses échanges de correspondance (en référence aux vol. 12 et 13 de la *Correspondance Marx Engels* aux Editions sociales, Paris 1989 et 2020).

De ce point de vue, les luttes et les querelles des révolutionnaires et des socialistes entre eux doivent apparaître comme de pures absurdités, ne servant à rien si ce n'est à réjouir leurs adversaires. Et rien n'est plus compréhensible pour celui qui est de cet avis que de s'efforcer de réunir sous un même chapeau toutes ces factions qui se combattent mutuellement, et de leur demander instamment de ne plus offrir à la réaction ce spectacle scandaleux, mais de s'attaquer exclusivement à l'adversaire commun. C'est d'autant plus naturel quand on vient de Russie, où, comme on le sait, le mouvement ouvrier est extrêmement développé.

C'est pourquoi le *Vorwärts* est rempli d'exhortations à l'unité de tous les socialistes, ou du moins d'incitations à éviter toute discorde publique. Lorsque les tentatives des bakounistes de soumettre l'*Internationale* à leur domination sous de faux prétextes, par la fraude et le mensonge, provoquèrent la scission bien connue de l'Association, ce fut à nouveau le *Vorwärts* qui exhorta à l'unité.

Cette unité ne pouvait, bien entendu, être maintenue qu'en se soumettant immédiatement aux ordres des bakounistes et en livrant l'*Internationale* à leurs conspirations secrètes, pieds et poings liés. On n'a pas eu l'inconscience de le faire, on a relevé le gant; le Congrès de La Haye a tranché, a expulsé les bakounistes, et a résolu de publier les documents justifiant cette expulsion.

La rédaction du *Vorwärts* s'est lamentée que tout le mouvement ouvrier n'ait pas été sacrifié à cette chère « Unité ». Mais l'effroi fut encore plus grand lorsque les documents bakounistes compromettants furent effectivement publiés dans le rapport de la commission (voir : « Ein Komplott gegen die Internationale ». Edition allemande, Brunswick, Bracke).

Engels fait ici référence à la brochure que Marx, Paul Lafargue¹ et lui ont rédigé en français entre avril et juillet 1873. Elle a paru fin août-début septembre sous le titre de *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'Association Internationale des Travailleurs. Rapports et documents publiés par ordre du Congrès de La Haye*. La traduction allemande (par S. Kokosky²) paraîtra à Brunswick à l'été 1874 sous le titre plus expressif de *Un complot contre l'Association Internationale des Travailleurs. Rédigé au nom du Congrès de La Haye sur les activités de Bakounine et de l'Alliance de la démocratie socialiste*. Ce rapport dénonçait sur la base d'un important matériel documentaire les manœuvres conspiratrices de l'*Alliance* secrète de Bakounine et de ses partisans³.

L'intervention d'Engels vise principalement à dénoncer la légèreté, à ses yeux, de P.L. Lavrov dans sa manière de réduire les conflits au sein de l'*Internationale* à un jeu de simples rumeurs et d'affaires privées sans intérêt pour l'action politique.

Écoutons le *Vorwärts* lui-même :

¹ Engels à Ludwig Kugelmann, le 1^{er} juillet 1873 : « Lafargue et moi, nous avons maintenant terminé notre travail sur Bakounine et l'*Alliance* décidé par le Congrès; dès que la Commission l'aura approuvé, il sera imprimé; cela fera un scandale du tonnerre. » (C12, p. 303). Le même Engels à Adolphe Sorge, le 26 juillet 1873 : « Le rapport sur l'*Alliance* est à l'impression (...) La chose va éclater comme une bombe chez les autonomistes, et si tant est que quelqu'un puisse être anéanti, elle règlera son compte à Bakounine. C'est Lafargue et moi qui l'avons rédigée ensemble, seule la conclusion est de Marx et de moi. (...) Tu seras toi-même étonné des infamies qui y sont dévoilées; même les gens de la Commission ont été tout à fait surpris. » (C12, pp. 308-309).

² Avec la collaboration active d'Engels, lequel écrit à Marx, le 29.11.1873 : « A propos, par quels arguments Monsieur Kokosky excuse-t-il sa mauvaise traduction ? » (C12, p. 329).

³ Lors de la discussion des mandats au Congrès de La Haye de la Première Internationale (2-7 septembre 1872), la question s'est posée de l'*Alliance* bakouniniste de la *démocratie socialiste* en tant qu'organisation sectaire secrète dont l'existence dans le cadre de l'*Internationale* allait à l'encontre de son règlement. Sur la suggestion de Marx, une commission fut créée pour enquêter sur les activités clandestines de l'*Alliance*. Après avoir examiné les documents disponibles, la commission arriva à la conclusion que les activités de l'*Alliance* étaient incompatibles avec la ligne de l'*Internationale*, et lors de la réunion du Congrès du 7 septembre, elle proposa que Bakounine et Guillaume, ainsi qu'un certain nombre d'autres membres de l'*Alliance* secrète, soient exclus de l'Association internationale.

« Cette publication...porte en soi le caractère de polémiques bilieuses contre des personnes qui se trouvent dans les premiers rangs des fédéralistes... Son contenu a été rempli de faits privés qui ne peuvent être recueillis autrement que par ouï-dire et dont la crédibilité ne pouvait par conséquent être incontestable pour les auteurs. »

Et pour prouver à ceux qui ont exécuté la décision du Congrès de La Haye quel crime colossal ils ont commis, le *Vorwärts* renvoie à un feuilleton de la *Neue Freie Presse*¹ « d'un certain Karl Thaler, feuilleton qui, "sorti du camp bourgeois", mérite une attention particulière, parce qu'il prouve très clairement quelle importance peuvent avoir pour les ennemis communs des travailleurs, pour la bourgeoisie et les gouvernements, les pamphlets mutuellement accusateurs de ceux qui se battent pour la suprématie dans les rangs des travailleurs ».

Tout d'abord, remarquons que les bakounistes sont simplement mentionnés ici comme « fédéralistes » par opposition aux prétendus centralistes, comme si l'auteur croyait à cette opposition inexistante inventée par les bakounistes. Nous allons montrer que ce n'est pas en réalité le cas.

Remarquons, en second lieu, que d'un feuilleton, écrit sur commande pour un journal bourgeois aussi vénal que la *Neue Freie Presse* de Vienne, il tire la conclusion que les véritables révolutionnaires ne doivent pas dénoncer les prétendus révolutionnaires, parce que ces accusations mutuelles amusent les bourgeois et les gouvernements. Je crois que la *Neue Freie Presse* et toute cette racaille de la presse pourraient écrire dix mille feuilletons sans que cela ait la moindre influence sur l'attitude du parti ouvrier allemand. Toute lutte comporte des moments où l'on ne peut pas refuser à l'adversaire une certaine satisfaction, si l'on ne veut pas se faire du tort à soi-même. Chez nous, heureusement, nous avons atteint le point où nous accordons à notre adversaire ce plaisir particulier, s'il nous rapporte de réels avantages.

Mais l'accusation principale est que le rapport est rempli de faits privés, dont la crédibilité ne pouvait être incontestable pour les auteurs, car ils n'avaient pu être recueillis que par ouï-dire. On ne dit d'où l'ami Peter tient qu'une société comme l'*Internationale*, qui a ses organes réguliers dans tout le monde civilisé, ne peut recueillir de tels faits que par ouï-dire. En tout cas, son affirmation est des plus frivoles. Les faits en question sont authentifiés par des preuves authentiques, et les personnes concernées se sont bien gardées de les contester.

Mais l'ami Peter est d'avis que les affaires privées comme des lettres privées sont sacrées et ne doivent pas être rendues publiques dans les débats politiques. Si l'on veut appliquer cela de manière aussi absolue, on interdit alors toute historiographie. La relation de Louis XV avec Du Barry ou la Pompadour était une affaire privée, mais sans elle, toute la période qui a mené à la Révolution française est incompréhensible. Ou, pour se rapprocher du présent : si une innocente jeune fille nommée Isabella² est mariée à un homme qui, selon l'affirmation des experts (l'assesseur Ulrichs, par exemple³), ne supporte pas les femmes et s'éprend donc exclusivement des hommes - si, se trouvant négligée, elle prend les hommes où elle les trouve, alors c'est une affaire purement privée. Mais si ladite in-

¹ La *Neue Freie Presse* était un journal bourgeois, publié à Vienne de 1864 à 1939. Le feuilleton de Karl von Thaler (« Rothe Jesuiten ») avait paru dans les numéros des 14 et 15 octobre 1873.

² Isabelle II, reine d'Espagne de 1833 (elle a 3 ans) à 1868. En octobre 1846 (elle a 16 ans), elle se trouve mariée à son cousin germain François d'Assise de Bourbon, duc de Cadix, qui était un homosexuel notoire.

³ Juge assistant au tribunal du royaume de Hanovre, Karl Heinrich Ulrichs avait dû démissionner en 1856 en raison de son homosexualité. Il deviendra par la suite l'un des précurseurs du mouvement d'émancipation homosexuel. En 1864, il avait publié sous le pseudonyme de Numa Numantius ses *Recherches sur l'énigme de l'amour entre les hommes*. (Engels y fait - très, très ironiquement - référence dans sa lettre à Marx du 22 juin 1869. (C10, p. 11)).

nocente Isabella est reine d'Espagne, et que l'un des jeunes hommes qu'elle se réserve est un jeune officier nommé Serrano¹; si ce Serrano, en récompense de ses actes héroïques accomplis en privé, est promu maréchal de camp et ministre-président, puis est évincé et renversé par un autre², puis chasse du pays sa fiancée infidèle avec l'aide d'autres compagnons de fortune, et après toutes sortes d'aventures devient finalement lui-même dictateur de l'Espagne et un si grand homme que Bismarck fait tout ce qui est en son pouvoir pour que les grandes puissances le reconnaissent - alors, l'histoire privée d'Isabella et de Serrano devient un morceau de l'histoire d'Espagne, et quiconque voudrait écrire sur l'histoire espagnole moderne et dissimuler sciemment ce morceau à ses lecteurs falsifierait l'histoire. Et quand on décrit l'histoire d'une bande, comme l'*Alliance*, dans laquelle, outre les trompés, il y a une telle multitude d'escrocs, d'aventuriers, de coquins, d'espions de la police, de charlatans et de lâches, doit-on falsifier cette histoire en dissimulant sciemment les méfaits individuels de ces messieurs comme des « faits privés » ? L'ami Peter peut en être horrifié, mais il peut être sûr que nous sommes loin d'en avoir fini avec ces « affaires privées ». Le matériel s'accumule de plus en plus.

Mais lorsque le *Vorwärts* décrit le rapport comme un bricolage composé essentiellement de faits privés, il commet un acte difficile à caractériser. Celui qui a pu écrire une telle chose n'avait soit pas du tout lu l'écrit en question; soit il était trop limité ou trop partial pour le comprendre; ou bien encore il a écrit quelque chose dont il devait savoir que ce n'était pas correct. Personne ne peut lire le « Complot contre l'Internationale » sans être convaincu que les faits privés qui y sont répandus sont totalement insignifiants, que ce sont des illustrations servant à donner une image plus précise des personnages qui y figurent, et qu'ils peuvent tous être supprimés sans que le but principal de l'écrit en souffre. L'organisation d'une société secrète, dans le seul but de soumettre le mouvement ouvrier européen à la dictature occulte de quelques aventuriers, les infamies commises à cette fin, notamment par Netchaïev en Russie, voilà ce dont parle le livre, et prétendre qu'il ne s'agit que d'affaires privées est pour le moins irresponsable.

Certes, il a peut-être été douloureux pour beaucoup de Russes de voir le côté sale - et il est en effet très sale - du mouvement russe exposé si soudainement et sans ménagement à l'Europe occidentale. Mais à qui la faute ? Qui d'autre que ces Russes eux-mêmes qui représentent ce côté sale, et qui, non contents de tromper leurs propres compatriotes, ont osé tenter d'utiliser à leurs fins personnelles l'ensemble du mouvement ouvrier européen ? Si Bakounine et ses semblables avaient limité leurs exploits à la Russie, il aurait été difficile pour quiconque en Europe occidentale de trouver un intérêt à les cibler spécifiquement. Les Russes eux-mêmes l'auraient fait. Mais dès que ces messieurs qui ignorent jusqu'aux rudiments des conditions et du développement du mouvement ouvrier ouest-européen veulent jouer au dictateur avec nous, cela cesse d'être amusant : on leur tire dessus sans ménagement.

Au demeurant, le mouvement russe peut facilement tolérer de telles révélations. Un pays qui a produit deux écrivains de la stature de Dobroljubov³ et de Tchernychevski¹, deux Lessing² socialistes, ne

¹ Après s'être distingué lors de la première guerre carliste de 1833-1840, Francisco Serrano y Dominguez avait été nommé Ministre de la guerre en 1841 sous la direction du général Espartero au renversement duquel il participera en 1843. Entre 1846 et 1846, il devient l'amant de la reine Isabelle II. Il ne sera pas moins l'un des principaux acteurs de la révolution de septembre 1868 (dite la Glorieuse) qui mettra fin au règne d'Isabelle II. Après la fin de la première république d'Espagne, il exercera un pouvoir autoritaire qui conduira à la restauration de la monarchie, en janvier 1875, sous le règne d'Alphonse XII.

² Luis Gonzales Bravo. Plusieurs fois ministre et premier ministre en 1843 et en 1868, il succèdera en avril 1868 à Ramon Maria Narvaez en menant une politique répressive qui aboutira à la révolution de novembre 1868 et à l'exil de la reine en France.

³ Nikolai Alexandrovitch Dobroljubov (1836-1861) a été un ami très proche de N. Tchernychevski entre les bras duquel il mourra en novembre 1861, à l'âge de 25 ans, miné par la tuberculose. Il été l'un des intellectuels influents de la génération des années 1860 en Russie. Issu d'une famille de popes, et très religieux dans sa première jeunesse, sa lecture de Feuerbach l'orientera vers la réflexion politique et la

sombre pas parce qu'il produit soudain un bouffon comme Bakounine et quelques étudiants immatures qui se gonflent comme des grenouilles avec de grands mots et finissent par s'entre-dévorer. Et même parmi les jeunes Russes, nous connaissons des gens d'un excellent talent théorique aussi bien que pratique et d'une grande énergie, des gens qui, en vertu de leur connaissance des langues, ont une connaissance intime du mouvement des différents pays avant les Français et les Anglais, et une agilité mondaine avant les Allemands.

Les Russes qui comprennent et participent au mouvement ouvrier ne peuvent que considérer comme un service qui leur a été rendu le fait d'avoir été libérés de la responsabilité complice des vilénies bakounistes. Tout cela n'empêche cependant pas le *Vorwärts* de conclure son rapport par les mots suivants :

« Nous ne savons pas ce que les auteurs de ce pamphlet s'imaginent des résultats ainsi obtenus. La majorité de nos lecteurs partagerait probablement le sentiment de pesant avec lequel nous l'avons lu et avec lequel, dans l'accomplissement de notre devoir de chroniqueur, nous relatons ces tristes phénomènes dans nos journaux. »

C'est avec ce sentiment oppressant que l'ami Peter clôt la première section de notre récit.

Survient ici la référence à P.N. Tkatchev dont la collaboration au *Vperéd !* sera, nous le savons, de très courte durée après la controverse survenue entre lui et P.L. Lavrov sur la ligne politique du périodique. Le propos d'Engels (« un vert lycéen d'une singulière immaturité ») ne manquera pas de déclencher bientôt la réaction de Tkatchev.

La seconde commence par la phrase suivante, tirée du même volume du *Vorwärts* :

« Nous réjouissons nos lecteurs avec une autre nouvelle de même nature. Avec nous, dans nos rangs, se trouve aussi le célèbre écrivain Peter Nikititch Tkatchev; après quatre ans d'emprisonnement, il a réussi à s'échapper du lieu où il était interné et condamné à l'inactivité, et à renforcer nos rangs. »

Nous apprenons qui est l'écrivain bien connu Tkatchev par une brochure russe, *Les tâches de la propagande révolutionnaire en Russie*, qu'il a lui-même publié en avril 1874, et qui le dépeint comme un vert lycéen d'une singulière immaturité, en quelque sorte le Karlchen Mißnick³ de la jeunesse révolutionnaire russe. Il nous dit qu'il

critique littéraire en insistant sur les responsabilités de l'*intelligentzia* à l'égard des classes populaires opprimées. (Pour le détail sur sa vie et son œuvre, nous renvoyons à l'ouvrage de Franco Venturi, op.cit., tome 1, pp. 381-392).

¹ Nikolaï Gavilovitch Tchernychevski (1828-1889) est l'une des toutes grandes figures du populisme russe. Sa vie est marquée par les multiples arrestations qu'il a subies dès 1863, à la forteresse Pierre et Paul de Saint-Petersbourg où il rédige le roman *Que faire ?* qui le rendra célèbre. Il a été l'un des fermes défenseurs de l'obchtchina paysanne russe en soutenant la supériorité d'une organisation collectiviste. (Pour le détail sur sa vie et son œuvre, nous renvoyons à l'ouvrage de Franco Venturi, op.cit., tome 1, pp. 297-379). Marx ne manquera jamais de s'intéresser à ses ouvrages et de manifester son estime pour lui. (Cf., entre autre, sa lettre à Danielson du 12 décembre 1872 : « Je souhaite publier quelque chose sur la vie de Tchernychevski, sur sa personnalité etc., pour éveiller la sympathie à son égard en Occident. Mais pour cela, j'ai besoin de documentation. » (C12, p. 227).

² Gotthold Éphraïm Lessing (1729-1781). Cet écrivain et philosophe a été l'une des grandes figures du premier romantisme allemand.

³ Engels fait ici référence à un personnage très connu des allemands de la plume du dramaturge et humoriste David Kalisch qui avait fondé à Berlin en 1848 un célèbre journal satirique, le *Kladderadatsch*. Lors de son séjour à Paris en 1844, D. Kalisch avait été en rapport avec Heine, Proudhon et Marx. Le personnage de Karlchen Mißnick incarnait un élève attardé de quatrième année. Son patronyme signifiait en yiddish (David Kalisch était juif) un « homme stupide, indolent, inexpérimenté ». Il était donc

a été pressé de toutes parts de rejoindre le *Vorwärts*; il savait que le rédacteur en chef était un réactionnaire; néanmoins, il a pensé qu'il était de son devoir de prendre sous son aile le *Vorwärts*, qui, remarquez-le, ne le lui demandait pas du tout. À peine arrivé, il constate, à son grand étonnement, que le rédacteur en chef, l'ami Peter, s'arroge la décision finale d'accepter ou de rejeter les articles. Cette procédure antidémocratique, naturellement l'indigne; il rédige un document détaillé dans lequel il réclame pour lui-même et pour tous les autres contributeurs (qui, rappelons-le, ne l'exigeaient pas du tout) « au nom de la justice, sur la base de considérations purement théoriques... l'égalité des droits et des obligations » (avec le rédacteur en chef) « pour tout ce qui concerne le côté littéraire et économique de l'entreprise ».

["Der Volksstaat"
Nr. 118 du 8 octobre 1874]

Ici, nous voyons tout de suite l'immaturation qui, bien qu'elle ne prédomine pas dans le mouvement fugitif russe, est plus ou moins tolérée. Un universitaire russe¹, qui jouit d'une grande réputation dans son pays, devient un fugitif et se procure les moyens de fonder un journal politique à l'étranger². À peine y a-t-il réussi qu'arrive, sans qu'on le lui demande, un quelconque jeune homme³, plus ou moins enthousiaste, qui offre sa collaboration, à la condition plus qu'enfantine⁴ d'avoir une voix aussi décisive que celle du fondateur du journal dans toutes les questions littéraires et pécuniaires. En Allemagne, on se serait moqué de lui. Mais les Russes ne sont pas si grossiers. L'ami Peter s'efforce à son tour de le convaincre de son erreur « au nom de la justice et sur la base de considérations purement théoriques », et bien sûr en vain. Tkatchev, offensé, se retire comme Achille dans sa tente⁵, d'où il lance son pamphlet contre l'ami Peter, qu'il traite de « philosophe philistin ».

Avec un amas étouffant de phrases bakounistes éternellement répétées sur la nature de la vraie révolution, il accuse l'Ami Peter du crime de vouloir préparer le peuple à la révolution, de l'amener à une « claire compréhension et conscience de ses besoins. ».

Mais, poursuit-il, celui qui veut cela n'est pas un révolutionnaire, mais un homme de progrès pacifique, c'est-à-dire un réactionnaire, partisan des « révolutions sans effusion de sang selon le goût allemand ». Le véritable révolutionnaire « sait que le peuple est toujours prêt pour la révolution » ; celui qui ne le croit pas ne croit pas au peuple, et la foi dans le peuple « constitue notre force ». Pour ceux pour qui cela n'est pas évident, l'auteur cite une phrase de Netchaïev, ce « représentant typique de notre jeunesse moderne ». L'ami Peter dit que nous devrions attendre que le peuple soit prêt pour la révolution – « mais nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas attendre », le vrai révolutionnaire se distingue du philosophe philistin en ce qu'il s'attribue « le droit d'appeler le peuple à la révolution à tout moment. ». Et ainsi de suite.

Chez nous, en Europe occidentale, toutes ces gamineries seraient simplement balayées par la réponse suivante : « Si votre peuple est prêt à se révolter à tout moment, si vous vous arrosez le droit de l'appeler à la révolte à tout moment, et si vous ne pouvez absolument pas attendre, alors pourquoi continuez-vous à nous ennuyer

l'incarnation de propos irréflechis et enfantins. La qualification d'Engels est donc rhétoriquement très violente.

¹ A savoir P.L. Lavrov.

² A savoir le « Vperéd ! ».

³ A savoir P.N Tkatchev. Ces rappels sont exigés par la division de l'article d'Engels en deux épisodes du *Volksstaat*.

⁴ On observera l'insistance d'Engels sur l'immaturation du personnage de Tkatchev.

⁵ En référence à la querelle entre Achille et Agamemnon lors de la guerre de Troie.

avec vos bavardages, pourquoi, tonnerre, ne passez-vous pas à l'action ? ».

Mais les choses ne sont pas si simples avec nos Russes. L'ami Peter pense que les réflexions puérides, ennuyeuses, contradictoires, éternellement vouées à tourner en rond de M. Tkatchev pourraient exercer sur la jeunesse russe l'attraction séduisante d'une Venusberg¹, et, en tant que fidèle Eckart² de cette jeunesse, il émet contre elles une mise en garde de soixante pages densément imprimées. Il y expose ses propres vues sur la nature de la révolution, examine sérieusement si le peuple est prêt à la révolution ou non, si et dans quelles conditions les révolutionnaires ont le droit de l'appeler à la révolution ou non, et d'autres arguties de ce genre, qui ont dans leur généralité autant de valeur que les enquêtes des scolastiques sur la Vierge Marie. La « Révolution » elle-même devient ainsi une sorte de Vierge Marie, la théorie devient une foi, l'activité dans le mouvement un culte, et toute la négociation se déroule non pas sur la terre ferme, mais dans un ciel nuageux de généralités.

Ici, cependant, l'ami Peter tombe dans une contradiction tragique avec lui-même. Lui, le prédicateur de l'unité, l'adversaire de toute polémique, de tous les « pamphlets d'accusation mutuelle » au sein du parti révolutionnaire, ne peut naturellement pas remplir son devoir d'Eckart sans entrer également dans la polémique; il ne peut pas répondre aux accusations de son adversaire sans l'accuser également. Avec quel « sentiment oppressant » ce « phénomène désolant » a lieu, l'ami Peter nous le dira lui-même.

Son écrit commence comme suit :

« De deux maux, il faut choisir le moindre.
Je sais parfaitement que toute cette littérature de réfugiés, de pamphlets mutuellement accusateurs, de polémiques pour savoir qui est le véritable ami du peuple et qui ne l'est pas, qui est sincère et qui ne l'est pas, et qui, en particulier, est un véritable représentant de la jeunesse russe, du véritable parti révolutionnaire - que toute cette littérature sur les saletés personnelles de l'émigration russe est à la fois répugnante pour les lecteurs et dénuée de sens pour la lutte révolutionnaire, et ne peut être gratifiante que pour nos ennemis - je le sais, et pourtant je trouve qu'il est nécessaire que j'écrive ces lignes, nécessaire que, de ma propre main, j'augmente d'une pièce la quantité de ces lamentables écrits, pour l'ennui de nos lecteurs et la joie de nos ennemis - nécessaire, car de deux maux, il faut choisir le moindre. »

Excellent. Mais comment se fait-il que l'ami Peter, qui dans le *Vorwärts* développe et exige de nous tant d'indulgence vraiment chrétienne pour les escrocs que nous dénonçons - escrocs qu'il connaît aussi bien que nous, comme on le verra -, n'ait même pas eu le peu d'indulgence à l'égard des auteurs du rapport pour se demander si eux aussi - entre deux maux - n'avaient pas à choisir le moindre ? Que le feu doit d'abord brûler sur ses propres doigts avant d'arriver à la conclusion qu'il peut aussi y avoir de plus grands maux qu'une petite polémique acérée contre des gens qui, sous couvert d'une prétendue activité révolutionnaire, s'efforcent de dénaturer et de détruire l'ensemble du mouvement ouvrier européen ?

Soyons cependant indulgents avec notre ami Peter, le destin l'a assez malmené. À peine a-t-il dû faire ce qu'il nous reproche en pleine conscience de sa culpabilité que Némésis³ le pousse à continuer et

¹ Située dans un massif près d'Eisenach, ladite montagne de Venus était, selon les légendes médiévales allemandes, le lieu où vivait Vénus et où elle tenait sa cour. Tous ceux qui pénétraient dans sa demeure étaient charmés par elle et n'en revenaient jamais, à l'exception de Tannhäuser.

² Héros légendaire, Maître Eckart, le fidèle, était le symbole d'un gardien loyal. Dans la légende de Tannhäuser, il gardait le mont de Vénus, avertissant ceux qui s'en approchaient du danger que présentaient les charmes de Vénus.

³ Némésis était, dans la mythologie grecque la déesse de la colère des dieux et du châtement céleste. Elle sanctionnait les humains coupables de démesure (d'hybris).

l'oblige à fournir à Herr Karl Thaler de nouveaux matériaux pour d'éventuels feuillets dans la *Neue Freie Presse*.

« Ou bien, demande-t-il à l'éternel fonceur Tkatchev, votre agitation a-t-elle déjà fait son œuvre ? Votre organisation serait-elle prête ? Prête ? Vraiment prête ? Et n'est-ce pas là ce splendide comité secret de révolutionnaires « typiques », le comité qui se compose de deux hommes et qui envoient çà et là des décrets ? On a tant menti à notre jeunesse, on l'a si souvent trompée, sa confiance a été si honteusement trahie, qu'elle ne croira pas d'un seul coup à l'efficacité de l'organisation révolutionnaire. »

Le fait que les « deux hommes » s'appellent Bakounine et Netchaïev ne doit pas, bien sûr, être ajouté pour le lecteur russe. En outre :

« Mais il y a des gens qui se prétendent les amis du peuple, les partisans de la révolution sociale, et qui en même temps apportent dans leur activité ces mensonges et ce manque de sincérité que j'ai décrits plus haut comme une éructation de la vieille société... Ces gens ont utilisé l'amertume des partisans du nouvel ordre social contre l'injustice de la vieille société et ont établi le principe que dans la lutte, tous les moyens sont utiles. Parmi ces moyens utiles, ils comptaient la tromperie à l'égard de leurs compagnons, la tromperie à l'égard du peuple qu'ils prétendaient pourtant servir. Ils étaient prêts à mentir à chacun et à tous dans le seul but d'organiser un parti suffisamment fort, comme si un parti social-révolutionnaire fort pouvait être produit sans la solidarité sincère de ses membres ! Ils étaient prêts à enflammer dans le peuple les vieilles passions du brigandage et du plaisir sans travail... Ils étaient prêts à exploiter leurs amis et camarades et à en faire des instruments pour leurs plans; ils étaient prompts à défendre en paroles l'indépendance et l'autonomie les plus complètes des individus et des sections, tout en organisant la dictature secrète la plus résolue, et en dressant leurs partisans à l'obéissance la plus moutonnière, la plus irréflectie, comme si la révolution sociale pouvait être faite par une union d'exploiteurs et d'exploités, par un groupe de personnes dont les actions sont à chaque fois une gifle en plein visage de tout ce que leurs paroles prêchent ! ».

C'est incroyable, mais c'est vrai ; ces lignes, qui ressemblent autant à un extrait du « Complot contre l'Internationale » qu'un œuf à un autre, sont écrites par le même homme qui, quelques mois auparavant, avait représenté cet écrit comme un crime contre la cause commune, en raison de ses attaques contre les mêmes personnes, attaques qui correspondaient exactement aux lignes ci-dessus. Eh bien, nous pouvons être satisfaits.

Et maintenant, si nous repensons à M. Tkatchev avec ses grandes prétentions et à ses réalisations absolument insignifiantes, et la petite mésaventure qui est arrivée à notre ami Peter à cette occasion, ce serait à notre tour de dire :

« Nous ne savons pas ce que les auteurs pensent des résultats obtenus. La majorité de nos lecteurs partageront probablement le sentiment émoustillant avec lequel nous les avons lus, et avec lequel, dans l'accomplissement de notre devoir de chroniqueurs, nous enregistrons ces phénomènes « particuliers » dans nos journaux. ».

Mais blague à part. Un grand nombre de phénomènes étranges dans le mouvement russe jusqu'à présent peuvent s'expliquer par le fait que, pendant longtemps, tous les écrits russes étaient un livre fermé pour l'Occident, et qu'il était donc facile pour Bakounine et ses associés de dissimuler à l'Occident leurs activités qui étaient connues depuis longtemps des Russes. Avec zèle, ils ont répandu l'affirmation selon laquelle même les mauvais côtés du mouvement russe devaient - dans l'intérêt du mouvement lui-même - être cachés à l'Occident; quiconque communiquait au reste de l'Europe des affaires russes, dans la mesure où elles étaient de nature déplaisante, était un traître. Cela a maintenant cessé. La connaissance de la langue russe - une langue qui, aussi bien pour elle-même, en tant

que l'une des langues vivantes les plus puissantes et les plus riches, qu'en raison de la littérature qu'elle rend accessible, vaut largement la peine d'être étudiée¹ - n'est plus aussi rare, du moins chez les sociaux-démocrates allemands. Les Russes devront se soumettre à l'inévitable fatalité internationale qui veut que leur mouvement se déroule désormais sous le regard et le contrôle du reste de l'Europe. Personne n'a eu à expier aussi sévèrement son ancienne réclusion qu'eux. Sans cet isolement, ils n'auraient jamais pu être aussi ignominieusement escroqués pendant des années qu'ils l'ont été par Bakounine et ses consorts.

Ceux qui tireront le plus grand profit de la critique de l'Occident, de l'interaction internationale des différents mouvements ouest-européens avec le mouvement russe et vice-versa, de la fusion du mouvement russe avec le mouvement paneuropéen, qui a finalement lieu, ce sont les Russes eux-mêmes.

*

P.N. Tkatchev, *Lettre ouverte à Monsieur Friedrich Engels*

Piqué au vif, on le comprend, par le propos d'Engels, P.N. Tkatchev va lui répondre sous la forme d'une lettre ouverte qui a paru en allemand à Zurich.

Tkatchev reproche à Engels de tout ignorer des conditions spécifiques de la lutte politique et révolutionnaire en Russie. Nous n'avons pas de bourgeoisie, affirme-t-il, sinon à l'état embryonnaire; nous n'avons pas de prolétariat urbain. Mais s'il est ignorant, notre peuple est communiste « par instinct », « par tradition », parce qu'il est imprégné du « principe de la propriété communautaire ». Le despotisme de l'Etat central n'est qu'une illusion, un pouvoir « comme suspendu en l'air » qu'un soulèvement révolutionnaire discipliné est en mesure d'anéantir.

Nous découvrons ce document².

Cher Monsieur,

Dans les numéros 117 et 118 du *Volksstaat*, vous avez consacré deux éditoriaux à la littérature émigrée russe, ou, plus précisément, à un journal *Vperëd !* publié à l'étranger et à une brochure publiée par moi, « *Zadachi revoliutsionnoi propagandy v Rossii*³ », qui ne représentent bien sûr qu'une petite partie de la littérature russe émigrée.

En écrivant ces articles, vous étiez guidé, d'une manière générale, par un désir louable : d'abord, informer le parti ouvrier révolutionnaire allemand sur les objectifs des révolutionnaires russes, et ensuite, donner à ces derniers quelques conseils et instructions pratiques qui, à votre avis, étaient tout à fait dans leur intérêt. Quel objectif merveilleux ! Mais pour atteindre de tels objectifs, il faut malheureusement avoir davantage que de bonnes intentions. Il faut en outre disposer d'un certain degré de compréhension. Et ce brin de savoir, c'est justement ce que vous n'avez pas.

¹ Pour rappel, Marx s'est lui-même mis à l'étude du russe. Cf. Sa lettre à Sigfrid Meyer du 21 janvier 1871 : « Je ne sais si je vous ai appris que, depuis le début de 1870, j'ai dû me mettre moi-même à l'étude du russe, que je lis maintenant à peu près couramment ». Et il précise : « La raison en est qu'on m'avait envoyé de Pétersbourg le livre très important de Flerovski sur *La situation de la classe ouvrière* (paysans surtout) *en Russie* et que je voulais connaître aussi les (fameux) ouvrage d'économie politique de Tchernychevski (qui lui ont valu d'être condamné depuis sept ans à travailler dans les mines de Sibérie ». (C11, p. 140). Et n'insistons pas sur les aptitudes de polyglotte d'Engels.

² Nous traduisons à partir de la version anglaise disponible sur le site de *fr.scribd.com*.

³ Son opuscule *Les Tâches de la propagande révolutionnaire en Russie* publié à Londres en avril 1874.

C'est pourquoi vos leçons ne manqueront pas de nous inspirer, à nous Russes, les mêmes sentiments que vous inspirerait sans doute l'expérience d'un Chinois ou d'un Japonais qui aurait appris l'allemand sans but précis, mais qui ne serait jamais allé en Allemagne et n'aurait jamais lu de littérature allemande, et qui aurait soudain eu l'idée originale de donner, du haut de sa majesté chinoise ou japonaise, une leçon aux révolutionnaires allemands sur ce qu'ils doivent faire et ce qu'ils ne doivent pas faire. Mais les déclarations de ce Chinois ne pouvaient être qu'extrêmement drôles et tout à fait inoffensives.

C'est tout autre chose en ce qui concerne vos propos. Ils ne sont pas seulement drôles au plus haut point, ils sont aussi susceptibles de faire beaucoup de mal.

Vous nous décrivez, nous, les représentants du parti social-révolutionnaire russe à l'étranger, nos objectifs et notre littérature, sous un jour qui nous est très défavorable. Vous nous présentez ainsi au monde ouvrier allemand, qui n'est lui-même pas suffisamment bien informé sur nous, et qui est nécessairement obligé de croire les paroles d'un homme qui parle sur le ton d'une autorité sûre d'elle-même, d'autant plus qu'il s'agit d'un homme qui est considéré par eux comme un grand personnage.

En nous présentant de la sorte, vous contrenez aux principes fondamentaux du programme de *l'Association Internationale des Travailleurs*. Cet état de choses ne vous empêche pas, cependant, de nous inviter, dans la conclusion de votre dernier article, à nous unir à vous afin d'éviter la possibilité de causer le moindre dommage.

Vous devez certainement savoir que nous, Russes, sommes les premiers à tendre une main fraternelle à la grande union des travailleurs de l'Europe occidentale, que nous avons pris une part plus qu'active à cette union, plus active que nos intérêts ne l'exigeaient peut-être. Mais malheureusement, il vous a été impossible de comprendre que si nous étions pleinement solidaires des principes sociaux fondamentaux du parti ouvrier européen, nous étions en même temps incapables d'être solidaires de la tactique du parti. Nous ne serons jamais solidaires, nous ne pourrons jamais l'être (surtout pas avec la faction à la tête de laquelle se trouvent MM. Marx et Engels) en ce qui concerne les questions qui touchent exclusivement à la réalisation pratique de ces principes et à la lutte révolutionnaire à mener en leur nom.

Le caractère de notre pays est absolument exceptionnel; il n'a rien de commun avec celui d'aucune autre nation d'Europe occidentale. Les moyens de lutte adoptés par ces dernières sont, pour le moins, totalement inadaptés à notre lutte. Nous avons besoin d'un programme révolutionnaire absolument unique qui doit être aussi différent du programme allemand que les conditions sociopolitiques en Allemagne sont différentes de celles de la Russie. Juger notre programme du point de vue allemand (c'est-à-dire du point de vue des conditions sociales du peuple allemand) serait tout aussi absurde que de considérer le programme allemand du point de vue russe. Vous ne comprenez pas cela, vous êtes incapable d'adopter le point de vue russe, mais vous osez néanmoins ouvrir des délibérations avec nous et nous donner des conseils !

S'il était possible d'imaginer qu'il n'est pas sûr que cette audace et cette ignorance vont discréditer l'émigration révolutionnaire russe en général, ou que le public allemand sera capable de vérifier vos informations, alors je ne solliciterais pas votre attention avec ma lettre. Malheureusement, il n'est pas possible d'imaginer une telle chose. Je me sens donc dans l'obligation de faire quelque chose pour atténuer votre ignorance afin de freiner quelque peu votre insolence.

Sachez tout d'abord que nous, en Russie, nous ne disposons pas d'un seul de ces moyens de lutte révolutionnaire que l'on trouve en

Occident en général et en Allemagne en particulier. Nous n'avons pas de prolétariat urbain, nous n'avons pas de liberté de presse, pas d'assemblées représentatives, en un mot rien qui nous donne le droit d'espérer un jour unir les masses laborieuses effrayées, paralysées, ignorantes (si le statu quo économique reste inchangé) en une union bien structurée et disciplinée de tous les travailleurs qui comprennent parfaitement leur situation et, en outre, les moyens de l'améliorer. Une littérature ouvrière est inconcevable en Russie, et même si c'était une possibilité, elle serait absolument inutile car l'immense majorité de notre peuple ne sait pas lire.

L'engagement personnel direct avec le peuple ne peut guère donner de résultats significatifs à long terme, mais même si cela pouvait être d'une utilité réelle, c'est absolument impossible en Russie. Sur la base d'un décret d'État promulgué il n'y a pas si longtemps, toute tentative des classes instruites de se rapprocher des paysans « obscurs » (c'est ainsi que nous les appelons) serait considérée comme une forme de crime d'État. Il n'est possible de vivre parmi le peuple proprement dit que si l'on porte des vêtements étranges et dispose d'un faux passeport.

Vous conviendrez, mon cher Monsieur, que dans de telles circonstances, il serait plus que puéril de rêver d'introduire *l'Association internationale des travailleurs* sur le sol russe. Cette circonstance ne doit cependant pas vous amener à penser que la victoire de la révolution socialiste en Russie est plus problématique ou moins probable qu'en Occident. Pas le moins du monde ! Si nous n'avons pas la chance de bénéficier de ces circonstances positives que l'on trouve chez vous, nous pouvons tout de même mentionner un certain nombre d'autres circonstances qui ne se trouvent pas chez vous.

Le prolétariat urbain n'existe pas chez nous, c'est bien sûr vrai. Mais pour cette raison, nous n'avons pas non plus de bourgeoisie. Entre le peuple qui souffre et l'État qui l'opprime, il n'existe pas chez nous de classe moyenne. Nos ouvriers sont confrontés exclusivement à une lutte contre un pouvoir politique; le pouvoir capitaliste ne se trouve en Russie jusqu'à présent qu'à l'état embryonnaire. Vous devez savoir, cher Monsieur, que la lutte contre le premier est considérablement plus facile que celle contre le second.

Notre peuple est ignorant, et c'est un fait. Mais c'est pour cette raison que les gens, pour la plupart (particulièrement dans les régions du nord, du centre, du nord et du sud-est de la Russie), se sont imprégnés du principe de la propriété communautaire. Les gens sont, pour ainsi dire, communistes par instinct, par tradition. L'idée de la propriété collective est si fermement ancrée dans la vision du monde du peuple russe qu'aujourd'hui où l'État commence à comprendre que cette idée est incompatible avec les principes d'une société « bien ordonnée », et lorsque, au nom de ces principes, il entreprend d'introduire dans la conscience et la vie populaires l'idée de propriété privée, il se voit contraint, à cette fin, de réclamer l'aide des baïonnettes et du fouet.

Il en résulte clairement que notre peuple, malgré son ignorance est nettement plus proche du socialisme que les peuples de l'Europe occidentale, bien que ces derniers soient plus instruits.

Notre peuple est accoutumé à l'esclavage et à la soumission - c'est vrai, il est impossible de le contester. Mais vous ne devez pas en conclure qu'il est satisfait de son sort. Non, il proteste, et il proteste sans arrêt. Quelle que soit la forme que prend cette protestation, que ce soit sous la forme de sectes religieuses - le *Raskol*¹ comme nous les appelons - ou sous la forme d'un refus de payer les impôts, ou sous la forme de bandes de voleurs ou d'incendiaires, ou même, finalement, sous la forme d'un soulèvement ou d'une opposition ou-

¹ Le *raskol* (du russe signifiant schisme) désigne la scission survenue au sein de l'Église orthodoxe russe en 1866-1867. Une révision des livres saints et des rituels avait soulevé une très vive protestation de la part du bas clergé et de millions de fidèles (dits les Vieux Croyants), un véritable mouvement populaire, qui subirent par la suite une violente persécution.

verte à l'autorité - le peuple proteste toujours, et parfois fort énergiquement. Vous ne pouvez évidemment rien savoir de tout cela : L'Europe n'en est jamais informée, et même en Russie, il est interdit d'en parler à voix haute.

Ces protestations, il est vrai, sont peu importantes et désorganisées. Néanmoins, elles prouvent clairement, dans une très large mesure, que la condition du peuple est devenue insupportable et qu'il utilise tous les moyens pour donner libre cours au sentiment de colère et de haine envers ses oppresseurs qui grandit en lui. C'est pourquoi on peut dire du peuple russe qu'il est révolutionnaire d'instinct, malgré son apparente grossièreté, malgré l'absence d'une claire compréhension de ses intérêts.

Notre intelligentsia révolutionnaire est un petit parti en nombre - cela aussi est vrai. Mais pour cette raison même, ils ne poursuivent pas d'autres idéaux que les idéaux socialistes, et leurs ennemis sont, tenez-vous bien, encore moins forts qu'eux, leur impuissance vient au secours de notre faiblesse. Nos classes supérieures (l'aristocratie et les marchands) n'ont développé aucune force, ni économique (elles sont trop pauvres pour cela) ni politique (elles sont trop peu développées et trop portées à s'en remettre à la grande sagesse de la police). Notre clergé est tout à fait dépourvu d'importance, que ce soit au sein du peuple ou au-delà.

Notre État ne donne que l'apparence de la puissance quand on le regarde de loin. En réalité, sa force n'est qu'apparente, imaginaire. Il n'a pas de racines dans la vie économique du peuple, il ne porte pas en lui les intérêts d'une classe particulière. L'Etat opprime de manière égale toutes les classes sociales, et toutes les classes sociales détestent également l'Etat. Les classes de la société subissent patiemment l'État, elles tolèrent apparemment son despotisme barbare avec une indifférence absolue. Mais cette patience, cette indifférence ne doit pas nous induire en erreur. Elle n'est que le produit d'une erreur : la société s'est créé l'illusion de la puissance de l'État russe et se trouve sous le charme de cette illusion.

L'État, pour sa part, essaie bien sûr de maintenir l'illusion. Mais chaque jour, cela devient de plus en plus difficile. Il y a quinze ans, juste après la guerre de Crimée, l'État russe acquit la conviction qu'il ne fallait pas grand-chose pour le diviser en plusieurs parties.

En effet, il suffit de très peu de choses - deux ou trois défaites militaires, un soulèvement simultané des paysans dans plusieurs provinces, une rébellion ouverte dans la capitale en temps de paix - et le charme sous lequel se trouvent encore, dans une certaine mesure, les classes sociales moyennes et supérieures se dissipera rapidement, et l'État se retrouvera seul, complètement abandonné.

Vous voyez donc qu'à cet égard aussi, nous avons plus de chances que vous de réussir notre révolution. Votre État n'est pas seulement une puissance apparente. Il se tient debout, les deux pieds dans l'argent. Il incarne en lui-même des intérêts économiques bien déterminés. Il n'est pas seulement soutenu par la police et l'armée (comme chez nous), mais aussi par tout l'ordre du régime bourgeois qui le renforce. Et tant que vous n'aurez pas renversé ce régime, vous ne pourrez pas penser à la victoire sur l'État. En Russie, il existe une relation tout à fait opposée - notre formation sociale existe grâce à l'Etat, à un Etat qui, pour ainsi dire, est suspendu dans l'air, à un Etat qui n'a rien à voir avec la structure sociale actuelle, et dont les racines se trouvent dans le passé, et non dans le présent.

Après tout cet exposé, vous reconnaîtrez certainement que nous, qui croyons à la possibilité et à la faisabilité d'une révolution sociale russe dans un avenir proche, nous ne sommes pas des rêveurs oisifs, ni des « lycéens verts » (comme vous vous plaisez à nous appeler), mais que nous nous appuyons sur une base solide, que notre foi n'est pas construite sur du sable, et qu'elle est bien plus pré-

cisément une conclusion logique tirée de ce que nous savons des conditions de vie du peuple russe.

Peut-être avez-vous maintenant compris pourquoi et comment la voie de notre activité révolutionnaire ne peut correspondre à la vôtre ? Tout d'abord, pour nous, en Russie, aucune forme de lutte ouverte n'est possible contre l'ordre des choses existant. Nos lois, nos institutions ne nous donnent pas la moindre possibilité de diffuser notre propagande sur une base légale. Vous avez, vous, maintenant cette possibilité : c'est heureux, mais il se peut que ce soit aussi malheureux. Mais il fut un temps où même vous n'aviez pas cette possibilité. Qu'avez-vous fait alors ? Vous avez formé des sociétés et des associations secrètes, et vous vous êtes engagés dans des activités clandestines. Pourquoi faites-vous des reproches à notre conspiration ? Si nous étions obligés d'abandonner la conspiration, l'activité souterraine secrète, alors nous serions obligés d'abandonner toute activité révolutionnaire quelle qu'elle soit.

Mais vous nous blâmez aussi parce que nous sommes ici, en Europe occidentale, où, selon vous, on peut agir sans conspiration secrète, et parce que, même ici, nous ne montrons aucune inclination à abandonner nos habitudes de conspiration, ce qui fait que nous sommes une tache (votre expression) sur le mouvement ouvrier international et que nous lui faisons même du tort. Vous oubliez en cela qu'indépendamment de nous et au-delà de nous, il existe en Occident, dans une majorité d'États « bien structurés », des circonstances qui favorisent puissamment le développement de l'activité secrète et conspiratrice. En Espagne, en Italie, en France, il n'y a pas la moindre possibilité de faire de la propagande social-révolutionnaire, et les révolutionnaires italiens se sont présentés devant le Congrès de Bruxelles¹ pour déclarer qu'ils étaient confrontés à la nécessité d'adopter une forme secrète et conspiratrice dans leur activité.

Il est possible que même l'Allemagne, dans un avenir proche, se trouve dans la même situation. Se peut-il que vous n'ayez pas remarqué que, grâce aux tirs acharnés de la police, il ne reste plus qu'un fragment de ce bouclier de légalité avec lequel vous vous efforcez si vainement de défendre les ouvriers allemands ? Il n'est pas nécessaire d'être prophète pour prédire avec certitude que, très bientôt, même ces fragments seront arrachés de vos mains. Que ferez-vous alors ? De deux choses l'une : soit ne rien faire, soit entrer dans une conspiration. Vous ne découvrirez pas d'autre solution, tout comme nous n'avons pas découvert d'autre solution.

Mais pour nous, il n'est pas seulement vrai qu'aucune forme de propagande ouverte n'est imaginable (pas même la sorte de propagande mise en place en Allemagne), tout aussi inimaginable serait une organisation secrète des travailleurs dans une ou plusieurs sociétés social-révolutionnaires (comme l'espagnole ou l'italienne).

C'est inimaginable pour les raisons suivantes :

1) L'immense majorité de nos ouvriers sont des agriculteurs et, en tant que tels, ils ne constituent pas un prolétariat (comme en Angleterre) mais ils sont des tenanciers. Ils sont membres de petites obchtchinas qui les isolent complètement les uns des autres. Aucun de leurs intérêts généraux ne les lie entre eux (du moins au-delà de la « volost »), et ils ont l'habitude de décider des questions qui touchent à leurs intérêts d'un point de vue étroit et local².

2) Dans l'histoire de nos classes laborieuses, il n'existe aucun précédent de la formation de tels syndicats. Nous savons bien sûr que les syndicats ouvriers en Occident sont le produit d'une nécessité

¹ En référence au récent 3^e congrès des dissidents bakounistes de l'Internationale dite antiautoritaire qui s'est réuni à Bruxelles du 7 au 12 septembre 1874.

² Tkatchev a joint ici une note de bas de page pour préciser que « Volost » est le mot appliqué en Russie à une unité administrative spécifique qui représente une combinaison de plusieurs obchtchinas.

historique et non logique. Ni vous ni vos amis n'avez créé l'*Internationale*. L'histoire a créé l'*Internationale*. Ses premières pousses sont apparues dès le Moyen Âge. Elle est la conséquence inévitable de tous les syndicats et associations professionnelles, coopératives, de grève, de crédit et autres, dans lesquels les masses du prolétariat européen se sont regroupées il y a longtemps (bien sûr pour la plupart dans les villes) et dont vous cherchez vainement des traces en Russie. Nos « artels » (sociétés ouvrières), organisés sur une base ad hoc, n'ont rien de commun avec les syndicats mentionnés ci-dessus. Quant aux nouvelles coopératives russes, créées artificiellement en Russie sur le modèle allemand, elles ont été accueillies par nos ouvriers avec la plus grande indifférence et ont presque partout abouti à un fiasco.

3) Enfin, à ces deux obstacles à peine négligeables, il faut ajouter encore tout un tas d'autres, dont il faut chercher l'explication dans les circonstances de notre vie politique et dans l'immaturation spirituelle de notre peuple.

Vous devez comprendre, cher Monsieur, qu'une lutte révolutionnaire, avec la participation de syndicats ouvriers (secrets ou ouverts) comme les syndicats d'Europe occidentale, est actuellement absolument impossible sous quelque forme que ce soit sur le sol russe. Alors qu'est-ce qui est possible en Russie ? Notre parti social-révolutionnaire répond à cette question de deux manières.

Une faction, dont la revue *Vpered !* représente assez bien les idées, est une faction plus modérée et moins pratique. Ils pensent qu'à l'heure actuelle en Russie, il n'y a pas encore d'éléments révolutionnaires suffisamment forts, que ces éléments doivent encore être créés, et cela en développant dans le peuple la conscience de ses droits et de ses besoins, en clarifiant pour lui ses idéaux et la manière de les réaliser. En outre, cette tendance pense que lorsque le peuple aura atteint la conscience adéquate, lorsqu'il comprendra de quelle manière et dans quel but il doit lutter, il s'unira de lui-même dans des syndicats révolutionnaires (semblables aux syndicats ouvriers d'Europe occidentale). Ces syndicats représenteront une force révolutionnaire toute puissante devant laquelle le vieux monde oppressif de mensonges sociaux et d'injustice sera réduit en poussière.

L'autre faction de nos révolutionnaires, à laquelle appartiennent tous ceux qui représentent les jeunes, les audacieux, les intelligents et les énergiques de notre intelligentsia révolutionnaire, adhère à un tout autre programme. Cette faction est convaincue que les révolutionnaires modérés se sont fixé des objectifs qui, pour les raisons expliquées plus haut, ne sont ni pratiques ni productifs, et que pendant que nous poursuivons l'irréalisable, nos ennemis gagnent en force, notre bourgeoisie naissante peut, entre-temps, consolider sa position de manière significative, de façon à devenir des partisans convaincus de l'État.

L'autre groupe est d'avis que la période historique actuelle est la plus favorable pour la réalisation de l'évolution sociale et qu'à l'heure actuelle il n'y a pas de difficultés sur le chemin. Il suffit de provoquer simultanément dans plusieurs localités de Russie ce sentiment croissant de colère et de haine qui, comme je l'ai déjà dit, bouillonne toujours dans la poitrine de notre peuple. L'expérience quotidienne nous montre avec quelle facilité ce sentiment s'exprime dans toutes sortes de circonstances. Si ce sentiment s'exprimait soudainement et simultanément en de nombreux endroits, l'unification des forces révolutionnaires se ferait d'elle-même, et la lutte qui s'ensuivrait entre l'État et le peuple rebelle se terminerait certainement bien pour la cause du peuple. La nécessité pratique et l'instinct de légitime défense réaliseront ce que nos révolutionnaires modérés, dans la fausse voie qu'ils ont choisie, n'ont jamais pu réaliser et ne réaliseront jamais. Mais une union solide et indestructible des obchtchinas protestataires ne peut être créée en Russie par la conscience populaire, mais par une protestation révolutionnaire simultanée.

Partant de ce point de vue, le parti des révolutionnaires conséquents - parti que l'on peut à bon droit appeler le parti de l'action - considère qu'il est de son devoir, d'une part, d'appeler directement le peuple à se soulever contre l'autorité existante, et, d'autre part, d'introduire dans ses rangs la discipline et l'organisation les mieux à même de servir de garantie pour que ce soulèvement soit simultané, au moins dans plusieurs provinces.

Tel est le programme, dans ses grandes lignes pour sûr, de la partie la plus active et la plus intelligente de nos révolutionnaires. J'ai décrit l'idée fondamentale de cette dernière dans ma brochure « Zadachi revoliutsionnoi propagandy v Rossii¹ ». C'est cette même brochure qui a fait l'objet de critiques si sévères de votre part. Vous avez affirmé tout d'abord que, malgré mon immaturité, je prends sur moi d'exprimer la confiance que la révolution sociale peut facilement être appelée à la vie. « S'il est si facile de la susciter », remarquez-vous, « alors pourquoi ne le faites-vous pas, au lieu d'en parler ». Pour vous, cela semble une plaisanterie, un comportement enfantin, et, conformément à votre affirmation, on pourrait être amené à croire que tous vos compatriotes adhèrent tous au même point de vue sur ces questions.

Mais vous les calomniez ! Les Allemands aiment trop les exercices littéraires pour ne pas reconnaître un but et une raison authentiques à l'activité littéraire, ou pour ne pas reconnaître une distinction entre cette dernière et l'activité directe et pratique. Vous savez que la littérature ne résout que théoriquement des problèmes définis et n'indique que la possibilité d'applications pratiques et les conditions de l'activité définie. Les applications en elles-mêmes ne suffisent pas à faire le travail. Vous êtes d'avis que si la solution d'un problème est simple, s'il n'y a pas de difficultés dans la poursuite d'une application, il n'y a pas de raison particulière de les traiter dans la littérature. Vous commettez une grave erreur.

Par exemple, moi et ceux qui sont d'accord avec moi sur ce point, nous sommes certains que la réalisation de la révolution sociale en Russie ne présente aucune difficulté particulière, qu'à tout moment le peuple russe peut se soulever dans une protestation révolutionnaire générale. Une telle certitude nous oblige, il est vrai, à une certaine somme d'activité pratique, mais elle ne s'oppose pas le moins du monde à l'utilité et à la nécessité de la propagande littéraire. Nous en sommes suffisamment convaincus simplement parce que nous voulons que d'autres partagent notre certitude avec nous. Plus nous gagnerons de partisans de notre point de vue et plus serons animés par les mêmes sentiments, plus il nous sera facile d'accomplir notre tâche pratique.

Cela ne vous agace-t-il pas que nous, « barbares », devions vous expliquer une chose aussi élémentaire, à vous, homme civilisé de l'Ouest ! Je croirais volontiers que vous n'aviez en réalité aucun désir de commencer à nous présenter sous un jour confus aux lecteurs allemands. Vous n'étiez pas obligé de donner l'impression que vous ne comprenez pas la nécessité de la propagande littéraire et l'importance des problèmes qui, sous diverses formes, occupent et continueront d'occuper tous ceux qui sont mécontents de l'ordre social existant et qui tendent à la réalisation de la révolution sociale. Vous exprimez le plus profond mépris pour nous, les Russes, parce que, dites-vous, nous sommes trop « stupides » et « immatures » pour nous intéresser à des questions sérieuses, telles que : quand et dans quelles conditions la révolution sociale sera-t-elle déclenchée en Russie; notre peuple est-il déjà prêt pour une révolution; avons-nous le droit d'attendre et de reporter la révolution jusqu'à ce que le peuple ait atteint la maturité nécessaire pour comprendre ses droits; etc. Ces questions, comme vous êtes suffisamment capable de le déterminer d'après tout ce qui a déjà été dit, sont les principaux points qui divisent le parti de l'action du parti des révolutionnaires modérés. Pour nous faire honte, vous montrez avec fierté

¹ Pour rappel, sa brochure intitulée *Les Tâches de la propagande révolutionnaire en Russie*.

vos compatriotes qui, comme vous l'affirmez, ont depuis longtemps réglé ces questions et ne s'embarrassent plus d'un tel bavardage.

Dans la poursuite de votre objectif polémique, vous calomniez encore plus les Allemands en disant qu'ils ne s'intéresseraient pas aux questions relatives aux conditions et aux moyens de la révolution sociale. Que faire alors de cet éternel débat : faut-il ou non se retirer de la politique, faut-il faire appel à l'État ou vaut-il mieux refuser absolument son aide, faut-il ou non centraliser les forces révolutionnaires sous une direction générale unique, ne serait-il pas utile de provoquer des soulèvements révolutionnaires locaux, avec quel type d'organisation des forces peut-on compter sur le succès le plus rapide de la révolution, quelles circonstances favorisent la révolution et lesquelles non, etc. Ne s'agit-il pas là précisément des questions qui nous préoccupent tous ? Avec une seule différence : nous posons ces questions et nous les formulons autrement que vous, et de plus les conditions dans lesquelles opère notre parti révolutionnaire sont tout à fait différentes. En tout cas, si vous ne jugez que du sens général de ces deux programmes révolutionnaires qui divisent nos révolutionnaires en deux moitiés, il vous apparaîtra clairement que nos questions sont aussi précisément liées à notre programme que vos questions le sont au vôtre.

Mais si vous aviez réellement lu la revue *Vpered !* et ma brochure, vous l'auriez déjà compris. J'aime à penser qu'en réalité vous le savez. Comme je l'ai déjà indiqué, vous avez jugé nécessaire de nous discréditer aux yeux de vos lecteurs. Vous avez oublié qu'en luttant contre l'État russe, nous luttons non seulement dans l'intérêt de notre nation, mais dans l'intérêt de toute l'Europe, dans l'intérêt des travailleurs du monde entier, et que par conséquent cette cause commune fait de nous vos alliés. Vous avez oublié en vous moquant de nous que, ce faisant, vous avez rendu un bon service à notre ennemi commun, l'État russe.

Vous avez oublié tout cela et vous n'avez pensé qu'à l'audace inouïe que nous, Russes, avons eue de ne pas nous ranger avec vous sous une même bannière au moment de la grande discussion qui a scindé l'*Association internationale des travailleurs* en deux parties. Vous avez sévèrement reproché à *Vpered !* d'avoir, dans son rapport aux lecteurs russes sur cette dispute, qualifié de pamphlet votre brochure sans tact contre « Alliance¹ », parce qu'il n'a pas voulu se plonger dans cette boue polémique avec laquelle vous et vos amis avez essayé de maculer l'image de l'un des plus grands et des plus désintéressés représentants de l'époque révolutionnaire dans laquelle nous vivons².

Contre moi, vous vous êtes livré à une variété d'invectives. Par exemple, vous avez trouvé dans ma brochure des « phrases bakounistes » que je ne connaissais pas jusqu'alors. Vous en déduisez que nos sympathies, comme d'ailleurs les sympathies de la plus grande partie de notre parti révolutionnaire harmonieusement assemblé, ne sont pas de votre côté, mais du côté de l'homme qui a eu le courage de lever la bannière du soulèvement contre vous et vos amis, et qui depuis est devenu votre ennemi juré, est devenu un cauchemar, la bête noire de votre apocalypse.

C'est ainsi que la littérature russe émigrée vous a convaincu que nos révolutionnaires, tant les « modérés » que les « radicaux », diffèrent de vous sur de nombreux points et qu'ils ont eu l'audace d'avoir et d'exprimer leur propre opinion sur de nombreuses questions. De plus, pour approuver notre indépendance ou, si nous nous trompons, pour attirer notre attention sur nos erreurs et montrer leurs failles, vous vous mettez en colère et vous nous maltraitez sans en donner de raison suffisante³.

¹ En référence à la circulaire (rédigée par Marx) du 5 mars 1872 du Conseil général de l'AIT « Les prétendues scissions dans l'Internationale ».

² Tkatchev évoque Michel Bakounine.

³ Tkatchev introduit ici une deuxième note de bas de page : « Vous n'avez fait une exception que pour ceux de nos compatriotes qui ne sont pas emportés par une vanité vaine et se cachent paisiblement

C'est précisément la manière dont les hauts chinovniki¹ réagissent comme on peut s'y attendre lorsqu'ils font face à une opposition de quelque nature que ce soit. Leur nature de chinovniki se met en colère contre les personnes qui ne sont pas d'accord avec eux et qui se permettent d'avoir d'autres opinions que celles de leurs excellences. Avec votre colère dirigée vers nous, vous montrez que vous êtes vous-même un membre de cette race de chinovniki haut placés. Et comment pouvez-vous, vous, justement vous, nous accuser, nous Russes, d'avoir des penchants dictatoriaux ? M. Bakounine ne serait-il pas parfaitement en droit de répondre ainsi à toutes vos insinuations : « Docteur, guérissez-vous vous-même ».

*

La première réponse d'Engels à P.N. Tkatchev

Engels ne tardera pas à répondre à cette lettre ouverte, invité par Marx lui-même qui, en février/mars 1875, lui retourne la brochure de Tkatchev avec cette annotation sur la page de titre : « Droit au but, mais d'une drôle de manière. C'est tellement bête que Bakounine peut bien y avoir contribué. Peter Tkatchev veut avant tout faire comprendre à ses lecteurs que c'est toi qui le traites, *lui*, comme ton adversaire et que tu inventes donc divers points de désaccords qui n'ont jamais existé². »

Cette première réponse paraîtra dans les éditions du 28 mars et du 2 avril 1875 du *Volksstaat*. L'article constitue le quatrième épisode de la série sur *La littérature sur les réfugiés*³.

Un malheur s'est abattu sur les lecteurs du *Volksstaat*. Certains d'entre eux se souviennent peut-être que, dans mon dernier article sur la « Littérature sur les réfugiés » (n° 117 et 118), j'ai traité de quelques passages de la revue russe *Vorwärts*⁴ et d'une brochure de son rédacteur. Au cours de ces échanges, il a été fait mention en passant d'un certain Peter Tkatchev, qui avait émis un libelle contre ledit éditeur et dont je ne m'étais occupé que dans la mesure où cela était absolument nécessaire.

Je l'ai décrit, à en juger par la forme et le contenu de son œuvre immortelle, « comme un vert lycéen d'une rare immaturité, pour ainsi dire le Karlchen Mißnick de la jeunesse révolutionnaire russe », et j'ai plaint le rédacteur du *Vorwärts* d'avoir jugé nécessaire de se quereller avec un tel adversaire. Je n'ai pas tardé à m'apercevoir que le jeune Karl commence à me faire peur, à moi aussi, et à m'entraîner dans une polémique avec lui. Il publie une lettre : « Offener Brief an Herr Friedrich Engels » de Peter Tkatchev, Zurich, typographie du *Tagwacht*, 1874.

Que j'y trouve toutes sortes de choses dont M. Tkatchev doit savoir que je ne les ai jamais affirmées me serait indifférent; mais qu'il donne aux ouvriers allemands un compte rendu complètement faux de la situation en Russie, pour justifier ainsi l'activité des bakounistes par rapport à la Russie, cela rend une réponse nécessaire.

dans la poche latérale du pardessus de votre dictateur. Ces jeunes, vous les estimez. Vous savez très bien dans quelle mesure ils méritent votre estime. Mais puisque vous ne pouvez pas accepter de nous les nommer, nous ne jugeons pas nécessaire de vous informer de ce que nous savons d'eux. Nous ne devons mentionner ici qu'une seule chose : à notre grand plaisir, le nombre de ces garçons bien élevés n'est pas très important ».

¹ Le *chivovnik* était un bureaucrate du gouvernement tsariste, le fonctionnaire d'un service civil ou judiciaire.

² C13, p. 21.

³ Nous traduisons à partir de MEW, Band 18, pp. 546-555.

⁴ Qui est, pour rappel, la traduction allemande du *Vperéd* !

M. Tkatchev se présente tout au long de sa « Lettre ouverte » comme un représentant de la jeunesse révolutionnaire russe. J'aurais, affirme-t-il, « donné des conseils aux révolutionnaires russes...les aurais exhortés à conclure une alliance avec moi » (!); en même temps, je les aurais décrits, eux, « les représentants du parti révolutionnaire russe à l'étranger », ainsi que leurs aspirations et leur littérature sous les « couleurs les plus défavorables devant le monde ouvrier allemand » ; il dit : « Vous exprimez votre plus profond mépris pour nous, les Russes, parce que nous serions si « stupides » et « immatures », « de verts lycéens » comme il vous plaît de nous appeler ». Et finalement, cette inévitable carte maîtresse : « En vous moquant de nous, vous avez rendu un précieux service à notre ennemi commun, l'État russe. ». Contre lui, M. Tkatchev lui-même, je me serais « livré à toutes les sortes d'invectives possibles ».

Or personne ne sait mieux que Peter Nikitich Tkatchev qu'il n'y a pas un mot vrai dans tout cela. Tout d'abord, dans l'article en question, je n'ai tenu personne d'autre que M. Tkatchev pour responsable des propos tenus par ce dernier. Il ne m'est jamais venu à l'esprit de le considérer comme le représentant des révolutionnaires russes.

S'il se désigne comme tel et fait passer de ses épaules aux leurs l'image du lycéen vert et d'autres plaisanteries, je dois protester énergiquement contre cela.

Parmi la jeunesse révolutionnaire russe, il y a, bien sûr, comme partout, des gens de calibre moral et intellectuel très différent. Mais il est certain qu'en moyenne, même en tenant compte de la différence de temps et de l'environnement essentiellement différent, ils se situent toujours à un niveau bien supérieur à celui de notre jeunesse étudiante allemande, même dans ses meilleurs jours, au début des années trente. Personne d'autre que lui-même ne donne à M. Tkatchev le droit de parler au nom de l'ensemble de ces jeunes gens. Oui, bien que cette fois-ci il se révèle comme un vrai bakouniste, je doute pour l'instant qu'il ait le droit de se poser en représentant de ces quelques bakounistes russes que j'ai décrits comme « quelques petits étudiants immatures qui se gonflent comme des grenouilles avec de grands mots et finissent par se manger les uns les autres ».

Mais même si c'était le cas, il ne s'agirait que d'une nouvelle édition de la vieille histoire des trois tailleurs de Tooley Street à Londres¹, qui publièrent une proclamation : « Nous, le peuple d'Angleterre, déclarons », etc. Il faut donc noter avant tout que les « révolutionnaires russes » restent, aujourd'hui non moins que par le passé hors de propos, et qu'au lieu du « nous » de Tkatchev, nous devons mettre « je » partout.

Je suis censé lui avoir donné des « conseils » ! Je n'ai pas la moindre idée de ce dont il parle. Quelques coups, Peter Nikititsch, sont peut-être tombés à cette occasion, mais des conseils ? Que l'on veuille bien me fournir des preuves.

Je suis censé l'avoir exhorté à la fin de mon dernier article, lui ou ses semblables, à conclure une alliance avec moi. Je paierai à M. Tkatchev dix marks de la pièce impériale de Bismarck² s'il le prouve.

Je suis censé avoir dit qu'il était « stupide », et il met ce mot entre guillemets. Bien que je ne veuille pas nier qu'il ait caché la lumière de ses talents - pour autant qu'on puisse en parler - sous un bois-

¹ Une anecdote devenue célèbre des « trois tailleurs de Tooley Street », une rue de Southwark, au pied du pont de Londres, qui, selon le Premier Ministre George Canning (1770-1827), avaient présenté en 1827 à la Chambre des Communes une pétition commençant par « Nous, le peuple d'Angleterre ». L'expression stigmatise une minorité qui usurpe sa représentativité.

² Une allusion ironique à la réforme monétaire de Bismarck en juillet 1873. Elle avait introduit une nouvelle pièce de 10 marks.

seau de taille considérable dans ces deux écrits, chacun peut constater que dans mon article le mot « stupide » n'apparaît pas une seule fois. Mais faute d'autres moyens, les bakounistes ont recours à de fausses citations.

En outre, on dit que « je me suis moqué de lui » et que je l'ai dépeint « sous un jour ridicule ». Mais M. Tkatchev ne pourra jamais me forcer à prendre sa brochure au sérieux. Nous, les Allemands, avons la réputation d'être ennuyeux, et l'avons certainement méritée assez souvent. Mais cela ne nous impose certainement pas d'être aussi mornes et solennels que les bakounistes en toutes circonstances. Le mouvement ouvrier allemand a pris un caractère humoristique caractéristique à travers la lutte des tirailleurs avec la police, les procureurs et les gardiens de prison; pourquoi le nier ? M. Tkatchev a entièrement le droit de me railler autant qu'il le peut et de me faire apparaître sous un jour ridicule sans m'accuser de contre-vérités.

*

Et maintenant, l'incomparable accusation : en présentant M. Tkatchev sous un jour qui lui convient, à lui et à ses œuvres, j'aurais ainsi « rendu un service précieux à notre ennemi commun, l'État russe » ! De même, dans un autre passage, il est dit : En le dépeignant comme je l'ai fait, je viole « les principes fondamentaux du programme de l'*Association Internationale des Travailleurs* » ! Ici, nous avons le vrai bakouniste. Ces messieurs, en tant que vrais révolutionnaires, se permettent tout à notre égard, surtout dans l'obscurité; mais si on ne les traite pas avec la plus grande déférence, si on porte leurs agissements à la lumière, si on les critique, eux et leur phraséologie, on sert le tsar de Russie et on viole les principes fondamentaux de l'*Internationale*. En fait, c'est exactement l'inverse qui se produit. Celui qui a rendu service au gouvernement russe n'est autre que M. Tkatchev.

Si la police russe avait un peu de bons sens, elle distribuerait la brochure de ce monsieur en masse dans toute la Russie. D'une part, elle ne pourrait guère trouver un meilleur moyen de discréditer les révolutionnaires russes, dont l'auteur se présente comme le représentant, auprès de tous les gens de bon sens. D'autre part, il se pourrait toujours que certains jeunes gens honnêtes mais inexpérimentés se laissent tenter par elle à commettre des imprudences et tombent ainsi d'eux-mêmes dans le panneau.

Mais, dit M. Tkatchev, je me suis « livré à toutes les injures possibles » contre lui. Or, un type d'injure, que l'on appelle invective, est l'une des formes rhétoriques les plus efficaces, employée par tous les grands orateurs lorsque cela est nécessaire, et de laquelle le plus puissant écrivain politique anglais, William Cobbett, possédait une maîtrise qui est encore admirée et sert de modèle inégalé. M. Tkatchev, lui-même, « fulmine » tout à fait correctement dans sa brochure. Donc si j'avais invectivé, ce serait en soi loin d'être un tort de ma part. Mais comme je ne suis pas du tout devenu rhétorique envers M. Tkatchev, comme je ne l'ai pas du tout pris au sérieux, je ne peux pas non plus l'avoir brocardé.

Voyons ce que j'ai dit sur lui.

Je l'ai appelé « un vert lycéen d'une rare immaturité ». L'immaturité peut concerner le caractère, l'intelligence et le savoir. En ce qui concerne l'immaturité de caractère, j'avais raconté l'histoire de M. Tkatchev lui-même de la manière suivante : « Un savant russe, qui jouit d'une éminente réputation dans son pays, devient réfugié et se procure les moyens de fonder un journal politique à l'étranger¹. A peine y est-il parvenu qu'arrive, sans avoir été sollicité, un jeune homme quelconque, plus ou moins enthousiaste, qui offre sa colla-

¹ Pour rappel, Engels parle ici de P.L. Lavrov et de son journal le *Vperéd* !.

boration, à la condition plus qu'enfantine d'avoir une voix décisive égale à celle du fondateur de la revue dans toutes les questions littéraires et pécuniaires. En Allemagne, on se serait moqué de lui. ».

Je n'ai pas besoin de donner d'autres preuves de l'immatunité de son caractère. L'immatunité intellectuelle est suffisamment prouvée par les autres citations ci-après de la brochure de M. Tkatchev. En ce qui concerne les connaissances, le différend entre le *Vorwärts* et Herr Tkatchev porte essentiellement sur les points suivants : le rédacteur du *Vorwärts* exige que la jeunesse révolutionnaire russe apprenne quelque chose, s'enrichisse de connaissances sérieuses et approfondies, acquière un esprit critique selon des méthodes régulières, travaille à la sueur de son front et par soi-même à son développement et à son perfectionnement. Tkatchev rejette ces conseils avec dégoût :

« Je dois encore et toujours exprimer le sentiment de profonde indignation qu'ils ont toujours suscité en moi... ». Instruisez-vous ! Développez-vous ! O mon Dieu, et c'est ce qu'un homme vivant peut dire à des hommes vivants ! Attendez ! Étudiez et formez-vous ! Mais avons-nous le droit d'attendre » (avec la révolution, bien sûr) ? « Avons-nous le droit de perdre du temps avec l'éducation ? » (p. 14.) « La connaissance, il est vrai, est une condition nécessaire du progrès pacifique, mais nullement nécessaire à la révolution. » (p. 17).

Si donc M. Tkatchev développe une profonde indignation à la simple invitation à étudier, s'il déclare que toute connaissance est superflue pour un révolutionnaire, s'il ne trahit pas la moindre trace de savoir dans tout son écrit, il se donne ainsi le certificat d'immatunité, et moi, je n'ai fait que le constater. Mais quelqu'un qui se donne ce certificat peut, à notre avis, avoir tout au plus le niveau d'éducation d'un lycéen. En l'affectant à ce niveau le plus élevé possible, au lieu de l'admonester, je lui ai donc peut-être fait trop d'honneur.

En outre, j'ai dit que les réflexions de M. Tkatchev étaient puérides (la preuve en est donnée dans les citations de cet article), ennuyeuses (l'auteur lui-même ne le niera pas), contradictoires (comme l'éditeur du *Vorwärts* le lui a prouvé), et tournent éternellement en rond (ce qui est également vrai).

Je parle ensuite de ses grandes prétentions (que je lui ai rappelées moi-même) et de ses réalisations absolument nulles (ce que le présent article prouve plus que suffisamment). Et ensuite, où sont les injures ? Le fait que je l'ai comparé à Karlchen Mißnick, l'élève de lycée préféré d'Allemagne et l'un des écrivains allemands les plus populaires, n'est certainement pas une insulte. Mais attendez ! N'ai-je pas dit comme lui qu'il s'était retiré comme Achille dans sa tente et que de là il avait tiré son pamphlet contre le *Vorwärts* ? C'est sans doute là le nœud du problème. Dans le cas d'un homme dont les nerfs se hérissent au simple mot d' « étude » et qui peut prendre comme devise les mots de Heine

*Et toute son ignorance,
Il l'a acquise lui-même.*

On peut supposer que le nom d'Achille lui apparaît ici pour la première fois. Et comme j'associe Achille à « tente » et à « tirer », M. Tkatchev peut s'imaginer que cet Achille est un sous-officier russe ou un Bachibouzouk¹ turc, et qu'il est donc impertinent de l'appeler un Achille. Mais je peux assurer à M. Tkatchev que l'Achille dont je parle était le plus grand héros de la légende grecque, et que cette retraite dans sa tente a fourni la matière de la plus grande épopée héroïque de tous les temps, l'Iliade, ce que même M. Bakounine lui confirmera. Si cette hypothèse était correcte, je serais bien sûr obligé de déclarer que M. Tkatchev n'est pas un lycéen.

¹ Les Bachibouzouks éteint des mercenaires de l'Empire ottoman aux 18^e et 19^e siècles. Ils étaient réputés pour leur cruauté, leur penchant pour le pillage et pour leur manque de discipline.

M. Tkatchev poursuit :

« Malgré tout cela, j'ai pris la liberté d'exprimer la conviction que la révolution sociale est facile à réaliser ». Si c'est si facile à réaliser, remarquez-vous, « pourquoi ne le faites-vous pas au lieu d'en parler » - cela vous semble un comportement ridicule, puéril..... Moi et mes camarades sommes convaincus que la mise en œuvre de la révolution sociale en Russie ne présente aucune difficulté, qu'il est possible à tout moment de déterminer le peuple russe à une protestation révolutionnaire générale (!). Il est vrai que cette conviction nous oblige à une certaine activité pratique, mais elle ne plaide pas le moins du monde contre l'utilité et la nécessité de la propagande littéraire. Il ne suffit pas que nous en soyons convaincus, nous voulons que les autres partagent avec nous cette conviction. Plus nous aurons d'adeptes, plus nous nous sentirons forts, plus il nous sera facile de résoudre le problème de manière pratique. ».

Alors là, c'est le comble. Cela sonne si bien, de manière si sensée, si civilisée, si évidente. On dirait bien que M. Tkatchev n'a écrit sa brochure que pour démontrer l'utilité de la propagande littéraire, et moi, le novice impatient, lui ai répondu : Au diable la propagande littéraire, il est temps de frapper !

Et qu'en est-il dans la réalité ?

M. Tkatchev commence son pamphlet en dénonçant immédiatement la propagande journalistique (et c'est quand même bien la propagande littéraire la plus efficace) en disant qu'il ne faut pas « dépenser trop d'énergie révolutionnaire pour elle », car « lorsqu'elle est utilisée de manière inappropriée, elle fait infiniment plus de mal qu'elle ne fait de bien lorsqu'elle est utilisée de manière appropriée ».

C'est dire combien notre Tkatchev s'enthousiasme pour la propagande littéraire en général. Mais en particulier, si l'on veut faire une telle propagande, et recruter des camarades partageant les mêmes idées, alors il ne suffit pas d'une simple déclamation, il faut s'engager dans le raisonnement, traiter la question théoriquement, c'est-à-dire, en fin de compte, de manière scientifique.

Sur ce point, M. Tkatchev dit au rédacteur en chef du *Vorwärts*¹ :

« Votre combat philosophique, cette propagande purement théâtrale et scientifique à laquelle s'adonne votre journal,..., n'est pas seulement du point de vue des intérêts du parti révolutionnaire inutile, il est même nuisible. »

On le voit, plus on examine les vues de M. Tkatchev sur la propagande littéraire, plus on s'enlise, et moins on apprend ce qu'il veut. Que veut-il en fait ? Écoutons la suite :

« Ne comprenez-vous donc pas que le révolutionnaire s'arroge et doit s'arroger à tout moment le droit d'appeler le peuple à la révolte; qu'il se distingue des philosophes philistins en ce que, sans attendre que le cours des événements historiques lui indique le moment, il choisit lui-même ce moment, qu'il sait le peuple toujours prêt à la révolution (p. 10)... Celui qui ne croit pas à la possibilité d'une révolution dans le présent ne croit pas au peuple, ne croit pas à la disponibilité du peuple pour la révolution (p. 11)... C'est pourquoi nous ne pouvons pas attendre, c'est pourquoi nous affirmons que la révolution est une nécessité d'urgence en Russie, et qu'elle est surtout nécessaire à l'heure actuelle; nous ne permettons pas l'hésitation et la temporisation. C'est maintenant ou très tard, peut-être jamais (p. 16) !... Chaque peuple abandonné à l'arbitraire, spolié par les exploités... chaque peuple de ce type (et tous les peuples sont dans cette situation) est, en vertu des conditions mêmes de sa situation sociale, révolutionnaire; il peut toujours, il veut tou-

¹ Engels évoque ici la brochure de Tkatchev publiée à Londres en avril 1874 sous le titre *Les tâches de la propagande révolutionnaire en Russie*.

jours faire la révolution; il est toujours prêt pour la révolution (p. 17)... Mais nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas attendre (p. 34)... L'heure n'est pas aux prises de disposition prolongées et aux préparatifs éternels - que chacun fasse ses bagages et se hâte de partir. La question de savoir ce qu'il faut faire¹ ne doit plus nous occuper. Elle est réglée depuis longtemps. Il s'agit de faire la révolution. - Comment ? Comme chacun le peut et le comprend. » (p. 39.)

Cela me semblait suffisamment clair. J'ai donc demandé à Karlchen Mißnick: « S'il n'y a pas d'autre moyen, si le peuple est prêt pour la révolution et toi aussi, si tu ne veux et ne peux plus attendre, si tu n'as pas le droit d'attendre, si tu t'arroges le droit de choisir le moment de frapper, et si enfin c'est maintenant ou jamais ! - Eh bien, cher Karlchen, fais ce que tu ne peux pas t'empêcher de faire, fais la révolution aujourd'hui même et détruis l'État russe en mille morceaux, sinon tu finiras par provoquer un malheur encore plus grand ! ».

Et que fait Karl Mißnick ? Est-ce qu'il fait frapper ? Est-ce qu'il détruit l'État russe ? Libère-t-il le peuple russe, « ce peuple malheureux, ruisselant de sang, avec la couronne d'épines, cloué sur la croix de l'esclavage », dont la souffrance l'empêche d'attendre plus longtemps ?

Il n'y pense pas. Karlchen Mißnick, avec des larmes d'innocence blessée sur le visage, se présente devant les ouvriers allemands et dit : « Regardez de quoi l'infâme Engels m'accuse : j'aurais parlé de passer immédiatement à l'action; or il ne s'agit pas du tout de cela, mais de faire de la propagande littéraire, et cet Engels, qui lui-même ne fait rien d'autre que de la propagande littéraire, ne se prive pas de se donner l'air ne pas comprendre « l'utilité de la propagande littéraire ».

Attendre ! Faire de la propagande littéraire ! Mais avons-nous le droit d'attendre, avons-nous le droit de perdre du temps avec la propagande littéraire ? Chaque minute, chaque heure que perd la révolution à tergiverser coûte au peuple mille victimes (p. 14) ! Ce n'est pas le moment de faire de la propagande littéraire, la révolution doit se faire maintenant ou peut-être jamais - nous ne permettons aucune hésitation et aucune temporisation. Et voilà qu'on ferait de la propagande littéraire ! Mon Dieu, et un homme vivant peut dire cela à des hommes vivants, et cet homme s'appelle Peter Tkatchev!

Avais-je tort lorsque je qualifiais d' « enfantines » ces rodomontades impétueuses, aujourd'hui si dédaigneusement reniées ? Elles sont si puériles que l'on croirait que l'auteur a fait ce qu'il pouvait à cet égard. Et pourtant, il s'est même surpassé. Le rédacteur du *Vorwärts* cite un passage d'une proclamation adressée par M. Tkatchev aux paysans russes. M. Tkatchev y décrit comme suit l'état des choses après l'achèvement de la révolution sociale :

« Et alors le petit paysan commencerait tambour battant une joyeuse vie...et sa poche serait pleine non pas de pennies de cuivre mais de ducats d'or... Il aurait toutes sortes de bétail, et de la volaille dans la basse-cour autant qu'il le voudrait. Sur la table, il y aurait toutes sortes de viandes, plus des gâteaux de fête, plus des vins doux, et elle serait couverte du matin au soir. Il mangerait et boirait autant que son ventre pourrait le supporter, mais il ne travaillerait qu'autant qu'il lui plairait. Et il n'y aurait personne pour le forcer : Va, mange ! - va, allonge-toi sur le four ! »

¹ Une allusion à l'ouvrage devenu célèbre de Nikolai Tchernychevski « Que faire ? » écrit en 1862 lors de son emprisonnement à la forteresse Pierre et Paul de Saint Petersburg. Cet ouvrage a eu une influence considérable sur la formation de nombreux révolutionnaires russes. Nous savons que Lénine lui empruntera ce titre.

Et l'homme qui a été capable de perpétrer cette proclamation se plaint encore quand je me contente de le qualifier de vert lycéen d'une rare immaturité !

M. Tkatchev poursuit :

« Pourquoi nous reprochez-vous des conspirations ? Si nous devons renoncer à l'activité conspiratrice, secrète et clandestine, nous devrions renoncer à toute activité révolutionnaire en général. Mais vous nous reprochez aussi le fait même...de ne pas vouloir renoncer à nos habitudes de conspirateurs ici, dans l'Ouest européen, et de perturber ainsi le grand mouvement international des travailleurs. »

En premier lieu, il est faux que les révolutionnaires russes n'aient pas d'autres moyens que la pure conspiration. M. Tkatchev vient de souligner l'importance de la propagande littéraire de l'étranger vers la Russie ! Même à l'intérieur la Russie, la voie de la propagande orale ne pourra jamais être entièrement fermée, même au sein du peuple, surtout dans les villes, quoi que M. Tkatchev puisse trouver intérêt à en dire. La meilleure preuve en est que lors des récentes arrestations massives en Russie¹, ce ne sont pas les lettrés ou les étudiants, mais les travailleurs qui étaient majoritaires.

Deuxièmement, je m'engage à m'envoler vers la lune avant que Tkatchev ne libère la Russie, dès que ce dernier me prouvera que quelque part et à un moment donné de ma carrière politique, j'ai déclaré que les conspirations doivent être rejetées en général et en toutes circonstances. Je m'engage à lui rapporter un souvenir de la lune dès qu'il me prouvera que mon article parle d'autres complots que celui de l'*Alliance* contre l'*Internationale*.

Oui, si seulement les bakounistes russes conspiraient réellement et sérieusement contre le gouvernement russe ! Si, au lieu de complots fondés sur le mensonge et la tromperie contre leurs co-conspirateurs, comme celui de Netchaïev², qui, selon Tkatchev, « représente typiquement notre jeunesse actuelle », au lieu de complots contre le mouvement ouvrier européen, comme l'*Alliance*, heureusement révélés et donc détruits, si eux, les « hommes d'action » (dejateli), comme ils s'appellent eux-mêmes avec fierté, pouvaient enfin accomplir un acte qui prouverait qu'ils possèdent réellement une organisation et qu'ils sont engagés dans autre chose que d'essayer de former une douzaine !

Au lieu de cela, ils crient au monde entier : « Nous conspirons, nous conspirons ! », tout comme les conspirateurs de l'opéra, qui rugissent en chœur à quatre voix : Silence, silence ! Pas un bruit ! Et toutes les fanfaronnades sur les conspirations aux nombreuses ramifications ne servent que de camouflage derrière lequel rien de plus ne se cache que l'inaction révolutionnaire vis-à-vis des gouvernements et les coteries ambitieuses au sein du parti révolutionnaire.

Et c'est précisément dans le « complot contre l'*Internationale* » le fait que nous démasquons sans ménagement toute cette escroquerie, dont ces messieurs s'indignent tant. C'était un « manque de tact ». En démasquant M. Bakounine, nous avons cherché à

¹ En référence à la répression du pouvoir tsariste, en l'automne 1874, contre les actions de masse lancées au cours de l'été 1874 par le mouvement des narodniki.

² Sergueï Netchaïev qui, en novembre 1869, avait organisé à Moscou l'assassinat d'un militant de son organisation secrète (*Le Tribunal du peuple*), l'étudiant Ivanov, qu'il soupçonnait de trahison. Franco Venturi n'hésite pas à écrire à propos de lui : « Il faut bien reconnaître que, dès ses premiers pas, la vie de Netchaïev est remplie d'inconnues et bien souvent de mystifications volontaires. Il déclarait à cette époque qu'il avait été arrêté deux fois, d'abord à Petersbourg, puis à Moscou, et qu'il avait réussi les deux fois à s'échapper. Il est bien plus probable qu'il s'agissait seulement d'inventions qu'il lançait afin de susciter autour de lui une atmosphère de mystère et de conspiration et de créer un modèle de « personnage révolutionnaire » ». (Franco Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, op.cit. tome 1, p. 633). Cf. aussi la lettre de Marx à Engels du 5 juillet 1871 (C11, pp. 5-6). Engels, quant à lui, est de cet avis : « Que Netchaïev se réduise à ce qu'il est : un vulgaire gredin, est une très bonne chose » (Lettre à Marx du 6 juillet 1870, C11, p. 9).

« salir » l'un des représentants les plus grands et les plus dévoués de l'époque révolutionnaire dans laquelle nous vivons en le traînant dans la boue.

La boue qui est apparue à cette occasion était jusqu'à la dernière once l'œuvre de M. Bakounine lui-même, et loin d'être la pire. L'écrit en question l'a dépeint avec encore bien trop de ménagement. Nous n'avons fait que citer le § 18 du « Catéchisme révolutionnaire¹ », le paragraphe qui prescrit comment se comporter à l'égard de l'aristocratie et de la bourgeoisie russes, comment « s'emparer de leurs sales secrets et en faire ainsi nos esclaves, afin que leurs richesses, etc. deviennent un trésor inépuisable et un appui précieux dans toutes sortes d'entreprises ». Nous n'avons pas encore raconté jusqu'ici comment ce paragraphe s'est traduit dans la pratique. Mais à ce sujet, il y aurait une longue et vaste histoire à raconter, et elle le sera en temps voulu.

Il s'avère donc que tous les reproches que M. Tkatchev m'a adressés, avec cet air vertueux d'innocence blessée qui sied si bien à tous les bakounistes, reposent sur des affirmations que non seulement il savait fausses, mais qu'il avait lui-même conçues, exhalées et colportées de façon mensongère.

C'est ainsi que nous prenons congé de la partie personnelle de sa « Lettre ouverte ».

*

La deuxième réponse d'Engels à P.N. Tkatchev

Les rapports sociaux en Russie²

Ce cinquième article de la série sur *La littérature des émigrés* a paru dans les numéros des 16, 18 et 21 avril 1875 du *Volksstaat*, puis, à Leipzig, fin juin/début juillet 1875, sous la forme d'une brochure intitulée *Les rapports sociaux en Russie*.

M. Tkatchev annonce en passant aux ouvriers allemands que je n'ai pas les « moindres renseignements » en ce qui concerne la Russie et que dans ce domaine je suis, au contraire, d'une « ignorance » absolue; il se voit donc obligé de leur expliquer la véritable situation, notamment les causes pour lesquelles, à l'heure qu'il est, on pourrait en Russie faire la révolution sociale comme en se jouant, beaucoup plus facilement qu'en Europe occidentale.

« Nous n'avons pas de prolétariat urbain, c'est vrai; mais en revanche, nous n'avons pas de bourgeoisie non plus... Nos ouvriers n'auront que le pouvoir politique à combattre : le pouvoir du capital n'existe chez nous qu'à l'état embryonnaire. Or, vous n'êtes pas sans savoir, Monsieur, que la lutte contre le premier est beaucoup plus facile que la lutte contre le second. »

Le propos donne à Engels l'occasion de rappeler des principes fondamentaux du *Manifeste du parti communiste* de 1848, « l'abc du socialisme », écrit-il, en particulier sur le rôle de la bourgeoisie dans la mise en place des forces productives.

Le bouleversement auquel vise le socialisme moderne consiste, en résumé, dans la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie et dans la

¹ Le *Catéchisme révolutionnaire* est le programme écrit par Michel Bakounine en mars 1866. L'ouvrage est souvent confondu avec le manifeste publié entre 1868 et 1869 par Serguei Netchaïev sous le titre très proche de « Catéchisme du révolutionnaire ».

² Nous citons à partir de *Karl Marx et Friedrich Engels, Œuvres choisies en deux volumes*, Editions du progrès, Moscou, 1955, tome 2, pp. 45-57.

réorganisation de la société par la suppression de toutes les différences de classes. Il faut pour cela non seulement un prolétariat qui réalise ce bouleversement mais aussi une bourgeoisie entre les mains de laquelle les forces productives se sont assez développées pour permettre la suppression définitive des différences de classes. Chez les sauvages et les demi-sauvages il n'y a souvent pas de différences de classes non plus, et chaque peuple a passé par ce stade. Il ne nous viendrait pas à l'esprit de la reconstituer, pour cette raison déjà qu'il engendre forcément les différences de classes, à mesure que les forces productives de la société se développent. C'est seulement à un certain degré de développement des forces productives, degré très élevé même dans les circonstances actuelles, qu'il sera possible de porter la production à un niveau tel que l'abolition des différences de classes devienne un véritable progrès, qu'elle soit définitive et n'entraîne ni stagnation ni régression du mode de production social. Les forces productives n'ont atteint ce degré de développement qu'entre les mains de la bourgeoisie. Celle-ci est donc, sous ce rapport également, une condition préliminaire de la révolution sociale, condition aussi nécessaire que le prolétariat lui-même. Par conséquent, un homme capable de prétendre que cette révolution est plus facile à réaliser dans un pays qui, bien qu'il n'ait pas de prolétariat, n'a pas en revanche de bourgeoisie, doit encore apprendre l'abc du socialisme.

Une explication qu'il oppose à la conception blanquiste de l'Etat défendue par Tkatchev.

Ainsi, les travailleurs russes qui, au dire de M. Tkatchev, sont « des cultivateurs et, en tant que tels, des propriétaires et non des prolétaires », sont mieux placés parce qu'ils ont à combattre « seulement le pouvoir politique », l'Etat russe, et non le pouvoir du capital. Et cet Etat « ne semble puissant que de loin ... il n'a pas de racines dans la vie économique du peuple; il n'incarne les intérêts d'aucune couche de la société. Chez vous l'Etat n'est nullement une force fictive. Il prend appui des deux pieds sur le capital; il incarne (!) certains intérêts économiques...Chez nous, c'est juste l'opposé: notre forme sociale doit son existence à un Etat qui, pour ainsi dire, est suspendu en l'air, qui n'a rien de commun avec le régime actuel et dont les racines sont dans le passé et non dans le présent ».

Nous n'allons pas nous arrêter à la représentation confuse selon laquelle les intérêts économiques auraient besoin d'être incarnés par l'Etat qu'ils fondent. Laissons aussi de côté l'assertion hardie selon laquelle « la forme sociale russe (dont la propriété communautaire des paysans fait pourtant partie) devrait son existence à l'Etat », ainsi que l'affirmation contradictoire que cet Etat « n'a rien de commun » avec le régime qu'il aurait créé. Examinons plutôt d'emblée cet « Etat suspendu en l'air » qui ne représente les intérêts d'aucune couche de la société.

Engels entreprend ainsi de rappeler à Tkatchev les véritables rapports de classe en vigueur en Russie dans leur rapport avec l'Etat tsariste. Il réplique en particulier à l'affirmation de Tkatchev selon laquelle l'Etat tsariste ne repose sur aucune base sociale.

En Russie d'Europe, les paysans possèdent 105 millions de déciatines¹ de terres, les nobles (c'est ainsi que j'appelle brièvement les grands propriétaires) 100 millions de déciatines, dont près de la moitié appartiennent à 15.000 nobles qui ont, de ce fait, 3.300 déciatines chacun en moyenne. Les terres paysannes sont donc à peine plus étendues que celles des nobles. Ceux-ci, comme on le voit, n'ont pas le moindre intérêt à ce qu'existe l'Etat russe qui leur assure la possession de la moitié du pays ! Continuons. Les paysans paient pour leur moitié 195 millions de roubles d'impôt foncier par an, et les nobles 13 millions ! Les terres seigneuriales sont, en

¹ La déciatine (ou dessiatine) était une ancienne mesure agraire de surface russe. Elle correspondait à 109 ares suivant les localités.

moyenne, deux fois plus fertiles que celles des paysans, car au partage qui a résulté du rachat des corvées¹, l'Etat a enlevé aux paysans, au profit des nobles, non seulement la plus grande partie des terres mais aussi la meilleure, en leur faisant payer ces mauvaises terres au prix des bonnes. Et la noblesse russe ne serait pas intéressée à ce que l'Etat russe existe !

Par suite du rachat, la masse des paysans s'est trouvée réduite à une misère intolérable. On ne s'est pas borné à les dépouiller de la plus grande et de la meilleure partie des terres, de sorte que dans les régions les plus fertiles de l'empire, étant donné les conditions agricoles locales, leurs lots sont trop petits pour les nourrir. On ne s'est pas contenté de leur en demander un prix excessif, dont l'Etat leur a prêté le montant et qu'ils sont tenus de rembourser graduellement avec les intérêts. Ils ne sont pas seulement accablés du poids presque total de l'impôt foncier, dont la noblesse est presque exemptée; cet impôt engloutit et surpasse même le coût de la rente de la terre paysanne, de sorte que les autres versements exigés du paysan - nous en parlerons plus loin - sont décomptés directement de la partie du revenu qui constitue son salaire. A l'impôt foncier, aux versements de rachat et aux intérêts dus à l'Etat qui en a avancé la somme, se sont ajoutées, depuis l'établissement de l'administration locale, les contributions de province et de district. Cette « réforme » a eu pour résultat essentiel de nouvelles redevances pour les paysans. L'Etat a conservé entièrement ses revenus, en chargeant d'une partie considérable des frais les provinces et les districts qui, pour les couvrir, ont institué de nouveaux impôts; or, il est de règle en Russie d'exempter presque entièrement des impôts les couches supérieures de la société pour faire payer presque tout au paysan.

Cette situation semble faite exprès pour l'usurier, qui ne manque nulle part là-bas, étant donné l'aptitude incomparable des Russes pour le commerce à son degré inférieur : Pierre Ier ne disait-il pas qu'un Russe viendrait à bout de trois Juifs. Dès que l'échéance approche, l'usurier, le koulak — souvent un paysan riche de la même communauté — vient offrir son argent liquide. Le paysan, qui ne peut s'en passer, est obligé d'accepter toutes les conditions. Il s'enfoncé encore plus dans l'étau, son besoin d'argent croît sans cesse. Au temps de la moisson, c'est le marchand de blé qui se présente; le besoin d'argent contraint le paysan à vendre une partie du blé nécessaire à l'alimentation de sa famille. Le négociant fait courir de faux bruits qui réduisent les prix, il paye un prix bas, souvent converti partiellement en marchandises diverses, évaluées à un prix élevé, ce système (*truck system*²) étant très développé en Russie. L'exportation en grand du blé russe est donc fondée directement sur la famine de la population paysanne. Un autre moyen d'exploiter le paysan est le suivant : un spéculateur prend à ferme au gouvernement, pour plusieurs années, un terrain qu'il cultive lui-même tant que le sol donne un bon rendement sans engrais; puis il partage en menus lots la terre épuisée et l'affermé à un prix élevé à des paysans mal lotis. Alors que nous avons vu ci-dessus le système anglais de paiement en marchandises, c'est ici la réplique exacte des intermédiaires irlandais (*middelmén*³). Bref, il n'est pas d'autre pays où, malgré toute la sauvagerie primitive de la société bour-

¹ L'abolition du servage par la loi du 3 mars 1861 (sous le règne d'Alexandre II, dit le « tsar libérateur ») avait procédé à la vente des terres agricoles aux serfs affranchis, un rachat par l'intermédiaire du Mir auquel les paysans (ainsi endettés) restaient attachés. (Sur une population globale de 60 millions d'habitants, la Russie comptaient alors 50 millions de paysans soumis pour la plupart au servage, soit dans les domaines d'Etat, soit au service de la noblesse).

² Le *truck system* était une pratique du patronat anglais qui consistait à payer les salaires, en totalité ou en partie, sous la forme de marchandises ou de jetons uniquement valables dans les magasins de l'employeur ou chez des commerçants qu'il désignait. Un manière pour les patrons de non seulement contrôler leurs ouvriers mais de réaliser des bénéfices sur la vente des produits de première nécessité. La loi supprimant cette pratique sera votée en août 1887.

³ On appelait en Irlande *middelmén* (des intermédiaires) les personnes qui affermaient une étendue de terres considérable pour la louer ensuite en petites parcelles à des sous-fermiers. Ils travaillaient pour le compte des grands propriétaires qui, pour la plupart, vivaient en Angleterre et leur intérêt était bien sûr de procéder au morcellement du sol. Leur rôle sera déterminant dans la grande famine de 1845-1847.

geoise, le parasitisme capitaliste soit aussi développé qu'en Russie, où la masse du peuple est prise dans ses filets. Et ces vampires qui sucent le sang des paysans n'auraient aucun intérêt à soutenir l'existence d'un Etat dont les lois et les tribunaux protègent leurs manipulations lucratives !

La grande bourgeoisie de Pétersbourg, de Moscou, d'Odessa, qui se développe depuis dix ans à une cadence extraordinaire, surtout grâce à la construction des chemins de fer, et qui s'est joliment ressentie de la dernière crise, tous ces exportateurs de blé, de chanvre, de lin, de suif, dont les affaires sont bâties entièrement sur la misère des paysans, toute la grande industrie russe qui n'existe qu'en vertu des douanes protectrices octroyée par le gouvernement, tous ces éléments influents de la population, qui croissent rapidement, ne sont-ils pas intéressés à ce que l'Etat russe existe ?

Sans parler de l'innombrable armée de fonctionnaires, qui submerge et détrousse la Russie et qui forme une véritable couche de la société. Et quand M. Tkatchev nous assure, après cela, que l'Etat russe « n'a pas de racines dans la vie économique du peuple, qu'il n'incarne les intérêts d'aucune couche de la société », qu'il est « suspendu en l'air », nous avons l'impression que c'est M. Tkatchev lui-même qui est « suspendu en l'air » et non l'Etat russe.

Que la condition des paysans russes soit devenue intolérable depuis l'abolition du servage, que cela ne puisse durer et que, pour cette seule raison, la révolution en Russie approche, c'est clair. Reste à savoir quel pourra être, quel sera le résultat de cette révolution ? M. Tkatchev dit que ce sera une révolution sociale. C'est de la pure tautologie. Toute révolution véritable est une révolution sociale, du moment qu'elle conduit à la domination d'une nouvelle classe et lui permet de refaire la société à son image. Mais M. Tkatchev veut dire que la révolution sera socialiste, qu'elle introduira en Russie, avant que nous n'y soyons parvenus en Occident, la forme sociale à laquelle tend le socialisme de l'Europe occidentale, et ceci à une étape où le prolétariat et la bourgeoisie ne se rencontrent encore que sporadiquement et se trouvent à un degré inférieur de développement ! Et ce serait possible, paraît-il, parce que les Russes sont, pour ainsi dire, le peuple élu du socialisme, qui possède l'artel et la propriété communautaire de la terre !

Engels aborde alors la question de la propriété communautaire paysanne.

Et il l'aborde en premier sous l'angle plus général de l'artel.

L'artel, M. Tkatchev ne la mentionne qu'en passant, mais nous allons nous y arrêter, car depuis le temps de Herzen beaucoup de Russes lui attribuent un rôle mystérieux. L'artel est une forme d'association très répandue en Russie, la forme la plus simple de coopération libre, pareille à celle des tribus de chasseurs pendant la chasse. Son nom comme sa nature sont d'origine tatare et non slave. L'un et l'autre se rencontrent aussi bien chez les Kirghiz¹, les Yakoutes², etc., que chez les Lapons, les Samoyèdes et d'autres peuples finnois. L'artel se développe donc d'abord dans le Nord et dans l'Est de la Russie, au contact des Finnois et des Tatars, et non dans le Sud-Ouest. La rigueur du climat nécessite une activité industrielle variée, qui compense autant que possible le développement insuffisant des villes et le manque de capitaux. L'un des traits distinctifs de l'artel, la caution solidaire de ses membres vis-à-vis des tiers, repose primitivement sur la parenté du sang, comme les Gewere³ des Germains, la vendetta, etc. D'ailleurs, le mot artel s'applique en Russie non seulement à toute sorte d'activité en commun, mais

¹ Les Kirghiz sont un peuple de langue turque résidant au Kirghizistan et dans les régions frontalières du Tadjikistan et de l'ouest de la Chine.

² Les Yakoutes sont un peuple de langue turque de la république de Iakoutie, au nord-est de la Sibérie.

³ Le terme appartient à l'ancien droit germanique. Il se rapportait aux relations juridiques entre la propriété et la possession, la jouissance d'un bien.

aussi à des institutions communautaires. Les artels ouvriers élisent toujours un chef (starosta, doyen), qui remplit les fonctions de trésorier, de comptable, etc., celles d'administrateur au besoin, et reçoit une rémunération spéciale. Ces artels sont constitués :

- 1° pour des entreprises temporaires, après quoi ils sont dissous ;
- 2° pour unir des personnes exerçant le même métier, par exemple les portefaix, etc. ;
- 3° pour des entreprises permanentes, industrielles à proprement parler.

Ils sont basés sur un contrat signé de tous les membres. Si ces derniers ne peuvent pas amasser eux-mêmes un capital pour l'acquisition du matériel, comme c'est souvent le cas des fromagers et des pêcheurs, l'artel tombe dans les griffes de l'usurier qui prête à gros intérêts la somme requise et empoche désormais la majeure partie du revenu du travail. Mais l'exploitation la plus odieuse est pratiquée à l'égard des artels qui s'embauchent chez un patron. Ils dirigent eux-mêmes leur activité industrielle et dispensent ainsi le capitaliste des frais de surveillance. Il leur loue des masures en guise de logement et les nourrit à crédit, ce qui engendre de nouveau, de la manière la plus infâme, le système de paiement en marchandises. C'est le cas des bucherons et des goudronniers du gouvernement d'Arkhangelsk, de nombreux corps de métiers en Sibérie et ailleurs (cf. Flerovski: *La situation de la classe ouvrière en Russie, Saint-Pétersbourg 1869*¹). L'artel est donc ici un moyen qui facilite au capitaliste l'exploitation des salariés. D'autre part, il existe des artels qui embauchent eux-mêmes des ouvriers qui ne sont pas membres de l'association.

Ainsi, l'artel est une forme de coopération primitive, donc pas très évoluée, qui ne représente rien d'exclusivement russe ni slave. Ces associations se constituent partout où le besoin s'en fait sentir : en Suisse dans la laiterie, en Angleterre dans la pêche, où elles sont même très variées. Les terrassiers silésiens (bel et bien allemands et non polonais) qui ont construit tant de chemins de fer allemands dans les années quarante, étaient groupés en véritables artels. La prépondérance de cette forme en Russie atteste, évidemment, une forte tendance du peuple russe à s'associer, mais ne prouve nullement son aptitude à passer directement de l'artel au régime socialiste. Pour une telle transition il faudrait avant tout que l'artel soit lui-même capable de se développer, de rejeter sa forme primitive, sous laquelle, nous l'avons vu, il sert davantage le capitaliste que les ouvriers, et qu'il s'élève pour le moins jusqu'au niveau des associations coopératives de l'Europe occidentale. Mais si l'on en croit pour cette fois M. Tkatchev (chose néanmoins plus que risquée, après tout ce qui a précédé), ce n'est nullement le cas. Au contraire, il nous assure avec l'orgueil qui caractérise son point de vue : « Quant aux associations coopératives et de crédit du type allemand (!), que l'on implante artificiellement en Russie depuis quelque temps, la plupart de nos ouvriers les accueillent avec une parfaite indifférence et elles ont subi presque partout un échec total. » L'association coopérative moderne a prouvé du moins son aptitude à gérer elle-même avec profit de vastes entreprises industrielles (filatures et tissages du Lancastre). Tandis que l'artel n'en a pas été capable jusqu'ici; bien plus, s'il ne continue pas à se développer, il succombera inévitablement au choc avec la grande industrie.

¹ N. Flerovski était le patronyme littéraire de Vasily Vasilevich Bervi. C'est la réception de son ouvrage qui conduira Marx à se mettre à l'étude du russe. (Cf. sa lettre du 21 janvier 1871 à Sigfrid Meyer. C11, p. 140). Dans sa lettre du 24 mars 1870 au Conseil général de l'AIT, Marx déclarait : « Il y a quelques mois, il m'a été envoyé de Pétersbourg l'ouvrage de Flerovski *La condition de la classe ouvrière en Russie*. C'est une véritable révélation pour l'Europe. L'optimisme russe, répandu sur le continent, même par les prétendus révolutionnaires, est impitoyablement démasqué dans cet ouvrage. Son mérite n'en souffrira point si je dis qu'en certains endroits, il ne satisfait pas aux exigences de la critique, du point de vue purement théorique. C'est l'ouvrage d'un observateur sérieux, d'un travailleur intrépide, d'un critique impartial, d'un puissant artiste et avant tout d'un homme révolté contre l'oppression sous toutes ses formes, qui ne souffrent pas les hymnes nationaux quels qu'ils soient, et partageant passionnément toutes les souffrances et toutes les aspirations de la classe productrice. ». (C10, pp. 327-328)

Puis il en vient plus précisément à la structure de l'*obchtchina* paysanne.

La propriété communautaire des paysans russes fut découverte en 1845 par le conseiller du gouvernement prussien Haxthausen, qui la préconisa dans le monde entier comme une merveille, alors qu'il aurait pu en trouver quantité de survivances dans sa patrie west-phalienne et qu'en tant que fonctionnaire du gouvernement il aurait même été tenu de les connaître à fond. C'est de Haxthausen que Herzen, lui-même propriétaire foncier russe, apprit que ses paysans possédaient la terre en commun, et il en profita pour présenter les paysans russes comme de véritables porteurs du socialisme, des communistes innés, à l'opposé des travailleurs de l'Occident européen caduc et pourri, qui devaient se faire violence pour accéder au socialisme. De Herzen, ces informations parvinrent à Bakounine, de celui-ci à M. Tkatchev. Ecoutons-le.

« Notre peuple...dans sa grande majorité...est pénétré des principes de la propriété communautaire; il est, si l'on peut dire, communiste d'instinct, par tradition. L'idée de la propriété collective est si profondément ancrée dans sa vision du monde (nous verrons tout à l'heure l'étendue du monde du paysan russe¹) que depuis que le gouvernement commence à comprendre que cette idée est incompatible avec les principes d'une société « bien organisée » et s'efforce, au nom de ces principes, d'intégrer à la conscience et à la vie du peuple l'idée de la propriété privée, il ne peut y réussir qu'à l'aide de la baïonnette et du knout. D'où il ressort que notre peuple, en dépit de son ignorance, est beaucoup plus près du socialisme que les peuples de l'Europe occidentale, pourtant plus instruits. ».

En fait, la propriété communautaire de la terre est une institution qui se retrouve à un degré de développement inférieur chez tous les peuples indo-européens, depuis l'Inde jusqu'à l'Irlande, et même chez les Malais qui subissent l'influence indienne, à Java, par exemple. En 1608, la propriété communautaire de la terre dans l'Irlande nouvellement conquise servit de prétexte aux Anglais pour déclarer la terre jacente et la confisquer au profit de la couronne. Plusieurs formes de propriété communautaire subsistent dans l'Inde jusqu'à ce jour. En Allemagne, c'était général; les terres communautaires qui se rencontrent encore çà et là, en sont les restes; souvent, dans les montagnes surtout, on en observe des traces nettes : redistributions périodiques des terres communautaires, etc. Des indications et des détails plus précis en ce qui concerne la propriété communautaire chez les Germains, figurent dans les ouvrages de Maurer², classiques en cette matière.

En Europe occidentale, y compris la Pologne et la Petite Russie, cette propriété communautaire était devenue, à un certain degré de développement social, une entrave, un frein à la production agricole et fut peu à peu éliminée. En Grande Russie (Russie proprement dite), au contraire, elle s'est conservée, prouvant ainsi que la produc-

¹ Cette parenthèse est ajoutée par Engels.

² Engels fait ici référence aux ouvrages de l'historien Georg Ludwig von Maurer (1790-1872) qui était un spécialiste des systèmes agraires, urbains et étatiques de l'Allemagne médiévale. Il insistait dans ses études sur l'instinct collectif inné chez les premiers peuples germaniques qui, lorsqu'ils prenaient possession d'une terre, les incitait à ne pas s'installer dans des fermes individuelles mais dans des villages. Selon lui, le point de départ de l'histoire du peuple allemand résidait dans un ordre social où prédominaient la propriété collective et le travail collectif de la terre. Les fonctions administratives des affaires publiques étaient exercées par des structures communales fondées sur le principe de l'égalité. Marx a été un lecteur assidu de Maurer. Cf. sa lettre à Engels du 14 mars 1868 : « Au Museum, j'ai bûché entre autres les derniers ouvrages du vieux Maurer. (...) Il démontre, avec force détails, que la propriété privée du sol n'est apparue que tardivement, etc. (...) Il est intéressant de noter que le mode russe de repartage des terres au bout d'un certain délai (...) se soit partiellement maintenu en Allemagne jusqu'au XVIIIe siècle et même jusqu'au XIXe siècle. Voilà une nouvelle preuve à l'appui de l'idée que j'ai émise (...) que partout les formes de propriété asiatiques ou indiennes ont marqué les origines en Europe. Quant aux Russes, ils voient disparaître la dernière trace d'une prétention à l'originalité, même dans ce domaine. Ce qui leur reste, c'est d'être de nos jours encore prisonniers de formes que leurs voisins ont dépouillées de longue date. » (C9, p. 182)

tion agricole et les rapports sociaux correspondants y sont encore très peu développés, comme c'est en effet le cas.

Le paysan russe est confiné dans sa communauté, le reste du monde n'existe pour lui que dans la mesure où il s'immisce dans les affaires de la communauté en question. C'est si vrai qu'en russe le mot « mir » désigne à la fois le monde et la communauté paysanne. « Vess mir », le monde entier, signifie, en langage paysan, l'assemblée des membres de la communauté. Par conséquent, lorsque M. Tkatchev parle de « vision du monde » du paysan russe, il a évidemment mal traduit le mot « mir ». Cet isolement complet des communautés, qui crée dans le pays des intérêts identiques mais nullement communs, est la base naturelle du despotisme oriental¹; de l'Inde à la Russie, partout où dominait cette forme sociale, elle l'engendrait et trouvait toujours en lui son complément. Non seulement l'Etat russe en général, mais sa forme spécifique, le despotisme tsariste, loin d'être suspendu en l'air, sont le produit nécessaire et logique des conditions sociales russes, avec lesquelles, au dire de M. Tkatchev, « ils n'ont rien de commun » !

Le développement de la Russie dans le sens bourgeois supprimerait petit à petit la propriété communautaire, sans aucune intervention des « baïonnettes et du knout » du gouvernement russe. D'autant plus que les paysans russes ne travaillent pas la terre en commun pour n'en partager que les produits, comme cela se fait encore dans certaines régions de l'Inde. En Russie, au contraire, la terre est périodiquement redistribuée entre les chefs de famille, et chacun cultive son lot. Cela peut donner lieu à une grande inégalité de bien-être au sein de la communauté, et c'est ce qui arrive. Presque toute communauté a parmi ses membres plusieurs paysans riches, parfois millionnaires, qui pratiquent l'usure et vivent aux dépens de la masse paysanne. Personne ne le sait mieux que M. Tkatchev. Tout en persuadant les ouvriers allemands que seuls le knout et la baïonnette peuvent contraindre le paysan russe, communiste d'instinct, par tradition, à renoncer à « l'idée de la propriété communautaire », il raconte dans sa brochure russe, à la page 15 : « Dans la paysannerie s'élabore une classe d'usuriers (koulaks), d'acquéreurs et de fermiers de terres paysannes et seigneuriales : une aristocratie paysanne. » Il s'agit précisément des vampires que nous avons mentionnés ci-dessus.

C'est encore le rachat des corvées qui a porté le coup le plus sensible à la propriété communautaire. Le hobereau a obtenu la plus grande et la meilleure partie des terres; on n'a laissé au paysan que de quoi se nourrir, souvent moins. Les forêts ont été données aux hobereaux; le bois de chauffage, de menuiserie et de construction que le paysan pouvait prendre jadis gratuitement lui est désormais vendu. Le paysan n'a donc plus que sa maison et un lopin de terre nue, sans les moyens de le travailler; cette terre ne suffit généralement pas à faire subsister la famille d'une moisson à l'autre. Dans ces conditions et sous la pression des impôts et des usuriers, la propriété communautaire n'est plus un bienfait, c'est une chaîne. Les paysans s'enfuient souvent de la communauté, avec ou sans leur famille, ils abandonnent la terre pour chercher à gagner leur vie comme ouvriers saisonniers.

Engels anticipe ici que l'argumentation que développera Marx dans sa lettre à Véra Zassoulitch de mars 1881.

Il est donc clair que la propriété communautaire en Russie a dépassé de longue date la période de son épanouissement et qu'elle s'achemine selon toute apparence vers sa décomposition. On ne peut nier toutefois qu'il soit possible de changer cette forme sociale en une forme supérieure, si seulement elle se maintient jusqu'à ce

¹ Une catégorie ancienne que l'on trouve dans les articles de Marx et d'Engels parus en juin/août 1853 dans le *New York Daily Tribune* sur la situation en Inde. (Cf. notre fascicule 24 sur la révolte des Ci-payes)

que les circonstances propices à cette transformation aient mûri et si elle se révèle capable de se développer de façon à ce que les paysans travaillent la terre en commun et cette transition vers une forme supérieure devra, du reste, s'effectuer sans que les paysans russes passent par le degré intermédiaire de la propriété parcellaire bourgeoise. Cela ne pourra se produire que dans le cas où s'accomplira en Europe occidentale, avant la désintégration définitive de la propriété communautaire, une révolution prolétarienne victorieuse qui offrira au paysan russe les conditions nécessaires à cette transition, notamment les ressources matérielles dont il aura besoin pour opérer le bouleversement imposé de ce fait dans tout son système d'agriculture. M. Tkatchev a dit, par conséquent, une pure absurdité en affirmant que les paysans russes, bien que « propriétaires », « sont plus près du communisme » que les ouvriers de l'Europe occidentale, qui n'ont pas de propriété. C'est juste le contraire. S'il y a quelque chose qui puisse encore sauver la propriété communautaire russe et lui permettre de se changer en une forme nouvelle, bien vivace, c'est une révolution prolétarienne en Europe occidentale.

M. Tkatchev règle son compte à la révolution politique aussi aisément qu'à la révolution économique. Le peuple russe, dit-il, « proteste sans cesse » contre l'esclavage sous forme de « sectes religieuses...de refus de payer les contributions...de bandes de brigands (les ouvriers allemands peuvent se féliciter que Schinderhannes¹ soit le père de la social-démocratie allemande)...d'incendies prémédités...de révoltes... c'est pourquoi le peuple russe peut être qualifié de révolutionnaire instinctif ». M. Tkatchev en conclut qu'il « suffit d'éveiller simultanément en plusieurs endroits les rancunes et les mécontentements amassés...qui bouillonnent toujours dans le cœur de notre peuple ». Alors « l'union des forces révolutionnaires se fera d'elle-même, et la lutte...devra se terminer à l'avantage de la cause du peuple ». La nécessité pratique, l'instinct de la conservation « créeront spontanément l'alliance indissoluble des communautés insurgées ».

On ne saurait imaginer une révolution plus facile et plus agréable. Il n'y a qu'à provoquer en trois ou quatre endroits des soulèvements pour que le « révolutionnaire d'instinct », la « nécessité pratique », l'« instinct de la conservation » fassent « d'eux-mêmes » le reste. C'est inconcevable qu'en présence de facilités si prodigieuses la révolution n'ait pas éclaté depuis longtemps, libérant le peuple et faisant de la Russie un pays socialiste modèle.

En réalité, il en va tout autrement. Le peuple russe, ce « révolutionnaire d'instinct », a bien à son actif d'innombrables jacqueries locales contre la noblesse et contre certains fonctionnaires, mais il ne s'est jamais soulevé contre le tsar, à moins d'avoir eu à sa tête un faux tsar prétendant au trône². La dernière grande révolte de paysans sous Catherine II ne fut possible que parce qu'Emelian Pougatchev³ se faisait passer pour Pierre III, le mari de Catherine, qu'elle n'aurait pas assassiné mais seulement détrôné et jeté dans une prison, d'où il se serait évadé. Le tsar, au contraire, apparaît au paysan comme un dieu terrestre : Dieu est trop haut, le tsar est trop loin, s'écrie-t-il au désespoir. Que la masse de la population paysanne, surtout depuis le rachat des corvées, se trouve dans une situation qui la pousse de plus en plus à combattre le gouvernement et le tsar, c'est indéniable; quant aux fables du « révolutionnaire d'instinct », M. Tkatchev est prié de les réciter à d'autres.

¹ Schinderhannes était le surnom du brigand allemand Johann Bückler (1778-1803), coupable depuis son adolescence de nombreux vols et cambriolages. La légende fera de lui une sorte de Robin des Bois de Rhénanie. Il sera guillotiné à Mayence en novembre 1803. Apollinaire lui dédiera un poème dans son recueil *Alcools*.

² Après la mort, en avril 1605, du tsar Boris Godounov, le pouvoir avait été usurpé par un aventurier, Gregori Otrepiev, connu comme le « faux Dimitri » qui régnera un an sous la tutelle des Polonais. Les troubles aboutiront à la mise en place de la dynastie de Romanov.

³ Emelian Pougatchev avait mené en 1773 une insurrection cosaque durant le règne de Catherine II. Après la défaite de la jacquerie paysanne dont il avait pris la tête, il avait été décapité et écartelé en septembre 1774.

Et puis, si même la masse des paysans russes était on ne peut plus révolutionnaire d'instinct; si même l'on supposait que la révolution puisse se faire sur commande, comme une pièce d'indienne imprimée ou un samovar, je vous demande s'il convient à un homme ayant dépassé l'âge de douze ans d'avoir une idée aussi puérile de la marche d'une révolution ? Et dire que c'est écrit après l'effondrement brillant de la première révolution préparée d'après ce modèle bakouniniste : celle de 1873 en Espagne¹. Là aussi l'insurrection avait commencé en plusieurs endroits simultanément. Là aussi l'on espérait que la nécessité pratique et l'instinct de conservation établiraient une alliance indissoluble des communautés insurgées. Mais qu'en est-il advenu ? Chaque communauté, chaque ville ne faisait que se défendre elle-même, il n'était pas question d'assistance mutuelle; et Pavia qui n'avait que 3.000 soldats, mata en l'espace de deux semaines une ville après l'autre et mit fin à cette grandeur anarchiste (voir mon article « Les bakounistes à l'œuvre », où ces faits sont décrits en détail²).

La Russie est, sans nul doute, à la veille d'une révolution. Ses finances menacent ruine. La presse à tirer des impôts refuse de servir, les intérêts des anciennes dettes de l'Etat sont payés au moyen de nouveaux emprunts qui se heurtent à des difficultés croissantes; c'est seulement sous le prétexte de construire des chemins de fer que l'on arrive encore à se procurer de l'argent. L'administration est corrompue depuis longtemps jusqu'à la moelle; les fonctionnaires vivent de rapines, de concussion et d'extorsions plus que de leurs appointements. La production agricole, la plus importante en Russie, est complètement désordonnée par le rachat de 1861³; les grandes propriétés manquent de main-d'œuvre, les paysans manquent de terres, ils sont accablés d'impôts, dépouillés par les usuriers; la production agricole diminue d'année en année. Le tout est maintenu à grand-peine et seulement de l'extérieur, au moyen d'un despotisme asiatique, d'un arbitraire dont nous autres, en Occident, ne pouvons nous faire la moindre idée. Non seulement ce despotisme entre en contradiction toujours plus flagrante avec les idées des classes instruites, surtout avec celles de la bourgeoisie croissante de la capitale, mais il s'est mis, en la personne de son porteur, à patauger : il fait aujourd'hui des concessions au libéralisme pour les reprendre le lendemain sous l'emprise de la peur, ce qui le discrédite de plus en plus. Parmi les couches les plus éclairées de la nation, concentrées dans la capitale, s'affirme le sentiment que la situation est intolérable, qu'un bouleversement est proche, mais en même temps naît l'illusion que ce bouleversement pourrait être maintenu dans une voie paisible, constitutionnelle. Toutes les conditions d'une révolution sont là; cette révolution sera amorcée par les hautes classes de la capitale⁴, peut-être même par le gouvernement, mais les paysans la développent et lui feront dépasser rapidement la phase constitutionnelle; cette révolution sera d'une immense portée

¹ Engels fait référence au soulèvement lancé en juillet 1873 en Andalousie et à Valence par les bakounistes espagnols. Le mouvement avait sapé la position du gouvernement républicain de gauche de Francisco Pi y Margall entré en fonction en 1873 à la suite de la déclaration de la première république espagnole le 11 février 1873. Dans le contexte d'une Espagne devenue fédérale, les bakounistes (et leurs alliés fédéralistes, dits les *intransigeants*) s'étaient emparés, le 20 juin 1873, de l'Hôtel de ville de Barcelone et y avaient installé un Comité de salut public, mais les masses populaires n'avaient pas suivi. Le mouvement avait été mieux soutenu en Andalousie, à Séville et à Grenade, mais il avait là aussi abouti à un échec. L'ordre avait été rétabli par le général Manuel Pavia qui avait repris Séville dès juillet 1873 et ainsi mis un terme au mouvement cantonaliste contre l'Etat central. Le fief des bakounistes à Alcoy, en Alicante, avait été vaincu par le général Arsenio Martinez en août. C'était ainsi la fin de la première république espagnole. (F.G. Bruguera, *Histoire contemporaine d'Espagne 1789-1950*, Éditions Ophrys, Paris 1955, pp. 276-286)

² Engels fait ici référence à ses quatre articles parus les 31 octobre, 2 et 5 novembre 1873 dans le *Volksstaat* sous le titre « Les bakounistes au travail. Note sur la révolte espagnole de l'été 1873 ». Il porte son attention dans ces articles sur le rôle des bakounistes dans les révoltes cantonales organisées dans le sud et le sud-est de l'Espagne de juillet à septembre 1873. (MECW, vol. 23, pp. 581-598) (En français, aux pages 139-161 du volume *Marx, Engels, Lénine, Sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme*, Éditions du Progrès, Moscou 1977).

³ A savoir l'abolition du serfage par le tsar Alexandre II en mars 1861 au prix du rachat, par les serfs, des terres qu'ils cultivaient.

⁴ Observons qu'Engels ne désigne par la grande bourgeoisie comme telle.

pour l'Europe tout entière, ne serait-ce que du fait qu'elle détruira d'un seul coup la dernière réserve intacte de la réaction européenne. Cette révolution approche certainement. Il n'y aurait que deux événements susceptibles de l'ajourner: une guerre heureuse contre la Turquie ou l'Autriche, qui nécessiterait de l'argent et des alliés sûrs ou bien...une tentative prématurée d'insurrection, qui rejetterait les classes possédantes dans les bras du gouvernement.

*

Nous ajoutons pour clore ce dossier les deux articles suivants : d'abord la note préliminaire rédigée en mai 1875 par Engels en introduction de sa brochure intitulée « Problèmes sociaux en Russie » (*Sozialen aus Rußland*), ensuite sa postface de 1894.

*

Fr. Engels, Note préliminaire à la brochure « Problèmes sociaux en Russie¹ »

Le texte suivant a été écrit à l'occasion d'une polémique à laquelle je fus mêlé par un certain Pierre Nikitich Tkatchev. Dans un article sur la revue russe *Vpered* [« En Avant ! »] publiée à Londres, j'avais été amené à citer le nom de ce monsieur d'une manière tout à fait incidente, mais qui me valut sa noble et précieuse inimitié (cf. *Volksstaat*, n^{os} 117 et 118). M. Tkatchev publia aussitôt une *Lettre ouverte à M. Frédéric Engels* (Zurich, 1874) dans laquelle il m'imputait toutes sortes d'insanités et opposait à mon ignorance crasse ses propres idées sur l'état de choses et les perspectives d'une révolution sociale en Russie.

La forme et le contenu de ces élucubrations portent la marque bien connue du bakounisme. Comme elle a paru en allemand, j'ai pensé qu'elle méritait une réponse dans le *Volksstaat* (Cf. 1875, n^o 36 et suiv., « Littérature des Réfugiés »). Dans la première partie de ma réponse, je décrivais pour l'essentiel la manière bakouniste de mener le combat littéraire, qui consiste tout bonnement à mettre au compte de l'adversaire une suite de mensonges purs et simples. Sa publication dans le *Volksstaat* a répondu en suffisance à cette partie de caractère plutôt personnel. Je la laisse donc de côté pour ne retenir que la seconde partie de cette brochure tirée à part à la demande de l'éditeur, car elle traite surtout de la situation sociale en Russie depuis 1861, date de la prétendue émancipation des paysans.

L'évolution sociale de la Russie a une importance extrême pour la classe ouvrière d'Allemagne. Comme les années révolutionnaires de 1848 et 1849 l'ont démontré avec force, l'actuel Empire russe forme le dernier rempart de toute la réaction en Europe occidentale. L'Allemagne ayant manqué en 1848 de susciter une insurrection en Pologne et de déclarer la guerre au tsar (comme *la Nouvelle Gazette rhénane* l'avait réclamé d'emblée) ce même tsar² put écraser en 1849 la révolution hongroise dressée déjà aux portes de Vienne, puis s'ériger en 1850 à Varsovie en juge et arbitre de l'Autriche, de la Prusse et des petits États allemands et enfin rétablir l'ancienne Diète fédérale. Il y a peu de jours encore - début mai 1875 - le tsar³ a reçu à Berlin, tout comme il y a 25 ans¹, le serment d'allié-

¹ Nous citons à partir de la traduction de Roger Dangeville aux pages 240-244 de son volume « *Karl Max et Friedrich Engels, La Russie* » en ligne sur le site de Jean-Marie Tremblay « Les classiques des sciences sociales » à l'adresse <http://classiques.uqac.ca>. Le texte allemand se trouve aux pages 584-586 de MEW, Band 18.

² Nicolas Ier

³ Alexandre II

geance de ses vassaux, démontrant qu'il est aujourd'hui encore l'arbitre de l'Europe.

Aucune révolution ne pourra triompher définitivement en Europe occidentale, tant que subsistera à côté d'elle l'actuel État russe. Or l'Allemagne est son voisin le plus immédiat, et c'est elle qui aura à supporter le premier choc des armées russes de la réaction. C'est pourquoi, la chute de l'État tsariste, la dislocation de l'Empire russe est l'une des conditions premières de la victoire finale du prolétariat allemand.

Toutefois, cette chute ne doit pas nécessairement être provoquée de l'extérieur, bien qu'une guerre étrangère puisse l'accélérer considérablement. En effet, il existe, au sein même de l'Empire russe, des éléments qui travaillent énergiquement à sa ruine.

Au premier rang, se trouvent les *Polonais*. L'oppression séculaire les a mis dans une situation où, à moins de périr, ils deviennent révolutionnaires et soutiennent tout soulèvement véritablement révolutionnaire en Occident en tant que premier pas vers l'affranchissement de la Pologne. Or en ce moment précis, ils se trouvent dans une situation où c'est uniquement dans le camp du prolétariat qu'ils peuvent trouver leurs alliés en Europe occidentale. Depuis un siècle, tous les partis bourgeois de l'Occident les ont trahis à tour de rôle. En Allemagne, c'est seulement depuis 1848 qu'il existe à proprement parler une bourgeoisie; or, depuis ses origines, elle a été constamment hostile à la Pologne.

En France, Napoléon trahit la Pologne en 1812 et, par suite, perdit la guerre, la couronne et l'Empire. La monarchie bourgeoise suivit son exemple en 1830 et en 1846, tout comme la République bourgeoise en 1848, et le Second Empire au cours de la guerre de Crimée et en 1863. Les uns et les autres trahirent la Pologne de façon indigne. Aujourd'hui encore, les républicains radicaux bourgeois de France rampent devant le tsar pour lui soutirer, en échange d'une trahison nouvelle de la Pologne, une alliance revancharde contre la Prusse, tandis qu'au même moment les bourgeois de l'Empire allemand portent ce même tsar aux nues, comme le garant de la paix européenne, c'est-à-dire des annexions germano prussiennes.

Les Polonais ne peuvent trouver que chez le prolétariat révolutionnaire un appui loyal et sans réserve, parce que tous deux ont un intérêt égal à la chute de l'ennemi commun, et que l'affranchissement de la Pologne va de pair avec cette chute.

Cependant, l'action des Polonais est circonscrite dans les limites géographiques bien déterminées; en fait, elle se confine à la Pologne, la Lituanie et la Petite Russie. Le cœur de l'Empire russe - la Grande Russie - demeure pratiquement en dehors de leur champ d'action. Les quarante millions de Grands Russes forment un peuple trop considérable et leur évolution a été trop particulière pour qu'un mouvement puisse lui être imposé à partir de l'extérieur. Mais ce n'est même pas nécessaire.

Depuis des siècles, la masse du peuple russe - les paysans - végète misérablement de génération en génération dans un marasme qui est en quelque sorte en dehors de l'histoire. Les seuls changements qui aient rompu cette grisaille ont été les soulèvements sporadiques et infructueux suivis de nouvelles oppressions par la noblesse et le gouvernement.

En 1861, le gouvernement russe a mis lui-même un terme à cette absence d'histoire par l'abolition du servage qu'il n'était plus possible de différer plus longtemps, ainsi que par le rachat des corvées - mesure appliquée de manière si « astucieuse » qu'elle mène à une ruine certaine la majorité des paysans aussi bien que des nobles. Ainsi donc, les paysans russes se trouvent actuellement placés dans une situation qui les pousse au mouvement, celui-ci n'en est qu'à ses tout premiers débuts et doit s'accélérer irrésistiblement du fait

¹ Engels fait ici allusion à la conférence d'Olmütz, le 29 novembre 1850 entre la Prusse, l'Autriche et la Russie. Par ce traité, la Prusse acceptait le retour à la *Confédération germanique* sous commandement autrichien. Il mettait fin au processus d'unification allemande entrepris par la Prusse.

de l'aggravation constante de la situation économique des masses rurales. Le mécontentement qui gronde chez les paysans, est d'ores et déjà un fait dont le gouvernement ainsi que les mécontents et partis de l'opposition doivent tenir compte.

Il en résulte qu'à chaque fois que dans la suite du texte il est question de la Russie, il faut entendre par là, non pas l'Empire russe dans son ensemble, mais exclusivement la Grande Russie, c'est-à-dire le territoire limité à l'ouest par les provinces de Pskov et de Smolensk, et tout au Sud par Koursk et Voronej.

*

Fr. Engels, Postface de 1894 aux « Problèmes sociaux de la Russie¹ »

Der Volksstaat, Berlin, 1894.

Avant tout une rectification : M. P. Tkatchev n'était pas à proprement parler un bakouniniste, c'est-à-dire un anarchiste; il était et se prétendait blanquiste². Mon erreur s'explique du fait que, selon la coutume des cercles de réfugiés russes d'alors, il se solidarisait avec l'émigration russe tout entière face à l'Occident et dans sa brochure, il défendait aussi Bakounine et consorts contre mes attaques, comme si elles l'avaient touché personnellement.

En substance, les idées sur la commune agraire communiste de Russie qu'il m'opposait, étaient celles-là même de Herzen. Cet homme de lettres panslaviste, posant au révolutionnaire, avait appris dans les *Études sur la Russie* de Haxthausen que les serfs travaillant dans ses domaines ignoraient la propriété privée de la terre et procédaient périodiquement à la redistribution de leurs terres arables et de leurs pâturages : en fin littérateur qu'il était, il pouvait se dispenser d'apprendre ce qui fut bientôt après de notoriété universelle, à savoir que la communauté du sol avait prédominé aux temps primitifs chez les Indiens, les Celtes et les Germains, bref chez tous les peuples indo-européens, qu'elle existait encore en Inde, qu'en Irlande et en Écosse elle avait été éliminée de nos jours seulement par la force, et qu'en Allemagne même elle subsiste aujourd'hui encore çà et là, mais se trouve en voie de disparition. En somme, cette forme de propriété est commune à tous les peuples à un stade déterminé de leur développement. Mais, panslaviste de fait et socialiste seulement de nom, Herzen trouvait là un nouveau prétexte pour opposer sa « sainte » Russie à l'Occident pourri et décadent, et pour entourer d'une auréole encore plus lumineuse sa mission de rajeunissement et de régénération - au besoin par la force des armes - de l'Europe. Ce que, malgré leurs efforts, les Français et Anglais dégénérés n'ont pu réussir à mettre en œuvre, les Russes, eux, le possèdent tout près à demeure :

« Maintenir la commune agraire, restaurer les libertés personnelles, étendre l'autogestion des villages aux cités et à l'État tout entier, tout en conservant l'intégrité et l'unité de la nation - voilà en synthèse, tout le problème de l'avenir en Russie, le problème de l'antinomie sociale dont la solution préoccupe et émeut tous les esprits de l'Occident » (Herzen, lettres à Linton³).

¹ Nous citons à partir de la traduction de Roger Dangeville aux pages 267-280 de son volume « *Karl Max et Friedrich Engels, La Russie* » en ligne sur le site de Jean-Marie Tremblay « Les classiques des sciences sociales » à l'adresse <http://classiques.uqac.ca>. Le texte allemand se trouve aux pages 663-674 de MEW, Band 18.

² La différence est, à vrai dire, fondamentale s'agissant, pour les blanquistes, du rôle de l'État dans le processus révolutionnaire, du moins à ses débuts.

³ Engels cite ici un extrait de l'opuscule publié (en français) en 1854 par Alexandre Herzen sous le titre *La Russie et le vieux monde, Lettres au rédacteur de « The English Republic »* dans l'hebdomadaire « L'homme, journal de la Démocratie universelle », dirigé à Saint-Héliér, de 1853 à 1856 (puis à Lon-

En d'autres termes : il peut y avoir un problème politique en Russie, mais le « problème social » y est déjà résolu.

Suivant les traces de Herzen, Tkatchev réglait la question russe avec la même facilité. Bien qu'en 1875 il ne pouvait plus soutenir que le « problème social » est déjà résolu en Russie, il estimait que les paysans russes, ces communistes nés, étaient infiniment plus proches du socialisme et de plus se trouvaient dans une situation bien plus favorable que les pauvres prolétaires occidentaux, abandonnés de Dieu. Si, en raison d'un siècle d'activité révolutionnaire, les républicains français se considèrent comme le peuple politiquement élu, de nombreux socialistes russes de l'époque proclamaient les Russes le peuple socialement élu et attendaient la régénération du vieux monde économique non pas des luttes du prolétariat occidental, mais des profondeurs secrètes de l'âme paysanne russe ! J'avais alors fait de cette conception puérile la cible de mes attaques.

Or, à présent, la commune agraire russe a trouvé la reconnaissance et la considération de personnes bien supérieures à Herzen et à Tkatchev, parmi lesquelles Nicolas Tchernychevski, ce grand penseur qui a tant fait pour la Russie et dont le lent assassinat au cours de l'interminable exil parmi les Yakoutes de Sibérie, pèsera pour toujours comme une marque infâme sur la mémoire d'Alexandre II, le « libérateur ». En raison du blocus des frontières intellectuelles imposées à la Russie, Tchernychevski n'aura jamais connu les œuvres de Marx et, quand apparut le *Capital*, il se trouvait déjà depuis longtemps parmi les Yakoutes du Viliouisk¹ central. Toute sa formation intellectuelle dut donc se faire dans l'ambiance créée par ce blocus intellectuel : ce que la censure russe ne laisse pas passer n'existe guère ou pas du tout pour la Russie. Si dans ces conditions on rencontre quelques faiblesses, un certain manque de perspective chez Tchernychevski, on ne peut que s'étonner qu'il n'en ait pas davantage.

C'est ainsi que Tchernychevski vit dans la commune agraire un moyen de sortir de la forme sociale dominante pour rejoindre un stade de développement supérieur aussi bien à la commune russe qu'à la société capitaliste occidentale avec ses antagonismes de classes. Que la Russie possédât ce moyen, dont l'Occident manque au contraire, lui sembla un avantage.

« En Europe occidentale, l'introduction d'un ordre social meilleur est rendue difficile par l'extension illimitée des droits de la personne privée... Il n'est facile à personne de renoncer à la moindre parcelle de ce dont on est habitué de jouir; et, en Europe occidentale, l'individu est déjà habitué à des droits privés illimités. Seules l'expérience amère et une longue réflexion enseignent l'avantage et le caractère inévitable de concessions mutuelles : à présent, en Occident, un ordre économique meilleur est lié à des sacrifices et trouvera donc des difficultés à se réaliser. Il heurte les habitudes des paysans anglais et français. » Mais : « Ce qui là-bas semble utopie est ici réalité [...] Ces habitudes dont l'instauration dans la vie du peuple semble infiniment pénible aux Anglais et aux Français, existent comme données de fait de la vie populaire en Russie [...] L'ordre des choses vers lequel, par une voie longue et difficile, l'Occident s'achemine, existe déjà chez nous dans les vigoureuses coutumes populaires de la vie paysanne [...] Nous constatons quelles tristes conséquences a produit en Europe occidentale la disparition

dres), par Charles Ribeyrolles. L'ouvrage est composé de trois lettres (datées des 02.01, 17.02 et 20.02. 1854) à l'adresse de William James Linton, graveur, poète et publiciste chartiste, qui avait fondé à Londres la revue *The English Republic* dans laquelle il a reproduit la version anglaise du texte de Herzen. Le document est accessible (en français) sur le site russe <http://gertsen.lit-info.ru>. La citation d'Engels appartient à la troisième lettre.

¹ Précisément Viliouïsk, une ville de Iakoutie dans le nord est de la Sibérie, une des régions les plus froides de Russie où se pratiquaient les exils politiques.

de la propriété commune du sol, et combien il est difficile à ses peuples de rétablir ce qui a été perdu. L'exemple de l'Occident ne doit pas être perdu pour nous » (Tchernychevski, *Nachi rasnoglasiya*, Genève, 1885).

À propos des cosaques de l'Oural qui pratiquaient encore la culture en commun du sol et la répartition subséquente, par famille, du produit des champs, il écrit :

« Si ce peuple résiste avec ses institutions jusqu'au moment où la céréaliculture sera mécanisée, nous pourrions saluer avec joie le maintien chez lui d'une organisation de la propriété permettant l'emploi de machines et impliquant des unités économiques de grande extension, de centaines et de centaines de déciatines. » (ibid., p. 131).

Il convient de ne pas oublier cependant que les Ouraliens avec leur culture en commun de la terre - qui s'est maintenue aussi pour des motifs d'ordre militaire : n'avons-nous pas, nous, le communisme de caserne ? - se trouvent tout à fait isolés en Russie, à peu près comme chez nous les biens communaux à redistribution périodique - les *Gehöferschaften* de la Moselle¹. Or, s'ils maintiennent leurs institutions actuelles jusqu'à ce qu'ils soient mûrs pour l'introduction de machines, l'avantage n'en sera pas, en attendant, pour eux, mais pour le fisc militaire russe, dont ils sont les esclaves.

Quoi qu'il en soit, le fait demeure : au moment même où, en Europe occidentale, le capitalisme est en crise et où les antagonismes inséparables de son développement le menacent de ruine, la moitié de la terre cultivée en Russie constitue une forme de propriété collective des communes paysannes. Or donc, si en Occident la solution des antagonismes sociaux se trouve dans la réorganisation de la société grâce à la transformation en propriété collective de tous les moyens de production existants, donc aussi du sol, quel rapport y a-t-il entre la propriété commune qui existe déjà - ou mieux : qui existe encore - en Russie, et la propriété commune de l'Occident qui reste encore à créer ? La première ne peut-elle servir de point de départ à une action à l'échelle nationale, qui, passant d'un bond par-dessus l'entière phase capitaliste, mène d'emblée le paysan russe à la propriété collective socialiste moderne de tous les moyens de production, en l'enrichissant de toutes les conquêtes techniques de l'époque capitaliste ? Ou, pour employer les termes par lesquels Marx résume les conceptions de Tchernychevski dans une lettre que je citerai plus loin :

« La Russie doit-elle commencer par détruire, comme le veulent les économistes libéraux, la commune rurale pour passer au régime capitaliste, ou lui est-il possible, au contraire, sans éprouver les tortures de ce régime de s'en approprier tous les fruits en développant ses propres données historiques ? ».

Poser la question en ces termes, c'est montrer déjà dans quelle direction il faut chercher la réponse. La commune russe a subsisté durant des siècles sans que jamais elle ait donné une impulsion quelconque vers le développement d'une forme supérieure de la propriété collective. Au reste, ce ne fut pas davantage le cas de la marche allemande, du clan celte, des communes indiennes ni autres communautés ayant des institutions de communisme primitif. Sous l'effet de la production marchande et des échanges entre familles et individus privés, surgis dans le milieu environnant, voire dans leur sein même, elles ont toutes perdu au cours du temps leurs caractéristiques communes pour se transformer en communes de proprié-

¹ Les *Gehöferschaften* étaient des fermes coopératives, une spécialité de la vieille région de Trèves, en Rhénanie-Palatinat, au sud la Moselle. Sur le sujet, on consultera avec intérêt l'ouvrage d'Emile de Laveleye, *Les formes primitives de la propriété*, Revue des Deux Mondes, tome 100, 1872 (en particulier le chapitre II « La Marke germanique et l'origine de l'inégalité » en ligne sur *Wikisource*. Cf. Aussi le chapitre VII (« La gens chez les celtes et les germains ») de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, par Fr. Engels (Editions du Progrès, Moscou 1979, pp. 156-173). Cf. aussi Fr. Engels, « La Marche », 1883 (en ligne sur le site de marxists.org).

taires fonciers indépendants les uns des autres. Si l'on peut donc s'interroger sur la possibilité d'une évolution différente et meilleure de la commune russe, la réponse, ne dépend pas des vertus de la commune elle-même, mais uniquement du fait qu'elle se soit conservée dans un pays européen avec une vitalité au moins relative, jusqu'à une époque où non seulement la production marchande en général, mais sa forme ultime et la plus développée - la production capitaliste - est entrée en contradiction, en Europe occidentale, avec les forces productives qu'elle a créées, à une époque où elle se révèle incapable de diriger dorénavant ces forces et où elle est en train de succomber sous l'effet de ces contradictions internes et des luttes de classes correspondantes.

Il s'ensuit directement que l'initiative d'une éventuelle métamorphose de la commune russe ne pourra pas venir d'elle-même, mais seulement du prolétariat industriel de l'Occident. La victoire du prolétariat d'Europe occidentale sur sa bourgeoisie et la substitution consécutive à la production capitaliste d'une production socialement dirigée - telle est la nécessaire condition préalable à l'élévation de la commune russe au même niveau.

En fait, jamais et nulle part, le communisme agraire, dérivé de la société gentilice n'a produit autre chose que sa propre dissolution. Dès 1861, la commune paysanne russe était déjà une forme abâtardie de ce communisme. La culture en commun du sol qui subsiste dans certaines régions de l'Inde et dans la zadrouga¹ (association domestique) des Slaves du Sud - vraisemblablement la forme-mère de la communauté russe - avait dû faire place à la petite exploitation familiale. La propriété commune ne se manifestait plus qu'au moment de la répartition périodique du sol, à des intervalles variables selon les localités. Il suffit que cette répartition tombe en désuétude ou qu'elle soit officiellement supprimée, et voilà le village des paysans parcellaires.

Mais le seul fait qu'à côté de la commune paysanne russe, la production capitaliste d'Europe occidentale soit proche de l'effondrement et annonce elle aussi une nouvelle forme de production, dans laquelle les moyens de production seront employés comme propriété sociale, selon un plan méthodique - ce simple fait ne peut conférer à la commune russe la force de se développer par elle-même à ce nouveau type de société. En effet, comment pourrait-elle acquérir les énormes forces productives de la société capitaliste en tant que possession et instruments sociaux, avant que la société capitaliste elle-même ait accompli cette révolution ? Comment la commune russe pourrait-elle montrer au monde la manière de gérer la grande industrie en compte commun, alors qu'elle a déjà oublié la manière de cultiver sa terre pour le compte commun ?

Au reste, il ne manque pas de Russes qui connaissent à fond la société capitaliste occidentale avec tous ses conflits et antagonismes irrémédiables, et savent parfaitement bien quelle est l'issue à cette voie apparemment bouchée. Or, avant tout, ces quelques milliers de gens conscients ne vivent pas dans les communes, tandis que les quelque cinquante millions qui vivent encore en Russie sous le régime de la propriété commune du sol n'ont pas la moindre idée de tout cela, et sont, vis-à-vis des premiers, aussi incapables de compréhension que les prolétaires anglais des années 1800-1840 vis-à-vis des plans élaborés par Robert Owen pour les sauver. Du reste, la plupart des ouvriers employés par Owen dans sa fabrique de New Lanark était de même composée de gens qui avaient grandi dans le clan celtico-écossais, doté d'instruments et de coutumes d'une société de communisme primitif en ruine, mais rien n'indique qu'il ait trouvé plus de compréhension chez eux. En second lieu, il est historiquement impossible qu'une société se trouvant à un stade inférieur du développement économique puisse résoudre les énig-

¹ La zadrouga (ou zadruga) était, chez les Slaves du Sud, une « institution patriarcale caractérisée par l'indivision des terres et leur exploitation communautaire et une communauté familiale basée sur cette institution. » (définition du CNRTL – <https://www.cnrtl.fr>).

mes et les conflits, qui sont nés et ne pouvaient naître qu'à un stade beaucoup plus élevé.

Toutes les formes de société gentilice née avant la production mercantile et l'échange individuel ont ceci en commun avec la société socialiste future : que certaines choses - les moyens de production - sont en propriété collective et en usage commun de groupes déterminés. Mais ce caractère communautaire ne rend pas la forme inférieure apte à produire d'elle-même la société socialiste de l'avenir, produit ultime et spécifique du capitalisme.

Toute formation économique donnée a ses problèmes à résoudre, problèmes qui surgissent de ses propres rapports spécifiques : vouloir résoudre ceux d'une formation complètement différente serait une absurdité complète. Cela vaut tout autant pour la commune russe que pour la zadrouga des Slaves du Sud, l'économie de village indienne ou toute autre forme de société primitive ou barbare caractérisée par la possession commune des moyens de production.

En revanche, il est non seulement possible, mais certain qu'après la victoire du prolétariat et le passage à la possession commune des moyens de production chez les peuples d'Europe occidentale, les pays dans lesquels le régime capitaliste n'est qu'en voie de développement, et qui ont préservé en partie ou en totalité des institutions gentilices trouveront dans ces vestiges de possession collective et dans les coutumes populaires correspondantes un puissant moyen d'abrèger considérablement leur processus de développement vers la société socialiste et pour échapper à la plupart des souffrances et des luttes à travers lesquelles nous autres, en Europe occidentale, sommes obligés de nous frayer un chemin. Toutefois, l'exemple et le concours actif de l'Occident jusque-là capitaliste en sont une condition indispensable.

C'est seulement quand l'économie capitaliste aura été surmontée dans sa patrie d'origine et dans les pays où elle s'est épanouie, c'est seulement quand les pays moins développés, grâce à cet exemple, verront « comment il faut s'y prendre », comment on met au service de la collectivité les forces productives modernes devenues patrimoine commun, c'est alors seulement qu'ils pourront amorcer ce processus abrégé de leur développement. Mais ils le feront alors avec l'assurance de réussir. Cela vaut pour tous les pays précapitalistes, et non seulement pour la Russie; pour celle-ci toutefois, ce sera relativement plus facile, parce qu'une partie de la population s'est déjà appropriée les résultats intellectuels du développement capitaliste, de sorte que la transformation sociale pourra s'effectuer, en période révolutionnaire, presque en même temps qu'en Occident.

Marx et moi-même, nous nous sommes déjà prononcés sur ce point, le 21 janvier 1882, dans la préface à la traduction russe de Plekhanov du *Manifeste du Parti communiste*¹. On y lit :

« Mais, en Russie, à côté du tourbillon de spéculations capitalistes et de la propriété foncière bourgeoise en plein développement, nous constatons que plus de la moitié du sol est propriété commune des paysans. Dès lors, la question se pose : l'obchtchina (commune) russe, forme de l'archaïque propriété collective du sol, pourra-t-elle, alors qu'elle est déjà fortement ébranlée, passer directement à la forme supérieure, à la forme communiste de la propriété collective ? Ou bien devra-t-elle au contraire, parcourir auparavant le même processus de dissolution qui caractérise le développement historique de l'Occident ?

¹ Une première traduction russe par Michel Bakounine avait paru en 1869 dans le journal genevois « La cloche ». Une autre traduction par Véra Zassoulitch a paru à Genève en 1882. Engels évoque ces traductions dans sa préface à l'édition allemande de mai 1890 (en ligne sur le site de marxists.org). Sur la préface de Georges Plekhanov, voir ses *Œuvres philosophiques*, Editions du Progrès, Moscou, tome 2, pp. 483-538.

« Voici la seule réponse que l'on puisse faire présentement à cette question : si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, l'actuelle propriété collective de Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste. »

Cependant, il ne faut pas oublier que la désagrégation avancée de la propriété commune russe, que nous avons évoquée plus haut, a depuis fait d'énormes progrès. La défaite de la guerre de Crimée avait montré la nécessité pour la Russie d'un rapide développement industriel. Il fallait surtout des chemins de fer; or ceux-ci ne sont pas possibles sur une échelle importante sans une grande industrie nationale, dont la condition préalable était la prétendue émancipation des paysans. Celle-ci marque donc en Russie l'avènement de l'ère capitaliste, et en même temps de l'ère de la rapide désagrégation de la propriété commune du sol. Les sommes imposées aux paysans pour le rachat de leur terre, l'accroissement des charges fiscales et, en outre, le fait que les terres qui leur furent attribuées étaient non seulement plus petites, mais encore de qualité plus mauvaise les jetaient immanquablement dans les griffes des usuriers, pour la plupart membres enrichis de la commune paysanne. Les chemins de fer ouvrirent non seulement un marché et des débouchés à des régions céréalières jusqu'alors isolées du reste du monde, mais y portèrent encore des produits à bon marché de la grande industrie, supplantant ainsi l'économie domestique des paysans, qui produisaient traditionnellement, en partie pour leur propre besoin, et en partie aussi pour la vente.

Les rapports économiques traditionnels en furent bouleversés, et l'on assista au procès de décomposition interne qui accompagne partout le passage de l'économie naturelle à l'économie monétaire; de grandes différences de fortune apparurent au sein des communes - les plus pauvres devinrent les esclaves de leurs riches créanciers. En somme, un processus analogue à celui qui, aux temps de Solon¹, avait désagrégé la gens athénienne à la suite de l'irruption de l'économie monétaire, commençait à décomposer aussi la commune russe. Certes, en intervenant alors de façon révolutionnaire dans le droit, encore assez récent de la propriété privée, Solon réussit à libérer les esclaves débiteurs en annulant tout simplement leurs dettes, mais il ne put rappeler à la vie l'antique gens de même qu'aucune force au monde ne sera en mesure de ressusciter la commune russe quand elle aura atteint un niveau déterminé de désagrégation. Tout cela sans compter que le gouvernement a interdit de procéder à de nouveaux partages de terre entre les membres de la commune à moins de douze ans d'intervalle, afin que le paysan en perde de plus en plus l'habitude et commence à se considérer propriétaire privé de sa parcelle.

Marx s'exprimait déjà en ce sens dans sa lettre de 1877 destinée à la publication en Russie². Un certain Joukovsky, qui aujourd'hui comme trésorier de la Banque d'État consacre de sa signature les billets de banque russes, avait écrit un article sur Marx dans le *Messenger Européen* (...) auquel un autre auteur³ répondit dans les *Annales patriotiques* (...). Pour rectifier cet article, Marx avait écrit une lettre au directeur des *Annales*, dont l'original français après avoir circulé en Russie, parut en 1886 dans le *Messenger de la Volonté Populaire* de Genève et, plus tard, aussi en traduction russe. Comme tout ce que Marx avait écrit, cette lettre suscita un grand intérêt et fut interprétée diversement. J'estime donc opportun de reproduire l'essentiel de son contenu.

¹ Les réformes politiques de ce législateur athénien (640-558 av. J-C) ont contribué à l'instauration d'une forme de démocratie, en faveur notamment des petits paysans dépossédés de leurs terres (et en abolissant l'esclavage pour dettes). Son action politique lui vaudra d'être compté parmi les sept Sages de la Grèce.

² Engels fait ici référence à la lettre de novembre 1877 adressée par Marx à Nikolai Mikhaïlovski. Cf. le chapitre 1.2. du présent fascicule.

³ Précisément Nikolai Mikhaïlovski. L'article s'intitulait « Marx devant le tribunal de Joukovski ». Il avait paru dans le n° 10 d'octobre 1877 de la revue.

Avant tout Marx rejette l'opinion que lui attribuent faussement les *Annales*, à savoir qu'il concordait avec les libéraux russes pour penser que la Russie n'a rien de plus urgent à faire que de dissoudre la propriété commune des paysans, et de se précipiter dans le capitalisme. Sa brève remarque sur Herzen dans la note finale de la première édition du *Capital* ne prouve rien. Elle dit : « Si sur le continent européen l'influence de la production capitaliste qui ruine la race humaine (...) continue de se développer comme jusqu'ici, en même temps qu'augmente la concurrence dans la taille des armées nationales, la dette publique, les impôts, la guerre en dentelles, etc., il se peut que se réalise la grave prophétie du demi-russe et complet moscovite Herzen (soit dit en passant, ce bel esprit a fait ses découvertes sur le communisme, non pas en Russie, mais dans l'ouvrage du conseiller d'État prussien Haxthausen), à savoir que L'Europe se régénérera par le knout et par l'injection forcée de sang kalmouk. ». En effet, Marx poursuit : ce passage ne peut en aucun cas « fournir la clé à mes vues sur les efforts (ce qui suit est cité en russe dans l'original) « accomplis par les Russes pour trouver à leur patrie une voie de développement différente de celle que l'Europe occidentale a suivi et suit encore », etc.

« Dans la postface de la seconde édition allemande du *Capital*, je parle d'un « grand savant et critique russe ». (Tchernychevski) avec toute la considération qu'il mérite. Dans une série d'articles remarquables, celui-ci a traité la question de savoir si la Russie doit commencer par détruire la commune agricole - comme le voudraient les économistes libéraux - pour passer directement au régime capitaliste ou au contraire, s'il lui est possible, sans traverser les luttes et les souffrances de ce régime, de s'en approprier toutes les conquêtes en développant l'héritage historique de son passé. » (Il se prononce dans le sens de cette dernière solution.)

« Enfin, comme je n'aime pas laisser quelque chose à deviner, je parlerai sans ambages. Pour pouvoir juger en pleine connaissance de cause du développement économique de la Russie contemporaine, j'ai appris le russe et puis étudié, durant de longues années, les publications officielles ou non se rapportant à ce sujet. Et j'en suis arrivé à la conclusion suivante : si la Russie continue à marcher dans le sentier suivi depuis 1861, elle perdra la plus belle occasion que l'histoire ait jamais offerte à un peuple, et elle subira toutes les péripéties fatales du régime capitaliste. »

Un peu plus loin, Marx élucide d'autres malentendus de son critique. Le seul passage qui intéresse directement notre sujet est le suivant :

« Maintenant quelle application à la Russie mon critique pouvait-il tirer de mon esquisse historique ? (Il s'agit du schéma de l'accumulation primitive dans le *Capital*.) Simplement celle-ci : si la Russie tend à devenir une nation capitaliste à l'instar des autres nations d'Europe occidentale - et pendant les dernières années elle s'est donné beaucoup de mal en ce sens - elle n'y réussira pas sans avoir préalablement transformé une bonne partie de ses paysans en prolétaires; et après cela, une fois amenée dans le giron du régime capitaliste, elle en subira les lois inexorables, tout comme d'autres peuples profanes. Voilà tout. »

C'est ce que Marx écrivait en 1877. Il existait alors deux gouvernements en Russie : celui du tsar, et celui du comité exécutif clandestin (...) des conspirateurs terroristes¹. La puissance de ce gouvernement parallèle augmentait de jour en jour. La chute du tsarisme semblait imminente : une révolution en Russie devait priver toute la réaction européenne de son appui le plus solide, de sa grande ar-

¹ En référence au comité de *Terre et liberté*, l'organisation révolutionnaire des narodniki des années 1862-63. Le mouvement aboutira en juin 1879 à une scission politique sur la question du terrorisme. Le désaccord donnera naissance à deux organisations rivales: *Le Partage noir*, d'un côté, centré sur l'action politique et la propagande, et, d'autre part, *La Volonté du Peuple* qui, sous l'influence notamment de Netchaïev, s'engagera dans l'action terroriste, aboutissant le 1er mars 1881 à l'assassinat d'Alexandre II.

mée de réserve, et de ce fait donner au mouvement politique de l'Occident une nouvelle et vigoureuse impulsion et, par dessus le marché des conditions de lutte infiniment plus favorables. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que Marx ait conseillé aux Russes de ne pas avoir trop de hâte à se précipiter dans le capitalisme.

La révolution russe n'est pas venue. Le tsarisme a eu raison du terrorisme, et celui-ci a même jeté de nouveau provisoirement toutes les classes possédantes et « attachées à l'ordre établi » dans les bras du tsarisme. Or, durant les dix-sept ans qui se sont écoulés depuis cette lettre, le capitalisme aussi bien que la dissolution de la commune paysanne ont fait d'énormes progrès en Russie. Comment la question se pose-t-elle aujourd'hui, en 1894 ?

Quand après les défaites de la guerre de Crimée et le suicide du tsar Nicolas¹, le despotisme tsariste réussit à survivre intact, une seule voie restait ouverte : le passage aussi rapide que possible à l'industrie capitaliste. L'armée s'était effondrée en raison des gigantesques dimensions de l'Empire dans les longues marches vers les champs de bataille : les distances devaient être abolies grâce à un réseau stratégique de voies ferrées. Cependant des voies ferrées, cela signifie industrie capitaliste et révolutionnement de l'agriculture primitive. D'un côté, les produits agricoles des régions même les plus reculées entrent en contact direct avec le marché mondial; de l'autre, on ne peut construire un vaste réseau de voies ferrées et le maintenir en activité sans une industrie nationale qui fournit des rails, des locomotives, des wagons, etc. En outre, on ne peut pas introduire une branche de la grande industrie sans importer du même coup le système entier. Tout cela devait donner un nouvel essor à l'industrie textile, relativement moderne, qui avait auparavant déjà pris racine dans la région de Moscou et de Vladimir, ainsi que sur le littoral de la Baltique. Aux chemins de fer et aux fabriques vinrent s'ajouter ensuite l'extension des banques déjà existantes et la création de nouvelles; l'émancipation des paysans par l'abolition du servage engendra la liberté de mouvement des personnes, en attendant la libération d'une grande masse de paysans de la possession du sol, qui devait bientôt l'accompagner. C'est ainsi qu'en peu de temps se trouvèrent réunies en Russie toutes les conditions fondamentales du mode de production capitaliste. Mais en même temps le système des communes paysannes russes fut attaqué à la racine.

Il serait vain de se lamenter à présent sur cet état de choses. Si, après la guerre de Crimée un pur et simple régime parlementaire dirigé par la noblesse et la bureaucratie s'était substitué au despotisme tsariste, le processus eût peut-être été ralenti; si la bourgeoisie en rapide développement avait pris les leviers de commande, il y aurait certainement eu une accélération du rythme de développement. Mais dans l'état de chose existant, il n'y avait pas d'autre choix, avec le second Empire en France et avec l'essor vertigineux de l'industrie capitaliste en Angleterre, on ne pouvait prétendre de la Russie qu'elle se jetât, sur la base de la commune paysanne, dans des expériences de socialisme d'État décrétées par le haut. Il devait arriver quelque chose. Ce qui fut possible dans les circonstances données se produisit et - comme partout et toujours dans les pays de production marchande simple - de manière semi inconsciente, voire tout à fait mécanique et sans savoir de ce que l'on faisait.

Vint alors le temps des révolutions par le haut inaugurées par l'Allemagne, et par contre-coup l'ère de développement rapide du socialisme dans tous les pays européens. La Russie participa au mouvement général, qui assumait ici - comme il était logique - la forme d'une offensive pour le renversement du despotisme tsariste et pour la conquête de la liberté du mouvement intellectuel et politique. La croyance en la force miraculeuse de la commune paysanne,

¹ Ses contemporains ont attribué la mort du tsar Nicolas Ier, le 2 mars 1855, à un suicide, en raison de la défaite lors de la guerre de Crimée. Elle semble plutôt due à une mauvaise grippe (Marie-Pierre Rey, *Histoire de la Russie et de son Empire*, op.cit., p. 1101).

d'où pouvait et devait venir la renaissance sociale - croyance à laquelle, comme nous l'avons vu, Tchernychevski portait sa part de responsabilité - contribua à alimenter l'enthousiasme et l'énergie des héroïques combattants de l'avant-garde russe. Nous n'avons pas à juger ces hommes et ces femmes qui, au nombre de quelques centaines, ont forcé, par leur abnégation et leur héroïsme, le tsarisme absolutiste à envisager la possibilité et les conditions d'une capitulation, ni ne discutons leur croyance que le peuple russe était le peuple élu de la révolution sociale. Mais nous ne devons pas pour cela partager leurs illusions. L'époque des peuples élus est révolue à jamais.

Cependant, au cours de cette lutte, le capitalisme a fait son entrée triomphale, ayant obtenu ce qui n'avait pas réussi aux terroristes : amener le tsarisme à la capitulation.

Le tsarisme avait besoin d'argent. Non seulement pour le luxe de sa cour, pour sa bureaucratie, et surtout pour son armée et sa politique extérieure fondée sur la corruption, mais essentiellement pour ses finances en crise et pour sa stupide politique des chemins de fer, qui en découlait. L'extérieur n'était plus disposé à couvrir le déficit du trésor tsariste - au reste, il ne l'aurait pu. C'est le pays même qui dut donc y pourvoir. Une partie des actions de chemin de fer ainsi que des emprunts devait être écoulee dans le pays même. La première victoire de la bourgeoisie russe fut les concessions de chemins de fer, qui assuraient aux actionnaires tous les profits à venir et à l'État toutes les pertes à venir. Puis vinrent les subventions et les primes aux entreprises nationales, les droits protecteurs en faveur de l'industrie interne, qui finirent par rendre pratiquement impossible l'importation de nombreux produits.

Chargé de dettes jusque par-dessus la tête et ayant pratiquement perdu tout crédit à l'étranger, l'État a un intérêt fiscal direct au développement en serre chaude d'une industrie nationale. Il a continuellement besoin d'or pour rembourser les intérêts de ses dettes à l'étranger. Mais en Russie il n'y a pas d'or, il n'y circule que du papier-monnaie. Une partie lui est livrée par l'obligation de payer en métal précieux les taxes douanières, ce qui augmente ces droits d'environ 50 %, soit dit en passant; mais la plus grande partie doit en être fournie par l'excédent des exportations de matières premières russes sur l'importation de produits industriels étrangers; le gouvernement achète à l'intérieur - avec du papier-monnaie - les traites tirées sur l'étranger pour la valeur de cet excédent, et il reçoit en échange de l'or.

Si le gouvernement veut donc acquitter les intérêts dus à l'étranger autrement qu'en émettant de nouveaux emprunts extérieurs, il doit se préoccuper que l'industrie russe se renforce assez rapidement pour pouvoir satisfaire toute la demande intérieure. D'où cette exigence impérieuse : la Russie doit s'affranchir de l'étranger, et son industrie suffire à tous ses besoins. En conséquence, le gouvernement fait des efforts désespérés pour atteindre en peu d'années le développement capitaliste maximum en Russie. En effet, s'il n'y parvient pas, il ne lui restera plus qu'à puiser dans les réserves métalliques accumulées pour les buts de guerre à la Banque d'État et au Trésor, ou bien à se déclarer en faillite. Or, dans les deux cas, c'en serait fait de la politique extérieure russe.

Une chose est claire : dans ces conditions, c'est la jeune bourgeoisie russe qui tient entre ses mains le pouvoir d'État. Dans toutes les questions économiques importantes, il est à sa merci. Si pour l'heure elle est encore disposée à subir l'autocratie despotique du tsar et de ses fonctionnaires, d'ailleurs modérée par la vénalité de la bureaucratie, c'est seulement parce que cette autocratie lui offre plus de garanties pour des réformes de type simplement bourgeois-libéral, dont nul n'est en mesure de prévoir les répercussions, étant donné la situation intérieure de la Russie. De la sorte, la métamorphose de la Russie en pays industriel et capitaliste, la prolétarisation d'une grande partie des paysans, et la décadence des ancien-

nes communes communistes se poursuivent à un rythme de plus en plus rapide.

Je ne me permettrai pas de répondre à la question de savoir si cette commune a conservé assez de vitalité pour devenir, le cas échéant - comme Marx et moi-même nous l'espérions encore en 1882 - le point de départ d'une évolution communiste, parallèlement à un bouleversement révolutionnaire en Europe occidentale.

Mais une chose est certaine : pour qu'au moins le reste de cette commune puisse survivre, il est nécessaire que le despotisme tsariste soit renversé, qu'il se produise une révolution. Non seulement cette révolution arrachera la grande masse de la nation - les paysans - à l'isolement de leurs villages qui forment leur mir, leur « monde », pour les pousser sur la grande scène d'où ils apprendront à connaître le monde extérieur et donc eux-mêmes aussi, leur propre situation et les moyens pour sortir de leur misère actuelle, mais elle donnera encore au mouvement ouvrier occidental une nouvelle impulsion et de meilleures conditions de lutte, autrement dit, elle hâtera le triomphe du prolétariat industriel moderne, sans lequel la Russie d'aujourd'hui ne peut dépasser ni la commune, ni le capitalisme pour se diriger vers une transformation socialiste.

*

3.1. K. Marx : sa correspondance avec Véra Zassoulitch

Nous avons réuni dans ce dossier l'essentiel de la correspondance échangée en français entre Marx et la militante russe Véra Zassoulitch en mars 1881 : d'abord la lettre que lui adresse de Genève, le 16 février 1881, V. Zassoulitch, puis la réponse officielle de Marx, accompagnée du premier des quatre brouillons qu'il a rédigés.

*

1. Véra Zassoulitch à Karl Marx

Après son procès et son acquittement¹, en 1878, Véra Zassoulitch s'est installée à Genève où, dès août 1879, elle compte, avec Gueorgui Plekhanov et Pavel Axelrod, parmi les militants du « Partage noir² ».

Le document sera retrouvé dans les archives de Pavel B. Axelrod et publié d'abord par Boris I. Nicolaievski, ensuite par David Riazanov³.

Honoré Citoyen,

Vous n'ignorez pas que votre *Capital* jouit d'une grande popularité en Russie. Malgré la confiscation de l'édition, le peu d'exemplaires qui sont restés sont lus et relus par la masse des gens plus ou moins instruits de notre pays : il y a des hommes sérieux qui l'étudient. Mais ce que Vous ignorez probablement, c'est le rôle que votre *Capital* joue dans nos discussions sur la question agraire en Russie et sur notre communauté rurale.

Vous savez mieux que n'importe qui combien cette question est urgente en Russie. Vous savez ce qu'en pensait Tchernychevski. Notre littérature avancée, comme les *Otetchestvennye Zapiski* par exemple, continue de développer ses idées. Mais cette question est une question de vie ou de mort, à mon avis, surtout pour notre parti socialiste. De telle ou telle autre manière de voir sur cette question dépend même la destinée personnelle de nos socialistes révolutionnaires. L'un des deux : ou bien cette communauté rurale, affranchie des exigences démesurées du fisc, des paiements aux seigneurs et de l'administration arbitraire, est capable de se développer dans la voie socialiste, c'est-à-dire d'organiser peu à peu sa production et sa distribution des produits sur les bases collectivistes. Dans ce cas le socialiste révolutionnaire doit sacrifier toutes ses forces à l'affranchissement de la commune et à son développement.

Si au contraire la commune est destinée à périr, il ne reste au socialiste, comme tel, que de s'adonner aux calculs plus ou moins mal fondés pour trouver dans combien de dizaines d'années la terre du paysan russe passera de ses mains dans celles de la bourgeoisie, dans combien de centaines d'années, peut-être, le capitalisme va atteindre en Russie le développement semblable à celui de l'Europe occidentale. Ils devront alors faire la propagande uniquement parmi les travailleurs des villes qui seront continuellement noyés dans la masse des paysans, qui, par suite de la dissolution de la commune, sera jetée sur le pavé des grandes villes à la recherche du salaire.

¹ Pour rappel : le 24 janvier 1878, V. Zassoulitch avait tiré sur le gouverneur général de Saint-Petersbourg, Fyodor Trepov. Son procès, largement médiatisé, avait abouti à son acquittement. Cf. Franco Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, op.cit., t. 2, pp. 965 et 979.

² Laquelle organisation, issue de la scission, en août 1879, de « Terre et liberté », sera bientôt suivie, en septembre 1883, par le mouvement *Libération du travail*, d'inspiration marxiste.

³ Dans le tome 1, pp. 309-314, des Marx-Engels Archiv, Zeitschrift des Marx-Engels Instituts in Moskau, Frankfurt 1926. Nous renvoyons pour le détail aux pages d'introduction de D. Riazanov, pp. 262-266 de l'ouvrage *Le dernier Marx*, Éditions de l'Asymétrie, Toulouse 2019.

Dans les derniers temps, nous entendons souvent dire que la commune rurale est une forme archaïque que l'histoire, le socialisme scientifique, en un mot tout ce qu'il y a de plus indiscutable, condamnent à périr. Les gens qui prêchent cela se disent vos disciples par excellence: « Marxistes ». Le plus fort de leurs arguments est souvent: « C'est Marx qui le dit ».

« Mais comment le déduisez-vous de son *Capital* ? Il n'y traite pas la question agraire et ne parle pas de la Russie », leur objecte-t-on.

« Il l'aurait dit, s'il parlait de notre pays », répliquent vos disciples un peu trop téméraires peut-être. Vous comprendrez donc, Citoyen, à quel point votre opinion sur cette question nous intéresse et quel grand service vous nous auriez rendu en exposant vos idées sur la destinée possible de notre commune rurale et sur la théorie de la nécessité historique pour tous les pays du monde de passer par toutes les phases de la production capitaliste.

Je prends la liberté de Vous prier, citoyen, au nom de mes amis de vouloir bien nous rendre ce service.

Si le temps ne vous permet pas d'exposer Vos idées sur ces questions d'une manière plus ou moins détaillée, ayez au moins l'obligeance de le faire sous forme d'une lettre que vous voudrez me permettre de traduire et de publier en Russie.

Agréez, Citoyen, mes respectueuses salutations.

Véra Zassoulitch

Mon adresse : Imprimerie polonaise,
Rue de Lausanne, N° 49
Genève

*

2. Karl Marx, sa réponse à Véra Ivanovna Zassoulitch¹

8 Mars 1881.
41, Maitland Park Road, London N.W.

Chère Citoyenne,

Une maladie de nerfs qui m'attaque périodiquement depuis les derniers dix ans, m'a empêché de répondre plus tôt à votre lettre du 16ème février. Je regrette de ne pas pouvoir vous donner un exposé succinct et destiné à la publicité de la question que vous m'avez faite² l'honneur de me proposer. Il y a des mois que j'ai déjà promis un travail sur le même sujet au Comité de St. Pétersbourg. Cependant j'espère que quelques lignes suffiront de³ ne vous laisser aucun doute sur le malentendu à l'égard de ma soi-disant théorie.

En analysant la genèse de la production capitaliste, je dis :

¹ Nous citons à partir de MEGA, *Erste Abteilung*, Band 25, pp. 241-242. Cf. aussi Roger Dangeville. « Lettres de Marx à Véra Zassoulitch », *L'homme et la société*, N° 5, 1967, pp. 165-179. Cf. aussi les pages 318-342 du recueil « Sur les sociétés précapitalistes » publié par le *Centre d'Etudes et de Recherches marxistes*, Éditions sociales, Paris 1970.

² Tel quel dans le manuscrit.

³ Tel quel dans le manuscrit.

« Au fond du système capitaliste il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production...la base de toute cette évolution c'est l'*expropriation des cultivateurs*. Elle ne s'est encore accomplie d'une manière radicale qu'en Angleterre...Mais tous les autres pays de l'Europe occidentale parcourent le même mouvement. » (« Le Capital », éd. française, p. 315).

La « fatalité historique » de ce mouvement est donc *expressément* restreinte aux *pays de l'Europe occidentale*. Le pourquoi de cette restriction est indiqué dans ce passage du ch. XXXII :

« La *propriété privée*, fondée sur le travail personnel...va être supplantée par la *propriété privée capitaliste*, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat ». (Lc., p. 340).

Dans ce mouvement occidental il s'agit donc de la *transformation d'une forme de propriété privée en une autre forme de propriété privée*. Chez les paysans russes on aurait au contraire à *transformer leur propriété commune en propriété privée*.

L'analyse donnée dans le « Capital » n'offre donc de raisons ni pour ni contre la vitalité de la commune rurale, mais l'étude spéciale que j'en ai faite, et dont j'ai cherché les matériaux dans les sources originales, m'a convaincu que cette commune est le point d'appui de la régénération sociale en Russie, mais afin qu'elle puisse fonctionner comme tel, il faudrait d'abord éliminer les influences délétères qui l'assaillent de tous les côtés et ensuite lui assurer les conditions normales d'un développement spontané.

J'ai l'honneur, chère Citoyenne d'être votre tout dévoué.

Karl Marx

*

3. Karl Marx, le premier brouillon de sa réponse à Véra Zassoulitch¹

Le document a été retrouvé par D. Razianov parmi les archives de Laura Lafargue. Il est daté de février-mars 1881.

Dans sa présentation de la correspondance entre Marx et V. Zassoulitch, D. Riazanov écrit : « En 1911 déjà, alors que je participais à la mise en ordre des papiers de Marx qui se trouvaient chez Lafargue, je tombai sur plusieurs lettres format in-octavo, couvertes de sa petite écriture et pleines de ratures, de rajouts pour leur plus grande part biffés par d'autres insertions et ajouts. Dès la première mise en ordre, il m'est apparu évident qu'il s'agissait du brouillon, ou plutôt de plusieurs brouillons d'une réponse à la lettre de Véra Zassoulitch datant du 16 février 1881. Un des brouillons portait la date du 8 mars 1881 et on pouvait supposer qu'il s'agissait de la première mouture d'une réponse définitive². ».

1) En traitant la genèse de la production capitaliste, j'ai dit qu'il y a au fond « la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production » (p. 315, colonne I, éd. française du *Capital*) et que « la base de toute cette évolution, c'est l'*expropriation des cultivateurs*. Elle ne s'est encore accomplie d'une manière radicale qu'en Angleterre... Mais tous les autres pays de l'Europe occidentale parcourent le même mouvement. » (Lc. Colonne II).

¹ Nous citons à partir de MEGA, *Erste Abteilung*, Band 25, pp. 219-230. Le manuscrit est aussi accessible sur le site de www.marxists.org et (avec plusieurs variantes) aux pages 269-277 du volume *Le dernier Marx*, Editions de l'Asymétrie, Toulouse 2019.

² *Le dernier Marx*, op.cit., p. 262.

J'ai donc expressément restreint la « fatalité historique » de ce mouvement *aux pays de l'Europe occidentale*. Et pourquoi ?

Comparez, s'il vous plaît, le chapitre XXXII où l'on lit :

Le « mouvement d'élimination transformant les moyens de production individuels et épars en moyens de production socialement concentrés, faisant de la propriété naine du grand nombre la propriété colossale de quelques-uns, cette douloureuse, cette épouvantable expropriation du peuple travailleur, voilà les origines, voilà la genèse du capital... *La propriété privée*, fondée sur le travail personnel...va être supplantée par *la propriété privée capitaliste*, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat (p. 341, Colonne II).

Ainsi, en dernière analyse, il y a *la transformation d'une forme de la propriété privée en une autre forme de la propriété privée*. La terre entre les mains des paysans russes n'ayant jamais été *leur propriété privée*, comment ce développement saurait-il s'appliquer ?

2) Au point de vue historique le seul argument sérieux plaidé en faveur de la *dissolution fatale* de la commune *des paysans russes*, le voici :

En remontant très haut, on trouve partout dans l'Europe occidentale la propriété commune d'un type plus ou moins archaïque; elle a partout disparu avec le progrès social. Pourquoi saurait-elle échapper au même sort dans la seule Russie ?

Je répons : parce que, en Russie, grâce à une combinaison de circonstances uniques, la commune rurale, encore établie sur une échelle nationale, peut graduellement se dégager de ses caractères primitifs et se développer directement comme élément de la production collective sur une échelle nationale. C'est justement grâce à la contemporanéité de la production capitaliste qu'elle s'en peut approprier tous les *acquêts positifs* et sans passer par ses péripiétés terribles, affreuses. La Russie ne vit pas isolée du monde moderne; elle n'est pas non plus la proie d'un conquérant étranger à l'instar des Indes Orientales.

Si les amateurs russes du système capitaliste n'iaient la possibilité *théorique* d'une telle évolution, je leur poserais la question : pour exploiter les machines, les bâtiments à vapeur, les chemins de fer, etc., la Russie a-t-elle été forcée, à l'instar de l'Occident, de passer par une longue période d'incubation de l'industrie mécanique ? Qu'ils m'expliquent encore comment ils ont fait pour introduire chez eux en un clin d'œil tout le mécanisme des échanges (banques, sociétés de crédit, etc.), dont l'élaboration a coûté des siècles à l'Occident ?

Si au moment de l'émancipation, les communes rurales avaient été de prime abord placées dans des conditions de prospérité normale, si, ensuite, l'immense dette publique payée pour la plus grande partie aux frais et dépens des paysans, avec les autres sommes énormes, fournies par l'intermédiaire de l'État (et toujours aux frais et dépens des paysans) aux « nouvelles colonnes de la société », transformées en capitalistes, — si toutes ces dépenses avaient servi au développement ultérieur de la commune rurale, alors personne ne rêverait aujourd'hui « la fatalité historique » de l'anéantissement de la commune : tout le monde y reconnaîtrait l'élément de la régénération de la société russe et un élément de supériorité sur les pays encore asservis par le régime capitaliste.

Une autre circonstance favorable à la conservation de la commune russe (par la voie de développement), c'est qu'elle est non seulement la contemporaine de la production capitaliste, mais qu'elle a survécu à l'époque où ce système social se présentait encore intact, qu'elle le trouve au contraire, dans l'Europe occidentale aussi

bien que dans les États-Unis, en lutte et avec la science, et avec les masses populaires, et avec les forces productives mêmes qu'il engendre.

Elle le trouve en un mot dans une crise qui ne finira que par son élimination, par un retour des sociétés modernes au type « archaïque » de la propriété commune, forme où, comme le dit un auteur américain, point du tout suspect de tendances révolutionnaires, soutenu dans ses travaux par le gouvernement de Washington, — « le système nouveau » auquel la société moderne tend, « sera une renaissance (a revival), dans une forme supérieure (in a superior form), d'un type social archaïque ». Donc il ne faut pas trop se laisser effrayer par le mot « archaïque ».

Mais alors il faudrait au moins connaître ces vicissitudes. Nous n'en savons rien. D'une manière ou d'une autre cette commune a péri au milieu des guerres incessantes, étrangères et intestines; elle mourut probablement de mort violente. Quand les tribus germaniques venaient conquérir l'Italie, l'Espagne, la Gaule, etc., la commune du type archaïque n'existait déjà plus. Cependant sa *vitalité naturelle* est prouvée par deux faits. Il y en a des exemplaires épars, qui ont survécu à toutes les péripéties du moyen âge et se sont conservés jusqu'à nos jours, par exemple, dans mon pays natal, le district de Trèves. Mais ce qu'il y a de plus important, elle a si bien empreint ses propres caractères sur la commune qui l'a supplantée — commune où la terre arable est devenue propriété privée, tandis que forêts, pâtures, terres vagues, etc., restent encore propriété communale — que Maurer, en déchiffrant cette commune de formation secondaire, put reconstituer le prototype archaïque. Grâce aux traits caractéristiques empruntés de celui-ci, la commune nouvelle, introduite par les Germains dans tous les pays conquis, devenait pendant tout le moyen âge le seul foyer de liberté et de vie populaires.

Si après l'époque de Tacite nous ne savons rien de la vie de la *commune* ni du mode et du temps de sa disparition, nous en connaissons au moins le point de départ, grâce au récit de Jules César. A son temps, la terre se répartit déjà annuellement, mais entre les *gentes* et tribus des confédérations germaniques et pas encore entre les membres individuels d'une commune. La *commune rurale* est donc issue en Germanie d'un type plus archaïque, elle y fut le produit d'un développement spontané au lieu d'être importée toute faite de l'Asie. Là — aux Indes Orientales — nous la rencontrons aussi et toujours comme le *dernier terme* ou la dernière période de la formation archaïque.

Pour juger les destinées possibles de la « commune rurale » à un point de vue purement théorique, c'est-à-dire en supposant toujours des conditions de vie normales, il me faut maintenant désigner certains traits caractéristiques qui distinguent la « commune agricole » des types plus archaïques.

Et d'abord les communautés primitives antérieures reposent toutes sur la parenté naturelle de leurs membres; en rompant ce lien fort, mais étroit, la commune agricole est plus capable de s'étendre et de subir le contact avec des étrangers.

Puis, dans elle, la maison et son complément, la cour, sont déjà la propriété privée du cultivateur, tandis que longtemps avant l'introduction même de l'agriculture, la maison commune fut une des bases matérielles des communautés précédentes.

Enfin, bien que la terre arable reste propriété communale, elle est divisée périodiquement entre les membres de la commune agricole, de sorte que chaque cultivateur exploite à son propre compte les champs assignés à lui et s'en approprie individuellement les fruits, tandis que dans des communautés plus archaïques la production se fait en commun et on en répartit seulement le produit. Ce type primitif de la production coopérative ou collective fut, bien

entendu, le résultat de la faiblesse de l'individu isolé et non de la socialisation des moyens de production.

On comprend facilement que le dualisme inhérent à la « commune agricole » puisse la douer d'une vie vigoureuse, car, d'un côté, la propriété commune et tous les rapports sociaux qui en découlent rendent son assiette solide, en même temps la maison privée, la culture parcellaire de la terre arable et l'appropriation privée des fruits admettent un développement de l'individualité, incompatible avec les conditions des communautés plus primitives. Mais il n'est pas moins évident que ce même dualisme puisse avec le temps devenir une source de décomposition. A part toutes les influences des milieux hostiles, la seule accumulation graduelle de la richesse mobilière qui commence par la richesse en bestiaux (et admettant même la richesse en serfs), le rôle de plus en plus prononcé que l'élément mobilier joue dans l'agriculture même et une foule d'autres circonstances, inséparables de cette accumulation, mais dont l'exposé me mènerait trop loin, agiront comme un dissolvant de l'égalité économique et sociale, et feront naître au sein de la commune même un conflit d'intérêts qui entraîne d'abord la conversion de la terre arable en propriété privée et qui finit par l'appropriation privée des forêts, pâtures, terres vagues, etc., déjà devenues des *annexes communales* de la propriété privée.

C'est par cela que la « commune agricole » se présente partout comme *le type le plus récent* de la formation archaïque des sociétés et que dans le mouvement historique de l'Europe occidentale, ancienne et moderne, la période de la commune agricole apparaît comme période de transition de la propriété commune à la propriété privée, comme période de transition de la formation primaire à la formation secondaire. Mais est-ce dire que dans toutes les circonstances le développement de la « commune agricole » doive suivre cette route ? Point du tout.

Sa forme constitutive admet cette alternative : ou l'élément de propriété privée, qu'elle implique l'emportera sur l'élément collectif, ou celui-ci l'emportera sur celui-là. Tout dépend de ce milieu historique où elle se trouve placée... Ces deux solutions sont *a priori* possibles, mais pour l'une ou l'autre il faut évidemment des milieux historiques tout à fait différents. Tout dépend de son milieu historique où elle se trouve placée (see p. 10).

La Russie est le seul pays européen où la « commune agricole » s'est maintenue sur une échelle nationale jusqu'aujourd'hui. Elle n'est pas la proie d'un conquérant étranger à l'instar des Indes Orientales et elle ne vit pas non plus isolée du monde moderne. D'un côté la propriété commune de la terre lui permet de transformer directement et graduellement l'agriculture parcellaire et individualiste en agriculture collective, et les paysans russes la pratiquent déjà dans les prairies indivises; la configuration physique de son sol invite l'exploitation mécanique sur une vaste échelle; la familiarité du paysan avec le contrat *d'artel* lui facilite la transition du travail parcellaire au travail coopératif, et enfin la société russe, qui a si longtemps vécu, à ses frais, lui doit les avances nécessaires pour une telle transition. De l'autre côté, la *contemporanéité* de la production occidentale, qui domine le marché du monde, permet à la Russie d'incorporer à la commune tous les acquêts positifs élaborés par le système capitaliste sans passer par ses fourches caudines.

Si les porte-parole des « nouvelles colonnes sociales » niaient la possibilité *théorique* de l'évolution de la commune rurale moderne, on leur demanderait : la Russie a-t-elle été forcée, comme l'Occident, à passer par une longue période d'incubation de l'industrie mécanique pour arriver aux machines, bâtiments à vapeur, aux chemins de fer, etc. ? On leur demanderait encore comment ils ont fait pour introduire chez eux en un clin d'œil tout le mécanisme des échanges (banques, sociétés par action, etc.) dont l'élaboration a coûté des siècles à l'occident ?

Il y a un caractère de la « commune agricole » en Russie qui la frappe de faiblesse, hostile dans tous les sens. C'est son isolation, le manque de liaison entre la vie d'une commune avec celle des autres, ce *microcosme localisé*, qu'on ne rencontre pas partout comme caractère immanent de ce type, mais qui partout où il se trouve a fait surgir au-dessus des communes un despotisme plus ou moins central. La fédération des républiques russes du Nord prouve que cette isolation, qui semble avoir été primitivement imposée par la vaste étendue du territoire, fut en grande partie consolidée par les destinées politiques que la Russie avait à subir depuis l'invasion mongole. Aujourd'hui c'est un obstacle d'élimination la plus facile. Il faudrait simplement substituer à la volost, institut gouvernemental, une assemblée de paysans choisis par les communes elles-mêmes et servant d'organe économique et administratif de leurs intérêts.

Une circonstance très favorable, au point de vue historique, à la conservation de la « commune agricole » par voie de son développement ultérieur, c'est qu'elle est non seulement la contemporaine de la production capitaliste occidentale et puisse ainsi s'en approprier les fruits sans s'assujettir à son *modus operandi*, mais qu'elle a survécu à l'époque où le système capitaliste se présentait encore intact, qu'elle le trouve au contraire dans l'Europe occidentale aussi bien que dans les États-Unis en lutte et avec les masses travailleuses, et avec la science, et avec les forces productives mêmes qu'elle engendre — en un mot dans une crise qui finira par son élimination, par un retour des sociétés modernes à une forme supérieure d'un type « archaïque » de la propriété et de la production collectives.

Il s'entend que l'évolution de la commune se ferait graduellement et que le premier pas serait de la placer dans des conditions normales sur sa *base actuelle*.

Théoriquement parlant la « commune rurale » russe se peut donc conserver son sol en développant sa base, la propriété commune de la terre et en éliminant le principe de propriété privée, qu'elle implique aussi; elle peut devenir *un point de départ* direct du système économique auquel tend la société moderne; elle peut faire peau neuve sans commencer par se suicider; elle peut s'emparer des fruits dont la production capitaliste a enrichi l'humanité, sans passer par le régime capitaliste, régime qui considéré exclusivement au point de vue de sa *durée* possible compte à peine dans la vie de la société. Mais il faut descendre de la théorie pure à la réalité russe.

3) Pour exproprier les cultivateurs il n'est pas nécessaire de les chasser de leur terre comme cela se fit en Angleterre et ailleurs; il n'est pas non plus nécessaire d'abolir la propriété commune par un ukase. Allez arracher aux paysans le produit de leur travail agricole au-delà d'une certaine mesure, et malgré votre gendarmerie et votre armée vous ne réussirez pas à les enchaîner à leurs champs ! Aux derniers temps de l'Empire Romain des décursions provinciaux, pas des paysans, mais des propriétaires fonciers, s'enfuirent de leurs maisons, abandonnèrent leurs terres, se rendirent même en esclavage, et tout cela pour se débarrasser d'une propriété qui n'était plus qu'un prétexte officiel pour les pressurer, sans merci et miséricorde.

Dès la soi-disant émancipation des paysans, la commune russe fut placée par l'Etat dans des conditions économiques anormales et depuis ce temps-là, il n'a cessé de l'accabler par les forces sociales concentrées entre ses mains. Exténuée par ses exactions fiscales, elle devint une matière inerte de facile exploitation par le trafic, la propriété foncière et l'usage. Cette oppression venant de dehors a déchaîné au sein de la commune même le conflit d'intérêts déjà présent et rapidement développé ses germes de décomposition. Mais cela n'est pas tout. Au frais et dépens des paysans l'Etat [a prêté son concours pour faire] a fait pousser [comme] en serre chaude des branches du système capitaliste oc-

cidental qui, sans développer aucunement les puissances productives de l'agriculture, sont les plus propres à faciliter et précipiter le vol de ses fruits par les intermédiaires improductifs. Il a ainsi coopéré à l'enrichissement d'une nouvelle vermine capitaliste suçant le sang déjà si appauvri de la « commune rurale ».

... En un mot, l'*Etat* a prêté son concours au développement précoce des moyens techniques et économiques les plus propres à faciliter et précipiter l'exploitation du cultivateur, c'est-à-dire de la plus grande force productive de la Russie, et à enrichir les « nouvelles colonnes sociales ».

Ce concours d'influences destructives, à moins qu'il ne soit brisé par une puissante réaction, doit naturellement aboutir à la mort de la commune rurale.

Mais on se demande : pourquoi tous ces intérêts (inclus les grandes industries placées sous la tutelle gouvernementale) ont trouvé si bon compte dans l'état actuel de la commune rurale, pourquoi conspireraient-ils sciemment à tuer la poule qui pond des œufs d'or ? Précisément puisqu'ils sentent que « cet état actuel » n'est plus tenable, que par conséquent le mode actuel de l'exploiter n'est plus de mode. Déjà la misère du cultivateur a infecté la terre qui se stérilise. Les bonnes récoltes se compensent par les famines. La moyenne des dix derniers ans révéla une production agricole non seulement stagnante mais rétrograde. Enfin, pour la première fois la Russie doit importer des céréales au lieu de les exporter. Il n'y a donc plus de temps à perdre. Il faut en finir. Il faut constituer en classe mitoyenne rurale la minorité plus ou moins aisée des paysans et en convertir la majorité en prolétaires sans phrase. — A cet effet les porte-parole des « nouvelles colonnes sociales » dénoncent les plaies mêmes frappées à la commune, autant de symptômes naturels de sa décrépitude.

Abstraction faite de toutes les misères qui accablent à présent la « commune rurale » russe, et ne considérant que sa forme constitutive et son milieu historique, il est de prime abord évident qu'un de ses caractères fondamentaux, la propriété commune du sol, forme la base naturelle de la production et de l'appropriation collectives. De plus la familiarité du paysan russe avec le contrat d'*artel* lui faciliterait la transition du travail parcellaire au travail collectif, qu'il pratique déjà à un certain degré dans les prairies indivises, dans les dessèchements et autres entreprises d'un intérêt général. Mais afin que le travail collectif puisse supplanter dans l'agriculture proprement dite le travail parcellaire — source de l'appropriation privée — il faut deux choses : le besoin économique d'une telle transformation et les conditions matérielles pour l'accomplir.

Quant au besoin économique, il se fera sentir à la « commune rurale » même dès le moment où elle serait placée dans des conditions normales, c'est-à-dire dès que les fardeaux qui pèsent sur elle seraient éloignés et que son terrain à cultiver aurait reçu une étendue normale. Le temps a passé quand l'agriculture russe ne demandait que la terre et son cultivateur parcellaire armé d'instruments plus ou moins primitifs. Ce temps a passé d'autant plus rapidement que l'oppression du cultivateur infecte et stérilise son champ. Il lui faut maintenant du travail coopératif, organisé sur une large échelle. De plus, le paysan auquel les choses nécessaires pour la culture de 2 ou 3 déciatines font défaut, serait-il plus avancé avec dix fois le nombre de déciatines ?

Mais l'outillage, les engrais, les méthodes agronomiques etc., tous les moyens indispensables au travail collectif, où les trouver ? Voilà précisément la grande supériorité de la « commune rurale » russe sur les communes archaïques du même type. Elle seule, en Europe, s'est maintenue sur une échelle vaste, nationale. Elle se trouve ainsi placée dans un milieu historique où la contemporanéité de la production capitaliste lui prête toutes les conditions du travail collectif. Elle est à même de s'incorporer les ac-

quêts positifs élaborés par le système capitaliste sans passer par ses fourches caudines. La configuration physique de la terre russe invite à l'exploitation agricole à l'aide des machines, organisée sur une vaste échelle, maniée du travail coopératif. Quant aux premiers frais d'établissement — frais intellectuels et matériels — la société russe les doit à la « commune rurale » aux frais de laquelle elle a vécu si longtemps et où elle doit chercher encore son « élément régénérateur ».

La meilleure preuve que ce développement de la « commune rurale » réponde au courant historique de notre époque, c'est la crise fatale subie par la production capitaliste dans les pays européens et américains où elle a pris le plus grand essor, crise qui finira par son élimination, par le retour de la société moderne à une forme supérieure du type le plus archaïque —, la production et l'appropriation collectives.

Comme tant d'intérêts divers, et surtout ceux des « nouvelles colonies sociales » érigées sous l'empire béni d'Alexandre II ont trouvé leur compte dans l'état actuel de la « commune rurale », pourquoi viendraient-ils sciemment conspirer à sa mort ? Pourquoi leurs porte-parole dénoncent-ils les plaies frappées à elle comme autant de preuves irréfutables de sa caducité naturelle ? Pourquoi veulent-ils tuer leur poule aux œufs d'or ?

Simplement parce que les faits économiques, dont l'analyse me mènerait trop loin, ont dévoilé le mystère que *l'état actuel de la commune n'est plus tenable*, et que bientôt par la seule nécessité des choses le mode actuel d'exploiter les masses populaires ne sera plus de mode. Donc il faut du nouveau, et le nouveau insinué sous les formes les plus diverses revient toujours à ceci : abolir la propriété commune, se laisser constituer en classe mitoyenne rurale la minorité plus ou moins aisée des paysans, et en convertir la grande majorité en prolétaires sans phrase.

D'un côté la « commune rurale » est presque réduite à la dernière extrémité, et de l'autre une conspiration puissante se tient aux aguets afin de lui donner le coup de grâce. Pour sauver la commune russe, il faut une Révolution russe. Du reste, les détenteurs des forces politiques et sociales font de leur mieux pour préparer les masses à une telle catastrophe.

Et la situation historique de la « commune rurale » russe est sans pareille ! Seule en Europe elle s'est maintenue non plus comme débris épars à l'instar des miniatures rares et curieuses en état de type archaïque, qu'on rencontra encore naguère à l'Occident, mais comme forme quasi prédominante de la vie populaire et répandue sur un immense Empire. Si elle possède dans la propriété commune du sol la base de l'appropriation collective, son milieu historique, la contemporanéité de la production capitaliste, lui prête toutes faites les conditions matérielles du travail en commun sur une vaste échelle. Elle est donc à même de s'incorporer les acquêts positifs élaborés par le système capitaliste sans passer par ses fourches caudines. Elle peut graduellement supplanter l'agriculture parcellaire par la grande agriculture à l'aide de machines, qu'invite la configuration physique de la terre russe. Elle peut donc devenir *le point de départ direct* du système économique auquel tend la société moderne et faire peau neuve sans commencer par son suicide. Il faudrait au contraire commencer par la mettre en état normal.

Mais vis-à-vis d'elle se dresse la propriété foncière tenant entre ses mains presque la moitié et la meilleure partie du sol, sans mentionner les domaines de l'Etat. C'est par ce côté-là que la conservation de la « commune rurale » par voie de son évolution ultérieure se confond avec le mouvement général de la société russe, dont la régénération est à ce prix.

Même au seul point de vue économique, la Russie peut sortir de son *cul-de-sac* agricole par l'évolution de sa commune rurale; elle

essaierait en vain d'en sortir par le fermage capitalisé à l'anglaise, auquel répugnent toutes les conditions sociales du pays.

Pour pouvoir se développer, il faut avant tout vivre, et personne ne saurait se dissimuler qu'à ce moment la vie de la « commune rurale » soit mise en péril.

A part la réaction de tout autre élément délétère de milieux hostiles, la croissance graduelle de biens meubles entre les mains de familles particulières, p. e. leur richesse en bestiaux et parfois même en esclaves ou serfs, cette sorte d'accumulation privée suffit seule à la longue d'opérer comme dissolvant de l'égalité économique et sociale primitive, et faire naître au sein même de la commune un conflit d'intérêts qui entame d'abord la propriété commune des terres arables et finit par emporter celle des forêts, pâtures, terres vagues etc. après les avoir auparavant déjà converties en *annexe communale* de la propriété privée.

4) L'histoire de la décadence des communautés primitives (on commettrait une erreur en les mettant toutes sur la même ligne; comme dans les formations géologiques, il y a dans ces formations historiques toute une série de types primaires, secondaires, tertiaires, etc.) est encore à faire. Jusqu'ici on n'a fourni que de maigres ébauches. Mais en tout cas l'exploration est assez avancée pour affirmer : 1) que la vitalité des communautés primitives était incomparablement plus grande que celle des sociétés sémites, grecques, romaines, etc., et, a fortiori, que celle des sociétés modernes capitalistes; 2) que les causes de leur décadence dérivent de données économiques qui les empêchaient de dépasser un certain degré de développement, de milieux historiques point du tout analogues au milieu historique de la commune russe d'aujourd'hui.

En lisant les histoires des communautés primitives, écrites par des bourgeois, il faut être sur ses gardes. Ils ne reculent pas même devant des faux. Sir Henry Maine p.e., qui fut un collaborateur ardent du gouvernement anglais dans son œuvre de destruction violente des communes indiennes, nous assure hypocritement que tous les nobles efforts de la part du gouvernement de soutenir ces communes, échouèrent contre la force spontanée des lois économiques !

5) Vous savez parfaitement qu'aujourd'hui l'existence même de la commune russe est mise en péril par une conspiration d'intérêts puissants; écrasée par les exactions directes de l'Etat, exploitée frauduleusement par les intrus « capitalistes », marchands etc., et les « propriétaires » fonciers, elle, est par-dessus le marché minée par les usuriers du village, par les conflits d'intérêts provoqués dans son propre sein par la situation qu'on lui a faite.

Pour exproprier les cultivateurs, il n'est pas nécessaire de les chasser de leur terre comme cela se fit en Angleterre et ailleurs; il n'est pas nécessaire d'abolir la propriété communale par un ukase. Au contraire : — Allez leur arracher le *produit* de leur travail agricole au-delà d'un certain point, et, malgré les gendarmes mis à votre ordre, vous ne réussirez pas à les retenir sur leurs terres ! Dans les derniers temps de l'Empire Romain les décurions provinciales — grands propriétaires fonciers — quittèrent leurs terres, devinrent des vagabonds, se vendirent même en esclavage, et tout cela pour se débarrasser d'une « propriété » qui n'était plus qu'un prétexte officiel pour les pressurer.

En même temps qu'on saigne et torture la commune, stérilise et paupérise sa terre, les laquais littéraires des « nouvelles colonnes de la société » désignent ironiquement les plaies qu'on lui a frappées comme autant de symptômes de sa décrépitude spontanée. On prétend qu'elle se meurt d'une mort naturelle et qu'on fera bonne besogne en abrégant son agonie. Ici il ne s'agit plus d'un problème à résoudre; il s'agit tout simplement d'un ennemi à battre. Pour sauver la commune russe, il faut une Révolution russe.

Du reste, le gouvernement russe et les « nouvelles colonnes de la société » font de leur mieux pour préparer les masses à une telle catastrophe. Si la révolution se fait en temps opportun, si elle concentre toutes ses forces pour assurer l'essor libre de la commune rurale, celle-ci se développera bientôt comme élément régénérateur de la société russe et comme élément de supériorité sur les pays asservis par le régime capitaliste.

*

3.2. Joseph Staline, *Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique*

Nous citons à partir de l'édition de 1949 de *l'Histoire du Parti communiste bolchévique de l'URSS*, Éditions en langues étrangères, Moscou 1949, pp. 136-141 de l'édition en facsimilé Norman Béthune, Paris 1971¹.

*

Si l'état des forces productives indique par quels instruments de production les hommes produisent les biens matériels qui leur sont nécessaires, l'état des rapports de production, lui, montre en la possession de qui se trouvent les moyens de production (la terre, les forêts, les eaux, le sous-sol, les matières premières, les instruments de production, les bâtiments d'exploitation, les moyens de transport et de communication, etc.); à la disposition de qui se trouvent les moyens de production, à la disposition de la société entière, ou à la disposition d'individus, de groupes ou de classes qui s'en servent pour exploiter d'autres individus, groupes ou classes.

Voici le tableau schématique du développement des forces productives depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours : transition des grossiers outils de pierre à l'arc et aux flèches et, par suite, passage de la chasse à la domestication des animaux et à l'élevage primitif; transition des outils de pierre aux outils de métal (hache de fer, araire muni d'un soc en fer, etc.) et, par suite, passage à la culture des plantes, à l'agriculture; nouveau perfectionnement des outils de métal pour le travail des matériaux, apparition de la forge à soufflet et de la poterie et, par suite, développement des métiers, séparation des métiers et de l'agriculture, développement des métiers indépendants et puis de la manufacture; transition des instruments de production artisanale à la machine et transformation de la production artisanale-manufacturière en industrie mécanisée; transition, au système des machines et apparition de la grande industrie mécanisée moderne : tel est le tableau d'ensemble, très incomplet, du développement des forces productives de la société tout au long de l'histoire de l'humanité. Et il va de soi que le développement et le perfectionnement des instruments de production ont été accomplis par les hommes, qui ont un rapport à la production, et non pas indépendamment des hommes.

Par conséquent, en même temps que les instruments de production, changent et se développent, les hommes, — élément essentiel des forces productives, — changent et se développent également; leur expérience de production, leurs habitudes de travail, leur aptitude à manier les instruments de production ont changé et se sont développées.

C'est en accord avec ces changements et avec ce développement des formes productives de la société au cours de l'histoire qu'ont changé et se sont développés les rapports de production entre les hommes, leurs rapports économiques.

L'histoire connaît cinq types fondamentaux de rapports de production : la commune primitive, l'esclavage, le régime féodal, le régime capitaliste et le régime socialiste.

Sous le régime de la commune primitive, la propriété collective des moyens de production forme la base des rapports de production. Ce qui correspond, pour l'essentiel, au caractère des forces productives

¹ Le texte se trouve également sous le titre « Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique » aux pages 480-510 du volume J. *Staline, Œuvres choisies*, Éditions « 8 Nëntori », Tirana, 1980.

dans cette période. Les outils de pierre, ainsi que l'arc et les flèches apparus plus tard, ne permettaient pas aux hommes de lutter isolément contre les forces de la nature et les bêtes de proie. Pour cueillir les fruits dans les forêts, pour pêcher le poisson, pour construire une habitation quelconque, les hommes étaient obligés de travailler en commun s'ils ne voulaient pas mourir de faim ou devenir la proie des bêtes féroces ou de tribus voisines. Le travail en commun conduit à la propriété commune des moyens de production, de même que des produits. Ici, on n'a pas encore la notion de la propriété privée des moyens de production, sauf la propriété individuelle de quelques instruments de production qui sont en même temps des armes de défense contre les bêtes de proie. Ici, il n'y a ni exploitation ni classes.

Sous le régime de l'esclavage, c'est la propriété du maître des esclaves sur les moyens de production ainsi que sur le travailleur, — l'esclave qu'il peut vendre, acheter, tuer comme du bétail, — qui forme la base des rapports de production. De tels rapports de production correspondent, pour l'essentiel, à l'état des forces productives dans cette période. A la place des outils de pierre, les hommes disposent maintenant d'instruments de métal; à la place d'une économie réduite à une chasse primitive et misérable, qui ignore l'élevage et l'agriculture, on voit apparaître l'élevage, l'agriculture, les métiers, la division du travail entre ces différentes branches de la production; on voit apparaître la possibilité d'échanger les produits entre individus et groupes, la possibilité d'une accumulation de richesses entre les mains d'un petit nombre, l'accumulation réelle des moyens de production entre les mains d'une minorité, la possibilité que la majorité soit soumise à la minorité et la transformation des membres de la majorité en esclaves. Ici, il n'y a plus de travail commun et libre de tous les membres de la société dans le processus de la production; ici, domine le travail forcé des esclaves exploités par des maîtres oisifs. C'est pourquoi il n'y a pas non plus de propriété commune des moyens de production, ni des produits. Elle est remplacée par la propriété privée. Ici, le maître des esclaves est le premier et le principal propriétaire, le propriétaire absolu.

Des riches et des pauvres, des exploités et des exploités, des gens qui ont tous les droits et des gens qui n'en ont aucun, une âpre lutte de classes entre les uns et les autres : tel est le tableau du régime de l'esclavage.

Sous le régime féodal, c'est la propriété du seigneur féodal sur les moyens de production et sa propriété limitée sur le travailleur, — le serf que le féodal ne peut plus tuer, mais qu'il peut vendre et acheter, — qui forment la base des rapports de production. La propriété féodale coexiste avec la propriété individuelle du paysan et de l'artisan sur les instruments de production et sur son économie privée, fondée sur le travail personnel. Ces rapports de production correspondent, pour l'essentiel, à l'état des forces productives dans cette période. Perfectionnement de la fonte et du traitement du fer, emploi généralisé de la charrue et du métier à tisser, développement continu de l'agriculture, du jardinage, de l'industrie vinicole, de la fabrication de l'huile : apparition des manufactures à côté des ateliers d'artisans, tels sont les traits caractéristiques de l'état des forces productives.

Les nouvelles forces productives exigent du travailleur qu'il fasse preuve d'une certaine initiative dans la production, de goût à l'ouvrage, d'intérêt au travail. C'est pourquoi le seigneur féodal, renonçant à un esclave qui n'a pas d'intérêt au travail et est absolument dépourvu d'initiative, aime mieux avoir affaire à un serf qui possède sa propre exploitation, ses instruments de production et qui a quelque intérêt au travail, intérêt indispensable pour qu'il cultive la terre et paye sur sa récolte une redevance en nature au féodal.

Ici, la propriété privée continue à évoluer. L'exploitation est presque aussi dure que sous l'esclavage; elle est à peine adoucie. La lutte de classes entre les exploités et les exploités est le trait essentiel du régime féodal.

Sous le régime capitaliste, c'est la propriété capitaliste des moyens de production qui forme la base des rapports de production : la propriété sur les producteurs, les ouvriers salariés, n'existe plus; le capitaliste ne peut ni les tuer ni les vendre, car ils sont affranchis de toute dépendance personnelle; mais ils sont privés des moyens de production et pour ne pas mourir de faim, ils sont obligés de vendre leur force de travail au capitaliste et de subir le joug de l'exploitation. A côté de la propriété capitaliste des moyens de production existe, largement répandue dans les premiers temps, la propriété privée du paysan et de l'artisan affranchis du servage, sur les moyens de production, propriété basée sur le travail personnel. Les ateliers d'artisans et les manufactures ont fait place à d'immenses fabriques et usines outillées de machines. Les domaines des seigneurs qui étaient cultivés avec les instruments primitifs des paysans, ont fait place à de puissantes exploitations capitalistes gérées sur la base de la science agronomique et pourvues de machines agricoles.

Les nouvelles forces productives exigent des travailleurs qu'ils soient plus cultivés et plus intelligents que les serfs ignorants et abrutis; qu'ils soient capables de comprendre la machine et sachent la manier convenablement. Aussi les capitalistes préfèrent-ils avoir affaire à des ouvriers salariés affranchis des entraves du servage, suffisamment cultivés pour manier les machines convenablement.

Mais pour avoir développé les forces productives dans des proportions gigantesques, le capitalisme s'est empêtré dans des contradictions insolubles pour lui. En produisant des quantités de plus en plus grandes de marchandises et en en diminuant les prix, le capitalisme aggrave la concurrence, ruine la masse des petits et moyens propriétaires privés, les réduit à l'état de prolétaires et diminue leur pouvoir d'achat; le résultat est que l'écoulement des marchandises fabriquées devient impossible. En élargissant la production et en groupant dans d'immenses fabriques et usines des millions d'ouvriers, le capitalisme confère au processus de production un caractère social et mine par là même sa propre base; car le caractère social du processus de production exige la propriété sociale des moyens de production; or, la propriété des moyens de production demeure une propriété privée, capitaliste, incompatible avec le caractère social du processus de production.

Ce sont ces contradictions irréconciliables entre le caractère des forces productives et les rapports de production qui se manifestent dans les crises périodiques de surproduction; les capitalistes, faute de disposer d'acheteurs solvables à cause de la ruine des masses dont ils sont responsables eux-mêmes, sont obligés de brûler des denrées, d'anéantir des marchandises toutes prêtes, d'arrêter la production, de détruire les forces productives, et cela alors que des millions d'hommes souffrent du chômage et de la faim, non parce qu'on manque de marchandises, mais parce qu'on en a trop produit.

Cela signifie que les rapports de production capitalistes ne correspondent plus à l'état des forces productives de la société et sont entrés en contradiction insoluble avec elles.

Cela signifie que le capitalisme est gros d'une révolution, appelée à remplacer l'actuelle propriété capitaliste des moyens de production par la propriété socialiste.

Cela signifie qu'une lutte de classes des plus aiguës entre exploités et exploités est le trait essentiel du régime capitaliste.

Sous le régime socialiste qui, pour le moment, n'est réalisé qu'en U.R.S.S., c'est la propriété sociale des moyens de production qui forme la base des rapports de production. Ici, il n'y a plus ni exploités ni exploités. Les produits sont repartis d'après le travail fourni et suivant le principe : « Qui ne travaille pas, ne mange pas. ». Les rapports entre les hommes dans le processus de production sont des rapports de collaboration fraternelle et d'entraide socialiste des travailleurs affranchis de l'exploitation. Les rapports de production sont parfaitement conformes à l'état des forces productives, car le carac-

tère social du processus de production est étayé par la propriété sociale des moyens de production.

C'est ce qui fait que la production socialiste en U.R.S.S. ignore les crises périodiques de surproduction et toutes les absurdités qui s'y rattachent.

C'est ce qui fait qu'ici les forces productives se développent à un rythme accéléré, car les rapports de production qui leur sont conformes donnent libre cours à ce développement.

Tel est le tableau du développement des rapports de production entre les hommes tout au long de l'histoire de l'humanité.

3.3. La Commune révolutionnaire

Aux Communeux¹

Acta, non verba. (Amilcare Cipriani.)

Après trois ans de compression, de massacres, la réaction voit la terreur cesser d'être entre ses mains affaiblies un moyen de gouvernement.

Après trois ans de pouvoir absolu, les vainqueurs de la Commune voient la Nation, reprenant peu à peu vie et conscience, échapper à leur étreinte.

Unis contre la Révolution, mais divisés entre eux, ils usent par leurs violences et diminuent par leurs dissensions ce pouvoir de combat, seul espoir du maintien de leurs privilèges.

Dans une société où disparaissent chaque jour les conditions qui ont amené son empire, la bourgeoisie cherche en vain à le perpétuer; rêvant l'œuvre impossible d'arrêter le cours du temps, elle veut immobiliser dans le présent, ou faire rétrograder dans le passé, une nation que la Révolution entraîne.

Les mandataires de cette bourgeoisie, cet état-major de la réaction installé à Versailles, semblent n'avoir d'autre mission que d'en manifester la déchéance par leur incapacité politique, et d'en précipiter la chute par leur impuissance. Les uns appellent un roi, un empereur, les autres déguisent du nom de République la forme perfectionnée d'asservissement qu'ils veulent imposer au peuple.

Mais quelle que soit l'issue des tentatives versaillaises, monarchie ou République bourgeoise, le résultat sera le même : la chute de Versailles, la revanche de la Commune.

Car nous arrivons à l'un de ces grands moments historiques, à l'une de ces grandes crises, où le peuple, alors qu'il paraît s'abîmer dans ses misères et s'arrêter dans la mort, reprend avec une vigueur nouvelle sa marche révolutionnaire.

La victoire ne sera pas le prix d'un seul jour de lutte, mais le combat va recommencer, les vainqueurs vont avoir à compter avec les vaincus.

Cette situation crée de nouveaux devoirs pour les proscrits. Devant la dissolution croissante des forces réactionnaires, devant la possibilité d'une action plus efficace, il ne suffit pas de maintenir l'intégrité de la proscription en la défendant contre les attaques policières, mais il s'agit d'unir nos efforts à ceux des communeux de France, pour délivrer ceux des nôtres tombés entre les mains de l'ennemi, et préparer la revanche.

L'heure nous paraît donc venue pour ce qui a vie dans la proscription de s'affirmer, de se déclarer.

C'est ce que vient faire aujourd'hui le groupe : LA COMMUNE RÉVOLUTIONNAIRE.

Car il est temps que ceux-là se reconnaissent qui athées, communistes, révolutionnaires, concevant de même la Révolution dans son but et ses moyens, veulent reprendre la lutte et pour cette lutte décisive reconstituer le parti de la Révolution, le parti de la Commune.

¹ Nous citons à partir de marxists.org.

Nous sommes *Athées*, parce que l'homme ne sera jamais libre, tant qu'il n'aura pas chassé Dieu de son intelligence et de sa raison.

Produit de la vision de l'inconnu, créée par l'ignorance, exploitée par l'intrigue et subie par l'imbécillité, cette notion monstrueuse d'un être, d'un principe en dehors du monde et de l'homme, forme la trame de toutes les misères dans lesquelles s'est débattue l'humanité, et constitue l'obstacle principal à son affranchissement. Tant que la vision mystique de la divinité obscurcira le monde, l'homme ne pourra ni le connaître ni le posséder; au lieu de la science et du bonheur, il n'y trouvera que l'esclavage de la misère et de l'ignorance.

C'est en vertu de cette idée d'un être en dehors du monde et le gouvernant, que se sont produites toutes les formes de servitude morale et sociale : religions, despotismes, propriété, classes, sous lesquelles gémit et saigne l'humanité.

Expulser Dieu du domaine de la connaissance, l'expulser de la société, est la loi pour l'homme s'il veut arriver à la science, s'il veut réaliser le but de la révolution.

Il faut nier cette erreur génératrice de toutes les autres, car c'est par elle que depuis des siècles l'homme est courbé, enchaîné, spolié, martyrisé.

Que la Commune débarrasse à jamais l'humanité de ce spectre de ses misères passées, de cette cause de ses misères présentes.

Dans la Commune il n'y a pas de place pour le prêtre : toute manifestation, toute organisation religieuse doit être proscrite.

Nous sommes *Communistes*, parce que nous voulons que la terre, que les richesses naturelles ne soient plus appropriées par quelques-uns, mais qu'elles appartiennent à la Communauté. Parce que nous voulons que, libres de toute oppression, maîtres enfin de tous les instruments de production : terre, fabriques, etc., les travailleurs fassent du monde un lieu de bien-être et non plus de misère.

Aujourd'hui, comme autrefois, la majorité des hommes est condamnée à travailler pour l'entretien de la jouissance d'un petit nombre de surveillants et de maîtres.

Expression dernière de toutes les formes de servitude, la domination bourgeoise a dégagé l'exploitation du travail des voiles mystiques qui l'obscurcissaient; gouvernements, religions, famille, lois, institutions du passé, comme du présent, se sont enfin montrés, dans cette société réduite aux termes simples de capitalistes et de salariés, comme les instruments d'oppression au moyen desquels la bourgeoisie maintient sa domination, contient le Prolétariat.

Prélevant pour augmenter ses richesses tout le surplus du produit du travail, le capitaliste ne laisse au travailleur que juste ce qu'il lui faut pour ne pas mourir de faim.

Maintenu par la force dans cet enfer de la production capitaliste, de la propriété, il semble que le travailleur ne puisse rompre ses chaînes.

Mais le Prolétariat est enfin arrivé à prendre conscience de lui-même : il sait qu'il porte en lui les éléments de la société nouvelle, que sa délivrance sera le prix de sa victoire sur la bourgeoisie et que, cette classe anéantie, les classes seront abolies, le but de la Révolution atteint.

Nous sommes *Communistes*, parce que nous voulons arriver à ce but sans nous arrêter aux moyens termes, compromis qui, aujourd'hui, sont un prolongement d'esclavage.

En détruisant la propriété individuelle, le Communisme fait tomber une à une toutes ces institutions dont la propriété est le pivot. Chassé de sa propriété, où avec sa famille, comme dans une forteresse il tient garnison, le riche ne trouvera plus d'asile pour son égoïsme et ses privilèges.

Par l'anéantissement des classes, disparaîtront toutes les institutions oppressives de l'individu et du groupe dont la seule raison était le maintien de ces classes, l'asservissement du travailleur à ses maîtres.

L'instruction ouverte à tous donnera cette égalité intellectuelle sans laquelle l'égalité matérielle serait sans valeur.

Plus de salariés, de victimes de la misère, de l'insolidarité, de la concurrence, mais l'union de travailleurs égaux, répartissant le travail entre eux, pour obtenir le plus grand développement de la Communauté, la plus grande somme de bien-être pour chacun. Car chaque citoyen trouvera la plus grande liberté, la plus grande expansion de son individualité, dans la plus grande expansion de la Communauté.

Cet état sera le prix de la lutte et nous voulons cette lutte sans compromis ni trêve, jusqu'à la destruction de la bourgeoisie, jusqu'au triomphe définitif.

Nous sommes Communistes, parce que le Communisme est la négation la plus radicale de la société que nous voulons renverser, l'affirmation la plus nette de la société que nous voulons fonder.

Parce que, doctrine de l'égalité sociale, elle est plus que toute doctrine la négation de la domination bourgeoise, l'affirmation de la Révolution. Parce que, dans son combat contre la bourgeoisie, le Prolétariat trouve dans le Communisme l'expression de ses intérêts, la règle de son action.

Nous sommes *Révolutionnaires*, autrement Communeux, parce que voulant la victoire, nous en voulons les moyens. Parce que, comprenant les conditions de la lutte, et voulant les remplir, nous voulons la plus forte organisation de combat, la coalition des efforts, non leur dispersion, mais leur centralisation.

Nous sommes révolutionnaires, parce que pour réaliser le but de la Révolution, nous voulons renverser par la force une société qui ne se maintient que par la force. Parce que nous savons que la faiblesse, comme la légalité, tue les révolutions, que l'énergie les sauve. Parce que nous reconnaissons qu'il faut conquérir ce pouvoir politique que la bourgeoisie garde d'une façon jalouse, pour le maintien de ses privilèges. Parce que dans une période révolutionnaire, où les institutions de la société actuelle devront être fauchées, la dictature du prolétariat devra être établie et maintenue jusqu'à ce que, dans le monde affranchi, il n'y ait plus que des citoyens égaux de la société nouvelle.

Mouvement vers un monde nouveau de justice et d'égalité, la Révolution porte en elle-même sa propre loi et tout ce qui s'oppose à son triomphe doit être écrasé.

Nous sommes révolutionnaires, nous voulons la Commune, parce que nous voyons dans la Commune future, comme dans celles de 1793 et de 1871, non la tentative égoïste d'une ville, mais la Révolution triomphante dans le pays entier : la République communautaire. Car la Commune c'est le Prolétariat révolutionnaire armé de la dictature, pour l'anéantissement des privilèges, l'écrasement de la bourgeoisie.

La Commune, c'est la forme militante de la Révolution sociale. C'est la Révolution debout, maîtresse de ses ennemis. La Commune, c'est la période révolutionnaire d'où sortira la société nouvelle.

La Commune, ne l'oublions pas non plus, nous qui avons reçu charge de la mémoire et de la vengeance des assassinés, c'est aussi la revanche.

Dans la grande bataille, engagées entre la bourgeoisie et le prolétariat; entre la société actuelle et la Révolution, les deux camps sont bien distincts, il n'y a de confusion possible que pour l'imbécillité ou la trahison.

D'un côté tous les partis bourgeois : légitimistes, orléanistes, bonapartistes, républicains conservateurs ou radicaux, de l'autre, le parti de la Commune, le parti de la Révolution, l'ancien monde contre le nouveau.

Déjà la vie a quitté plusieurs de ces formes du passé, et les variétés monarchiques se résolvent, en fin de compte, dans l'immonde Bonapartisme.

Quant aux partis qui, sous le nom de république conservatrice ou radicale, voudraient immobiliser la société dans l'exploitation continue du peuple par la bourgeoisie, directement, sans intermédiaire royal, radicaux ou conservateurs, ils diffèrent plus par l'étiquette que par le contenu; plutôt que des idées différentes, ils représentent les étapes que parcourra la bourgeoisie, avant de rencontrer dans la victoire du peuple sa ruine définitive.

Feignant de croire à la duperie du suffrage universel, ils voudraient faire accepter au peuple ce mode d'escamotage périodique de la Révolution; ils voudraient voir le parti de la Révolution entrant dans l'ordre légal de la société bourgeoise, par là même cesser d'être, et la minorité révolutionnaire abdiquer devant l'opinion moyenne et falsifiée de majorités soumises à toutes les influences de l'ignorance et du privilège.

Les radicaux seront les derniers défenseurs du monde bourgeois mourant; autour d'eux seront ralliés tous les représentants du passé, pour livrer la lutte dernière contre la Révolution. La fin des radicaux sera la fin de la bourgeoisie.

A peine sortis des massacres de la Commune, rappelons à ceux qui seraient tentés de l'oublier que la gauche versaillaise, non moins que la droite, a commandé le massacre de Paris, et que l'armée des massacreurs a reçu les félicitations des uns comme celles des autres. Versaillais de droite et Versaillais de gauche doivent être égaux devant la haine du peuple; car contre lui, toujours, radicaux et jésuites sont d'accord.

Il ne peut donc y avoir d'erreur et tout compromis, toute alliance avec les radicaux doivent être réputés trahison.

Plus près de nous, errant entre les deux camps, ou même égarés dans nos rangs, nous trouvons des hommes dont l'amitié, plus funeste que l'inimitié, ajournerait indéfiniment la victoire du peuple s'il suivait leurs conseils, s'il devenait dupe de leurs illusions.

Limitant plus ou moins les moyens de combat à ceux de la lutte économique, ils prêchent à des degrés divers l'abstention de la lutte armée, de la lutte politique.

Érigeant en théorie la désorganisation des forces populaires, ils semblent en face de la bourgeoisie armée, alors qu'il s'agit de concentrer les efforts pour un combat suprême, ne vouloir qu'organiser la défaite et livrer le peuple désarmé aux coups de ses ennemis.

Ne comprenant pas que la Révolution est la marche consciente et voulue de l'humanité, vers le but que lui assignent son développement historique et sa nature, ils mettent les images de leur fantaisie au lieu de la réalité des choses et voudraient substituer au mou-

vement rapide de la Révolution, les lenteurs d'une évolution dont ils se font les prophètes.

Amateurs de demi-mesures, fauteurs de compromis, ils perdent les victoires populaires qu'ils n'ont pu empêcher; ils épargnent, sous prétexte de pitié, les vaincus; ils défendent, sous prétexte d'équité, les institutions, les intérêts d'une société contre lesquels le peuple s'était levé.

Ils calomnient les révolutions quand ils ne peuvent plus les perdre.

Ils se nomment communalistes.

Au lieu de l'effort révolutionnaire du peuple de Paris pour conquérir le pays entier à la République communautaire, ils voient dans la Révolution du 18 mars un soulèvement pour des franchises municipales.

Ils renient les actes de cette Révolution qu'ils n'ont pas comprise, pour ménager sans doute les nerfs d'une bourgeoisie, dont ils savent si bien épargner la vie et les intérêts. Oubliant qu'une société ne périt que quand elle est frappée aussi bien dans ses monuments, ses symboles, que dans ses institutions et ses défenseurs, ils veulent décharger la Commune de la responsabilité de l'exécution des otages, de la responsabilité des incendies. Ils ignorent ou feignent d'ignorer que c'est par la volonté du Peuple et de la Commune unis jusqu'au dernier moment, qu'ont été frappés les otages, prêtres, gendarmes, bourgeois et allumés les incendies.

Pour nous, nous revendiquons notre part de responsabilité dans ces actes justiciers qui ont frappé les ennemis du Peuple, depuis Clément Thomas et Lecomte jusqu'aux dominicains d'Arcueil; depuis Bonjean jusqu'aux gendarmes de la rue Haxo; depuis Darboy jusqu'à Chaudey.

Nous revendiquons notre part de responsabilité dans ces incendies qui détruisaient des instruments d'oppression monarchique et bourgeoise ou protégeaient les combattants.

Comment pourrions-nous feindre la pitié pour les oppresseurs séculaires du Peuple, pour les complices de ces hommes qui depuis trois ans célèbrent leur triomphe par la fusillade, la transportation, l'écrasement de tous ceux des nôtres qui ont pu échapper au massacre immédiat.

Nous voyons encore ces assassinats sans fin, d'hommes, de femmes, d'enfants; ces égorgements qui faisaient couler à flots le sang du Peuple dans les rues, les casernes, les squares, les hôpitaux, les maisons. Nous voyons les blessés ensevelis avec les morts; nous voyons Versailles, Satory, les pontons, le bague, la Nouvelle-Calédonie. Nous voyons Paris, la France, courbés sous la terreur, l'écrasement continu, l'assassinat en permanence.

Communeux de France, Proscrits, unissons nos efforts contre l'ennemi commun; que chacun, dans la mesure de ses forces, fasse son devoir.

Le Groupe : La Commune Révolutionnaire.

Aberlen, Berton, Breuillé, Carné, Jean Clement, F. Cournet, Ch. Dacosta, Delle, A. Derouilla, E. Eudes, H. Gausseron, E. Gois, A. Goulé, E. Granger, A. Huguenot, E. Jouanin, Ledrux, Léonce, Luillier, P. Mallet, Marguerittes, Constant-Martin, A. Moreau, H. Mortier, A. Oldrini, Pichon, A. Poirier, Rysto, B. Sachs, Solignac, Ed. Vaillant, Varlet, Viard.

Londres, juin 1874.

Marx, à mesure

Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébéiens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis-Napoléon Bonaparte, Chronologie d'une ascension politique	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, Le coup d'Etat de décembre 1851. Repères chronologiques et politiques	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, <i>L'Extinction du paupérisme</i>	Vol. 21
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail.	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie.</i>	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (Ie), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (Ie), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (Ie), Protagonistes	Vol. 11
<i>La Commune révolutionnaire</i> , « Aux communeux » (Londres, juin 1874)	Vol. 29
Le concept de <i>mode de production</i> : premières formulations	Vol. 22
En vue du <i>mode de production asiatique</i>	Vol. 22
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Le <i>Crédit mobilier</i> et les frères Pereire	Vol. 15
Charles de Bouckère, Rapport de la commission d'enquête sur l'arrestation du Docteur Marx et de sa femme	Vol. 16
Classes et lutte de classes : une notion libérale ?	Vol. 16
Classes et lutte de classes : Marx, Engels, premières élaborations	Vol. 16
Classes et lutte de classes : protagonistes	Vol. 16
La controverse sur l' <i>eurocentrisme</i> de Marx et d'Engels	Vol. 22
L'affaire Freddy Demuth	Vol. 20
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor (<i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, L'armistice prusso-danois (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (2)</i>	Vol. 18
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes (3)</i>	Vol. 19
F. Engels, <i>Des rapports sociaux en Russie (Der Volksstaat, des 16, 18 et 21.04.1875)</i>	Vol. 29
F. Engels, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, L'agitation chartiste (<i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11
F. Engels, La crise commerciale en Angleterre (<i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes (<i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11
F. Engels, <i>La Guerre des paysans en Allemagne</i>	Vol. 19
F. Engels, La <i>Kölnische Zeitung</i> et la révolution de juin. (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 1 ^{er} juillet 1848)	Vol. 15

F. Engels, La lutte des Magyars (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 13 janvier 1849)	Vol. 14
F. Engels, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> des 1 ^{er} et 2 juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste (<i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le congrès économique (<i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles (<i>The Northern Star</i> du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste (<i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Le procès des communistes à Cologne (<i>New York Daily Tribune</i> du 22.12.1852)	Vol. 20
F. Engels, Le programme agraire des chartistes (<i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le programme des émigrés blanquistes de la commune (<i>Der Volksstaat</i> du 26.06.1874)	Vol. 29
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande (<i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11
F. Engels, Lettre à Eduard Bernstein du 22 février 1882	Vol. 14
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettres d'Allemagne</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 19
F. Engels, <i>Lettres de France</i> (<i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 15
F. Engels, Le 23 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 24 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 25 juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, La campagne pour la Constitution du Reich	Vol. 17
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale (<i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, <i>La loi anglaise des 10 heures</i>	Vol. 19
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le panslavisme démocratique (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
F. Engels, Préface à l'édition de 1885 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
F. Engels, Postface aux <i>Problèmes sociaux en Russie</i> (Berlin, 1894)	Vol. 29
F. Engels, <i>Principes du communisme</i> (1847)	Vol. 14
F. Engels, Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)	Vol. 13
F. Engels, Réponse à la lettre ouverte de P.N. Tkachev (<i>Der Volkstaat</i> , des 28.03 et 02.04.1875)	Vol. 29
F. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne	Vol. 17
F. Engels, Sur « les peuples sans histoire »	Vol. 14
F. Engels, Sur la littérature des émigrés (III) (<i>Der Volksstaat</i> des 6 et 8.10.1874)	Vol. 29
F. Engels, Sur l'inactivité des prolétaires français en déc. 1851 (<i>Notes to the People</i> , février/avril 1852)	Vol. 21
Ferdinand Flocon, Lettre d'invitation à Marx	Vol. 16
Charles Fourier, Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier, Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier, L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Philippe Gigot, <i>le premier marxiste belge</i>	Vol. 16
Andreas Gottschalk, son action politique en 1848-1849 à Cologne	Vol. 18
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel, L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel, Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel, La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
Hegel et l'orient.	Vol. 22
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Victor Hugo, Discours du 15 janvier 1850 sur la liberté de l'enseignement	Vol. 16
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14
Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ferdinand Lassalle, Les premiers emprisonnements (1847-1849)	Vol. 18
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabet	Vol. 13
<i>Ligue des communistes</i> , Mise en sommeil ou dissolution en juin 1848 ?	Vol. 18
<i>Ligue des communistes</i> , La rupture de septembre 1850	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , La fraction Willich/Schapper	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , Revendications du parti communiste en Allemagne (mars 1848)	Vol. 18
Sylvain Maréchal, <i>Manifeste des Egaux</i>	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, Adresse de mars 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19

K. Marx et F. Engels, Adresse de juin 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Le chant du coq gaulois	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, Déclaration du 20 novembre 52 au <i>Morning Advertiser</i>	Vol. 20
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>Les Grands Hommes de l'Exil</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Préfaces au Manifeste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste</i> , une œuvre de plagiaires ?	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx, F. Engels, Stratégies (la ligne politique de la <i>Neue Rheinische Zeitung</i> en 1848-1849)	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, sur Gracchus Babeuf	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, sur la question d'Orient	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la guerre de Crimée	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la rébellion des Cipayes en Inde. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 24
K. Marx et F. Engels, sur la crise de 1857. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 25
K. Marx et F. Engels : le journalisme politique au cours de la décennie 1851-1861	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1852 et 1856	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1857 et 1858	Vol. 24
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, A Engels, le 02.04.1858 : « <i>un short outline of the first part</i> »	Vol. 26
K. Marx, Au parlement ouvrier (<i>People's Paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 22
K. Marx, <i>Le chevalier de la noble conscience</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, Défaite du ministère de Palmerston (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Discours sur la Pologne (<i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
K. Marx, Enquête ouvrière	Vol. 28
K. Marx, Grèves ouvrières (<i>New York Daily Tribune</i> de juillet à décembre 1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Grundrisse</i> , histoire d'un manuscrit	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (1) : l'introduction de 1857	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (2) : le chapitre de l'argent	Vol. 26
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (3) : le chapitre du capital	Vol. 27
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (4) : le fragment des machines	Vol. 28
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (5) : le chapitre des formes antérieures à la production capitaliste	Vol. 29
K. Marx, La condition des ouvriers d'usine (<i>New York Daily Tribune</i> , le 23.04.1857)	Vol. 27
K. Marx, <i>La défaite de Cobden, Bright et Gibson</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 17.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Le résultat des élections</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 12.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, l'Espagne en révolution	Vol. 22
K. Marx, <i>Le 18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>La guerre civile en France</i> , Adresse du 30.05.1871 du Conseil général de l'AIT	Vol. 21
K. Marx, <i>La duchesse de Sutherland et l'esclavage</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 09.02.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>L'émigration forcée</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 22.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Les élections anglaises</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 06.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Les prochaines élections en Angleterre</i> (<i>New York Daily Tribune</i> , le 31.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Ferdinand Lassalle, du 02.06.1860	Vol. 20
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Véra Zassoulitch, du 8 mars 1881.	Vol. 29
K. Marx, Lettre au parlement ouvrier (<i>The People's paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 11
K. Marx, L'Italie en résistance	Vol. 22
K. Marx, Le libre-échange et les chartistes (<i>New York Daily Tribune</i> , le 25.08.1852)	Vol. 11
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France</i> (1)	Vol. 15
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France</i> (2)	Vol. 16
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2

K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. Une découverte scientifique	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. La métaphysique de l'économie politique	Vol. 8
K. Marx, Notice sur deux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien De la Hodde	Vol. 16
K. Marx, Plaidoyer du 8 février 1849	Vol. 18
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Préface à l'édition de 1869 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>Révélations sur le procès de communistes</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Les révolutions de 1848 et le prolétariat</i> (14.04.1856)	Vol. 21
K. Marx, La révolution de juin (<i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
K. Marx, Sur la théorie ricardienne de la rente foncière : une <i>questiuncula theorica</i>	Vol. 22
K. Marx, Sur la loi des 10 heures (<i>New York Daily Tribune</i> , le 15.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, Le système industriel anglais (<i>New York Daily Tribune</i> , le 28.04.57)	Vol. 27
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, Tories et Whigs (<i>New York Daily Tribune</i> , le 21.08.1852)	Vol. 11
K. Marx : 1850-1852, la reprise des travaux théoriques et des recherches	Vol. 22
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1848-1849	Vol. 18
K. Marx : Les étapes de <i>l'Economie</i> (1) : 1844-1858	Vol. 23
Mazzini contre le socialisme et les socialistes français	Vol. 19
Le mode de production asiatique en débat : les pièces du dossier	Vol. 29
Jules Mirès, notice biographique	Vol. 25
Charles de Montalembert, Discours du 21 juillet 1849 sur la liberté de la presse	Vol. 16
J. Nagels, Le point de vue de la production dans le marxisme	Vol. 8
J. Nagels, David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs	Vol. 8
Note sur l'aristocratie financière	Vol. 16
Note sur Charles Anderson Dana et le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 22
Note sur l'emprunt révolutionnaire allemand	Vol. 19
Note sur la carrière politique de Lord Palmerston	Vol. 28
Note sur la <i>Neue Rheinische Zeitung</i>	Vol. 18
Note sur la garde nationale mobile	Vol. 15
Note sur la guerre de Crimée : chronologie	Vol. 22
Note sur l'immigration politique à Londres vers 1850	Vol. 19
Note sur la journée du 15 mai	Vol. 15
Note sur la paysannerie parcellaire	Vol. 21
Note sur la rébellion des Cipayes en Inde : contexte historique et chronologie des événements	Vol. 24
Note sur la crise de 1857	Vol. 25
Note sur le lumpenprolétariat	Vol. 16
Note sur les journées de juin	Vol. 15
Note sur les majorités politiques anglaises de 1802 à 1880	Vol. 28
Note sur la <i>Société universelle des communistes révolutionnaires</i>	Vol. 19
Note sur la <i>Société du Dix-Décembre</i>	Vol. 21
Note sur les sociétés en commandite par actions	Vol. 25
Note sur les ateliers nationaux	Vol. 15
<i>L'obchtchina</i> en question : la controverse entre Fr. Engels et P.N. Tkatchev	Vol. 29
L'opéraïsme italien des années soixante	Vol. 28
Raniero Panzieri, <i>Capitalisme et machinisme</i>	Vol. 28
Raniero Panzieri, note pour une biographie intellectuelle et militante	Vol. 28
Constantin Pecqueur / Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
J-J Pillot, Eléments de biographie	Vol. 13
Plus-value ou survaleur ? La traduction française du concept de <i>Mehrwert</i> en débat	Vol. 27
Le procès des communistes à Cologne : chronique d'une répression	Vol. 20
Le procès des communistes à Cologne : agents doubles, mouchards et provocateurs	Vol. 20
P-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P-J. Proudhon, Note sur ses relations avec Louis-Napoléon Bonaparte (1848-1852)	Vol. 21
P-J. Proudhon, Note sur le <i>Manuel du spéculateur à la bourse</i>	Vol. 25
P-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P-J. Proudhon, Le projet d' <i>Association progressive</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 Décembre</i>	Vol. 21
Les résidences de Marx à Bruxelles en 1845-1848	Vol. 16
Les résidences de Marx à Londres	Vol. 19
La révolution de 1848 en France : chronologie des événements (1)	Vol. 15
La révolution de 1848 en France : chronologie des événements (2)	Vol. 21
Auguste Romieu, <i>Le spectre rouge de 1852</i>	Vol. 21
Jacques Roux, <i>Manifeste des Enragés</i>	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3

Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
Joseph Staline, <i>Le matérialisme dialectique et le matérialisme dialectique</i>	Vol. 29
W. Stieber, <i>l'Espion de Bismarck</i>	Vol. 20
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
P.N. Tkatchev, <i>Lettre ouverte à Monsieur Friedrich Engels</i> (Zurich, 1874)	Vol. 29
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, Une controverse sur Babeuf et le babouvisme	Vol. 13
Le toast de Blanqui	Vol. 19
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Tranches de vie : janvier-avril 1848	Vol. 16
Tranches de vie : avril 1848-août 1849	Vol. 18
Tranches de vie : septembre 1849-mai 1851	Vol. 19
Tranches de vie : juin 1851-décembre 1852	Vol. 20
Tranches de vie : janvier 1853-décembre 1856	Vol. 22
Tranches de vie : l'année 1857	Vol. 23
Tranches de vie : l'année 1858	Vol. 26
Tranches de vie : l'année 1859	Vol. 27
<i>Vorwärts</i> , Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10
Wilhelm Weitling, notice biographique	Vol. 23
Joseph Weydemeyer, <i>La dictature du prolétariat</i>	Vol. 19